

Jorge Sampaio président du Portugal

Le candidat socialiste Jorge Sampaio a remporté l'élection présidentielle portugaise, avec 53,83 % des voix, contre l'ancien premier ministre libéral Aníbal Cavaco Silva. M. Sampaio succédera à Mario Soares.

p. 3
et notre portrait p. 12

Déficit budgétaire et jeux d'écritures

Alors que les contentieux sociaux se multiplient, le gouvernement a pris discrètement deux dispositions. La première consiste à repousser la date de prise en compte des impôts du 31 décembre au 5 janvier, ce qui pourrait dégager une marge de près de 20 milliards de francs.

p. 7

La fusion Matra-Hachette contestée

Les actionnaires minoritaires du groupe dénoncent les conditions de la fusion des deux entreprises en 1992. La cour d'appel de Paris rendra un arrêt le 16 janvier.

p. 15

Des mesures pour le monde associatif

Le gouvernement annonce que les associations caritatives pourront recevoir des subventions sur une période de trois ans au lieu d'un.

p. 10

Un entretien avec Patrick Weil



Ce professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste de l'immigration en France, considère que « la laïcité se doit d'intégrer la religion musulmane ».

p. 13

Modes de vie

L'électroménager redécouvre la simplicité depuis que l'étalage de technologie ne fait plus vendre mais fuir. 89 % des clients recherchent des produits simples d'utilisation.

p. 21

La musique de Manuel de Falla

Le plus grand compositeur espagnol du XX^e siècle est mort, voilà cinquante ans, le 14 novembre 1946. Il n'a jamais cessé d'être servi par les plus grands interprètes.

p. 23

Alternance, 3 DM ; Anvers-Guyane, 8 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 DDK ; Espagne, 220 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 Dr ; Irlande, 140 F ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 9 DM ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; République Fédérale, 3 F ; Suède, 800 F CFA ; Suisse, 18 KRS ; Tunisie, 200 F ; Turquie, 1 Lira ; USA, 1 \$; USA (Canada), 2,50 \$.

M 0147-0116 - 7 00 F
Calmann-Lévy

Moscou choisit la force contre le commando tchéchène

Au Daghestan, les troupes russes sont entrées dans Pervomaïskaïa

APRÈS SIX JOURS de négociations infructueuses, les forces russes ont donné l'assaut, lundi 15 janvier au matin, contre la petite ville de Pervomaïskaïa au Daghestan, où un commando tchéchène retenait en otage plus d'une centaine de personnes, dont des femmes et des enfants. Selon l'agence Itar-Tass, les unités spéciales du ministère de l'Intérieur seraient déjà « à l'ouvrage » à l'intérieur du village. D'après des informations impossibles à confirmer, les combattants tchéchènes auraient exécuté certains otages dès dimanche après-midi, entraînant la décision du président russe de choisir la force. Lundi matin, le porte-parole de Boris Eltsine a déclaré que celui-ci avait fait « tout son possible pour éviter » l'assaut. Selon lui, « les otages n'auraient fait qu'aggraver la crise et mettre en danger la vie des otages ».

Lire page 2



Encombrements et « coups de volant » dans l'espace

ÇA DEVAIT arriver. Vendredi 12 janvier, la navette spatiale américaine *Endeavour* traquait tranquillement un satellite japonais pour permettre, le lendemain, à ses astronautes de pêcher à l'aide du bras télémanipulateur du vaisseau. Tout était calme, rythmé par les « Roger » (« Bien compris ») et les « Copy that » (« Bien enregistré ») des dialogues. Tout allait bien jusqu'à ce « coup de volant » de dernière minute qui est venu perturber la mission.

Vers 8 h 38, heure française, *Endeavour* a dû esquiver subitement un vieux satellite de l'armée de l'air américaine qui traînait sur sa route, tous feux éteints... A gauche toute. Peut-être à droite toute. Qu'importe ! L'équipage a allumé les fusées d'appoint de la navette et, comme tout conducteur soucieux de sa sécurité, a changé de file.

A cette petite nuance près qu'il a fallu au commandant de bord respecter le « code de la route » spatial de la Nasa, qui prévoit qu'une navette doit toujours, sauf opération spéciale de récupération d'un satellite, d'une plateforme ou d'un astronaute, se tenir à une distance latérale d'au moins 1,8 kilomètre de tout objet ou débris et ne jamais être suivie ou précédée à moins de 5,5 kilomètres par la moindre épave.

L'espace est devenu de moins en moins sûr, et il n'aura pas fallu plus de quarante ans pour que la « dernière frontière » tant vantée par le président Kennedy devienne une décharge. Sans doute le mot est-il un peu fort.

Depuis le lancement du premier Spoutnik, en 1957, la banlieue de la Terre a vu passer pas moins de 4 500 engins spatiaux. La plupart se sont désintégrés dans l'atmosphère une fois leur mission achevée, parfois de manière spectaculaire, comme lors de la rentrée du laboratoire spatial américain Skylab ou de la chute du réacteur nucléaire de Cosmos 954 sur le Canada. D'autres, en revanche, sont restés en orbite, au point qu'aujourd'hui gravitent dans la banlieue terrestre des débris de toutes sortes.

Bouillons ou morceaux de carcasse, il n'y a qu'à faire son choix. On recense pas moins de 7 000 débris de bonne taille autour de la Terre. L'essentiel de ces épaves est la conséquence des activités de la Russie, qui a laissé là 1 274 morceaux de satellites et 2 359 débris de corps de fusées, et de celles des États-Unis, qui ne sont pas en reste avec 617 morceaux de sa-

telles et 2 676 débris de corps de fusées. Encore ces statistiques ne tiennent-elles compte que des objets les plus gros, qui suivent, heure par heure, les services de l'armée américaine.

Walter Flury, de l'Agence spatiale européenne, estime que le danger de croiser des épaves sur la route des étoiles, « bien que réel », est « encore très marginal ». « Cependant, ajoute-t-il, personne ne peut affirmer que la navette spatiale américaine est à l'abri d'une collision avec un déchet qui pourrait l'endommager, voire la pulvériser. » Pas très rassurant.

Surtout lorsque l'on sait que, sur les quarante missions réalisées par les navettes américaines avant mai 1991, plus de cinquante impacts, heureusement sans gravité, ont été relevés, et que, à trois reprises déjà, les commandants de bord d'*Atlantis* et de *Discovery* ont dû montrer qu'ils avaient un fameux coup de volant.

A quand des éboueurs de l'espace ou, à défaut, des systèmes qui remontent en orbite les satellites ou, au contraire, les précipitent à la demande dans les hautes couches de l'atmosphère pour éviter le pire ?

Jean-François Augereau

Un Francilien sur trois est prêt à circuler à vélo

Les grèves de décembre font réfléchir les élus

UNE ÉTUDE réalisée pour le compte du conseil régional d'Ile-de-France, rendue publique lundi 15 janvier, indique qu'un tiers des habitants de l'agglomération parisienne sont disposés à utiliser le vélo pour leurs transports quotidiens. En décembre 1995, pendant les journées de grève des transports en commun, la population de cyclistes s'était élevée à 380 000 personnes alors que l'on en compte habituellement pas plus de 140 000. Au total, 7 % des transports ont été assurés à vélo, dont 20 % pour les déplacements à l'intérieur de la capitale. Indiscutablement, le vélo bénéficie désormais d'un regain d'intérêt parmi les citadins.

Un large mouvement de retour à la bicyclette s'esquisse cependant un minimum d'investissements dans l'espace urbain (pistes cyclables, bornes anti-vol, etc.). Le conseil régional d'Ile-de-France se déclare disposé à

y participer à condition que les municipalités effectuent le premier pas, en aménageant notamment des voies réservées aux vélos. En revanche, il considère que le covoiturage est du ressort des entreprises. Près de 30 % d'entre elles n'excluent pas d'encourager son développement auprès de leurs salariés. Le conseil régional estime également nécessaire d'encourager l'aménagement du temps de travail afin de mieux répartir les horaires et, par conséquent, le trafic automobile.

Confrontée elle aussi à des difficultés de circulation et un fort niveau de pollution, l'agglomération strasbourgeoise est celle qui a le plus fortement encouragé l'usage de la bicyclette. Grâce à l'installation de parcs gardés et d'un service de location, le vélo y assure environ 15 % des déplacements.

Lire page 8

Une femme dans la peau de Richard II



FIONA SHAW

DEPUIS qu'on l'a découverte en France, en 1993, à la faveur de la création d'*Electra*, de Sophocle, par la Royal Shakespeare Company invitée de la Maison de la culture de Bobigny, on sait que l'Anglaise Fiona Shaw est une actrice exceptionnelle. Son engagement est d'une intensité, d'une générosité, d'une dangerosité même, qui lui permettent d'incarner les personnages les plus complexes du répertoire. Sa beauté lui donne rang de reine de la scène, sa sensualité lui autorise toutes les audaces, dont celle de jouer de la géométrie homme-femme, avec une impudence qui jamais n'oublie les lois tacites de l'élégance.

On peut le vérifier à Bobigny où elle est l'interprète du rôle-titre de *Richard II*, de William Shakespeare, avec la troupe du Royal National Theater, dans une mise en scène impitoyable de sa compatriote Deborah Warner. Sans renoncer en rien à sa présence de femme, elle campe ce jeune roi inapte aux fonctions suprêmes, ce jeune homme plein des violences et des contradictions d'un adolescent d'aujourd'hui, dont le portrait se reflète dans son double, presque son jumeau, le futur Henry IV qui le déposera. Une première dans le théâtre shakespearien qui s'interroge, ici, sur les capacités de la classe politique à gouverner les hommes et le monde.

Lire page 24

International	2	Agenda	22
France	6	Abonnements	22
Société	8	Météorologie	22
Carnet	11	Mots croisés	22
Horizons	12	Culture	23
Entreprises	15	Guide culturel	25
Finances/marchés	17	Communication	26
Aujourd'hui	19	Radio-Télévision	27

Pascal Quignard

LA HAINE DE LA MUSIQUE

Calmann-Lévy



ministre de la police.

Ce qui se passe en Corse depuis un an, et la manière dont ce gouvernement, après bien d'autres, y développe sa conception de la loi et de l'ordre, n'en apparaît que plus singulier, tant la temporisation, l'incubation, la mansuétude, le dispendent en définitive à l'inefficacité, puisque la crise, à multiple facettes, ne fait qu'empirer. A tel point que beaucoup sur le continent et quelques-uns à Ajaccio et à Bastia, las de tant d'échecs économiques, de réformes incomprises et de sang inutilement versé, se demandent si le moment n'est pas venu de concéder à cette région de métropole un statut voisin de celui de la lointaine Nouvelle-Calédonie ou de laisser filer les choses jusqu'à l'indépendance, au mépris de l'Histoire, des combats, de la résistance, et surtout de l'attachement indéfectible de la très grande majorité des deux cent cinquante mille habitants à une République « indivisible », pour reprendre le terme de l'article 2 de la Constitution.

Unité ne signifie ni uniformité ni nivellement. Plus de dix ans après la décentralisation, tous les gouvernements, de gauche comme de droite, savent que la France est plurielle, ethniquement et géographiquement, et que la diversité de ses cultures constitue l'une de ses richesses.

François Grosrichard

Lire la suite page 14
et nos informations page 6

ATTACHE Les troupes russes ont attaqué, lundi 15 janvier en début de matinée, le village de Pervomaïskaïa, au Daghestan, où un commando de combattants tchétchènes re-

tient en otage une centaine de civils daghestanais et des policiers russes. Selon Moscou, les indépendantistes auraient, dès dimanche, commencé à exécuter certains otages, ce qui

justifierait l'intervention armée. ● LE CHEF DU COMMANDO, Salman Radouev, âgé de vingt-huit ans, parent du président indépendantiste Djokhar Douaev, ne fait pas

l'unanimité dans la résistance tchétchène. On lui reproche notamment l'opération manquée sur Goudermes, la deuxième ville de Tchétchénie, en décembre 1995. ● CE

NOUVEL ÉPISODE sanglant de la guerre en Tchétchénie pourrait fragiliser Boris Eltsine, au moment où il se prépare à briguer un second mandat présidentiel en juin.

Les forces russes ont donné l'assaut contre le commando de Pervomaïskaïa

Après six jours de négociations infructueuses avec les preneurs d'otages tchétchènes, Moscou a choisi la solution de force, risquant de provoquer un bain de sang

LES FORCES Russes, appuyées par l'artillerie et des hélicoptères de combat, se sont lancées, lundi 15 janvier au matin, à l'assaut du petit village de Pervomaïskaïa, au Daghestan, où sont retranchés cent cinquante indépendantistes tchétchènes lourdement armés qui retiennent une centaine de personnes, dont des femmes et des enfants, capturés lors d'un raid contre l'hôpital de la ville de Kizlar (Daghestan) mardi 9 janvier.

Depuis Pervomaïskaïa, des nuages de fumée étaient visibles et des tirs d'armes lourdes déchiraient l'air, ponctués d'explosions de missiles au rythme d'une déflagration par seconde, selon le correspondant de l'agence Reuter présent sur place. Le bilan de l'assaut n'était pas encore connu lundi en fin de matinée. Les informations, en

provenance de Moscou, selon lesquelles le commando aurait commencé à exécuter des otages étaient aussi impossibles à confirmer.

Soldats russes et combattants tchétchènes en étaient à leur sixième jour de face-à-face dans ce village situé à la frontière de la République autonome du Daghestan et de la Tchétchénie.

Tout a commencé, mardi 9 janvier à l'aube, lorsque plusieurs centaines d'indépendantistes tchétchènes, conduits par Salman Radouev, un parent du président indépendantiste, Djokhar Douaev, ont lancé un raid sur la ville de Kizlar, au Daghestan.

Deux mille personnes sont capturées par le commando indépendantiste qui, au fur et à mesure de l'évolution de la crise, en relâchera une grande partie. Le dernier bilan diffusé di-

manche 14 janvier par les forces russes fait état de trente-cinq morts lors du raid contre la ville.

Moscou a misé sur la tension et la fatigue grandissantes des hommes du commando

Mercredi 10 janvier, le commando et ses otages quittent Kizlar avec les otages pour tenter de gagner la Tchétchénie voisine mais restent bloqués à Pervomaïskaïa, les Russes ayant bombardé un pont sur la rivière

Terek, pour empêcher leur passage. Les négociations entre le commando et les forces russes, auxquelles les autorités daghestanaises ont été associées, échouent. Les indépendantistes cherchent à regagner, avec les otages, une zone de Tchétchénie qu'ils contrôlent, tandis que les Russes refusent de laisser partir le convoi, posant comme préalable la libération des personnes détenues et le dépôt des armes.

Dimanche en fin d'après-midi, Moscou a donné une nuit de plus au commando tchétchène pour qu'il libère ses derniers captifs, entre 70 et 116 personnes selon les estimations, dont une trentaine de membres des forces spéciales du ministère de l'Intérieur. Le porte-parole du service de sécurité (FSB, ex-KGB), Alexandre Mikhaïlov, a déclaré lundi aux journalistes présents

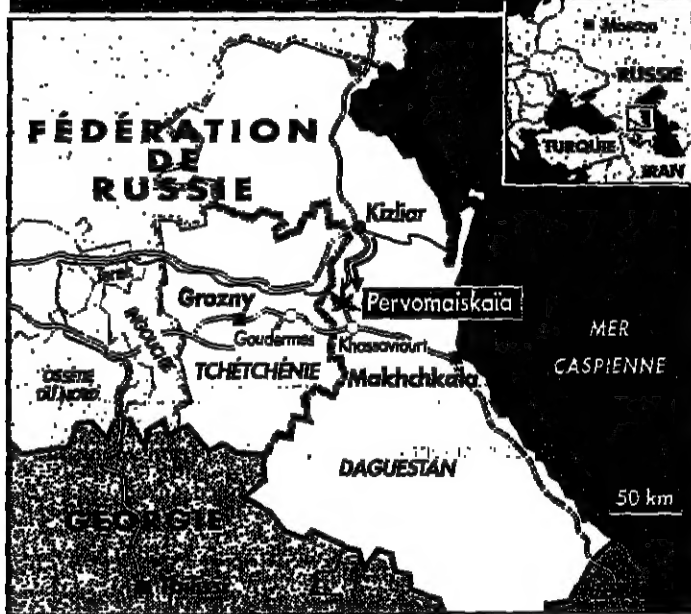
sur place que les Tchétchènes avaient rejeté ce nouvel ultimatum russe et commencé à exécuter des otages dès dimanche après-midi, sans que cette information ait pu être confirmée. Jeudi 11 janvier, la télévision publique russe avait rapporté une information selon laquelle six otages - des membres des forces spéciales - avaient été exécutés par le commando indépendantiste. Cette information avait été démentie un peu plus tard par M. Mikhaïlov.

Après quelques jours de tergiversations, Moscou s'est donc fixé une ligne de conduite dure en misant sur la tension et la fatigue grandissantes des hommes de Salman Radouev. A la tombée de la nuit, dimanche, ils ont tiré à différentes reprises des fusées éclairantes au-dessus de Pervomaïskaïa.

« Tout tend à démontrer que les Tchétchènes, qui retiennent leurs otages depuis plusieurs jours, sont en train de craquer. Ils perdent leur sang-froid, et les initiatives les plus imprévisibles sont à craindre de leur part », avait déclaré à l'agence Tass un responsable du ministère de l'Intérieur. Le président Boris Eltsine avait promis de punir les preneurs d'otages, qualifiés de « bandits » par l'ensemble des autorités russes.

Une prise d'otages similaire s'était déroulée en juin 1995 à l'hôpital de Boudennovsk (sud de la Russie) et avait causé la mort de 150 personnes, dont la moitié avaient péri après un assaut désastreux des forces russes sur l'hôpital. Les « combattants des montagnes » avaient alors pu échapper aux forces russes et regagner sains et saufs la Tchétchénie. - (AFP, Reuter.)

Nord-Caucase : une région explosive

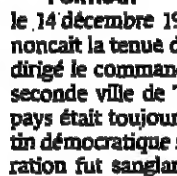


Salman Radouev, un chef contesté du camp tchétchène

MOSCOU

de notre correspondante
Salman Radouev, le chef du commando attaqué, lundi 15 janvier, par les forces russes dans le village de Pervomaïskaïa, était, il y a un mois encore, un membre obscur des détachements tchétchènes résistants depuis treize mois à l'invasion armée de leur pays.

Sa qualité d'époux d'une nièce du général Djokhar Douaev, le président des indépendantistes, ne lui avait donné aucune célébrité particulière. Celle-ci lui vint cependant, lors de l'opération de Goudermes : le 14 décembre 1995, alors que le Kremlin annonçait la tenue d'élections en Tchétchénie, il a dirigé le commando qui reprit possession de la seconde ville de Tchétchénie, montrant que le pays était toujours en guerre et qu'aucun scrutin démocratique ne pouvait s'y dérouler. L'opération fut sanglante : alors que le chef d'état-



major des forces tchétchènes, Aslan Maskhadov, avait prévu que le commando se retirerait de cette ville dès la fin du scrutin qui devait se dérouler durant quatre jours, les forces russes encerclant Goudermes ont bombardé la ville durant près de deux semaines. Quelque 200 à 300 civils y auraient péri, de même qu'une centaine de soldats russes, mais Salman Radouev et ses hommes se sont sortis de l'étau russe.

Ce fut pour lancer, deux semaines plus tard, l'opération de Kizlar - la prise d'otages dans cette petite ville du Daghestan voisin, qui se voulait sans doute une réédition de celle de Boudennovsk, en Russie, par laquelle les Tchétchènes avaient imposé, en juin 1995, l'ouverture d'éphémères négociations avec le Kremlin. La presse russe avait supputé que le parent du président Douaev était « jaloux » de l'immense popularité qu'avait alors acquise dans le Caucase Chamil Bassaev, le chef du commando de Boudennovsk. Mais les titres de gloire de ce dernier semblaient hors de portée de Salman Radouev, même s'il affiche la même barbe et se

coiffait le front du même bandeau vert portant le nom d'Allah. Agé de vingt-huit ans, il a commencé sa vie comme chef des Komsomols (jeunesses communistes) de Goudermes et devint, lors de l'indépendance proclamée en Tchétchénie, un responsable de l'administration de cette ville. Selon des informations de source proche du commandement militaire tchétchène, le général Aslan Maskhadov ne nourrissait guère d'estime envers le neveu par alliance de Djokhar Douaev, et c'est ce dernier qui aurait imposé Salman Radouev pour conduire l'opération de Goudermes.

Quant à la prise d'otages de Kizlar, qui menace de compliquer encore les relations pas toujours simples entre Tchétchènes et Daghestanais, Aslan Maskhadov l'aurait tout simplement condamnée : « Un tribunal militaire attend Salman Radouev pour le juger dans le respect de la charia [la loi islamique], » aurait-il déclaré samedi à l'agence Itar-Tass.

S. Sh.

Le front du Caucase vient bouleverser les plans de Boris Eltsine

MOSCOU

de notre correspondant
Boris Eltsine avait tout prévu ou presque, sauf les derniers événements de Tchétchénie.

Candidat naturel, mais pas encore tout à fait déclaré, à sa succession dans cinq mois, le président russe avait un bel ordre de bataille. Pour la présidentielle du 16 juin, il avait une bonne raison de se représenter en même temps qu'un thème de campagne : « sau-
ver la démocratie, les réformes » et la stabilité du pays face à la « menace rouge » après le succès relatif des communistes aux législatives

lectorales pour amadouer une population appauvrie et mécontente. La Russie devrait ainsi recevoir plus de 1 milliard de dollars du Fonds monétaire international (les deux dernières tranches d'un crédit stand-by de 6 milliards de dollars) d'ici à la fin janvier, et non plus en mars. Elle devrait encore obtenir du FMI près de 5 milliards de dollars supplémentaires pour 1996. De plus, pour emplir ses coffres, le gouvernement prévoit, dans les toutes prochaines semaines, d'ouvrir aux étrangers le marché de ses très rentables bons du Trésor. Il espère

plus bas depuis le début des réformes (3,2 % en décembre 1995), sans affaiblir un rouble presque stabilisé.

EN « BONNE SANTÉ »
Sur le plan politique, les choses ne se présentaient pas trop mal non plus. Le parti du dangereux général Alexandre Lebed a fait 4 % aux législatives. Le candidat communiste Guennadi Ziouganov et son challenger nationaliste Vladimir Jirinovski ont, eux, un profil idéal de repoussoir pour un second tour. Et peut-être afin d'écarter le maître de Moscou, Loujov, un rival pouvant prendre la place de champion du camp « démocrate », le président russe a récemment fixé au 16 juin, jour de l'élection présidentielle, les élections municipales à Moscou.

Tout semblait moins mal parti pour Boris Eltsine, de nouveau officiellement en bonne santé et qui n'a pas l'air, en effet, trop marqué par ses deux attaques cardiaques en quatre mois. Pour parachever la belle ordonnance de bataille, le Kremlin semblait même préparer un remaniement ministériel, connu sur le nom de code de « questions de cadres » lors des discussions entre Boris Eltsine et son premier ministre, Viktor Tchernomyrdine.

Pour l'instant, Boris Eltsine a procédé par touches discrètes. Les changements dans les ministères sont principalement dus à des « raisons techniques », vraies ou fausses. De fait, les membres du gouvernement élus dans la nouvelle Douma doivent choisir entre leur portefeuille et leur siège de député à la Chambre basse du Parlement russe. Ainsi le président russe a accepté la démission de Sergueï Belaviev, chef d'un comité des biens de l'Etat notamment en charge des privatisations. M. Be-

laviev devrait diriger le groupe parlementaire de Notre Maison la Russie, le parti du premier ministre Viktor Tchernomyrdine. A part Andreï Kozirev, deux autres ministres ont aussi démissionné, préférant leur siège pour quatre ans à la Douma plutôt qu'un portefeuille dans un gouvernement à l'avenir incertain, aujourd'hui comme après la présidentielle.

Boris Eltsine a, en revanche, nommé le ministre de l'Agriculture, Alexandre Nazartchouk, sans doute jugé responsable de la récolte catastrophique (la pire depuis 1963), qui devrait obliger la Russie à importer jusqu'à 400 000 tonnes de blé. Le ministre des transports a aussi « présenté sa démission », peut-être à cause



de la multiplication des catastrophes aériennes russes, de l'Extrême-Orient au Zaïre.

« RASPOÛTINE »
Cependant, la démission annoncée, samedi, du chef de l'administration présidentielle, Sergueï Filatov (à qui Boris Eltsine a « proposé un autre poste » au Kremlin), laisse pour l'instant perplexe. M. Filatov est considéré comme un « réformiste » et surtout comme un adversaire du « Raspoûtine » de la Russie eltsinienne, le chef de la sécurité présidentielle, le général Alexandre Korjakov (lequel avait déjà supprimé sa datcha à M. Filatov). Lundi matin, le Kremlin a annoncé le nom de son successeur : Nikolai

de la multiplication des catastrophes aériennes russes, de l'Extrême-Orient au Zaïre.

■ Mikhaïl Gorbatchev a déclaré, dimanche 14 janvier, qu'il envisageait « de plus en plus » de présenter sa candidature à l'élection présidentielle de juin en Russie. Au cours d'une intervention sur TF1, à l'émission « 7 sur 7 », il a dit : « C'est une question que j'examine tout le temps. J'y pense tout le temps et je m'approche de plus en plus d'une décision positive. » - (AFP)

Jean-Baptiste Naudet

■ Mikhaïl Gorbatchev a déclaré, dimanche 14 janvier, qu'il envisageait « de plus en plus » de présenter sa candidature à l'élection présidentielle de juin en Russie. Au cours d'une intervention sur TF1, à l'émission « 7 sur 7 », il a dit : « C'est une question que j'examine tout le temps. J'y pense tout le temps et je m'approche de plus en plus d'une décision positive. » - (AFP)

Jorge Sampaio succède à Mario Soares comme président de la République portugaise

Le candidat socialiste a battu très nettement l'ancien premier ministre Anibal Cavaco Silva

Le candidat socialiste Jorge Sampaio a remporté, dimanche 14 janvier, l'élection présidentielle portugaise avec 53,83 % des voix contre

46,17 % à l'ancien premier ministre libéral, Anibal Cavaco Silva, selon les résultats officiels provisoires publiés dimanche soir à Lisbonne.

Jorge Sampaio succédera officiellement, le 8 mars, à Mario Soares, hôte du palais de Belem depuis 1986.

« O Cenourinha » (« le petit Poil de carotte », comme le surnom affectueux certains de ses compatriotes), va donc succéder officiellement, le 8 mars, à « Don Mario » au palais de Belem. Cette victoire est d'abord une consécration pour Mario Soares. Alors qu'il quitte le pouvoir – la Constitution interdisant trois mandats successifs –, celui qui créa, dans la clandestinité, le Parti socialiste en 1968 réalise un dernier grand chelem. Le Portugal aura désormais un premier ministre, un président de l'Assemblée nationale et un président de la République socialistes. Sans parler du maire de Lisbonne, qui n'est autre que Juan Soares, le fils de Mario, qui a succédé à Jorge Sampaio lorsque celui-ci a décidé de se lancer dans la course présidentielle.

Leur appartenance politique mise à part, Mario Soares et Jorge Sampaio sont bien différents. « Un peu comme Mitterrand et Rocard », ironise un journaliste portugais. « Encore que, physiquement, ce serait plutôt à Jospin que je ferais penser Sampaio », précise ce spécialiste de la politique hexagonale. C'est vrai qu'avec ses cheveux roux-gris en bataille, ses yeux profonds et ses grosses lunettes, le nouveau président a quelques traits communs avec le premier secrétaire du PS français. Avec Michel Rocard, il partage un passé « autogestionnaire », une appartenance au Parti socialiste relativement récente, qui l'a toujours rendu suspect à certains cadres du parti, et, surtout, le goût immodéré de la discussion, de la construction intellectuelle. « Il pense tout en parlant et parle tout en pensant », explique un de ses amis, qui raconte : « En 1962, Sampaio était un des principaux animateurs du mouvement étudiant et, à ce titre, organisa les grèves d'opposi-

sition à la dictature de Salazar. Mais on le voyait rarement sur le terrain, il préférait organiser, rédiger les tracts, synthétiser les motions. Pendant que nous commençons à former des cortèges pour manifester, lui en était toujours à peser le pour et le contre. » Jorge Sampaio a alors vingt-trois ans et ne quittera plus jamais la politique.

Fils d'un professeur de médecine, il est remarqué lorsqu'il commence sa carrière d'avocat, par Mario Soares qui l'embauche

« Raisonnablement optimiste » sur la monnaie unique

Le Portugal sera-t-il en mesure de participer à la monnaie unique européenne ? A la question qui lui est posée, Jorge Sampaio répond dans un entretien publié, lundi 15 janvier, dans le journal *Los Echos* que « le Portugal doit faire tous les efforts nécessaires pour y parvenir » et qu'il est « raisonnablement optimiste » à ce sujet. Mais, ajoute le nouveau président de la République, « il faudrait qu'une partie significative du coût social engendré par le processus de convergence soit assurée par Bruxelles ».

Et si le Portugal ne parvenait pas à être au rendez-vous de 1999 ? « Après tous les sacrifices déjà consentis par la population et ceux qui lui seront encore réclamés », cela ne manquera pas d'être « avoir des conséquences très négatives sur le niveau d'enthousiasme ou d'adhésion nationale à la construction européenne ».

pour l'aider à défendre les opposants pourchassés par Salazar. Notamment les communistes, dont il sera toujours plus proche que Soares. Il est membre du Groupe d'intervention socialiste, un petit mouvement d'extrême gauche, et lorsqu'éclate la révolution aux îles il s'engage avec les militaires et se prononce, dans un article qu'on lui reproche encore aujourd'hui, pour une « synthèse » entre « pouvoir populaire » et démocratie parlementaire. A l'élection présidentielle de 1981, il vote « oui » pour Otelo de Carvalho, un des capitaines légendaires de la révolution d'avril et porte-parole le plus cha-

rismatique, mais aussi le plus extrémiste, de la révolution.

Il faudra attendre 1978 pour qu'il adhère au Parti socialiste, dont il sera plusieurs fois député et dont il assurera le secrétariat général en 1989. Pour une année seulement.

UN BILAN MITIGÉ À LISBONNE

En 1990 il brigue la mairie de Lisbonne, qu'il parvient à conquérir, grâce notamment à l'appui de ses anciens amis communistes. Contrepartie de ce soutien : les

versaire de droite, Anibal Cavaco Silva, n'est pas un handicap dans ce pays tourné vers le grand large et toujours fasciné par les Anglo-Saxons. Si, au cours de la campagne électorale, il a répondu sur coup de poing aux attaques de Cavaco Silva, il a d'abord réussi à profiter des fautes de son adversaire. Et surtout de l'agressivité et de l'insistance du candidat de droite à rappeler le passé « gauchiste » de Sampaio. « Je suis plus fier d'avoir été arrêté par la police politique de Salazar pour mes activités gauchistes que d'avoir été, pendant les années de dictature, professeur dans une université américaine », répondit le nouveau président, faisant allusion au long séjour aux Etats-Unis d'Anibal Cavaco Silva durant la dictature.

Après dix années de pouvoir presque absolu – ne parlait-on pas de « cavacisme » ? –, le dirigeant du Parti social-démocrate (centre-droit), déjà battu aux élections d'octobre 1995, semble victime tout à la fois de cette trop longue période passée aux affaires et de son style, jugé trop cassant et autoritaire. Alors que tout ce que le Portugal comptait d'artistes, d'intellectuels, voire de sportifs, soutenaient le candidat Sampaio, Anibal Cavaco Silva dut se contenter, pour l'essentiel, de l'appui du footballeur Luis Figo et de la chanteuse Amália Rodrigues, deux « stars » certes, mais dont la lumière a passablement pâli. M. Cavaco Silva pourra donc se consoler en écoutant les accents nostalgiques du fado d'« Amália », et les Portugais, gens sages, se dire que les programmes des deux candidats étaient, sur le fond, si parfaitement similaires que cette élection ne changera pratiquement rien à leur vie quotidienne.

José-Alain Fralon

La coalition du chancelier Kohl se divise sur la relance de l'économie

Les libéraux menacent de ne pas voter le budget

BONN

de notre correspondant

Avec la multiplication des mauvaises nouvelles concernant l'état de santé de l'économie allemande, de nouvelles doutes s'expriment sur l'introduction dans les délais prévus de la monnaie unique européenne. Dans un entretien au *Spiegel* paru lundi 15 janvier, Ottmar Ising, membre du directoire de la Bundesbank, se demande « si les Etats [de l'Union] parviendront à mettre sur les rails en si peu de temps ce grand projet dans des conditions telles que la future politique monétaire européenne puisse démarrer dans de bonnes conditions avec la monnaie commune ». Cette prise de position relativement sceptique, exprimée par un des plus hauts dirigeants de la Bundesbank, est une première. Moins exceptionnelles, les prises de position, également ce week-end, de deux importants dirigeants régionaux en faveur d'un report de la monnaie unique. Gerhard Schröder, ministre-président SPD de Basse-Saxe, ainsi qu'Edmund Stoiber, ministre-président CSU de Bavière, se sont prononcés chacun pour un délai supplémentaire, en estimant que le cercle des pays qualifiés pour la monnaie unique ne serait pas assez large en 1999.

L'IMPOT DE SOLIDARITÉ

Ce regain du scepticisme envers l'Euro a entraîné de nouvelles professions de foi du chancelier Kohl et de son ministre des finances, Theo Waigel, en faveur d'un report du calendrier de Maastricht. Il n'empêche que le ralentissement de l'activité économique met à rude épreuve la solidité de la coalition au pouvoir à Bonn. Les partis de l'alliance au pouvoir (CDU, CSU et FDP) s'accroissent mutuellement d'immobilisme et rivalisent d'imagination sur les moyens de relancer l'activité économique et l'emploi.

Plusieurs députés du FDP, le petit partenaire libéral de la coalition, menacent de ne pas voter le budget 1997 si rien n'est fait pour diminuer, dès l'an prochain, l'impôt de solidarité de 7,5 % qui avait été mis en place pour financer le poids de la reconstruction à l'Est. Dénoncée en termes très vifs par le chancelier Kohl il y a quelques jours, cette stratégie des libéraux vise clairement à faire passer le FDP pour le parti de la baisse des impôts.

La CDU, récemment accusée de « social-démocratisation » rampante par le secrétaire général du FDP, n'a pourtant pas l'intention d'apparaître comme le parti d'un alourdissement de la fiscalité. Les dirigeants chrétiens-démocrates appellent que la possibilité de commencer à baisser l'impôt de solidarité sera étudiée chaque année en fonction de la conjoncture, ajoutant que cela ne sera sans

doute pas avant la fin du siècle et que le FDP est tenu au respect de cette discipline.

Au même moment, la CDU adopte un « plan d'action » afin de relancer l'économie. Le parti du chancelier Kohl a annoncé qu'il allait exonérer d'impôts pendant deux à trois ans les entreprises nouvellement créées, et que d'autres mesures d'urgence, y compris « impopulaires », seraient prises pour faire baisser le coût du travail et réduire les subventions en Allemagne.

Au moins 75 000

manifestants en mémoire de Rosa Luxemburg

Venues de toute l'Allemagne, 75 000 personnes selon la police et 100 000 selon les organisateurs, ont défilé, dimanche 14 janvier, dans le cimetière Friedrichsfelde de Berlin devant les sépultures de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, deux figures emblématiques de la révolution spartakiste tuées dans la répression du mouvement en 1919. Organisée comme chaque année depuis la chute du mur de Berlin par le PDS, Parti communiste renoué, qui en a fait l'occasion de rassembler des nostalgiques du régime communiste de RDA, la manifestation a fourni le prétexte à des discours contre les atteintes aux avantages sociaux et pour une lutte accrue contre le chômage. A l'issue du défilé, des heurts violents se sont déroulés entre manifestants et forces de l'ordre. Au moins 21 policiers ont été blessés et 14 personnes interpellées dans des affrontements imputés par la police à des extrémistes de gauche. Ces derniers pourraient avoir une quinzaine de blessés. (AFP)

Lucas Delattre

Lire aussi notre éditorial page 14

Bill Clinton reconforte les GI et s'inquiète de l'avenir de la Fédération croato-musulmane

TUZLA

de notre envoyé spécial

Bill Clinton a tenté, lors de sa visite à Tuzla samedi 13 janvier, de convaincre les GI et le peuple américain de l'intérêt de la mission de l'OTAN dans les Balkans. « Vous écrivez l'histoire », a-t-il clamé devant un parterre de huit cents soldats américains, réunis dans l'enceinte de l'aéroport de Tuzla-Dubrava. Vêtu d'un blouson d'aviateur, le président des Etats-Unis a parcouru la base militaire de l'IFOR, qui sert de quartier général à la division américaine, sans jamais en franchir les portes. Bill Clinton n'aura donc vu ni Sarajevo ni Tuzla, et le président bosniaque Alija Izetbegovic a dû accepter une brève rencontre à l'intérieur du camp retranché américain.

« Pas à pas, vous écrivez l'histoire. N'oubliez jamais cela. (...) Vous êtes venus en mission de paix, une mission de héros. Nous vous remercions de défendre les valeurs de notre nation. (...) Nous vous remercions d'être ici les combattants de la paix », a déclaré M. Clinton. Derrière le président américain, le décor avait été soigneusement préparé : un hélicoptère de combat, un tank et un radar antiaérien apparaissaient dans le champ des caméras de télévision.

Après son discours, Bill Clinton a brandi un paquet, appelant le colonel Neal Patton à rejoindre la tribune. « La femme du colonel Patton m'a dit : Vous envoyez mon mari à Tuzla. J'attends donc de vous, monsieur le Président, que vous remettiez personnellement ce cadeau d'anniversaire », a expliqué M. Clinton. Le geste a été applaudi. Bill Clinton s'est ensuite promené parmi les « combattants de la paix », peu enthousiastes à l'idée de séjourner un an en Bosnie, mais finalement enchantés de cette visite présidentielle hautement médiatique.

Le voyage du président était essentiellement destiné à rassurer l'opinion publique américaine

soucieuse du sort des boys, et sceptique quant à la politique de la Maison Blanche dans les Balkans. « Les Etats-Unis ont un fort intérêt à voir s'instaurer la paix, a affirmé le président américain. La stabilité de l'Europe, si cruciale pour notre propre stabilité, a été menacée, et nous voulons tous un monde meilleur pour nos enfants. » Ajoutant qu'il était « fier » du travail déjà accompli par le contingent américain, M. Clinton a souligné l'importance d'un succès de l'IFOR pour les Etats-Unis.

Les GI étaient contents, oubliant presque leurs réticences des jours précédents. Certains critiquaient encore le caractère électoraliste de la visite du président, et d'autres

base, s'est entretenu avec Alija Izetbegovic. Ils ont longuement évoqué l'avenir de la Fédération croato-bosniaque, mis en péril par une multitude d'incidents depuis une semaine, particulièrement dans la région de Mostar (Sud-Ouest). M. Izetbegovic, qui savait que le président américain se rendait le même jour en Croatie, a insisté sur le rôle que le président Franjo Tudjman doit avoir dans la mise au pas des extrémistes croates de Mostar, principaux adversaires d'une alliance avec les autorités de Sarajevo.

M. Clinton a regretté d'avoir dû amener la visite qu'il avait initialement prévue à Sarajevo. « Il y a eu récemment des incidents, et je ne

Bill Clinton a tenté de charmer l'Amérique, alors qu'il aura bientôt le lancement officiel de la campagne pour l'élection présidentielle. Il reviendra sans aucun doute en Bosnie-Herzégovine, afin de poser le pied dans Sarajevo « réunifiée » et revoir les GI, qui seront 20 000 lorsque le déploiement de l'IFOR sera achevé. Jusqu'à présent, l'application des accords de Dayton est un succès, mais la période la plus difficile reste à venir. Ce sera dans deux mois, lorsque la ligne de partage du pays devra être dessinée, à une époque où l'arrivée du printemps favorise une reprise des combats.

Rémy Ourdan

Double médiation pour Mostar

Le président Bill Clinton a annoncé, samedi, la nomination d'une personnalité américaine pour arbitrer les conflits entre Croates et Musulmans à Mostar. Il s'agit de Robert Owen, qui avait conçu les aspects juridiques de la Fédération croato-musulmane, créée en mars 1994. Par ailleurs, les Allemands ont dépeché, dimanche, leur ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, en compagnie de ses deux homologues croate et bosniaque, MM. Granic et Sacirbey, dans la ville. M. Kinkel a appelé les Croates à accepter l'unification de Mostar et a rappelé que Zagreb avait proposé, à la demande du maire de la partie musulmane de la ville, d'envoyer des policiers de Croatie placés sous commandement international pour tempérer les ardeurs de la police et des milices croates locales. M. Kinkel a confirmé les pouvoirs de Hans Koschnik, représentant de l'Union européenne, qui, en principe, administre la ville depuis juillet 1994.

sa supposée dérobade à l'époque de la guerre du Vietnam. « Tout de même, serrer la main d'un président m'a troublé, confiait un soldat. Il a eu l'air de comprendre notre amertume, il m'a donné l'impression qu'il se souciait de la vie de ses hommes, paumés dans cette région baveuse. Je voterais peut-être pour lui à la fin de l'année, mais à une seule condition : qu'il ait signé d'ici là notre ordre de retour aux Etats-Unis. »

Bill Clinton, après avoir visité des positions tenues par les troupes américaines autour de la

voulais pas aggraver la situation », a-t-il dit. La semaine dernière, une roquette avait été tirée par les soldats serbes contre le tramway de Sarajevo, faisant un mort et dix-neuf blessés. D'autre part, plusieurs maisons ont été brûlées dans les quartiers actuellement sous contrôle serbe, qui doivent revenir sous l'autorité bosniaque à la fin du mois de mars. De source bosniaque, on indiquait que la police serbe de Pale aurait organisé ces différents incidents afin de provoquer l'annulation de la visite du président américain.

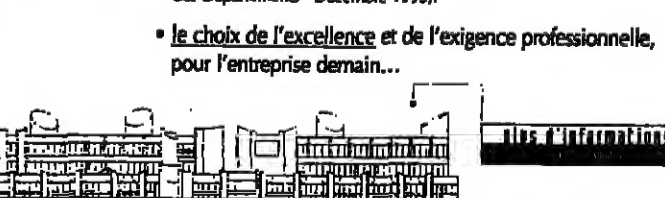
la business school de la première technique d'Europe

CERAM ESC NICE

parce que l'avenir n'attend pas.
choisissez l'excellence...

Préparer sa future vie professionnelle, c'est faire le meilleur choix possible :

- le choix d'une Grande Ecole située à Sophia Antipolis, qui évolue au sein d'une région séduisante et Hi-Tech citée pour son dynamisme économique, et du département des Alpes-Maritimes, classé deuxième de France pour la qualité de ses équipements de formation, (Les Echos / Radioscopie des Départements - Décembre 1995).
- le choix de l'excellence et de l'exigence professionnelle, pour l'entreprise demain...



CERAM - ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE NICE SOPHIA ANTIPOLIS
BP 085 - 06 902 SOPHIA ANTIPOLIS - Téléphone : (33) 93 95 45 45 - Télécopie : (33) 93 65 45 24

admissions
Classe Préparatoire HEC :
Concours Banque HEC
Sur titres :
Concours PASSERELLE ESC avec 8 Grandes Ecoles de Commerce.
CIAM avec HEC, ESSEC, ESCP et ESC Lyon : Centre International d'Admission aux Etudes de Management.
Concours d'admission directe pour diplômés du second cycle, avec HEC et ESCP.
Contact : 93 95 45 56

La capitale du Burundi est quasiment assiégée et le pays glisse encore plus vers la guerre civile

Bujumbura est privée d'électricité depuis six semaines

La capitale burundaise, vidée de sa population hutue par l'armée, dominée par les Tutsis, est pratiquement assiégée. Les rebelles hutus qui

peuplent les collines alentour ont saboté les lignes électriques, privant d'eau et de lumière la plupart des quartiers de Bujumbura, où la situa-

tion se dégrade chaque jour un peu plus. La tension monte et l'insécurité augmente, sans qu'aucun signe d'apaisement se dessine.

ra, majoritairement tutsie depuis les épurations ethniques toujours méfiantes vis-à-vis de l'armée, dominée par la minorité tutsie.

Depuis la série d'attentats qui les ont frappés à Gitega et Ngozi, en décembre 1994, l'ensemble des ONG garde un profil bas et travaille quasi clandestinement. Certaines d'entre elles ont même arraché leurs insignes des voitures et des portails de leur résidence.

La semaine dernière, un collectif d'organisations caritatives est venu, plusieurs fois par jour, livrer de l'eau dans ce quartier qui, comme le reste de la ville, en a été privé entre le 6 et le 12 janvier. Mais la méfiance était de mise dans toutes les zones tutsies de Bujumbura : la rumeur courrait que les ONG avaient empoisonné l'eau. Les responsables de Cibitoke ont obligé les techniciens expatriés à boire plusieurs verres du réservoir qu'ils venaient de remplir, avant de laisser leurs administrés se servir. Depuis le sabotage, par les rebelles hutus, le 5 janvier, d'une ligne électrique reliée aux pompes de la Régideso, les petites gens allaient chercher l'eau à la rivière, tandis que ceux des beaux quartiers puisaient dans leur piscine.

Quelques centaines de mètres plus loin, passé un *no man's land* de petites maisons en ruines envahies par les herbes folles (depuis les épurations ethniques de la capitale de 1994 et 1995), les ONG sont accueillies à bras ouverts dans le quartier hutu de Kinama et n'ont aucun mal à faire installer le réservoir par la population. Témoins gênants des méfaits commis par l'armée, les milices tutsies et, dans une moindre mesure, les « assaillants » hutus, les ONG ne sont guère appréciées par les extrémistes tutsis, dont certains disent ouvertement qu'elles sont « inutiles » et qu'elles « doivent partir ». A l'inverse, la présence étrangère rassure les Hutus (85 % de la population, sauf à Bujumbura, majoritairement tutsie depuis les épurations ethniques toujours méfiantes vis-à-vis de l'armée, dominée par la minorité tutsie).

Le haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés, Sadako Ogata, a obtenu du premier ministre, Antoine Nduwayo, un engagement du gouvernement sur la sécurité des agences humanitaires. Mais ces dernières se demandent s'il est prudent de se faire escorter par des militaires, souvent ciblés des embuscades rebelles. Et travailler sous la protection des militaires tutsis reviendrait aussi à leur laisser décider de la distribution des secours ; c'est un sujet très sensible sur lequel les « humanitaires » eux-mêmes s'expriment par périphrases. Par « déplacés », il faut entendre Tutsis, alors que des Hutus dans le même cas sont des « dispersés ». L'ensemble fait plus de 100 000 « sinistrés » (80 % de Tutsis) burundais ; sans compter les 140 000 Hutus rwandais toujours réfugiés dans le nord du

Le haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés, Sadako Ogata, a obtenu du premier ministre, Antoine Nduwayo, un engagement du gouvernement sur la sécurité des agences humanitaires. Mais ces dernières se demandent s'il est prudent de se faire escorter par des militaires, souvent ciblés des embuscades rebelles. Et travailler sous la protection des militaires tutsis reviendrait aussi à leur laisser décider de la distribution des secours ; c'est un sujet très sensible sur lequel les « humanitaires » eux-mêmes s'expriment par périphrases. Par « déplacés », il faut entendre Tutsis, alors que des Hutus dans le même cas sont des « dispersés ». L'ensemble fait plus de 100 000 « sinistrés » (80 % de Tutsis) burundais ; sans compter les 140 000 Hutus rwandais toujours réfugiés dans le nord du

En dépit de leurs faibles moyens, les insurgés ont montré qu'ils sont capables de paralyser la capitale

Le haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés, Sadako Ogata, a obtenu du premier ministre, Antoine Nduwayo, un engagement du gouvernement sur la sécurité des agences humanitaires. Mais ces dernières se demandent s'il est prudent de se faire escorter par des militaires, souvent ciblés des embuscades rebelles. Et travailler sous la protection des militaires tutsis reviendrait aussi à leur laisser décider de la distribution des secours ; c'est un sujet très sensible sur lequel les « humanitaires » eux-mêmes s'expriment par périphrases. Par « déplacés », il faut entendre Tutsis, alors que des Hutus dans le même cas sont des « dispersés ». L'ensemble fait plus de 100 000 « sinistrés » (80 % de Tutsis) burundais ; sans compter les 140 000 Hutus rwandais toujours réfugiés dans le nord du

De la difficulté d'enquêter à Bujumbura

L'envoyé spécial du Monde, Jean Hélène, a pu quitter le Burundi, samedi 13 janvier, après avoir été retenu trois jours par les autorités. Il relate ici les difficultés rencontrées par les journalistes étrangers qui se rendent à Bujumbura.

« Ce n'est pas tant mon arrestation – somme toute assez théâtrale et effectuée devant témoins – qui m'a le plus inquiété ; mais plutôt cette tension permanente, partagée par beaucoup de Burundais et d'expatriés, due au danger qui peut surgir à tout instant, à partir du moment où vous êtes critiqué : jets de pierre sur votre voiture, tentative de cambriolage bien ciblé, ou encore (comme cela est arrivé à plusieurs agences humanitaires ces derniers mois) une attaque à la grenade contre votre résidence.

« Le message de ces tracasseries à mon encontre était clair. Par leur refus au sein des forces de l'ordre, des politiciens de l'opposition ont voulu me faire savoir que j'étais désormais indésirable au Burundi, même si officiellement ces interpellations ne portaient que sur une vérification d'identité (après laquelle j'étais libre d'aller et venir).

« Depuis la tentative de coup d'Etat d'octobre 1993, je constatais une hostilité croissante à mon égard dans les milieux tutsis radicaux. Cela se traduisait parfois par des appels anonymes ou bien des « conseils » de confrères burundais m'enjoignant de

quitter le pays rapidement. Autant de menaces voilées que je n'ai pas été le seul journaliste étranger à recevoir. Un confrère sud-africain a été tué l'an dernier.

« Dans ce climat de haute tension où il est d'autant plus difficile de travailler que les gens sont tous persuadés d'être sur écoute, l'autocensure se développe. Comme chez ce religieux qui refusait de répondre à mes questions, en prenant soin de rester à bonne distance de moi, pour éviter à tout prix d'être vu en train de parler à un journaliste. La semaine dernière, une agence humanitaire a préféré ne pas m'embarquer sur son vol pour ne pas risquer d'être accusée un jour d'avoir « transporté Jean Hélène ».

« Le Rwanda n'échappe pas non plus à ce climat de suspicion, même si, jusqu'à présent, la violence n'a pas touché les journalistes étrangers. Après avoir été traité par les extrémistes hutus de l'ancien régime d'« agent FPR » à cause de mes reportages sur les rebelles tutsis du Front patriotique rwandais, après avoir reçu des menaces de mort en 1994 pour avoir raconté les horreurs du génocide des Tutsis, je suis désormais accusé d'être « du côté des génocidaires » par les partisans du FPR, pour avoir évoqué les méfaits commis par les anciens rebelles tutsis désormais au pouvoir... »

J. H.

Jean Hélène

La France annule 1 milliard de francs de la dette marocaine

MARRAKECH

de notre envoyé spécial

Prévue à l'automne dernier mais reportée en raison de la santé du roi Hassan II, qui avait nécessité une hospitalisation aux Etats-Unis, la visite officielle du souverain marocain en France aura sans doute lieu au printemps, à une date qui reste à préciser, selon des sources diplomatiques.

Le souverain est en effet en voie de rétablissement. Dimanche 14 janvier, en début d'après-midi, il a reçu à Marrakech, où il a pris ses quartiers d'hiver, le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis, venu signer avec son homologue marocain, Mohamed Kabbaj, plusieurs accords économiques qui confirment le traitement de faveur dont bénéficie traditionnellement le royaume chrétien de la part de la France. Jacques Chirac installé à l'Elysée, la

régie ne saurait être modifiée. « Aucun autre pays ne reçoit une aide financière aussi élevée », reconnaît un haut fonctionnaire français.

L'un des accords prévoit la mise à la disposition du Maroc de 345 millions de francs pour le « financement d'investissements prioritaires dans le domaine de l'eau et des chemins de fer ainsi que de biens d'équipement », selon le communiqué publié samedi, à l'issue de la rencontre. En fait, il s'agit de crédits anciens non utilisés par le royaume.

La véritable nouveauté est ailleurs, dans la décision de Paris, principal créancier du royaume, d'effacer 1 milliard de francs de la dette marocaine – sur un total d'environ 25 milliards –, à un moment où le royaume traverse une passe délicate (Le Monde du 28 novembre 1995). En contrepartie, les Marocains se sont engagés à consacrer l'équivalent de 400 millions de

francs au développement des provinces du Nord marocain et en particulier du Rif, une région qui ne vit à l'heure actuelle que de la culture du cannabis dont la majeure partie est consommée en France. « C'est une première. Aux Marocains de proposer des projets », soulignait-on dans l'entourage de M. Arthuis.

Des prêts de la Caisse française de développement (CFD) pourront venir compléter le dispositif.

L'annulation des 600 millions restants obéit à d'autres règles. Grosso modo, comme il l'a déjà fait avec l'Egypte, l'Etat français va vendre aux enchères des créances qu'il détient sur le Maroc, à hauteur de 600 millions. Il le fera avec une importante décote et au profit d'entreprises françaises qui souhaitent investir ou participer au programme de privatisation en cours dans le royaume. Ces dernières échangeront ensuite leurs créances auprès des autorités ma-

rocaïnes contre des dirhams, la monnaie nationale, à un taux préférentiel pour elles.

Un autre accord signé à Marrakech, et qui fera l'objet d'un traité entre les deux pays, complète ce dispositif destiné à donner un coup de fouet aux investissements français. Dans un pays où la vie des affaires obéit à des pratiques trop souvent arbitraires et sans appel, il fixe des règles strictes en matière d'appropriation, de contentieux, de rapatriement des investissements et des bénéfices. Mesure audacieuse, il prévoit en particulier la possibilité, pour les entreprises françaises, de rapatrier le produit de cessions d'actifs réalisés en monnaie locale. « Cette mesure peut favoriser la fuite de capitaux. C'est un risque que nous prenons pour rassurer les investisseurs étrangers », a commenté M. Kabbaj.

Jean-Pierre Tuquoi

Etats-Unis : les républicains pourraient céder sur la dette

WASHINGTON. Le président républicain de la commission budgétaire de la Chambre des représentants, John Kasich, a laissé entendre, dimanche 14 janvier, qu'il ne comptait plus utiliser l'arme de la fermeture des administrations ni celle de l'interdiction du relèvement du plafond de la dette pour contraindre le président Clinton à admettre les vues républicaines sur le budget.

« A mon avis, nous allons relever le plafond de la dette. Nous devrions le faire », a déclaré M. Kasich à la chaîne de télévision NBC. « Mon sentiment est qu'on ne veut pas d'une cessation de paiement ici, aux Etats-Unis. Nous ne ferons pas l'administration » une nouvelle fois, a ajouté M. Kasich, l'un des principaux acteurs républicains de la bataille budgétaire. En raison du bras de fer sur le budget, les services publics américains ont été partiellement fermés par deux fois en novembre et en décembre, le Congrès ayant refusé de voter les lois pour les financer. (AFP, Reuters.)

Les 130 « casques blancs » retenus en otage au Liberia ont été libérés

UN RESPONSABLE de la Force d'interposition interafricaine (Ecomog) a confirmé, samedi 13 janvier, que les 130 « casques blancs » retenus en otages dans la ville de Bong Mines, à 75 kilomètres au nord de Monrovia, par des combattants du Mouvement uni de libération – branche Krahn (Ullimo-K), la faction armée du « général » Roosevelt Johnson, avaient été libérés. Retenus depuis le 28 décembre (début des combats entre l'Ecomog et l'Ullimo-K dans la ville de Tubmanburg), ils ont quitté Bong Mines pour rejoindre un contingent déployé à Kakata (30 kilomètres au sud). Vendredi, un dirigeant de l'Ullimo-K avait annoncé que les 130 hommes étaient libérés de leurs mouvements. Ils ont été relâchés à la suite de l'intervention du gouvernement libérien de transition. (AFP.)

EUROPE

■ GRANDE-BRETAGNE : Arthur Scargill, le président du syndicat national des mineurs, a annoncé, samedi 13 janvier à Londres, la création d'un parti travailliste socialiste, dissident du Labour, qui doit symboliser le « retour au socialisme vrai ». Figure emblématique des luttes syndicales depuis la grève des mineurs de 1984-85, que Margaret Thatcher avait mis douze mois à écraser – portant un coup fatal au premier syndicat du pays –, Arthur Scargill n'a jamais caché son opposition au centrisme de Tony Blair. (AER.)

AFRIQUE

■ Jacques Chirac a fait part, vendredi 12 janvier à l'Elysée, de son « inquiétude » à l'égard de la situation au Burundi et au Rwanda. Il lui a rappelé l'attachement de la France « à l'idée d'une conférence sur la région des Grands Lacs sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine qu'il faudrait tenir rapidement », a précisé Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée.

■ ALGERIE : le directeur du quotidien privé *L'Indépendant* Nourredine Guilleme, a été blessé, samedi 13 janvier, à Alger, dans un attentat qui a causé la mort du journaliste de ce journal. Quarante-sept journalistes ont été tués en Algérie depuis mai 1993, dans des attentats attribués aux groupes islamistes armés. (AFP.)

■ ANGOLA : les négociations sur la composition de la future armée nationale ont repris, vendredi 12 janvier à Luanda, entre l'armée-major des forces gouvernementales et celle de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) de Jonas Savimbi, ont annoncé les deux délégations. Ces négociations étaient interrompues depuis deux mois. (AFP.)

■ DJIBOUTI : la France maintient son dispositif militaire à Djibouti, a déclaré, samedi 13 janvier, le ministre de la défense, Charles Millon, en visite à Djibouti avant de se rendre au Rwanda. Des rumeurs avaient récemment fait état d'une diminution des effectifs militaires français déployés (soit 3 500 hommes), en vertu d'un accord de coopération qui date de juin 1977. « La France, fidèle à sa parole, a dit M. Millon, maintiendra l'efficacité des forces prépositionnées à Djibouti pour garantir l'équilibre dans cette partie du monde ». (AFP.)

■ GUINÉE ÉQUATORIALE : l'élection présidentielle aura lieu le 25 février, à quelques mois de l'expiration du mandat du président Teodoro Obiang Nguema, selon un décret présidentiel lu vendredi 12 janvier à la radio nationale. Selon la loi électorale, le scrutin devait se tenir en mai. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

■ SOUDAN : le gouvernement a demandé, samedi 13 janvier, au Conseil de sécurité de l'ONU, d'intervenir pour mettre un terme à ce qu'il affirme être une « agression éthiopienne » contre des localités soudanaises. Cette plainte est intervenue alors que le Conseil se prépare à examiner une demande d'extradition présentée par l'Éthiopie, concernant trois hommes vivant au Soudan et accusés par Addis Abeba d'avoir participé à l'attentat dirigé en juin 1993 contre le président égyptien dans la capitale éthiopienne. (AFP, Reuters.)

ASIE

■ CHINE : la polémique sur le sort des orphelins a rebondi, les autorités chinoises accusant l'auteur du film britannique sur les « mouroirs d'enfants » d'avoir mis en scène des images noircies de l'orphelinat de Shanghai. Un fonctionnaire de Pékin a déclaré, lundi 15 janvier, lors d'une « discussion » organisée à l'attention de la presse étrangère, que la réalisatrice Kate Blewett avait « conseillé aux responsables de présenter l'institution sous les traits de la plus grande pauvreté dans l'espoir d'obtenir des fonds additionnels. Étant aussi réalisatrice, elle a maigri les traits des enfants pour qu'ils semblent malades », a expliqué ce fonctionnaire aux journalistes. (Corresp.)

■ INDONÉSIE : les indépendantistes papous qui ont pris des otages, le 7 janvier, dans la province d'Irian Jaya (ouest de l'île de Nouvelle-Guinée) ont, samedi 13 janvier, réclamé un avion ainsi que la médiation de quatre missionnaires de différentes Églises chrétiennes officiant sur le territoire. Un contact radio a été établi entre l'armée indonésienne et le Mouvement Papouasie libre (OPM), qui détiennent toujours sept étrangers, ainsi que huit nationaux, après en avoir relâché neuf autres. (AFP.)

AMÉRIQUES

■ GUATEMALA : le conservateur Álvaro Arzú a été investi, dimanche 14 janvier, président de la République, devenant ainsi le troisième président de ce pays élu lors d'élections reconnues au suffrage universel. M. Arzú avait remporté l'élection du dimanche 7 janvier avec 52 % des voix, à l'issue d'un scrutin boudé par 62 % des électeurs. (AFP.)

ÉCONOMIE

■ UNION MONÉTAIRE : Alexandre Lamfalussy, président de l'institut monétaire européen (IME), estime dans un entretien publié par le Financial Times daté du lundi 15 janvier, que repousser indéfiniment la date d'entrée en vigueur de la monnaie unique « serait un choc politique (...). Je ne vois pas comment nous pourrions poursuivre les autres objectifs essentiels, tels que la défense commune et la sécurité extérieure et intérieure (...) Je ne vois pas utiliser le terme de désastre, mais nous n'en serions pas très loin... »

A Jérusalem, Israël entrave systématiquement la campagne pour les élections palestiniennes

La plupart des électeurs inscrits ne savent toujours pas où voter

A six jours de l'élection d'un Conseil de l'autonomie palestinienne, prévue le 20 janvier, trente mille des trente-cinq mille électeurs inscrits ne savent toujours pas où voter, les dispositions requises n'ayant été prises par Israël que pour cinq mille votants. La cinquantaine de candidats aux sept sièges réservés à la circonscription de Jérusalem se heurtent tous les jours aux entraves posées par l'Etat juif à leur campagne.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les cinquante-quatre candidats qui se disputent les sept mandats réservés à la circonscription de Jérusalem dans le futur Conseil palestinien de l'autonomie peuvent en témoigner : faire campagne dans la partie arabe annexée de la « capitale éternelle et unifiée » d'Israël n'est pas une sinécure.

Impossible de passer les barrières militaires qui ferment la cité dans un véhicule constellé d'affiches, de drapeaux ou de banderoles. Le matériel électoral doit être emporté dans le coffre et n'en sortir qu'en des lieux spécialement désignés. Interdit aussi de profiter des dernières heures du jour pour aller en assemblée publique : les rassemblements doivent impérativement se tenir dans des salles closes.

Pour avoir oublié ces règles de base, fixées par le tuteur israélien et acceptées par Yasser Arafat - c'était cela ou rien... -, deux candidats-vedettes à la « députation », version « autonomie », ont eu affaire aux redoutés gardes-frontières de l'Etat juif. Le premier, Ahmed Korei, dit Abou Alaa, « ministre », négociateur en chef des derniers accords israélo-palestiniens, dits de Taba, et « ami personnel », affirme-t-il, de son homologue israélien, Oud Savir, a dû inopinément faire entrer dans un hôtel les deux cents à trois cents personnes qui étaient venues l'écouter, samedi 13 janvier, sur un stade.

Que ce site - en fait un terrain vague car, côté arabe, il n'existe pas un seul terrain municipal de sport digne de ce nom - soit exclusivement palestinien, qu'il se situe dans un quartier annexé de la ville où jamais un civil israélien ne s'aventure, ne change rien. Venue en force, la maréchaussée débila son ordre : Déguerpissez ! Abou Alaa,

réputé pour sa modération, s'en étonna d'indignation. « C'est intolérable ! Le pouvoir occupant ne nous laisse pas tenir convenablement un seul rassemblement électoral dans notre propre ville. Est-ce là la démocratie, la liberté dont Israël est, paraît-il, le parangon au Proche-Orient ? »

Professeur de littérature anglaise, militante passionnée et volubile de la cause palestinienne, Hanane Achraoui, elle, a bien failli finir en prison. Les deux militants qui l'accompagnaient, dimanche, à un rassemblement à Jérusalem-Est avaient en la mauvaise idée de coller une affiche de leur héroïne sur le capot du véhicule. Arrivée au barrage, passage interdit, refus d'obtempérer, discussion, montée du ton, interpellation des deux militants.

Schéma classique et quasi quotidien pour les milliers de Palestiniens qui, ne disposant pas d'un certificat de résidence mais travail-

lent pas pu se rendre à sa réunion. « Batut et maltraités », ses deux sympathisants ont passé dix heures au poste. « Les occupants font vraiment tout ce qu'ils peuvent pour nous empêcher de tenir nos propres élections librement », se fâcha la candidate.

POUR MÊNER LA DROITE

Bon connaisseur en la matière, Israël, qui a cerné la partie arabe de la ville de colonies exclusivement juives pour en altérer le caractère démographique et inscrire dans la pierre sa domination sur Jérusalem, craint comme la peste les « faits accomplis ». Accepter à contrecoeur - mais c'était cela ou pas d'accord du tout - que les 150 000 Palestiniens de Jérusalem-Est, annexés en 1967 avec leurs quartiers, participent aux élections de l'autonomie, passe encore. Mais à la condition que tout cela se déroule le plus discrètement, le plus silencieusement possible. Il ne faut pas révé-

gés. Une rumeur insistante, partie du côté ouest de la ville, là où siège la Knesset et le gouvernement, fait état d'une menace impécieuse de retrait du précieux certificat de résidence à ceux qui s'aventureraient à exercer leur droit à élire leurs représentants. Résultat : sur soixante-dix mille votants potentiels dans la partie annexée de Jérusalem, la moitié seulement se sont inscrits.

A six jours du scrutin, ceux qui l'ont fait ne savent d'ailleurs toujours pas où ils vont voter. Le dépôt d'urnes et d'isoloirs est interdit à Jérusalem-Est. Israël a accepté l'utilisation des cinq bureaux de poste qui y sont situés, mais à deux conditions : que les réceptacles des bulletins ne ressemblent pas à une urne - des heures de discussion ont été consacrées à ce détail, et l'on s'est finalement mis d'accord sur une forme à l'arrière de la boîte - et que le nombre de ceux autorisés à les utiliser soit limité à cinq mille. Les trente mille autres devront aller voter à l'extérieur de la ville. Où ? Comment ?

« Jérusalem-Est est notre ville depuis des siècles. Elle sera un jour la capitale de notre Etat », s'échinent à déclarer les candidats. Dur labeur. Comment emporter l'adhésion d'un électeur lorsqu'on ne peut rien lui promettre en matière d'habitat, de services publics ou d'impôts ? Comment séduire un mandant lorsque rien de ce qui fait sa vie quotidienne ne dépend de vous et demeure entièrement soumis à un Etat considéré comme étranger ? A Jérusalem, Israël a toutes les cartes en main pour faire de cette première élection palestinienne un succès ou un échec. On peut craindre qu'un choix malheureux n'ait été fait.

Patrice Claude

Les inquiétudes du pape

S'adressant au corps diplomatique, où était présent pour la première fois un diplomate palestinien, Jean Paul II a affirmé, samedi 13 janvier, qu'une paix au Proche-Orient qui ne comprendrait pas « une solution équitable et adéquate pour Jérusalem » ne serait qu'« éphémère ». De même a-t-il fustigé les pays musulmans qui « continuent à pratiquer une discrimination à l'égard des juifs, des chrétiens et d'autres familles religieuses ». Autre menace pour la paix, les armes nucléaires : avant la visite de Jacques Chirac au Vatican, le 20 janvier, le pape a déclaré que « l'arrêt des essais et du perfectionnement de ces armes, le désarmement et la non-prolifération sont intimement liés et doivent être au plus tôt réalisés sous un contrôle international effectif. » - (Corresp.)

lant dans « la sainte cité », possèdent un permis - exclusivement juif, la plupart du temps, et renouvelable tous les deux ou trois mois - pour y entrer. Bref, boucémie, menaces, la célèbre et populaire Hanane Achraoui n'a finale-

ment pas pu se rendre à sa réunion. « Batut et maltraités », ses deux sympathisants ont passé dix heures au poste. « Les occupants font vraiment tout ce qu'ils peuvent pour nous empêcher de tenir nos propres élections librement », se fâcha la candidate.

Des efforts remarquables ont pourtant été faits pour... limiter les té-

Un rééquilibrage du marché international des céréales s'esquisse

Les prix américains sont repassés au-dessous des prix intérieurs européens

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

C'est un événement : tendus depuis des mois, les prix du blé commencent à baisser. Les cours aux Etats-Unis sont repassés la semaine dernière au-dessous des prix de marché de l'Union européenne (UE) : 197-198 dollars la tonne, contre 200 dollars pour le blé communautaire (1 dollar vaut environ 4,9 francs). Un retour à une hiérarchie plus normale, qu'à Bruxelles on espère voir confirmée au cours des semaines à venir.

Bien accueillie par les pays importateurs, notamment ceux du tiers monde, qui ont vécu avec angoisse la flambée des mois passés, cette normalisation soulagerait aussi les éleveurs de l'Union européenne utilisant les céréales pour alimenter leur bétail, notamment les producteurs de porc et de volaille, au premier rang desquels les Bretons. Elle devrait permettre de supprimer la taxe communautaire à l'exportation instaurée le 7 décembre et aux négociants des Quinze de reprendre pleinement leur place sur les marchés internationaux. Cette taxe, destinée à préserver l'approvisionnement communautaire en céréales, a freiné les livraisons aux pays tiers. Sans les tarifs. Depuis le début décembre, les négociants de l'Union ont exporté 165 000 tonnes en acquittant, par adjudication, une

taxe de 10 ou 15 écus (63 à 95 francs) par tonne. Du jamais vu ! Désormais, l'Union devrait même rétablir les « restitutions » (subventions).

Les perspectives paraissent plutôt favorables : compte tenu de l'augmentation des surfaces emblavées dans l'hémisphère nord, les organismes spécialisés prévoient pour 1996 une moisson abondante, supérieure de huit à neuf millions de tonnes, en Europe comme aux Etats-Unis, à celle de l'année précédente. Selon les responsables bruxellois, ce devrait suffire pour rééquilibrer le marché. Contrairement à Jene Moos, le sous-secrétaire américain à l'agriculture, ils ne croient pas que la pénurie récente soit durable, que la demande mondiale continue à augmenter et qu'ils faille donc renoncer à réguler la production par la jachère imposée aux agriculteurs. Contrairement aussi aux professionnels français qui souhaitent une nouvelle réduction, voire une suppression de cette jachère, déjà ramenée cette année à 10 % des surfaces cultivées dans l'Union : il faut, estime-t-on à Bruxelles, éviter de retourner aux situations de surproduction de jadis.

Au reste, à l'intérieur de l'Union aussi, les prix du blé effectivement obtenus par les coopératives ont commencé à diminuer. En France, le prix de marché, qui atteignait il

y a peu 950 francs la tonne, est revenu à 900 francs, ce qui reste toutefois au-dessus du prix d'intervention officiel de 850 francs. Les experts bruxellois croient que ce mouvement de baisse va se poursuivre, amplifié par le fait que les producteurs ont stocké leur blé, plutôt que de le vendre en début de campagne, en escomptant une hausse des cours et, donc, une recette plus juteuse. Maintenant que la tendance s'inverse, ils devraient se hâter de vider leurs silos.

La baisse devrait se poursuivre sauf si les Russes se mettent à importer du blé...

Ce scénario pourrait cependant être remis en cause, reconnaît-on, par des achats russes importants (trois ou quatre millions de tonnes). Les avis sont partagés sur le sujet. Certains expliquent que les besoins des Russes sont considérables et urgents, d'autres qu'ils n'ont pas les moyens de financer une telle opération. « S'ils achètent, les prix vont se remettre à flamber, aucun des pays producteurs n'a les stocks nécessaires pour amortir une telle ponction », commente un expert.

Si Moscou s'abstient et que la situation se stabilise, la politique céréalière de l'UE mise en œuvre depuis 1992 pourrait reprendre son cours normal. La réforme de 1992, en effet, prévoyait une baisse des prix de 29 % sur trois ans, destinée à mieux intégrer le marché communautaire au marché mondial. L'opération s'est bien réalisée pour les prix officiels, mais ceux du marché n'ont que partiellement suivi - en gros pour moitié. Bonne affaire pour les paysans : les compensations qui leur sont accordées ont été calculées sur la base de diminutions de prix qui ne

se sont effectivement produites qu'en partie ! Mais une telle situation, où les prix communautaires demeurent sensiblement supérieurs aux prix mondiaux, n'est guère propice au maintien d'exportations importantes vers les pays tiers. A terme, compte tenu de la pression internationale qui continuera à s'exercer au sein de l'Organisation mondiale du commerce, l'idéal, pour l'Union, serait de pouvoir exporter sans restitution.

Cela impliquerait une nouvelle baisse (raisonnable) des prix communautaires. La Commission de Bruxelles y pense déjà. Elle juge même souhaitable que, cette fois, compte tenu des contraintes du futur élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale, cette baisse ne soit pas ou peu compensée : « En public, les dirigeants professionnels français hurleront ; en fait, sachant qu'ils sont plus compétitifs que les concurrents des pays partenaires, ils approuveront », commente un haut fonctionnaire. Mais l'Allemagne, soucieuse de défendre ses petits agriculteurs, cherchera à contrer une telle évolution. Ce sera le principal enjeu du débat à venir sur les aménagements à apporter à la politique agricole commune (PAC) avant l'élargissement de l'Union.

Pour les dirigeants bruxellois, une telle réduction supplémentaire des prix communautaires permettrait, de surcroît, d'accélérer la reconquête du marché intérieur par les céréales européennes au détriment des substituts importés, tels le gluten de maïs ou le manioc. Grâce à la réforme, le mouvement a été bien amorcé : cinq millions de tonnes par an ont été récupérés. Mais le développement du scénario envisagé se heurtera certainement à des obstacles. On ne doute pas cependant, à Bruxelles, qu'il permette de consolider durablement le marché européen des céréales.

Philippe Lemaître

LAURENT COHEN-TANUGI



Laurent Cohen-Tanugi

LE CHOIX DE L'EUROPE

Fayard

240 p.
110 F

Laurent Cohen-Tanugi rappelle heureusement la modernité du projet européen, son caractère vital pour notre indépendance, notre prospérité, la préservation de notre modèle social et de notre influence sur la scène internationale. En incitant nos peuples et nos dirigeants à regarder l'avenir pour mieux en saisir les risques et les chances et, au total, pour mieux le changer, il est porteur d'espérance.

Jacques Delors, Le Nouvel Observateur

Un essai majeur... Ce qui impressionne le plus en Laurent Cohen-Tanugi, c'est sa rigueur intellectuelle. Sa pensée est originale... On peut combattre ses positions, les juger inadéquates et parfois mal les comprendre, tant son discours, tendu à l'extrême, est, tout ensemble, radical et subtil. L'essentiel est qu'il nous oblige à nous situer par rapport à lui : c'est ainsi que l'on fait bouger les choses.

Alain Gérard-Slame, Le Figaro

La leçon de choses est remarquablement claire. Empreinte de foi européenne, cette petite bible sera utile même aux incroyants.

Gérard Mauti, L'Expansion

FAYARD

BAC + 1
TOUTS CYCLES UNIVERSITAIRES
RÉORIENTEZ-VOUS
VERS UNE
GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE
L'AFIG
(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)
VOUS PRÉPARE AU CONCOURS DE
L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
CONTACTER FRANCIS PASTEUR :
6, RUE PICOT - 75115 PARIS - (16-1) 53 70 71 02 / 01
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

RÉGION La visite en Corse de Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, les 12 et 13 janvier, a laissé un goût amer aux élus de toutes tendances, qui critiquent les attentions

du gouvernement pour les nationalistes de l'ex-FLNC. Les parlementaires et les membres de l'Assemblée territoriale estiment que celle-ci, régulièrement élue en 1992, détient

seule la légitimité démocratique dans l'île. **LE GOUVERNEMENT** n'est pas unanime sur cette politique, Pierre Pasquini, ministre des anciens combattants et élu de l'île-

Rousse (Haute-Corse), critiquant les contacts établis par son collègue de l'intérieur avec les clandestins. **LES NATIONALISTES** du FLNC-canal historique se félicitent, pour leur part,

des discussions ouvertes par M. Debré. Alain Juppé devait recevoir mardi 16 janvier les parlementaires et le président du Conseil exécutif, Jean Baggioni, député européen.

Divergences au sein du gouvernement sur la politique menée en Corse

Elu de Haute-Corse, le ministre des anciens combattants, Pierre Pasquini, qui accompagnait dans l'île Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, a reproché à ce dernier, sur RTL, de faire la part trop belle aux nationalistes au détriment de l'Assemblée territoriale

AJACCIO
de notre correspondant
Loin de dissiper les doutes nés des rumeurs relatives aux contacts noués depuis plusieurs semaines entre les clandestins du FLNC-canal historique et des émissaires du pouvoir, le voyage que Jean-Louis Debré a achevé samedi 13 janvier en Corse les a, au contraire, confirmés et accentués.

Le ministre des anciens combattants, Pierre Pasquini (RPR), élu de l'île-Rousse, en Haute-Corse, a accompagné M. Debré dans l'île, mais il constate : « En vingt ans, nous n'avons pas eu un seul parlementaire ou conseiller général nationaliste. Seule la proportionnelle a permis leur entrée à l'Assemblée territoriale. Cela ne veut pas dire qu'il faille condamner les idées, mais, sur le plan des urnes, elles ne sont pas passées. » Lundi matin, sur RTL, M. Pasquini a été plus direct : « Il y a sûrement eu des négociations, a-t-il dit. Ce dialogue aurait dû avoir lieu au moment où les nationalistes s'entre-tuaient, il y a quatre ou cinq mois... (...) J'ai dit à Jean-Louis Debré que les contacts avaient peut-être été une erreur. (...) On ne privilégie pas, dans le dialogue, des gens qui sont vos adversaires. »

Le discours de M. Debré à Ajaccio (Le Monde daté 14-15 janvier) peut en effet passer pour un chef-d'œuvre d'ambiguïté, avec la main tendue aux nationalistes, d'une part, et, d'autre part, l'invitation aux élus de faire en sorte que l'île



ne vienne pas à « basculer dans le chaos par incapacité à entrer dans la modernité dont, pourtant, ses enfants auront besoin ». Les propos du ministre ont été si bien reçus par les diverses composantes du nationalisme que l'avocat Jean-Guy Talamoni, président du groupe Corsica Nazione de l'Assemblée de Corse, est allé jusqu'à se féliciter de « la reprise du dialogue entre la France et la Corse ».

Si l'on y ajoute le spectacle de la « présentation » de plusieurs centaines de militants armés jus-

qu'aux dents et masqués, quelques heures à peine avant l'arrivée du représentant du gouvernement, à l'appui de la mise en place, par l'organisation clandestine, des « conditions effectives d'un début de délimitation de l'espace politique » pendant trois mois (Le Monde du 13 janvier), on comprend l'indignation de Nicolas Alfonsi (divers gauche), premier vice-président de l'Assemblée de Corse, pour qui le discours ministériel est « une abominable supercherie ». Quant aux communistes,

ils estiment, par la voix de Paul-Antoine Luciani, président de leur groupe, que le discours de M. Debré « ne pourra qu'aviver les inquiétudes de la population et nourrir sa méfiance à l'égard des intentions réelles du gouvernement ». Toussaint Luciani (divers gauche), président du groupe Agir ensemble, dont la liste était conduite par José Rossi en 1992, se déclare disposé au dialogue avec les élus de tous bords et les socio-professionnels, mais il tient à préciser : « Lorsque le ministre parle des "uns" et des "autres", évoque-t-il les clandestins ? L'Assemblée de Corse représente toutes les tendances, du RPR aux nationalistes en passant par la gauche, mais l'on ne peut pas s'asseoir à une table avec des assassins et des destructeurs. »

QUELLE DE LÉGITIMITÉ

Même son de cloche dans la motion de la fédération de Haute-Corse de Radical, présidée par Emile Zuccarelli, député du département et maire de Bastia. « Le gouvernement prend la responsabilité de donner à croire que l'on peut être un interlocuteur qualifié en fonction des attentats que l'on commet », déclare M. Zuccarelli. Le thème de la légitimité est repris avec force par M. Alfonsi, lequel rappelle qu'il avait, lors de l'élection présidentielle, « interrogé vainement le candidat Jacques Chirac pour connaître sa position sur l'éventualité de l'application à la

Corse de l'article 74 de la Constitution [relatif aux territoires d'outre-mer], souhaitée par le FLNC historique, que le ministre de l'intérieur d'alors, Charles Pasqua, n'avait pas écartée ». L'élection de l'Assemblée de Corse en 1992 n'a été contestée par personne, rappelle M. Alfonsi. Il ne peut donc y avoir de démembrement de la légitimité. »

A droite, Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR) de Corse-du-Sud, maire de Porto-Vecchio et président de l'Assemblée de Corse, souligne que celle-ci « représente la Corse ». « Nous entendons revendiquer cette prérogative, dit-il. Je convoquerai une réunion des présidents de groupe pour étudier les conditions dans lesquelles le dialogue, interrompu depuis sept mois, devra être repris hors du fracas médiatique, dans l'efficacité et la discrétion. » M. Rossi, député (UDF-PR) de Corse-du-Sud et président du conseil général de ce département, estime que « l'objectif essentiel est de faire passer les préoccupations de ceux qui sont les représentants d'une population qui [leur] a fait confiance et qui a exprimé au cours des derniers mois des inquiétudes, parfois même une grande irritation, face aux violences et aux exactions ». Il a reçu le renfort de François Léotard (voir ci-contre).

Dans le camp nationaliste, les réactions sont généralement favorables. Le préalable à tout règlement du problème demeure, évidemment, la reconnaissance du peuple corse, fût-ce au prix d'une modification de la Constitution. Pour François Alfonsi (UPC), « la Corse doit connaître la plénitude d'une politique capable de remettre le peuple corse au centre du débat ». Dominique Bianchi (MPA) estime que « les propos du ministre vont dans le bon sens, mais, ajoutant-il, nous jugerons eux-mêmes la volonté de dialogue ».

Favorable, lui aussi, au dialogue, Pierre Foggioni (ANC) précise : « Dialoguer ne signifie pas négocier. Nous réclamons des négociations à ciel ouvert face à l'opinion publique, avec un échéancier et des revendications précises. Si la situation n'évolue pas dans ce sens, la Corse vivra malheureusement de nou-

veaux drames. » Enfin, Jean-Guy Talamoni déclare « fonder beaucoup d'espoirs sur cette amorce de dialogue », affirmant que les revendications portées par Corsica Nazione « sont très largement consensuelles ».

Après la visite du ministre de l'intérieur, tout le monde, en Corse, attend les résultats de l'audience que le premier ministre ac-

M. Léotard défend les élus

François Léotard, président du Parti républicain, a déclaré, samedi 13 janvier, au cours d'une réception à l'hôtel de ville d'Ajaccio, que « les sens-interlocuteurs valables de l'Etat, ce sont les femmes et les hommes que le peuple a choisis dans ses procédures électorales, ouvertes et démocratiques ».

« Les élus corse », a ajouté l'ancien ministre de la défense, ne méritent pas le discrédit dans lequel on veut les enfermer. Les mépris, refuse-t-il, leur légitimité, c'est s'engager dans la voie du fascisme. »

M. Léotard a continué : « L'ingratitude même au fur et à mesure que la violence s'oppose au droit, la minorité à la majorité, la force à l'élection. (...) La voie de la négociation est une impasse si elle n'est pas précédée par une volonté commune de retour à l'Etat de droit. Ceux qui s'attaquent aux assemblées délibérantes, au mépris de l'électeur et du principe majoritaire, ne peuvent être considérés comme des interlocuteurs privilégiés, sauf à détruire l'esprit même de la République. »

corde samedi 16 janvier aux parlementaires de l'île. Alain Juppé sera nécessairement appelé à dissiper les inquiétudes nées, en 1994, du « dialogue » public de M. Pasqua avec le FLNC-canal historique. Il ne fait en effet de doute pour personne, dans l'île, que M. Debré continue la politique de son prédécesseur.

Paul Silvani

Zones franches et zones d'entreprises

L'IDÉE de transformer la Corse en « zone franche » a été évoquée par François Léotard, samedi 13 janvier, lors de son passage à Ajaccio. Cette formule, qui consiste à alléger les contraintes fiscales et sociales, voire douanières, rejoint celle des « zones d'entreprises » qu'avaient mise au point, en 1987, Edouard Balladur et son ministre de l'Industrie d'alors, Alain Madelin, à Aubagne-La Clotat, Toulon-La Seyne et Dunkerque pour faciliter la reconversion des chantiers navals de Normandie.

Les entreprises qui venaient s'installer sur ces sites dans un délai de cinq ans bénéficiaient de la clause de la région d'Europe la plus favorisée, sous forme d'exonération pendant dix ans de l'impôt sur les sociétés, dès lors qu'elles créaient au moins dix emplois en trois

ans. Cette politique, négociée pied à pied avec la Commission de Bruxelles, a donné de bons résultats : 391 entreprises créant 6 909 emplois pour les deux sites méditerranéens et 100 pour 3 800 emplois dans le port des Flandres.

Par la suite, au début de 1993, le gouvernement a créé les « zones d'investissement privilégiées » en faveur de certains arrondissements du bassin méditerranéen du Nord-Pas-de-Calais (Béthune, Lens, Cambrai, Valenciennes). Les aides sont attribuées sous forme de crédits d'impôt, mais le système, complexe, n'a eu qu'une efficacité réduite. La carte des aides aux entreprises du secteur industriel ou tertiaire et aux établissements de recherche, établie par la Datar, a été actualisée par un comité interministériel le 20 septembre 1994. Le gouvernement

doit préciser les contours de cette carte à l'occasion de la parution de la liste des « zones de revitalisation rurale » et des « zones de redynamisation urbaine ». La négociation avec Bruxelles vient tout juste d'aboutir.

Les régions métropolitaines les plus favorisées par les aides à finalité régionale sont la Corse et le pôle européen de Longwy : les subventions publiques peuvent atteindre 30 % du montant de l'investissement. Il n'existe pas pour le moment, en France, de zone franche au sens strict du mot, comparable au régime dont bénéficient Madère, les Açores ou les îles de Man, de Jersey et de Guernesey, qu'on appelle « zones offshore ».

François Grosrichard

Les nationalistes font confiance à M. Bisce, chargé de mission auprès du ministre

BASTIA
de notre correspondant
Après la réponse « entendue » de Jean-Louis Debré aux conditions de la trêve du FLNC-canal historique, toute la question est de savoir dans quelles conditions pratiques les « discussions » entre les clandestins et les représentants de la puissance publique pourront se poursuivre. Une question d'autant plus cruciale que l'adhésion de la classe politique traditionnelle au processus engagé dépend de la transparence promise aux futures discussions par le ministre de l'intérieur.

Dès lors, une double procédure symétrique semble s'engager. D'un côté, les élus parlementaires attendent de leur rencontre, mardi 16 janvier avec Alain Juppé, l'assurance d'être, avec les élus territoriaux, les seuls interlocuteurs du gouvernement d'ici à l'été 1996, terme que Jean-Louis Debré a proposé pour les principales décisions ministérielles sur la question Corse.

De l'autre côté, les clandestins du FLNC-canal historique rappellent qu'ils ont fixé, eux, un délai de trois mois pour que le chef de l'Etat et le premier ministre « rendent publique leur intention de participer loyalement à un règlement négocié ». « Cette volonté prendra signification par des mesures techniques, qui instaureront progressivement, en Corse, les condi-

tions de la paix », indique le FLNC-canal historique. M. Debré, lui aussi, faisait référence, vendredi 12 janvier, à Ajaccio, à la dimension « technique » de certaines mesures à étudier. C'est sans doute par ce biais très concret et sur le court terme que les clandestins assureront leur contrôle de l'avancement des solutions.

L'adhésion de la classe politique traditionnelle au processus engagé dépend de la transparence des futures discussions

Jusqu'à présent, et depuis plusieurs mois, les « discussions secrètes » entre émissaires de l'Etat et clandestins étaient placées sous l'autorité diplomatique de Maurice Urlic, conseiller auprès de Jacques Chirac, assisté, pour la sécurité, de plusieurs anciens chargés de mission de Charles Pasqua. Maintenant, le dossier est placé sous la

responsabilité de Pierre-Etienne Bisce.

Ce préfet de quarante-cinq ans avait déjà en charge les affaires corse à l'époque où M. Pasqua était ministre de l'intérieur. « Nous avons pleinement confiance dans la loyauté et la compétence de M. Bisce », confie, après la visite de M. Debré dans l'île, l'un des responsables d'A Cuncolta, le parti nationaliste légal proche du FLNC-canal historique.

Les observateurs se souviennent de M. Bisce, omniprésent en Corse jusqu'en décembre 1994, date du début de la crise meurtrière entre nationalistes. Ce chargé de mission était particulièrement attentif à la revendication d'A Cuncolta pour l'extension du statut de territoire d'outre-mer à la Corse, moyen, selon cette branche du mouvement nationaliste, d'asseoir le principe de reconnaissance juridique du peuple corse et de doter l'Assemblée territoriale d'un pouvoir législatif partiel.

Il ne fait pas de doute, dans ces conditions, que l'élaboration des « mesures techniques qui instaureront progressivement la paix » pourra se poursuivre dans un climat de relative confiance, si ce n'est de transparence. La difficulté sera, alors, de ne pas heurter une fois de plus les élus par des effets d'annonce intempestifs.

Michel Codaccioni

La revendication d'autonomie est à l'origine des statuts particuliers accordés à l'île

AJACCIO
de notre correspondant
L'autonomie de la Corse est une vieille revendication qui remonte sans doute à Pascal Paoli, fondateur d'une petite République (1755-1769) dont il aurait voulu, comme en témoignage sa correspondance avec Choiseul, qu'elle fût placée sous la protection de la France. L'île était en effet, à l'époque, possession génoise, mais convoitée par les puissances méditerranéennes et par l'Angleterre. La France s'en empara par la force après avoir acquis ses droits par le traité de Versailles, signé en 1768 avec Gênes.

La revendication autonomiste, souvent exposée au XIX^e siècle, a pris corps au lendemain de la guerre de 1914-1918 avec la création du Parti corse autonomiste, rapidement devenu antifrançais et qui, financé par Mussolini, sombra dans l'aventure irrédentiste. Il fallut attendre les années 60 pour constater la résurgence, d'abord timide, puis affirmée, de la lutte régionaliste, avec l'Union des étudiants corse et le Comité d'étude et de défense des intérêts de la Corse, des frères Max et Edmond Simeoni (1964), puis le Front régionaliste corse (1966). Celui-ci se scinda en deux l'année suivante, donnant naissance à l'ARC (Action régionaliste corse) des frères Simeoni. Depuis quelques années, l'ARC est le second mouvement notable de la mouvance. Il signe avec trois autres groupes

(Front régionaliste, Parti corse pour le progrès et Union de la patrie) l'appel de Castellare, premier manifeste de l'après-guerre pour l'autonomie interne, en janvier 1973. **Le tournant d'Aléria.** A partir de ce geste fondateur, l'ARC va fonder toute son action sur la reconnaissance du peuple corse, « arrachée par des rapports de force ». Les événements d'Aléria, en août 1975, marquent le tournant. Déjà, des attentats spectaculaires ont eu lieu en 1973 et 1974. Les « durs » se fédèrent au sein du Front de libération nationale de la Corse (FLNC, constitué en mai 1976). L'organisation clandestine va plus loin dans les revendications et pousse à l'indépendance. Le gouvernement réprime durement les menées du FLNC, et il faut attendre l'arrivée de la gauche au pouvoir pour que la Corse sorte du « blocage institutionnel ».

Le premier statut particulier donne lieu à l'élection d'une Assemblée de Corse à la proportionnelle. Edmond Simeoni constitue la liste de l'UPPC (Union du peuple corse), ex-ARC, dissoute après Aléria, et obtient 14 % des voix et sept sièges, mais la tendance dure ne participe pas aux élections. Elle le fera en 1984, mais chacune de ses deux listes n'obtiendra que trois sièges.

La loi Joxe. Depuis lors, les divergences mettent en présence plusieurs listes de la mouvance na-

P. S.

L'Etat recourt à des jeux d'écritures pour contenir le déficit budgétaire

Bercy table sur une croissance économique de 1,3 % à 1,7 % en 1996

Le fort ralentissement de l'activité freinant les rentrées fiscales, le gouvernement a pris, discrètement, deux dispositions. D'abord, la date de

prise en compte des impôts dans l'exercice budgétaire de 1995 a été repoussée du 31 décembre au 5 janvier, ce qui pourrait dégrader une marge

de manœuvre de près de 20 milliards de francs. Ensuite, la période de prise en compte des dépenses a été raccourcie de deux à trois semaines.

COMPTE TENU du fort ralentissement de l'activité qui affecte l'économie française et qui freine les rentrées fiscales dans les caisses de l'Etat, le gouvernement pourra-t-il tenir ses engagements de réduction des déficits publics ? Depuis plusieurs semaines, le premier ministre, Alain Juppé, et le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, tentent de rassurer à la fois les marchés financiers - à l'effet de toute entorse faite à la politique de rigueur - et leurs partenaires européens. Ils leur promettent qu'ils feront tout pour respecter les critères de convergence du traité de Maastricht. L'affaire est, pourtant, loin d'être assurée. Dès 1996, le redressement des finances publiques risque de s'écarter du scénario prévu, et, si cela ne devait pas être le cas pour 1995, le résultat ne sera obtenu que grâce à des jeux d'écritures qui vont envahir le bilan des comptes budgétaires.

Pour 1995, la croissance, en effet, devrait déjà être sensiblement inférieure à ce qui était prévu. Alors que, pour le « collectif » du printemps, la prévision d'évolution de la richesse nationale avait été révisée à la baisse (+2,9 % contre 3,1 % dans la loi de finances initiale), l'activité pourrait être encore inférieure. Même si l'INSEE n'a pas encore dressé le bilan définitif de l'année, il est clair maintenant que le résultat final sera compris entre 2,5 % et 2,6 %. Les recettes fiscales ont donc été beaucoup plus faibles que Bercy ne l'espérait.

Le ministère des finances était donc confronté à un danger : que

ce manque à gagner ne contribue à faire dériver le déficit budgétaire au-delà de l'épure annoncée (322 milliards de francs) et ne pousse les déficits publics au-delà de la barre prévue de 5 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui aurait été, évidemment, très mal accueilli par les marchés. En réalité, il n'en sera rien. Dans un entretien publié par *Le Parisien* du 12 janvier, M. Arthuis minimise le risque. « Cela ne jouera, dit-il, que marginalement. De l'ordre de l'épaisseur du trait. Prenons un exemple : même si le déficit devait augmenter de 8 milliards de francs par rapport à ce qui était prévu, il ne représenterait encore que 5,1 % du PIB. »

La vérité, pourtant, c'est que la menace de dérapage est plus importante que ne l'avoue le ministre, même si deux décisions prises discrètement pourraient, en affichant, limiter provisoirement la catastrophe. D'abord, le *Journal officiel* daté du 4 janvier a publié un décret qui repousse du 31 décembre 1995 au 5 janvier 1996 la date ultime de recouvrement des recettes fiscales par les comptables des impôts et du Trésor. Ce délai peut paraître infime. En réalité, dans les derniers jours du mois de décembre, ce sont, traditionnellement, près de 150 milliards de francs, notamment au titre de la TVA et de l'impôt sur les sociétés, qui entrent dans les caisses de l'Etat.

Officiellement, il y a une raison à cette décision : le gouvernement argue des mouvements de grève de décembre. Pourtant, selon les experts consultés, le recouvrement des impôts aurait été, en fait, très

peu affecté. Cette souplesse pourrait donc permettre au ministre des finances de jouer sur une vingtaine de milliards de francs.

M. Arthuis, associé alors à l'ancien secrétaire d'Etat au budget, François d'Aubert, a par ailleurs adressé, le 26 octobre 1995, une circulaire à tous les membres du gouvernement pour les informer que les dates de clôture de l'exercice budgétaire de 1995 seraient avancées par rapport aux années antérieures. En matière de dépenses, les règles sont différentes de celles en vigueur pour les recettes : l'exercice n'est pas clos impérativement le 31 décembre. Un décret du 14 mars 1986 organise ce que les spécialistes appellent une « période complémentaire », qui, pour le paiement de certains crédits, peut aller jusqu'au 8 mars de l'année suivante.

PERSPECTIVES DÉSASTREUSES

La nouvelle circulaire prévoit que cette période de régularisation va être sensiblement raccourcie. Les délais ont été écourtés, selon les crédits, de deux à trois semaines. La date-butoir définitive, celle qui concerne l'agence comptable centrale du Trésor, a ainsi été ramenée du 8 mars au 23 février. D'autres délais, pour des procédures particulières, ont été ramenés du 20 janvier au 31 décembre, ou encore du 28 au 12 février.

Là encore, il y a un motif officiel : il s'agit d'accélérer les procédures pour que le gouvernement dispose le plus vite possible d'un état réel et fiable des comptes publics pour l'année écoulée. Il n'em-

pêche ! Selon de bonnes sources, cela devrait aussi contribuer à minorer la prise en compte de certaines dépenses dans l'exercice budgétaire de 1995.

Au total, le déficit budgétaire devrait donc à peine dépasser les 322 milliards de francs annoncés, mais on devine à quel prix : la procédure risque de diminuer les recettes escomptées pour 1996 et de reporter sur cette même année certaines dépenses qui devaient peser initialement sur 1995. Or, pour cette année 1996, les perspectives budgétaires s'annoncent déjà désastreuses. Avec une croissance économique qui pourrait être comprise entre 1,3 % et 1,7 %, selon les dernières estimations de la direction de la prévision du ministère des finances - au lieu des 2,8 % prévus - les rentrées fiscales risquent de diminuer encore plus qu'en 1995. Certes, M. Arthuis a fait preuve de sagesse en retenant une prévision d'augmentation des rentrées fiscales de 1,8 % seulement, mais, si la croissance est inférieure de plus de 1 point de PIB aux estimations initiales, le manque à gagner pour le budget et la Sécurité sociale pourrait approcher 40 milliards de francs.

Alors, le gouvernement a-t-il raison d'alléger la barque budgétaire de 1995, au risque d'alourdir celle de 1996, malgré l'avis de tempête émis par tous les conjoncturistes ? La réponse est assurément négative, mais, en ces temps budgétaires tourmentés, on devine la règle d'action du gouvernement : à chaque jour suffit sa peine.

Laurent Mauduit

Les dossiers sociaux se multiplient pour le premier ministre

LES « VACANCES » d'Alain Juppé sont terminées. La trêve de Noël, qui s'est prolongée d'une semaine en raison de la mort de François Mitterrand, a laissé la place à une période de lances, que les syndicats et les organisations de médecins mettent à profit pour fourbir leurs armes. La semaine qui s'ouvre est comme un réveil douloureux, marqué par les séquelles du conflit de décembre, la confirmation d'un net ralentissement de la croissance en 1996, la renommée annoncée du chômage dans les mois à venir, l'épineux dossier de la maîtrise des dépenses de santé et l'avenir préoccupant des régimes de retraite complémentaire. C'est beaucoup pour un premier ministre qui a, certes, amorcé une remontée dans les sondages, mais qui reste affaibli par les mouvements sociaux sans précédents de la fin de 1995.

La CGT a été la première à donner le ton. Dans une déclaration de sa commission exécutive, publiée dimanche 14 janvier, la centrale de Louis Vianney a appelé l'ensemble des salariés à « une riposte de grande ampleur » et « la plus prompte possible, pourquoi pas fin janvier ? ». Elle estime que « salaires, protection sociale, retraites (37,5 ans pour tous et calcul sur les dix meilleures années), retraites défectives du plan Juppé, emploi, durée et conditions de travail, libertés sont plus que jamais à l'ordre du jour ». La CGT juge que « le mouvement que nous venons de vivre a ouvert des brèches » et

invite les salariés à se « réunir, sans attendre (...) pour décider de vos revendications, pour débiter du renforcement du syndicat, pour décider l'action ». De son côté, la commission exécutive de FO, rémise lundi, devait étudier d'éventuelles actions, un mois après la fin d'un conflit où la centrale de Marc Blondel a joué un rôle de premier plan.

Dans l'immédiat, le gouvernement doit régler au plus vite le conflit avec le corps médical. Les syndicats de médecins refusent les sanctions financières collectives (alourdissement des charges sociales) qui leur ont été imposées pour avoir largement dépassé les objectifs de dépenses fixés en 1995 (6 % contre 3 % prévus). Le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Claude Maffioli, doit être reçu prochainement par M. Juppé. Mais il s'est déclaré prêt, dimanche, à « une journée nationale d'action si ce dialogue ne débouche pas favorablement avant le 1^{er} février ».

Le début de l'année sociale est aussi marqué par la reprise, lundi, des négociations sur l'avenir des deux grands régimes de retraite complémentaire : l'Arco (ensemble des salariés) et l'Agirc (cadres). La situation du premier ne nécessite pas, dans l'immédiat, de mesures de redressement drastiques. En revanche, le second est structurellement déficitaire depuis 1993, et son besoin de financement a atteint 4,2 milliards de francs en

1995, ramené à 1,7 milliard après affectation de produits financiers.

Le patronat et les syndicats n'échapperont pas à des réformes de fond : redéfinition de la notion de cadre, extension de la cotisation Agirc à l'ensemble du salaire, fusion de l'Agirc et de l'Arco. La dégradation de leur situation financière aura inévitablement des retombées sur les projets gouvernementaux. Conjuguée à l'atonie de la consommation, qui oblige les pouvoirs publics à inciter les Français à puiser dans leur épargne, elle compromet l'une des réformes que M. Juppé voulait présenter au Parlement au printemps : la création d'un « nouveau mécanisme d'épargne-retraite ». Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, reconnaît, dans un entretien publié lundi par *Les Echos*, qu'elle « paraît difficile à très court terme ».

Mais c'est bien sur l'emploi que pèse la plus grande incertitude. Avec une croissance probablement inférieure à 1,9 %, le chômage va de nouveau augmenter cette année. Il n'y a pas de « véritable plongée de l'emploi », assure M. Barrot dans son entretien aux *Echos*. Mais si l'on retient les prévisions de l'Insee, qui table sur un taux de chômage de 12 % en juin (11,5 % fin octobre), ce sont 150 000 personnes de plus qui devraient s'inscrire à l'ANPE dans les mois à venir.

Jean-Michel Bezat

Les chefs d'entreprise jugent sévèrement l'action gouvernementale

C'EST PEU DIRE que les chefs d'entreprise ne sont pas satisfaits du gouvernement, malgré le succès qu'a représenté pour eux le sommet social de Matignon du 21 décembre 1995, auquel ils ont participé pour empêcher que l'on y parle de salaires, de réduction du temps de travail et de quelque alourdissement de leurs charges que ce soit. Ils ne tarissent pas de critiques sur l'« absence de perspectives », le « manque de direction et de long terme », le « défaut de leadership » dont, selon eux, souffrirait la France. D'où vient cette amertume ?

Les patrons sont unanimes sur les constats. Le premier est que la consommation est en berne et la croissance proche de zéro. Le CNPF situe les prévisions de croissance dans une fourchette comprise entre 1 % et 1,7 % pour l'ensemble de l'année 1996. Quand Alain Juppé reçoit Gérard Trémège, le président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), pour lui dire que les entreprises doivent faire leur devoir ci-

vique et embaucher, il s'entend répondre que celles-ci ne recruteront pas tant qu'il existera « autant d'interrogations sur le carnet de commandes ».

Le deuxième constat est que ce marasme est d'origine psychologique. Les ménages et les entrepreneurs français n'ont pas le moral lorsqu'ils font leurs comptes : 122 milliards de francs de prélèvements nouveaux, au total, en 1996, dont 25 milliards de francs au titre du RDS pour combler le déficit cumulé de la Sécurité sociale ; une grève qui aurait coûté à l'économie nationale entre 16 milliards et 20 milliards de francs selon les calculs du CNPF. Ces bourrasques financières ont conduit les acteurs économiques à mettre à la cape, en attendant que le temps s'écoule. Malheureusement, comme le déclare Henri Lachman, PDG de Strator-Facom, « la sinistrose se nourrit de la sinistrose », et la morosité est mauvaise conseillère.

Que faire pour relancer la machine en panne ? Autant les patrons sont unis dans le diagnostic, autant

ils divergent dans la médication à administrer. Les unions patronales du Sud-Ouest et du Sud-Est, ou bien les secteurs comme le textile et l'habillement, mis à mal par la dévaluation sauvage de la peseta ou de la lire, jettent volontiers aux orties le franc fort et les critères de Maastricht. Des branches comme le BTP ou l'automobile, qui souffrent tout particulièrement de la médiocrité de la demande ou des restrictions budgétaires de l'Etat et des collectivités locales, verraient d'un bon oeil un report du RDS, voire un certain laxisme sur les déficits publics.

Cependant, les patrons sont largement acquis, bon gré mal gré, à la nécessité de parvenir à la monnaie unique en dépit des risques et des traumatismes qu'elle suppose. « Elle est indispensable pour nous prémunir contre les dévaluations compétitives pratiquées par l'Espagne, l'Italie ou la Grande-Bretagne », s'exclament en chœur Gérard Trémège, Henri Lachman et un grand patron classé à gauche. Cependant, tout comme le gouverne-

ment, écartelé entre la nécessité de la rigueur et l'urgence de relancer la consommation, le monde patronal peine à trouver d'autres solutions. Il réclame à cor et à cri une « restauration de la confiance ». Par la voix de son président, Jean Gandois, et celle de son vice-président, Denis Kessler, le CNPF demande une baisse « forte et durable des taux d'intérêt, une politique budgétaire crédible et une réduction des déficits publics qui commence par une action sur les dépenses et non par la création de nouveaux impôts ».

AGIR SUR LES TAUX

La « restauration de la confiance » est indispensable, estime Etienne Wibaux, président des patrons et dirigeants chrétiens (CEPC), qui a invité les membres de son organisation à faire savoir « les réelles actions pour l'emploi et contre l'exclusion » afin de dissiper les blocages psychologiques qui empêchent les Français de dépenser. « Restauration de la confiance », préconise aussi M. Trémège, selon qui « les entreprises ont besoin de si-

Alain Madelin attend dès 1996

« une relance de la confiance »

INVITÉ du « Grand Jury RTL-Le Monde », l'ancien ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin, s'est montré très critique, dimanche 14 janvier, à l'encontre du gouvernement d'Alain Juppé. « Je ne vois pas se constituer le rassemblement de la confiance et l'ai vu en décembre se constituer la coalition de la défiance », a-t-il dit. « Il y aura un moment de vérité, sans doute à la mi-1996, et les conditions pourraient être réunies pour qu'il y ait une relance de la confiance et de la croissance. Si les conditions n'étaient pas réunies, peut-être faudrait-il changer de cap », a-t-il relevé.

M. Madelin juge, en outre, qu'il sera « très difficile » de respecter les critères du traité de Maastricht, en rappelant qu'ils avaient été « établis dans un parcours de croissance » qui a disparu aujourd'hui.

Les vœux de M. Chirac

aux Corrèziens

LES VŒUX aux Corrèziens vont-ils devenir, pour Jacques Chirac, ce que l'ascension de la roche de Solutré était à François Mitterrand ? En vingt-cinq ans, le rendez-vous n'a été raté que deux fois. Samedi 13 janvier, pour la première fois depuis son élection, le président de la République a participé à ce rituel dans le seul local permettant de recevoir un millier de personnes, la salle de conférences de l'école de gendarmerie de Tulle. « D'une certaine façon, ce que fut pour moi la Corrèze s'est élargi aux dimensions de la France », a affirmé M. Chirac. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **HOMMAGE** : François Mitterrand a été le meilleur président de la V^e République, selon une enquête réalisée par l'IFOP auprès de 995 personnes et publiée par *Le Journal du dimanche* du 14 janvier. 43 % des personnes interrogées placent François Mitterrand en tête, devant le général de Gaulle (38 %), Valéry Giscard d'Estaing (8 %) et Georges Pompidou (7 %).

■ **RISCALITÉ** : le maire (FN) de Marignane, Daniel Simonplé, a annoncé, samedi 13 janvier, que le budget de la commune (environ 330 millions de francs) serait appauvri en 1996 une réduction de 3 % des taux de la taxe d'habitation et des deux taxes foncières. Le manque à gagner qui en découlerait sera récupéré sur les subventions versées aux associations, sur les crédits alloués aux organismes paramunicipaux et grâce à des économies sur les charges de personnel. - (Corresp.)

■ **SALAIRES** : le traitement mensuel brut de base des fonctionnaires titulaires de l'Etat a augmenté de 0,1 % au cours du troisième trimestre de 1995, selon un bulletin de l'Insee, en date du 15 janvier. Dans le secteur privé, l'indice du salaire mensuel brut de base (hors primes) de l'ensemble des salariés a progressé de 0,2 %, au cours de la même période, selon l'enquête « Aceso » du ministère du travail. Pendant ce temps, les prix à la consommation augmentaient de 0,9 %, notamment en raison de l'augmentation de la TVA.

■ **RÉFÉRENDUM** : Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), a annoncé, samedi 13 janvier, devant les cadres de son parti, qu'il allait lancer, « dans les jours qui viennent », une campagne pour l'organisation d'un « référendum sur la question européenne au printemps prochain ». Après avoir prédit l'échec de la prochaine conférence intergouvernementale, M. de Villiers a indiqué que le MPF présenterait des candidats dans toutes les circonscriptions aux élections législatives de 1998 et des listes dans tous les départements aux élections régionales de la même année.

■ **ÉCOLOGISTES** : l'Alternative rouge et verte (AREV) a proposé aux Verts, à l'issue de son quatrième congrès, réuni du 12 au 14 janvier à Saint-Martin-d'Hères (Isère), « de s'engager dans une dynamique de rassemblement à tous les niveaux ». Favorable à une alliance « rouge, rose, verte », l'AREV précise que des « partenariats forts et permanents », tels que des accords électoraux, pourront être conclus avec les amis de Dominique Voynet ainsi qu'avec la Convention pour une alternative progressiste (CAP). Des assises nationales « tireront le bilan de ce processus » à la fin de l'année.

Un résultat d'élection cantonale partielle

DORDOGNE

Canton de Buisson-de-Cadoux (1^{er} tour).

L. 2 939 ; V. 2 008 ; A. 31,67 % ; E. 1 950. Bernard Lucas, div. d., m. du Buisson, 1 021 (52,35 %)... *ÉLU*. Joël Huat, div. g., 644 (33,02 %) ; Georges Marie, PC, 240 (12,30 %) ; Maurice Faure, FN, 45 (2,30 %).

22 mars 1992 : L. 2 927 ; V. 2 237 ; A. 23,57 % ; E. 2 075 ; Pierre Caussade, div. d., 1 082 (52,14 %) ; Alain Bordes, div. g., 679 (32,72 %) ; Georges Mary, PC, 200 (9,63 %) ; Jean-Jacques Bourdée, FN, 114 (5,49 %).

[Bernard Lucas (div. d.) succède à Pierre Caussade (div. d.), récemment décédé, dont il était le dauphin désigné, et qui détenait ce mandat depuis 1979. En juin 1995, après avoir été son adjoint, il avait déjà pris sa succession à la tête de la municipalité du Buisson.]

Alain Faujas

TRANSPORTS Une enquête que le conseil régional d'Ile-de-France devait rendre publique, lundi 15 janvier, confirme l'attrait qu'exerce la bicyclette sur les Franci-

liens en général et les Parisiens en particulier. Durant les trois semaines de grève des transports du mois de décembre, 380 000 vélos ont circulé quotidiennement en région pari-

sienne, contre 140 000 habituellement. **● UN FRANCIEN** sur trois est prêt à l'utiliser régulièrement. Prudent, le conseil régional se propose d'aider les municipalités qui

prendront l'initiative de réaliser des pistes cyclables, mais considère que le covoiturage est du domaine des entreprises. **● A STRASBOURG**, 15 % des transports mécanisés s'effec-

tuent à vélo, grâce à la politique volontariste de la mairie, qui propose notamment un « véloparc » gardé, des « vélo-boxes » et un service de location de bicyclettes.

Un Francilien sur trois est prêt à circuler régulièrement à vélo

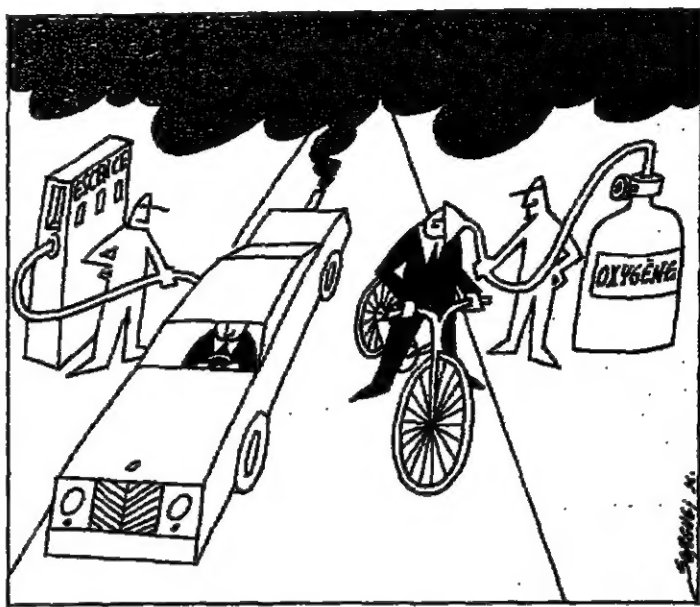
Selon une enquête du conseil régional, la bicyclette exerce un réel attrait sur les habitants d'Ile-de-France. Durant les grèves de décembre, 380 000 personnes l'ont utilisée quotidiennement. La collectivité veut encourager la réalisation de pistes adaptées

LE VÉLO restera sans doute comme le grand vainqueur des trois semaines de grève du mois de décembre : 380 000 bicyclettes ont circulé dans les rues de Paris et de sa banlieue, contre 140 000 habituellement. Parmi les Franciliens qui ont utilisé ce moyen de transport, 33 % se déclarent prêts à utiliser régulièrement leur bicyclette à l'avenir, si toutefois des conditions plus favorables de circulation et de protection contre le vol leur sont faites. Des chiffres qui incitent le conseil régional d'Ile-de-France, présidé par Michel Giraud (RPR), à proposer une aide aux collectivités locales - à commencer par la Ville de Paris - qui voudraient créer des réseaux de pistes cyclables.

Les résultats de l'enquête commandée par la région à la Sofres après le mouvement de grève des transports en commun sont beaucoup plus nuancés que ceux de l'institut BVA rendus publics par Jean Tiberi (RPR), maire de Paris (Le Monde du 12 janvier). Celui-ci avait retenu que 92 % des Parisiens sont favorables au développement des pistes cyclables et que 89 % d'entre eux souhaitent que, le week-end, la circulation soit réservée aux piétons et aux cy-

clistes sur certains axes. Etendue à l'ensemble de la région, l'enquête de la Sofres (menée les 20 et 21 décembre auprès d'un échantillon de 1 300 personnes âgées de quinze ans et plus) confirme l'attrait du vélo, surtout pour les Parisiens. Elle révèle aussi que la protection contre le vol et la dégradation constitue un souci constant pour son utilisateur.

La bicyclette a été, pendant la grève, le mode de transport principal pour 7 % des Franciliens, actifs et étudiants. Cette proportion double pour les Parisiens et atteint 20 % pour les déplacements Paris-Paris. Un tiers de ces cyclistes utilisaient déjà un vélo en temps normal. Les autres étaient très majoritairement des usagers des transports en commun : seulement 7 % des automobilistes habituels ont abandonné leur voiture pour le vélo afin d'éviter les monstrueux embouteillages aux entrées de Paris. Le portrait-type du cycliste pendant les grèves est celui d'un homme (71 %), âgé de moins de vingt-cinq ans (49 %), effectuant un trajet de 2 à 15 kilomètres (77 %), appartenant à un foyer peu ou pas du tout motorisé. Logiquement, les personnes qui ont eu re-



cours au covoiturage « passif », c'est-à-dire qui se sont fait véhiculer par un collègue ou un voisin, sont plutôt des femmes (64 %), de moins de vingt-cinq ans (45 %), ayant à parcourir plus de 10 kilomètres pour se rendre sur leur lieu de travail.

De tous ces chiffres, les élus régionaux en charge des transports et de l'environnement retiennent que l'encouragement de la pratique du vélo ne se traduira pas forcément par une diminution du nombre de voitures dans la capitale. Ils se montrent cependant

convaincus que les quatre cent mille cyclistes potentiels dénombrés par l'enquête doivent être mieux traités par les collectivités locales, incitées à créer un environnement susceptible d'encourager les vocations. En revanche, les pouvoirs publics considèrent que leur intervention se justifie beaucoup moins dans l'organisation du covoiturage, qui retient néanmoins l'attention de près de deux tiers des actifs de la région.

« Le covoiturage est une affaire de solidarité de proximité, au niveau d'une entreprise ou d'une zone d'emploi, et son organisation ne relève pas à mes yeux des pouvoirs publics », estime M. Giraud. Parmi les trois cents entreprises de dix salariés et plus interrogées fin décembre, 29 % n'excluent pas dans l'avenir de prendre des initiatives. D'ailleurs, 79 % d'entre elles ont spontanément aidé leurs salariés à pratiquer le covoiturage pendant la grève. L'enquête montre toutefois que le partage d'une voiture, même vécu de façon positive, reste essentiellement un palliatif et un moyen d'aider les gens sans voiture plutôt que le souci de partager un moyen de transport pour limiter les encombrements et

participer à la lutte contre la pollution. Impassable à encourager le covoiturage, la région est toutefois disposée à intervenir en faveur de l'extension du réseau de pistes cyclables, encore embryonnaire, et de l'aménagement du temps de travail.

Les 430 000 véhicules supplémentaires en décembre ont suffi à paralyser la capitale plusieurs heures par jour

En 1995, le conseil régional déclare avoir financé huit cents places de stationnement pour les vélos, dont près de six cents à Paris même. L'efficacité d'un réseau cyclable résidant dans sa continuité, M. Giraud se dit prêt à aider les villes qui suivront l'exemple d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) qui ont irrigué leur territoire de voies cyclables.

Pour la région, il n'est pas question d'élaborer les plans d'un réseau séduisant sur le papier mais qui ne verrait pas le jour faute de mobilisation des collectivités locales. « Je suis prêt à engager une concertation avec les collectivités locales. Une fois les décisions prises, les finances suivront, car il revient inéluctablement plus cher d'aménager des pistes cyclables que des routes », assure M. Giraud. Les adeptes de la bicyclette devront donc se montrer suffisamment actifs pour convaincre les maires de prendre les décisions afin d'obtenir les subides évoquées.

A moyen terme, celui-ci compte aussi sur l'aménagement des horaires de travail et sur le développement du travail à distance pour mieux répartir le trafic automobile aux abords et dans la capitale : 2,25 millions de voitures circulent quotidiennement en région parisienne en temps normal. Les 430 000 véhicules qui s'y sont ajoutés en décembre ont suffi à paralyser la capitale plusieurs heures par jour, mais ils ont ouvert les yeux des élus de Paris et de la région sur les vertus du vélo.

Marcel Scotto

Pascal Sauvage

Aménager les horaires pour mieux gérer le trafic routier

Pendant les grèves, 63 % des entreprises de Paris et de la petite couronne ont spontanément mis en œuvre des horaires de travail décalés dans la journée. Selon l'enquête publiée par le conseil régional, un tiers d'entre elles ont aussi accepté que leurs salariés, plutôt que de s'épuiser dans les embouteillages, travaillent chez eux ou à proximité de leur domicile.

Néanmoins, les chefs d'entreprise restent prudents quant à la pérennisation de ces mesures, qu'une partie d'entre eux semblent prêts à étudier. Les services du conseil régional d'Ile-de-France se déclarent disponibles pour prendre contact et aider les entreprises désireuses de mettre en application un nouvel aménagement du temps de travail, dont il apparaît qu'il reste un moyen d'étaier le flux de circulation aux heures de pointe dans la capitale et ses abords.

Strasbourg, capitale française de la bicyclette urbaine

STRASBOURG de notre correspondant

Après la mise en place du nouveau plan de circulation et le succès du tramway, suivis par une réflexion sans coup férir, en juin, la municipalité socialiste de Strasbourg met les bouchées doubles pour imposer la bicyclette sur le territoire de la communauté urbaine. En raison de sa situation géographique, coincée entre Vosges et forêt Noire, l'agglomération strasbourgeoise souffre d'une pollution parmi les plus fortes des villes françaises. Les experts l'attribuent, à concurrence de 80 %, aux gaz d'échappement des voitures. Autant de raisons de faire de l'application de la charte du vélo, adoptée en 1994, une question éminemment politique.

Aujourd'hui, les Strasbourgeois utilisent la bicyclette plus que tout autre citadin français. Une enquête de 1988 révélait que 15 % des transports mécanisés s'effectuaient à vélo, loin devant Nantes et Rennes, où la « part de marché » du vélo n'excède pas 6 %. Certes, Strasbourg n'est pas encore une référence dans le couloir rhénan en regard des scores réalisés par Bâle ou Karlsruhe (autour de 30 %), mais l'objectif est clairement défini : atteindre le chiffre de 25 % en l'an 2005.

Le schéma directeur en cours d'application offre d'ores et déjà un réseau fleché de 180 kilo-

mètres de pistes cyclables, soit près de trois fois plus qu'en 1989, date d'arrivée de l'équipe municipale. Toutefois, on est conscient qu'il ne suffit pas de tracer ou de construire des bandes réservées au vélo pour régler le problème : dans bien des cas, il faut trancher pour dire qui, de la bicyclette ou de l'automobile, est prioritaire. « Quand il y a conflit avec la voiture, affirme Jean-Luc Marchal, chargé de mission « vélo » à l'hôtel de ville, la solution ne peut être que politique. » Afin que le message soit bien entendu, Strasbourg vient de créer une brigade de policiers à vélo, dotée de superbes bicyclettes, dont la mission est de faire respecter la réglementation en vigueur, tant par les automobilistes que par les cyclistes - le respect des feux rouges, par exemple.

ENCORE BEAUCOUP À FAIRE

Par ailleurs, 4 000 points d'attache contre le vol sont disponibles grâce à l'installation d'arceaux conçus par un artisan local et dûment agréés par l'architecte des Bâtiments de France. Près de la gare, un « véloparc » gardé offre 200 places pour un abonnement annuel de 100 francs et, devant le succès de l'opération, un parc supplémentaire est en cours d'installation. La ville s'est aussi équipée de « vélo-boxes », fonctionnant comme une consigne automatique, au prix de 5 francs, mais qui ser-

vaient occasionnellement de refuge aux toxicomanes avant qu'un abonnement annuel ne soit imposé.

Dès le début 1994, les services municipaux ont lancé un service de location de bicyclettes au tarif de 20 francs la journée (40 francs pour un tandem), qui a remporté un réel succès avec 3 000 locations la première année et 12 200 en 1995. Du coup, le parc locatif va passer de 250 à 600 bicyclettes. En outre, il est déjà question de concevoir des voitures de tramway permettant de ranger les vélos par un système d'accrochage - une solution que pratiquent déjà des villes allemandes comme Karlsruhe - tant les Strasbourgeois associent de plus en plus tram et bicyclette. Pour entretenir ce terrain favorable, la ville donne l'exemple en organisant la fête annuelle des cyclistes ou en mettant à la disposition du personnel municipal 80 vélos de service.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Il n'est pas rare que la bande cyclable inscrite sur la chaussée qui longe l'hôtel de ville soit encombrée par des voitures en stationnement sans susciter pour autant la réaction des policiers du commissariat tout proche. En dépit de la priorité accordée au vélo, sans doute est-il opportun de ménager quelques exceptions.

Marcel Scotto

Pascal Sauvage

Les multiples visages des adeptes de la « petite reine »

CE SONT trois bicyclettes qui sillonnent les rues de Paris mais ne se sont jamais croisées. Trois vélos que les grèves de décembre ont fait sortir de la marginalité, appartenant à trois cyclistes qui affrontent le bitume parisien et son cortège d'embouteillages, de taxis pressés et de gaz d'échappement.

Henri-Marcel Guittard, quatre-vingt-deux ans, a acheté sa bicyclette en 1936, l'année des congés payés. Un modèle « grand tourisme ». « C'est ce que l'on faisait de mieux à l'époque », insiste-t-il. La preuve : âgé de presque six décennies, mais bichonné par cet ancien représentant en vins et spiritueux, il n'a pris aucune ride ou presque. Repeint en gris aluminium, il trône aujourd'hui dans l'ancienne loge de concierge de l'immeuble. Depuis plus d'un demi-siècle, M. Guittard sillonne les rues de Paris. L'acquisition d'une Renault 4 CV dans les années 50 ne l'a pas détourné de la « petite reine » : il a tôt fait d'enfourcher de nouveau sa bicyclette, « plus économique et plus rapide surtout ».

Aujourd'hui, ce retraité déplore qu'il soit de plus en plus difficile et dangereux de circuler dans Paris,

où « il y a trop de voitures ». « Ceux que l'on appelle les couloirs de la mort, dessinés sur la chaussée par la Mairie de Paris, portent bien leur nom », dit-il non sans regretter vivement la légèreté dont font preuve nombre de cyclistes. « J'en croise qui brûlent des feux rouges, coupent les carrefours, roulent sur les trottoirs », s'indigne le vétéran.

ÉCONOMIES

Mélanie Karlin reconnaît ne pas toujours respecter le code de la route. Cette assistante de production de vingt-cinq ans, qui a découvert le vélo lors de la grève de décembre, est une nouvelle convertie. « Auparavant, je pensais qu'il n'était pas possible de parcourir de longs trajets de manière quotidienne, explique-t-elle. Trop fatigant, trop dangereux. L'expérience m'a prouvé le contraire. » En trois semaines de grève, cette jeune maman d'une petite fille a perdu les derniers kilos qui s'accrochaient après sa grossesse. « Avec un vélo, j'économise un abonnement dans une salle de sports, les contraventions, l'essence liée à l'usage de ma voiture et les tickets de métro », calcule-t-elle. Elle ne possède pas encore le vélo dont

elle rêve - à cause des grèves, le Père Noël était en rupture de stock - mais elle sait qu'il sera bleu, avec des vitesses, de bons freins, un phare et un solide antivol.

Celui de Marie Falquet a la patine de ceux qui affichent quelques heures de pédalage. Cette militante de vingt-six ans au sein du collectif Sortez vos vélos, qui organise une manifestation-balade le premier samedi de chaque mois dans Paris, savoure l'insouciance des politiques d'Ile-de-France pour les cyclistes. « Ils étaient soumis à la pression d'un lobby voitures, maintenant ils comprennent qu'il existe un lobby vélos », analyse-t-elle.

Le 21 décembre, Marie Falquet a participé à une réunion de travail à la mairie de Paris. Pour elle, l'objectif est d'obtenir la réalisation d'un véritable maillage urbain pour les bicyclettes, qui permette aux Franciliens de circuler agréablement et sans danger dans une ville où ils pourraient facilement garer leurs deux-roues. Elle estime que la conversion de Paris au vélo est possible. A condition que la volonté politique existe.

Michèle Aulagnon

Le Don Quichotte de l'auto-stop veut « désengorger Paris »

PERSONNE n'a répondu à l'appel lancé par Yvan Gradis en direction des médias et de quelques partis politiques, dans la nuit du 31 décembre. Une cinquantaine de fax, des courriers envoyés « afin de commencer l'année avec une idée neuve », mais pas le moindre coup de fil en retour. « C'était prévu », assure-t-il, ce que dément son ton dépit.

Pourtant, sa suggestion, c'est une habitude toute simple à prendre pour désengorger la capitale d'une partie du trafic automobile et limiter la pollution. « Le 1^{er} janvier, il a donc commencé à appliquer seul cette idée neuve : il faut bien qu'un citoyen fasse le premier pas. Si on attend que le voisin avance, rien ne se fait jamais. » La chemise rose pâle sous un pull vert administratif, de fines lunettes noires, le cheveu discipliné, Yvan Gradis n'a pourtant rien d'un illuminé. A trente-sept ans, ce professeur de français au langage choisi, militant d'aucun parti, membre d'aucune association, lance une croisade contre « l'absurde ». « Un jour de mai 1995, je suis passé devant un arrêt de bus où beaucoup de gens attendaient. J'étais seul dans ma voiture, je savais que je suivais

l'itinéraire du bus et que je pouvais rendre service à trois personnes. Pourquoi ne pas partager ma voiture ? »

DÉÇU PAR L'APRÈS-GRÈVE

Pour faciliter la manœuvre, Yvan étudie la carte de Paris, les itinéraires de métro et de bus, et détermine cent directions possibles. Il propose d'expédier cette liste contre une enveloppe timbrée (écrire au 56 bis, rue Eschudier, 92100 Boulogne-Billancourt) ou encore de prêter ses cent itinéraires pour photocopie. Il invente même un terme, afin de donner corps à cette nouvelle pratique : « l'urban-stop ». « Un néologisme, moi qui ne les aime pas trop... »

Les grèves de décembre lui ont permis de vérifier auprès des auto-stoppeurs que son idée pouvait séduire. Mais l'après-grève l'a déçu. « Les nouvelles habitudes sont mortes bien vite. Les gens, qui avaient entretenu des rapports plus conviviaux, sont rentrés dans leur coquille. » Lui qui veut créer une habitude « complémentaire des transports en commun et plus souple que le covoiturage organisé » est conscient qu'il « faudra des mois pour que les piétons comprennent, parce qu'ils en auront entendu parler, puis des mois pour qu'ils osent franchir le pas ». Et de déplorer leurs craintes vis-à-vis de l'auto-stop et les réticences de l'automobiliste à partager ce qui est « un lieu privé, une excoissance du foyer, où l'on se sent protégé, dans une bulle ».

Malgré tout, son « tempérament de Don Quichotte » le pousse à espérer que son initiative sera relayée, que d'autres, en province, l'imiteront et qu'un jour, peut-être, le centre-ville sera interdit aux voitures. « L'urban-stop n'est qu'un pis-aller. J'espère ne pas avoir à faire ça toute ma vie ! »

Pascal Krémer

Spécial ISO

(Publicité)

Merci

aux entreprises partenaires du Mois de la Qualité Française



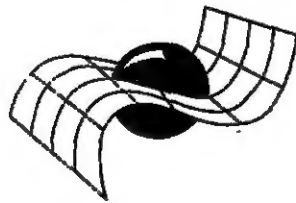
AXA	DASSAULT	L'OREAL	RANK XEROX	SOCIETE EUROPEENNE DE PROPULSION
BOSSARD CONSULTANTS	EDF	LA POSTE	RATP	SMITHKLINE BEECHAM
BNP	FRANCE TELECOM	MANPOWER	RENAULT	SNCF
CIBA GEIGY	GAN	PETROLES SHELL	RHONE-POULENC	SOCIETE GENERALE
CNES	IBM	PSA PEUGEOT-CITROEN	GROUPE SEB	UAP

Bravo

aux PME "Champions de France de la Qualité 1995"

DARAMC (Alsace)	ROCKWELL BCS (Centre)	POMPES GRUNDFOS (Lorraine)	MOTOROLA (Pays de la Loire)
SMURFIT SOCAR (Aquitaine)	CHAUSSEON OUTILLAGE (Champagne-Ardenne)	SOFIC (Midi-Pyrénées)	MATT (Picardie)
PAPETERIES D'ESPALY (Auvergne)	METATHERM (Franche-Comté)	LA ROUE DU PAYS D'AUGE (Basse-Normandie)	LE RELAIS DE BOIS ST GEORGES (Poitou-Charente)
IGOL CENTRE (Bourgogne)	SICCOM (Ile-de-France)	NETMAN (Haute-Normandie)	TRANSFIX (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
LES CHARCUTERIES DE BROCELIANDE (Bretagne)	SICA ESTAGEL BOIS & FILS (Languedoc-Roussillon)	TERRES REFRACTAIRES DU BOULONNAIS (Nord-Pas-de-Calais)	OTIS (Rhône-Alpes)
	SOFHUMC (Limousin)		SOBEX (Réunion)
GIRIAU : Grand Prix Français de la Qualité 1995			

Mouvement Français pour la Qualité



Ministère de l'Industrie,
de la Poste et des Télécommunications



Le gouvernement annonce un train de mesures en faveur du monde associatif

Des conventions pluriannuelles de subventions pourront être passées avec les pouvoirs publics

Alain Juppé devait annoncer, lundi après-midi 15 janvier devant le Conseil national de la vie associative (CNVA), des mesures en faveur du

mouvement associatif. Parmi elles doit figurer la possibilité de recevoir des subventions ministérielles sur une période de trois ans au lieu d'un.

Des groupes de travail sont appelés à faire des propositions sur la transparence financière, la fiscalité, l'emploi et le bénévolat.

LA PRINCIPALE MESURE que devait annoncer le premier ministre, Alain Juppé, aux représentants du CNVA (Conseil national de la vie associative), réunis lundi après-midi 15 janvier à l'hôtel Matignon, concerne la pluriannualité des financements accordés aux associations. Désormais, chaque ministère pourra, sur la base de conventions-types, octroyer des crédits sur une période de trois ans, au lieu des classiques révisions ou renouvellements annuels.

Cette disposition doit « sécuriser » le budget des organisations subventionnées. Elle était réclamée par le CNVA, dans le premier des quatre rapports (sur le financement, l'emploi, le bénévolat et l'Europe), que M. Juppé lui avait commandés le 9 juin dernier et qui ont été remis cinq mois plus tard (*Le Monde* du 9 novembre 1995). Une méthode de travail nullement originale en soi mais tout à fait nouvelle dans les relations entre l'Etat et le mouvement associatif. Elle a permis, selon Matignon, de « sortir du schéma habituel selon lequel les associations proposent et l'administration dispose ». Jean Bastide, président du CNVA, s'est félicité, lundi, que « pour la première fois dans son histoire, le CNVA a été considéré pour ce qu'il est vraiment ».

Cette collaboration entre associations et administrations doit être étendue par l'institutionnalisation de groupes de travail mixtes, par la création d'un « corps » de délégués à la vie associative auprès des autorités départementales et par l'élargissement du CNVA aux principales administrations (qui deviendront membres de droit), ainsi qu'aux associations de lutte contre le sida et aux organismes d'insertion par l'activité économique. Actuellement, le CNVA, instance consultative créée en 1983 et placée auprès du premier ministre, comprend une centaine de responsables associatifs (plus dix « personnes qualifiées »), nommés par Matignon sur propositions des ministères intéressés et

de douze coordinations associatives nationales. Bien que privé, le 21 décembre 1995, de « sommet social », malgré ses demandes, le mouvement associatif paraît bénéficier aujourd'hui, selon M. Bastide, d'une « volonté politique » du gouvernement. Le 29 septembre dernier, lors d'une visite au Havre, le président de la République, Jacques Chirac, avait de nouveau jugé le rôle associatif « indispensable au retour à la cohésion sociale ». Ce sentiment « peut-être plus prononcé à l'Ely-

On peut donner jusqu'au 31 janvier au titre de 1995

En raison des mouvements sociaux qui ont affecté le pays en novembre-décembre 1995, les dons, généralement adressés aux associations de solidarité en cette période propice à la générosité, ont chuté, d'après des estimations concordantes, de 25 % à 40 % selon les organisations concernées. C'est pourquoi le premier ministre, Alain Juppé, a décidé, lundi 15 janvier, d'agréer jusqu'au 31 janvier et au titre des revenus de 1995 les déductions fiscales qui sont afférentes à ces dons. Selon la réaction des donateurs, on pourra peut-être mesurer l'impact du scandale de l'ARC révélé dans les tout premiers jours de 1996.

sée qu'à Matignon - Alain Juppé a également voulu le traduire lundi en s'entourant de quatre membres du gouvernement, Jacques Barrot (travail et affaires sociales), Xavier Emmanuelli (action humanitaire d'urgence), Corinne Lepage (environnement) et Guy Druet (jeunesse et sports).

L'Etat a lui-même besoin de balayer devant sa porte, s'agissant de son propre recours à la loi de 1901. C'est sous ce régime, pour ne citer qu'un exemple, que fonctionne l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), grand budg-

taire. « Le développement des associations parapubliques appelle peut-être un correctif », devait souligner M. Juppé. Parallèlement, le rôle des représentants de l'Etat au sein des conseils d'administration des associations devrait être « clarifié ». Dans cette optique, une mission d'étude va être confiée à un groupe de magistrats de la Cour des comptes et de hauts fonctionnaires.

Confinant des mesures déjà prises, comme l'ouverture du CIE (contrat initiative emploi) aux associations ou le doublement (de 26 millions à 52 millions de francs) des crédits de formation affectés au FNDVA (développement de la vie associative), le premier ministre devait faire part d'autres dispositions : abatement de la taxe sur les salaires porté de 20 000 à 25 000 francs (le CNVA demandait un abatement de 40 000 francs) ; augmentation, pour chaque association, du nombre de manifestations exonérées de la TVA (passant de six à dix, pour une durée totale de trois mois par an) et possibilité, pour les chômeurs indemnisés, d'exercer des activités bénévoles sans perdre les Assedic. Il devait être aussi question de l'exonération des charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié et de l'instauration, sous réserve de l'accord du patronat, d'un congé formation.

Sur le plan européen, devait notamment déclarer M. Juppé, la France va signer la convention du Conseil de l'Europe reconnaissant la capacité juridique des organisations internationales non gouvernementales (OING) : par exemple, la direction mondiale de Greenpeace ne sera plus « hors la loi » dans l'Hexagone.

Jugées « positives » par le CNVA, ces diverses décisions ne répondent cependant pas, selon M. Bastide, à « toutes les attentes » du mouvement associatif. Le 11 janvier, devant la presse, la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) demandait que ce dialogue social soit « suivi d'effets immédiatement perceptibles ». Il y

en a quelques-uns, mais la « rénovation », voulue par Jacques Chirac, de l'institution associative a été renvoyée, pour l'essentiel, aux groupes de travail mixtes (GTM), qui vont être mis en place.

En particulier, un GTM doit examiner la notion d'« utilité sociale », appelée à se substituer à celle d'« utilité publique », estimée aujourd'hui inadaptée à leur évolution économique, entre activités non lucratives et activités commerciales. Déjà mise en avant par le CNVA dans un avis remis au gouvernement en juin 1995, la reconnaissance d'utilité sociale (RUS) serait délivrée par une commission paritaire présidée par un magistrat et donnerait lieu à des aménagements fiscaux.

Michel Castaing

Le Syndicat de la magistrature critique les projets de M. Toubon

RÉUNI EN CONGRÈS à Paris, samedi 13 et dimanche 14 janvier, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche, 35 % des voix) a vivement critiqué la politique de Jacques Toubon. Le SM a estimé que le texte sur les mineurs délinquants conduira à une « aggravation de la répression » et que la réforme antiterroriste renforcera une législation d'exception favorisant les « amalgames » entre immigration et terrorisme. Afin de conserver la présence des jurés dans les cours d'assises en première instance comme en appel, le SM préfère l'« appel tournant » au tribunal criminel départemental de M. Toubon.

Au sujet des « affaires », le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier, a constaté que les magistrats étaient « de moins en moins enclins à accepter la teneur de l'exécutif et la préservation d'une véritable impartialité pénale du profit des élites politiques et économiques ». Mais il a remarqué que les nominations au parquet restent « une arme au service du pouvoir » et que la PJ dépend du ministère de l'Intérieur. Enfin, le SM a estimé que la finalité de la proposition de loi de Pierre Mazeaud sur les abus de biens sociaux était « de faire obstacle à l'action des juges dans la lutte contre la corruption ».

■ MEURTRE : un braconnier d'une cinquantaine d'années a avoué, lundi matin 15 janvier, être l'auteur des coups de feu mortels contre deux gardes-chasse, samedi près de Carpiennes (Vaucluse). Il devait être présenté dans la journée au parquet de Draguignan et mis en examen pour homicide volontaire. Au cours de son interpellation, l'homme avait tenté de faire feu sur un troisième garde-chasse.

■ PRÉCISION : Jean-Yves Le Gallou, président du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France et député européen, a démenti certains propos tenus mercredi 10 janvier par des membres de SOS Racisme à l'occasion de l'assignation en référé du FN par l'association, pour un jeu multimédia qui utilise, entre autres, l'image du président de SOS, Fodé Sylla (*Le Monde* du 12 janvier). M. Le Gallou a nié que le jeu fasse apparaître M. Sylla avec un os dans le nez, comme l'avaient prétendu certains membres de SOS. L'association a reconnu qu'il y avait eu « erreur » sur ce point. Le jugement du tribunal de Nanterre pour une éventuelle saisie du jeu devait être rendu lundi 15 janvier après-midi. (Corresp.)

La commission Fauroux dresse un sombre bilan des échecs du système éducatif

QUATRE MOIS de réflexion : c'est le délai que s'était donné la commission Fauroux pour cerner en privé, avant d'engager la « phase publique » de sa mission. Installée le 11 septembre 1995 par le premier ministre (*Le Monde* du 13 septembre 1995) pour dresser un état des lieux du système éducatif et avancer des propositions, cette instance de vingt-quatre membres a consacré ses premiers travaux à l'audition de hauts fonctionnaires, de syndicalistes, de parents d'élèves, d'experts et de témoins, ainsi qu'à des réunions de travail hebdomadaires, conclues par un séminaire, le 2 décembre 1995.

Dressé, lundi 15 janvier, par Roger Fauroux, son président, le premier bilan, assorti d'un calendrier et d'une présentation de la méthode, apparaît plutôt sombre. S'inscrivant à contre-courant de ceux qui s'attachent à mesurer les progrès du système éducatif, la commission estime que le rendement et l'efficacité de l'institution sont relativement médiocres. Dotée d'un « système de sélection d'élite » dans des filières de prestige bénéficiant de moyens abondants, l'école ne se préoccupe pas des morts et des blessés », analyse M. Fauroux. Précocement détecté, l'échec est souvent traité tout au long de la scolarité, malgré l'existence d'un corps enseignant « de qualité ». Il n'y a là guère de surprises.

Plus grave, ce système « n'a pas d'évaluation », sinon globale. Celle des établissements reste timide, tandis que les innovations ne sont connues que « par hasard » et peu valorisées, dans une organisation où « la remontée de

la base au sommet n'existe guère ». Pour y remédier, M. Fauroux suggère que l'école soit l'objet d'un « audit permanent pour le compte de la nation », effectué par une commission indépendante de haut niveau comparable, dans un autre domaine, au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

TERRAIN MINÉ

Ce premier tour d'horizon a suggéré à la commission huit thèmes de réflexion, incluant ceux indiqués par Alain Juppé (premiers cycles universitaires, formation professionnelle, rythmes scolaires), mais les débordant largement : outre « l'orientation, la préparation aux métiers, le management éducatif, les universités de plein exercice, la fonction enseignante, le cylindre scolaire et la pyramide sociale », la commission souhaite approfondir deux domaines qu'elle a intitulés « les savoirs » et « les savoir-faire et les jours ». Certains qu'il est urgent de définir « l'ensemble des savoirs, des codes, des conduites, dont devrait disposer tout adolescent en fin de scolarité obligatoire », la commission entend se pencher de près sur la question des programmes. Son constat est dans ce domaine des plus concrets : les programmes sont trop lourds. Son originalité consiste à y lier indissolublement la question des rythmes scolaires.

« Il est particulièrement inquiétant que l'annonce d'un mot suffise à mettre le feu », Roger Fauroux n'a, par ailleurs, pas tardé à découvrir cette autre réalité du système éducatif : certaines expressions doivent être maniées avec d'infinies précautions. La commission l'a compris en évitant d'aborder

de front le thème de la sélection, pourtant très présente à tous les échelons du système. En guise d'alternative, elle privilégie une « orientation » mieux maîtrisée comme remède aux situations d'échec et propose, à tous les stades, l'ouverture de l'école et de l'université à la réalité professionnelle, dans les entreprises comme dans l'administration.

Sur le terrain miné de l'Université, au beau milieu de la crise des mois écoulés, la commission a aussi évalué les limites de ses capacités d'expression. Pour s'être prononcée, certes à titre personnel, en faveur des « collèges universitaires », deux de ses membres, Yves Bodin et Paul Constant, ont provoqué une levée de bouillottes. Considérant qu'il est inutile d'« agiter des chiffres rouges », la commission, lors de son séminaire du 2 décembre, n'en reste pas moins favorable à une formule de type « propédeutique » pour les premiers cycles, dotée de moyens identiques à ceux des classes préparatoires, assurée plus massivement par des professeurs agrégés chargés de procéder à des remises à niveau et d'enseigner les fondements de la méthodologie.

Alors qu'il s'apprête à lancer les états généraux de l'enseignement supérieur, François Bayrou avait vite pris ses distances. Devant le Conseil national de l'enseignement supérieur de l'éducation et de la recherche (Cneser) du 19 décembre 1995, il s'était opposé sur le fond à la proposition des collèges universitaires. Et sur la forme, il avait tenté de minimiser le rôle de la commission, « un lieu de proposition et un acteur parmi d'autres ».

Roger Fauroux semble s'accommoder de cette réalité. « Notre réflexion n'est pas soumise aux aléas et à la pression des événements, précise-t-il. Nous ne nous gênons pas pour dire ce que nous pensons des propositions de réforme. » Cela ne l'empêche pas de s'offusquer lorsque certaines organisations demandent la suppression de sa commission. « Est-il donc interdit de réfléchir ? », s'interroge-t-il.

D'ici au 13 juin 1996, date prévue de la remise de son rapport, la commission va donc poursuivre son travail. Cette fois d'une façon moins confidentielle, avec des visites dans les régions, les départements et territoires d'outre-mer, ainsi qu'à l'étranger. Après un premier déplacement en Normandie le 9 janvier, une autre rencontre était prévue, mardi 16 janvier, en Seine-Saint-Denis, notamment avec le ministre délégué à la ville, Eric Raoult. Enfin, huit auditions publiques seront diffusées sur La Cinquième, mais en différé après un montage de « morceaux choisis ». La première est programmée le 31 janvier.

Michel Delberghe et Béatrice Gury

Faut-il réformer la législation sur la transparence financière ?

QUELS QUE SOIENT les errements de l'ARC, Alain Juppé estime qu'il n'y a pas lieu de créer un climat de suspicion vis-à-vis du monde associatif. Le premier ministre devait rappeler, lundi 15 janvier, devant les représentants du CNVA, l'existence de la législation, qui permet « un réel contrôle » des associations qui font appel à la générosité publique et/ou qui reçoivent d'importantes subventions. Toutefois, M. Juppé devait demander au CNVA de former un groupe de travail mixte (associations-administration), qui sera chargé de dresser un bilan des textes en vigueur, d'examiner la possibilité d'étendre la charte de déontologie des associations et d'étudier les conditions de publication de leurs comptes. Un rapport sera remis au gouvernement en septembre 1996.

Aujourd'hui, deux textes majeurs exigent des (grandes) associations une transparence financière. La loi du 7 août 1991 stipule que les organismes qui font appel à la générosité publique « établissent un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses ». Ce compte d'emploi « est déposé au siège social de l'organisme ; il peut être consulté par tout adhérent ou donateur de cet organisme qui en fait la demande ». De plus, cette loi institue l'intervention de la Cour des comptes (et de ses chambres régionales), qui peut exercer « un contrôle du compte d'emploi des ressources ». Grâce à cette loi, la Cour des comptes a pu « éplucher » les finances 1993 de l'ARC, avec les résultats que l'on sait.

Est-il besoin d'une autre instance de contrôle ? Jean Chérioux, sénateur (RPR) de Paris, a déposé, en octobre 1995, une proposition de

loi, qui vise à « confier à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) une mission d'évaluation et de contrôle a posteriori des actions financées » par la générosité publique. Le CNVA, notamment, n'est pas favorable à une multiplication des contrôles.

En second lieu, une loi de 1993 oblige les associations qui perçoivent 1 million de francs et plus de subventions publiques à avoir un commissaire agréé aux comptes, indépendant de l'association. Faut-il, comme certains le préconisent, abaisser ce seuil à 500 000 francs et moins ? Le futur groupe de travail devrait se prononcer sur ce point.

NECESSAIRE CONFIANCE

Selon une étude de juin 1995, effectuée par le Laboratoire d'économie sociale (LES) de l'université Paris-1, les trois quarts (76 %) des quelque 730 000 associations recensées en France reçoivent des subventions. Mais la répartition des crédits est très inégale : 6 % des associations captent 80 % des financements publics. Globalement, les subventions représentent un quart de leur budget pour 39 % des associations, la moitié pour 18 % d'entre elles, les trois quarts pour 10 % et la totalité du budget pour 9 %.

Enfin, il s'est créé, en 1989, un comité de la charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Présidé par François Bloch-Lainé, ce comité, auquel l'ARC n'a pas voulu adhérer, est aujourd'hui composé de vingt-six membres, dont les plus grandes associations de solidarité. Une des solutions ne consisterait-elle pas en l'obligation, pour toute association, de publier ses comptes ? Déjà, une majorité d'organisations s'y emploient, ne serait-ce qu'au travers

du rapport financier annuel présenté à l'assemblée générale des adhérents.

Le mouvement associatif ne serait pas opposé à une telle mesure. Jean Bastide, président du CNVA, souhaite que s'instaure « un puissant mouvement fédérateur autour de la transparence et de la rigueur ». Il est nécessaire, en ces temps d'indispensable solidarité, que la confiance règne sans nuage.

M. C.

Enquête : comment Le Floch a décroché la SNCF

L'Expansion

EN 1996, VOUS ALLEZ SOUFFRIR...

UN PEU BEAUCOUP ?

La consommation

La Californie invente la voiture de demain

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DISPARITION

Denise Grey

La grand-mère de tous les Français

LA COMÉDIENNE Denise Grey est décédée samedi 13 janvier à son domicile parisien. Elle était âgée de quatre-vingt-neuf ans.

Doyenne des comédiens français, elle avait pris sa retraite de la scène le 31 décembre 1991, après avoir joué une dernière fois le rôle d'une tante extravagante dans une pièce de Robert Lamoureux, *La Soupière*, à la Maison de Radio-France, aux côtés de Philippe Le Maistre, sa fille Suzanne Grey et son arrière-petite-fille Blanche Bernil.

A l'annonce de son décès, de nombreuses personnalités lui ont rendu hommage, parmi lesquelles le président de la République : « Denise Grey, c'était le talent, la vitalité, la volonté, l'amour de la scène, qui étaient pour elle tout simplement un métier. Au-delà de la grande actrice, de l'immense professionnelle qui incarnait son art, il y avait une grand-mère gaie, délicate, passionnée, qui appartenait à toutes les familles françaises », a déclaré Jacques Chirac dans un communiqué publié dimanche 13 janvier.

Née le 17 septembre 1896 à Turin (Italie), Edouardine Dunkel (son vrai nom) n'a jamais pris une leçon de comédie. Elle devient comédienne parce qu'elle est née comédienne, même si, à l'âge de treize ans, certifiant d'études en poche, elle commence à travailler dans une maison de couture parisienne où seules quelques modestes débauchés de la mode (comme Jeanne Lanvin) ont pu s'y risquer. Sa carrière débute par une usurpation : mannequin de chapeaux, elle est remarquée et invitée à figurer dans un film muet, *Rigadin modeste*. Estimant qu'une comédienne à qui on demande de coiffer un feutre et de faire un clin d'œil à Rigadin n'est pas à la hauteur de son rôle, Denise Grey s'avance devant la caméra, prenant la place de l'actrice infortunée. Elle convainc le metteur en scène et tourne la séquence.

AU PIED LEVÉ

Cela lui valut, en 1915, un engagement de figurante aux Folies-Bergère. Elle met un point d'honneur à apprendre tous les rôles féminins de la revue à laquelle elle participe. Elle peut ainsi, un soir, remplacer au pied levé la vedette du spectacle. Sa carrière démarre alors véritablement. La petite figurante est engagée au cabaret La Pie qui chante par celui qui allait devenir la première star de la radio-diffusion, le chansonnier Saint-Granier.

C'est au boulevard qu'elle connaît ses premiers succès. De 1918 à 1933, elle arpente les planches aux côtés des plus grands de l'époque : Gaby Morlay, Raimu, Fernand Grévy. Après sept ans passés loin du théâtre, elle y revient, dans la troupe du Théâtre du Palais-Royal pendant trois ans. En 1943, Pierre Dux l'engage à la Comédie-Française pour créer *Les Flançais du Havre*, d'Armand Salacrou, avec Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud. Elle quittera le Français pour y revenir en 1957, le temps de créer *Mademoiselle*, de Jacques Deval, avec Denise Genet. Elle retrouve ensuite les boulevards et enchaine les succès : *Les Enfants d'Edouard*, à la Madeleine, *Quarante carats*, dans le même théâtre, et, en 1975, *Le Tûbe*, de Françoise Dorin, avec François Périer au Théâtre Antoine. A la faveur de l'une des 692 représentations (1), elle fête ses soixante ans de théâtre et reçoit la Légion d'honneur des mains de la maîtresse des lieux, Simone Berthier.

Denise Grey ne connaîtra pas au cinéma la même ferveur du public. Si l'on n'a pas oublié son rôle dans *Le Diable au corps*, de Claude Autant-Lara, aux côtés de Micheline Presle et de Gérard Philipe, on retiendra surtout son personnage de grand-mère résolument sympathique dans *La Boum* et *La Boum 2*, films mis en scène par Claude Pinoteau, autour de Sophie Marceau, nouveau, autour de Sophie Marceau.

Denise Grey a achevé sa carrière au Théâtre Antoine pour cent représentations exceptionnelles de *Harold et Maude*, de Colin Higgins. Un soir de juillet 1987, le public a rappelé debout, et pour quarante-cinq minutes, une nonagénaire à l'éternel sourire et à la générosité sans pareille : personne ne voulait sans croire à la réalité de ses adieux.

Olivier Schmitt

AU CARNET DU MONDE

Décès

— Caca.

Le 9 janvier 1996.

ARNAUD,

a été tragiquement enlevé à l'affection de tous les siens, à Leeds (Grande-Bretagne).

Il avait vingt-deux ans.

Vous pourrez venir l'entourer de votre présence lors de la cérémonie d'adieu qui sera célébrée le mercredi 17 janvier à 15 heures, en l'église Saint-Ouen de Caca.

L'inhumation se fera au cimetière du Molay-Litry (Calvados) dans le caveau familial.

De la part de :

M. et M^{me} François Morice,

M. et M^{me} Hubert de Cussac,

Séverine, Olivier, Pierre-Alex,

Philippe, Amarty, Maxence,

ses frères et sœurs.

M^{me} André de Cussac,

sa grand-mère,

Des familles Dengin, Mezika,

de Cussac, Salomon, Donost,

Linossier, Morice, Mouton, Guilleu,

ses oncles, tantes, cousins, cousines,

ses amis.

Vos témoignages de sympathie seront reçus sur des registres.

13, rue de Québec,

14000 Caca.

11, rue Andréboud,

44700 Orvault.

— M^{me} Danièle Avilim

la docteur de faire part du décès de sa mère le 8 décembre 1995.

Anna Mireille ABITBOL,

artiste peintre,

née à Ouz, Algérie,

à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

15309 McKendree Avenue,

Pacific Palisades, CA 90272.

— M^{me} Marie-Christine Colombet-

Bilger, M. et M^{me} François Bilger,

M. et M^{me} Pierre Bilger,

M. et M^{me} Philippe Bilger,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} André Deutschmann,

M. et M^{me} Pierre Dellanbach,

leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne BILGER-GILLET,

leur mère, grand-mère,

arrière-grand-mère, sœur,

tante, grand-tante, arrière-grand-tante

et perçop.

survenue le 7 janvier 1996 dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier dans l'intimité familiale, la cérémonie religieuse en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Paris à Paris et l'inhumation, dans le caveau de famille, à Ingelheim am Alsenz.

— M. et M^{me} Alain Leeman-Bouix,

et leur fils Richard,

M. et M^{me} Jean-Louis Passerard-Bouix,

et leurs enfants Vincent-Xavier,

Fabrice et Christelle,

M. et M^{me} René Bouix,

M. et M^{me} Pierre Corio-Bouix,

Toute sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand BOUX,

écrivain de France,

croix de guerre 1939-1945,

médaille de la Résistance,

ancien commando parachutiste de la 1^{re} armée française,

le 8 janvier 1996, dans sa soixante et onzième année.

5, boulevard Georges-Clémenceau,

92400 Courbevoie,

22, rue Châteaubriand,

78480 Verneuil-sur-Seine.

— M. Robert Brandt-Diéry,

M. et M^{me} Daniel Dornel,

M^{me} Denise Dornel,

M. et M^{me} Jean-Pierre Diéry,

M. et M^{me} Jean Worms,

M. et M^{me} Marcel Pétimengin,

M^{me} Pierre Dugloux,

M. et M^{me} Jacques Pétimengin,

M. et M^{me} Jacques Kauffmann,

M. et M^{me} Pierre Pétimengin,

M. et M^{me} André Diéry,

M. et M^{me} Jean Fabre,

Le Pasteur et M^{me} Jean Diéry,

Le Pasteur et M^{me} Francis Diéry,

M. et M^{me} Philippe Diéry,

Le Pasteur et M^{me} Roger Diéry,

leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Marthe DIÉRY,

agréée d'histoire,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 29 décembre 1995.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité.

En Peyravat,

CH 1077 Servien, Sotase,

37, rue Vancan,

75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Saint-Pardoux, La Rivière (Dordogne), Paris-19.

M^{me} Annie Raimpuyrie,

sa fille,

M. Michel et François Romat,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Françoise FOMPEYRINE,

survenue à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées ce lundi 15 janvier 1996, à 14 h 30, en l'église de Saint-Pardoux.

Information au cimetière de cette même commune.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Maytice,

Bratimne,

Tél. : 53-05-84-01.

— Le directeur, les enseignants

et le personnel de l'UPR de sciences

sociales de l'université Paris-V,

ont la grande tristesse de faire part du

décès de

Alain GIRARD,

professeur honoraire de démographie

et ancien vice-président

de l'université Paris-V-René-Descartes,

survenue le 11 janvier 1996, à Paris.

Il rendait hommage à cet enseignant

et chercheur éminent qui a beaucoup

apporté à la démographie et à la sociologie

françaises.

— Ab-en-Provence.

M^{me} Georges JULIEN,

ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges JULIEN,

survenue le 13 janvier 1996.

Un service religieux sera célébré,

le mardi 16 janvier, à 11 heures, en l'église

des Millis à Ab-en-Provence.

Notre-Dame de Provillat,

quartier de Gaillic,

13050 Ab-en-Provence.

— M. et M^{me} Bernard Gissot,

M. et M^{me} Jean-Claude Clausel

de Consergues,

ses enfants,

M. et M^{me} Dominique Bourmeze

de Lestour,

M. Gaurier Gissot,

M. David Clausel de Consergues,

M. Jérôme Gissot,

M. Armand Clausel de Consergues,

ses petits-enfants,

M^{me} Jacques Vergnes,

sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Bernard LAROCHE,

né Marie-Charlotte VERGNES,

ethnologue,

membre correspondant de l'Académie

des sciences d'homme et

de la société.

dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques seront célébrées en la

chapelle de la basilique Sainte-Clothilde,

29, rue Las-Casse, Paris-7, le 16 janvier

1996, à 11 heures.

Il y associent le souvenir de

M. Bernard LAROCHE,

leur père et grand-père.

décédé le 2 mars 1978.

8, rue de Courty,

Paris-7.

— Nantes, La Baule, Meau.

M. Eugène Leblanc,

son époux,

M. et M^{me} Pierre Quilossan,

M. et M^{me} Yvon Brully,

M. et M^{me} Philippe Leblanc-Messager,

ses enfants,

Yann, Gilles, Bénédicte, Anne Lia,

Pierre, Rémi,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MERLOT,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national du Mérite,

survenue le 30 décembre 1995.

Un service religieux aura lieu le

vendredi 19 janvier 1996, à 11 heures,

en l'église Saint-Honoré d'Eylan,

66 bis, avenue Raymond-Poincaré,

Paris-16.

Il fleurit ni couronnes.

27, avenue Victor-Hugo,

75116 Paris.

— M^{me} Didier Olivier-Martin,

M. et M^{me} François Mengesca,

M. et M^{me} Jean Olivier-Martin,

M. et M^{me} René Olivier-Martin,

M. et M^{me} Hubert Roux,

M. et M^{me} Michel Olivier-Martin,

M. et M^{me} Emmanuel Olivier-Martin,

Ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Didier OLIVIER-MARTIN,

ingénieur général honoraire

des ponts et chaussées,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'Ordre national

du Mérite.

Leur époux, père, grand-père

et arrière-grand-père,

survenue à Paris le 11 janvier 1996, à l'âge

de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 17 janvier, à 11 heures, en

l'église Saint-Ferdinand des Ternes

(27, rue d'Annam, 75017 Paris), où l'on

se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue des Renouades,

75017 Paris.

— M^{me} Béatrice Prieto,

sa fille,

M. Jean-Louis Prieto,

M. et M^{me} José-Marie Prieto,

M^{me} Isabelle Brun,

M. Xavier Brun,

ses petits-enfants,

Guillaume, Alcega, Dimitri et Juliana,

ses arrière-petits-enfants,

M. et M^{me} Pierre Nuss,

ses frères et belles-sœurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Germaine de PRIETO,

née NUSS,

le 7 janvier 1996, dans sa quatre-vingt

dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura été

le vendredi 19 janvier, à 9 heures, en

l'église Saint-Léon, à Paris-19.

— Sa famille et les Missions

d'Afrique (Pères blancs),

font part du retour vers le Seigneur

du Père François RENAULT,

originaire du Gabon de Charente,

décédé à Rome, le 12 janvier 1996, à l'âge

de soixante-dix ans.

Il se recommande à vos prières.

— M^{me} Jacqueline Tene,

Serge Tene,

Isabelle Tene,

Geneviève Tene,

Julien Tene,

Camille, Mathilde et Joëlle,

HORIZONS

PORTRAIT

ANTONIO CAMPOS en rit en core. « C'était en 1986, raconte ce militant socialiste de la première heure, aujourd'hui député européen, en pleine campagne électorale, dans le nord du pays. Dans la voiture, Mario Soares nous dit qu'il va dormir un peu. Comme il y avait beaucoup de monde sur la route qui l'accablait, de temps en temps nous lui disions : "Mario, a tua mão !" ("Mario, la main !") Et, tout en dormant, le président agita noblement la main pour saluer ses partisans. Quand il s'est réveillé, environ un quart d'heure après, il était aussi frais que s'il avait dormi toute la nuit. »

Cette capacité de s'endormir quand il veut et où il veut — « même aux moments les plus tragiques de son histoire, je ne crois pas qu'il ait passé une mauvaise nuit », raconte un autre de ses intimes — montre que Mario Soares, qui quitte ses fonctions de président de la République portugaise après avoir marqué de son empreinte un demi-siècle de la vie de son pays, a été, est et sera essentiellement un homme heureux. Qui n'aime rien de plus que de déambuler dans les ruelles du Chiado, le quartier populaire de Lisbonne, caresser la couverture d'un livre rare, jurer du soleil de l'Algarve ou de la douceur des femmes et, plaisir ultime, s'attabler dans un restaurant de la capitale pour deviser interminablement avec ses amis.

Et qui n'est pas l'ami de « Mario » ? Jeudi 4 janvier, par exemple, entre un coup de téléphone au roi du Maroc et une audience accordée à Michel Jobert, le président portugais a déjeuné avec Freitas do Amaral, son adversaire acharné lors de l'élection présidentielle de 1986, devenu un de ses intimes. Cet homme qui aime tous les arts — sauf la musique, ce qui explique peut-être sa difficulté à parler des langues étrangères — a une haine aussi tenace pour les chiffres, qui dessèchent l'âme et servent d'alibi aux médiocres. « Il ne fait toujours pas la différence entre cent mille, 1 million ou 1 milliard d'escudos », ironise Emilio Rui Vilar, son ancien ministre de l'économie.

« En 1986, on disait que j'étais moribond, qu'il valait mieux que je cède la place. Eh bien, je me suis présenté, je me suis battu, et j'ai gagné »

Comment Mario Soares aurait-il pu s'entendre avec celui qui fut son principal challenger, et aussi son premier ministre, durant ces dix dernières années : Aníbal Cavaco Silva, le dirigeant du Parti social-démocrate (centre-droit) ? C'est peu dire que le courant ne passait pas entre ce professeur d'économie politique, sec comme un jour sans fado, toujours impeccablement sanglé dans ses costumes stricts, les cheveux parfaitement coiffés, et Mario Soares, aux pantalons souvent tirebouchonnés, à la cravate incertaine et à la chemise froissée. Pourquoi ne pas associer dans un même hommage ce couple asymétrique ? Aníbal le sage et Mario le débonnaire ne symbolisent-ils pas tous les deux un pays qui n'en finira jamais de choisir entre la jalousie méditerranéenne et les largueurs atlantiques, entre l'exubérance du sud et la nostalgie du grand large ?

C'EST pourtant ce débonnaire, ce bon vivant, voire ce dilettante, qui a tenu la barre de la main la plus ferme et la plus droite lorsque le navire affronta les pires écueils. Nous sommes le 28 avril 1974. La « révolution aux œillets » a trois jours. Avec un énorme culot, un cœur gros comme ça et aucune expérience politique, quelques capitaines de l'armée coloniale viennent de mettre fin, sans pratiquement aucune effusion de sang, à la dictature surannée du professeur Salazar puis de Marcelo Caetano, qui, pendant près de cinquante ans, avait mis le Portugal en

état d'hibernation. Inconnus hier, les Otelo de Carvalho, Melo Antunes, Vasco Lourenço écrivent, la fleur au fusil, une belle page de l'histoire de ce siècle.

Lorsque, ce 28 avril, Mario Soares arrive à la gare de Lisbonne en provenance de Paris, il est accueilli par une foule en délire. Le monde entier découvre cet avocat de cinquante ans, au visage si particulier. OÙ la forte mâchoire, signe de volonté, est adoucie par un menton dégoulinant. OÙ l'éclat des yeux noirs est tempéré par des cernes rassurants.

Les Portugais, eux, le connaissent. N'est-il pas un des opposants les plus acharnés à la dictature ? Après des études dans le collège privé de son père, lui aussi dans l'opposition, qui forme l'élite de la bourgeoisie de Lisbonne, il s'inscrit à la faculté de droit. Il obtient son diplôme d'avocat, mais exerce son métier sans enthousiasme. « A la barre, il était excellent, témoigne l'actuel président de l'Assemblée de la République, Almeida Santos, mais il connaissait ses dossiers d'une manière... très approximative. »

Ce qui l'intéresse, c'est la politique. La grande, où il faut savoir prendre des risques pour défendre ses idées. Mario ira douze fois en prison. En 1948, il partage la même cellule que son père dans la prison

de l'Aljube. Une année après, c'est toujours dans cette prison qu'il épouse une jeune comédienne du théâtre national, Maria de Jesus Barroso, fille d'un capitaine membre d'un groupe anarchiste. Mario est responsable d'une organisation universitaire dépendant du Parti communiste. Celui-ci est dirigé par Alvaro Cunhal, un professeur charismatique, résistant héroïque. Progressivement, Mario Soares va prendre ses distances. En 1951, *Avença*, le journal clandestin du parti, l'accuse d'« opportunisme » et de « trahison ». La rupture est consommée. « Je ne sais toujours pas si j'ai été exclu ou si je suis parti de moi-même », lance aujourd'hui Mario Soares dans un immense éclat de rire.

Entre deux séjours en prison et deux départs en exil, Mario Soares va s'atteler à construire, à partir de rien, ce qui est devenu la principale force politique portugaise : le Parti socialiste. A Paris, où il enseigne la civilisation portugaise — « Pas un souvenir inoubliable de ses cours », bougonne un de ses anciens étudiants — et où il habite — l'hôtel Saint-Pierre, dans le quartier Latin, devient le rendez-vous de tous les opposants portugais —, mais aussi en Allemagne, en Suède, en Belgique, il tisse une toile de relations qui lui sera bien utile plus tard. Olof Palme, Willy Brandt et, surtout, François Mitterrand deviennent ses amis.

C'est donc un homme déjà mûr qui arrive à Lisbonne le 28 avril. Le

lendemain, il se précipite à l'aéroport pour être le premier à accueillir son ancien professeur, Alvaro Cunhal, qui, lui, arrive de Prague. Les deux hommes tombent dans les bras l'un de l'autre. Leur rêve est réalisé : le Portugal est libre.

TRÈS vite, le conflit va s'exacerber. En novembre 1974, les œillets sont déjà fanés et la question se pose : le Parti communiste, avec l'aide d'une partie des militaires et le soutien « objectif » des groupes gauchistes, est-il en train de préparer un coup d'Etat ? En visite aux Etats-Unis, Mario Soares reçoit ce conseil avisé d'Henry Kissinger : « Vous allez être le Kerenki du Portugal, ne retournez pas chez vous ! » C'était mal

mer le Portugal à l'Europe. Les négociations avec Bruxelles sont longues. « Il ne faut pas oublier que, pendant des siècles, le Portugal a tourné délibérément le dos à l'Europe, estimant que son destin se jouait outre-Atlantique, aux Indes, en Amérique du Sud ou en Afrique », explique un diplomate. « Beaucoup de mes collègues me disaient que nous ne serions jamais prêts à entrer dans le Marché commun, explique aujourd'hui Soares, et pourtant, j'ai estimé que c'était la seule solution pour nous. » Il obtient gain de cause et, le 1^{er} janvier 1986, le Portugal fait officiellement son entrée dans le club européen.

C'est le moment où Mario Soares est en train de livrer une des batailles politiques les plus hasar-

Les derniers œillets de Mario Soares

Après cinquante ans de combats politiques et deux mandats présidentiels, le symbole du socialisme portugais a réussi sa révolution tranquille. A soixante et onze ans, il aspire à devenir « un citoyen comme les autres »



connaître Mario Soares. « Il savait qu'il ne restait plus que les socialistes pour organiser un contre-feu. L'Etat était anéanti, l'Eglise absente », raconte Manuel Alegre, l'écrivain poète, un autre compagnon des premiers jours. Soares rentre au pays et organise aussitôt la résistance. « Nous étions quelques-uns, poursuit Alegre, pratiquement réfugiés dans le nord du Portugal, où le Parti communiste était moins fort. » Le petit groupe, animé par Soares, lance la résistance civile. Il faut « répondre à la rue par la rue ». Les socialistes organisent un meeting au palais des sports de Lisbonne. « Mario lui-même était sceptique : il ne pensait pas que nous réussissions », raconte Alegre. La salle est pourtant comble. Soares a gagné son pari, comme il triomphera, quelques mois plus tard, aux premières élections législatives libres organisées au Portugal. Le pays est, enfin, sur les rails de la démocratie. Durant toute cette période, Mario Soares a été aidé par la plupart des dirigeants socialistes européens. « Pas tous, précise Alegre. Je me souviens d'un congrès du PS français où j'ai été obligé de quitter la salle, tant j'avais été outré par la phrase de Jean-Pierre Chevènement : "Les socialistes ne doivent pas périr comme au Chili, ni trahir comme au Portugal." »

Aujourd'hui, quand on évoque devant lui cette époque, Mario Soares aime à citer André Malraux, qui écrivait dans *L'Esprit* que le Portugal avait été « le seul exemple où les mencheviks avaient triomphé des bolcheviks ». Il a aussi pardonné à ses adversaires d'alors. Non sans humour. Ainsi, lorsque Alvaro Cunhal fête ses quatre-vingts ans, il prend la plume et, dans un journal de Lisbonne, adresse ses félicitations au vieux leader communiste. « Grâce à nous, qui l'avions battu, raconte Soares en riant, Cunhal n'a pas pris le pouvoir et reste donc pour tous les Portugais le symbole de la résistance à la dictature. Sinon, s'il avait gagné, aujourd'hui que le communisme est mort : tué comme Ceausescu ? exilé comme Honecker ? emprisonné comme Jivkov ? »

Mais si les communistes avaient vraiment gagné, vous auriez passé quelques années de plus en prison ? « Oui... dans le meilleur des cas ! » Mario Soares peut entreprendre son deuxième grand combat : anti-

deuses de sa carrière. En 1985, les socialistes ont été battus par la droite aux législatives et paraissent bien mal placés pour qu'un des leurs succède au général Eanes comme président de la République, lors de l'élection de février 1986. Surtout Mario Soares, dont la cote de popularité est tombée au plus bas : moins de 8 % des Portugais disent le soutenir. « On me disait que j'étais moribond, qu'il valait mieux que je cède la place, raconte Soares avec un plaisir gourmand. Eh bien, je me suis présenté, je me suis battu, et j'ai gagné. » De peu, certes, mais, grâce aux voix de toute la gauche et à une campagne menée tambour battant, il parvient à battre Freitas do Amaral, qui avait obtenu 46,3 % des suffrages lors du premier tour.

CINQ ans après, s'il est resté « dans un fauteuil », il ne tire aucune gloire de sa victoire. Il est, dès le départ, assuré d'être élu puisque Aníbal Cavaco Silva a décidé de ne présenter aucun candidat contre lui. « Le cadeau le plus empoisonné qui soit, commente un de ses amis, car Mario aime tout sauf les combats gagnés d'avance. » « Don Mario ! », comme on commence à l'appeler amicalement à Lisbonne, trône donc à Belem. Son rôle de président est réduit, mais il l'utilise à plein, notamment pour compliquer, quand il le peut et avec une mauvaise foi évidente, la tâche de Cavaco Silva, son premier ministre. Par exemple au cours de ses « présidences tournantes », à venir prendre le pouls d'une région, accompagné du ban et de l'arrière-ban de l'Etat. Là, tellement à l'aise dans ces bains de foule qu'il affectionne, Mario Soares écoute, donne des conseils, émet des critiques. Il voyage de plus en plus à l'étranger et collectionne les titres de docteur honoris causa. On le croit candidat au poste de secrétaire général de l'ONU. Il dément, mettant notamment en avant son incapacité à parler anglais. Quelques jours avant de quitter le palais de Belem, il nous confie son désir de se retirer de la politique, d'être « un citoyen comme les autres ».

Si, à soixante et onze ans, Mario Soares a le droit légitime d'aspirer à un peu de repos après cinquante ans de combats, personne à Lisbonne, et surtout pas ses amis, ne l'imaginer se mettant totalement à l'écart. « Mario a créé une fondation, qui porte son nom et dont il dit qu'elle va beaucoup l'occuper », explique ainsi Antonio Campos. Un moment de silence, et le député se lève, ouvre la fenêtre de son bureau du Parlement et montre, en riant, le siège de la Fondation Soares. Juste en face de l'Assemblée.

José-Alain Fralon

هكذا من الرجل

Patrick Weil, professeur de sciences politiques

Les discours officiels sur l'immigration ont ouvert des boulevards au FN

Pour ce professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, qui fut chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'immigration François Autain en 1981-1982, « la laïcité se doit d'intégrer la religion musulmane »

« L'utilisation récurrente du thème de l'immigration dans le débat politique a coïncidé, depuis une douzaine d'années, avec la montée de l'extrême droite. A l'inverse, le silence des candidats, de gauche comme de droite, lors de la dernière campagne présidentielle, n'a pas empêché Jean-Marie Le Pen d'obtenir 15,3 % des voix. Dans ce contexte, faut-il encore parler publiquement de l'immigration ? »

« Depuis 1974, date de l'arrêt de l'immigration de travail, l'utilisation de l'immigration a été gérée de façon très différente selon les périodes : Jean-Marie Le Pen n'évoquait même pas la question dans sa plate-forme pour l'élection présidentielle de 1974. A la fin des années 70, Valéry Giscard d'Estaing a tenté le retour forcé de 500 000 Algériens installés en France. Puis la gauche, après 1981, a pris un parti inverse, en régularisant 130 000 étrangers en situation irrégulière. En 1984, l'opposition droite-gauche sur ce sujet a laissé la place à un consensus : la loi sur la « carte de dix ans », qui garantit la pérennité du séjour aux étrangers, a été votée à l'unanimité, et la gauche a rallié le thème de la lutte contre les illégaux. Mais les controverses sur l'immigration ont ensuite repris de plus belle jusqu'en 1993. Gauche et droite ont alors pris conscience que dix-neuf ans d'affrontement sur le sujet n'avaient profité à aucun des deux camps, et elles ont cessé d'en faire un thème prioritaire de campagne. Le sommet de ce nouveau consensus a été la campagne présidentielle de 1995, lorsque M. Jospin a promis qu'il n'abrogerait pas les lois Pasqua mais ne ferait que les retoucher. »

« Pourquoi ce changement de tactique, d'oubli d'un thème prioritaire de la répression, n'a-t-il pas abouti au déclin du Front national ? »

« Certes, le FN ne tire pas uniquement sa puissance de l'utilisation de l'immigration. Mais ce thème n'a pas cessé de fournir à M. Le Pen son principal cheval de bataille et l'une de ses propositions les plus radicales : le renvoi organisé de la totalité des immigrés non européens, non seulement les illégaux mais tous ceux qui sont en situation régulière en France depuis de très nombreuses années. Les sondages montrent que la proportion de Français approuvant les propositions du FN sur l'immigration - plus de 30 % - est largement supérieure à celle de ses électeurs. On ne peut donc pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN. »

« Comment démontrer le discours de l'extrême droite sur l'immigration ? »

« La gauche comme la droite ont ouvert deux boulevards au Front national. D'abord, parce qu'aucun responsable politique n'a osé dire la vérité sur la politique de la France dans ce domaine. Tous les gouvernements ont répété que l'immigration était arrêtée, que l'on allait vers l'« immigration zéro ». La réalité est que, depuis 1974, la seule catégorie d'étrangers dont l'immigration a été stoppée est celle des travailleurs non européens non qualifiés. Mais l'immigration légale reste ouverte aux époux et épouses de Français, aux familles des étrangers en situation régulière, aux réfugiés politiques, aux Européens et aux travailleurs qualifiés, soit au total entre 80 000 et 120 000 entrées par an. Les habitants de cités populaires qui entendent le discours officiel sur « l'arrêt de l'immigration », alors qu'ils voient arriver de nouveaux immigrés peuvent donc légitimement penser : ils nous mentent, seul le FN dit la vérité. »

« Ce mécanisme pervers a contribué à ouvrir le second boulevard : faute d'avoir le courage de dire la vérité sur les flux, tous les gouvernements ont essayé de « stopper l'immigration » par tous les moyens. La gauche s'est surtout attaquée à l'immigration illégale. M. Pasqua, lui, a ajouté des restrictions tous azimuts à l'immigration légale. Il a cherché à dimi-



« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

Un politologue nourri d'histoire

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »

« On ne peut pas négliger la convergence d'une demande de l'électorat et d'une offre politique représentée par le discours du FN »



PATRICK WEIL

Propos recueillis par Philippe Bernard

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Auby, directeur général ;
Jean-Pierre Baudouin, directeur de la rédaction ;
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :
Thomas Parnet, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Cerny, Pierre Georges, Laurence Gauthier, Danièle Heymann,
Bernard L. Gendreau, Jean-Vincent Jeanneney, Marcel Leclercq, Luc Ruysschaert
Directeur artistique : Dominique Auby
Rédacteur en chef technique : Eric Jean
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeau
Directeur de la gestion : Eric Helleu ; directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Jullien ; directeur des relations internationales : Daniel Verdet
Médiateur : Hervé Lemaire
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffert, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1949), Jacques Rivet (1949-1952),
André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1959), Jacques Lemaire (1959-1964)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 180 000 F. Actionnaires : Société civile des rédacteurs du Monde
Associations Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde International : Le Monde International, Le Monde Presse, Le Monde Périodique
RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUET, 75001 PARIS CEDEX 13
TEL : (0) 46 45 25 23 Télécopieur : (0) 46 45 25 99 FAX : 206 806 F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Bonin-Méry 94051 VINCENNES CEDEX
TEL : (0) 46 45 25 23 Télécopieur : (0) 46 45 25 99 FAX 301 311

La voie étroite du dialogue républicain en Corse

Suite de la première page

La Corse bénéficie d'un statut politique particulier depuis 1982, et renforcé depuis, de même que, sur tel ou tel aspect social, culturel ou fiscal, mais dans une bien moindre mesure, l'Alsace ou l'île de France se distinguent du Limousin, de la Guyane ou de la Bretagne.

En avançant la loi Pasqua du 4 février 1995, le Conseil constitutionnel a d'ailleurs reconnu la validité de dispositions législatives ou réglementaires discriminatoires, différentes selon qu'elles s'appliquent aux plateaux ardéchois dépeuplés, aux cités difficiles de Marseille ou aux zones frontalières du Nord minées par un chômage endémique. Les spécificités incontestables et extrêmes de la Corse, le besoin de répondre à une jeunesse désespérée par l'absence de perspectives, l'absence de la revendication identitaire, le sentiment d'abandon, le double handicap d'un produit intérieur brut par habitant le plus faible de toutes les régions de métropole et d'une situation périphérique, justifient qu'à l'île s'applique une loi spéciale, dont personne ne croit qu'elle doit rester figée. Le progrès va dans le sens du droit à la différence et toute tentative d'assimilation serait naturellement suicidaire.

C'est cependant à un spectacle désastreux pour tous ceux qui croient encore à la force du droit et à l'égalité des citoyens devant la loi, qu'il a été donné d'assister à la fin de la semaine. Plusieurs centaines d'hommes ostensiblement cagoulés et en armes, comme dans la pire des Républiques bananières ou dans un pays déchiré par la guerre civile, ont réuni la presse dans la nuit noire, pour leur annoncer que, tout bien réfléchi et par bonté d'âme, ils condescendaient à décider une trêve des attentats. A peine quelques heures après cette sorte de chantage implicite et de défi de la clandestinité armée à la République légitime, le ministre de l'intérieur descendait candide de son avion pour une visite de travail, accueilli par des autorités préfectorales humbles par l'impuissance et le ridicule puisque le terrain politique avait été nettoyé par la bonne volonté de pseudo-militaires momentanément repentis. Comment ne pas être frappé par le contraste entre l'unité formelle de l'île et la place et les treillis des terroristes insulaires, comparables en tout point à ceux que les policiers d'élite reçoivent pour les opérations les plus délicates de prise d'otages ou de neutralisation des dangereux malfaiteurs ?

REVUE DE PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

Le système politique de la Corse est bloqué. La priorité est évidemment de mettre fin à la violence politique, totalement inacceptable dans une démocratie. Au-delà, le développement économique et le développement politique doivent évoluer au même rythme (...). La Corse a des problèmes spécifiques (...). Il faut donc lui trouver des solutions spécifiques (...). A ce moment-là, l'évolution du statut politique aura un sens. Il n'y a aucune raison pour qu'il ne permette pas aux habitants de l'île de se sentir à la fois plus corses et tout aussi français qu'aujourd'hui.

Dans une conception radicale, voire gaullienne de l'état républicain, le ministre de l'intérieur aurait pu, ou dû, rebrousser chemin, sachant qu'une opération nocturne de type « grand guignol », dont il est inimaginable de croire qu'elle était ignorée de la justice et la police (ou alors, il faut sur-le-champ illogiser les responsables), venait d'avoir lieu. Il a préféré, comme ses prédécesseurs régulièrement nargués et régulièrement matamores, de Pierre Josse à Philippe Marchand en passant par Charles Pasqua, la voie du réalisme, sa dignité et la légitimité de son action dussent-elles en souffrir. Que la colère populaire s'exprime n'est peut-être pas plus mal, au demeurant, pour vider les racines. Le plus illustre des ministres de la police qui servit la Révolution et Napoléon I^{er}, Joseph Fouché, ne disait-il pas à ses préfets, visant la populace : « Faites-les manifester ! »

A entendre Jean-Louis Debré, le gouvernement est donc prêt au dialogue avec toutes les forces politiques et sociales qui le veulent bien. La question est de savoir comment faire entrer les nationalistes radicaux, qui parlent de l'état français comme d'un oppresseur, dans la discussion officielle. Car il ne peut y avoir d'autre voie que celle de la négociation - mais sur quoi ? - sauf à vouloir allumer la guerre civile dans une île où les armes circulent aussi librement que se forment les trilles.

Maniant classiquement à la fois la carotte et le bâton, les rodonnades et les appels du pied, Jean-Louis Debré s'inscrit dans la continuité et navigue à l'estime. Il veut gagner du temps pour reconstituer un semblant de fonctionnement des institutions, ce qui n'est pas bon lorsque les parages sont parsemés d'échoués. Charybde et Scylla, les funestes rochers du détroit de Messine, ne sont pas loin de la Corse.

François Grosrichard

TOUT le monde gardera en mémoire les larmes d'Helmut Kohl lors de la cérémonie de Notre-Dame en hommage à François Mitterrand. En Allemagne aussi, cette image émouvante du chancelier a touché les cœurs et les esprits. Mais elle a aussi été ressentie, là-bas, de manière plus complexe : les Allemands constatent plus que jamais que leur chancelier situe son action à l'échelle de l'histoire européenne et du monde. Au risque de paraître négliger les enjeux concrets du jour, les seuls qui préoccupent vraiment ses compatriotes en ce début de 1996 : le chômage, le ralentissement de la croissance, le poids devenu insupportable des impôts et des prélèvements.

Ces derniers, qui avaient été relevés pour financer la réunification, atteignent désormais près de 45 % du PIB allemand. Leur niveau décourage toute création d'emplois, alors que le nombre de chômeurs attendra vraisemblablement, en janvier, le chiffre symbolique de 4 millions de personnes. Le chancelier en est parfaitement conscient : il sera désormais jugé sur sa capacité à redonner confiance à ses concitoyens, non sur ses éventuels succès en matière de politique

Helmut Kohl dans la tourmente

étrangère. Heureusement pour lui, Helmut Kohl a du temps pour redresser la barre. La faiblesse de l'opposition lui permet, du moins cette année, de dormir sur ses deux oreilles.

Mais en Allemagne, comme en France, la mise en œuvre de nécessaires réformes peut provoquer des sismes sociaux et politiques. Face à la mondialisation de l'économie et à la concurrence accrue des pays d'Asie, face également au vieillissement de la population, les Allemands devront abandonner une part de leur bien-être personnel pour devenir compétitifs. L'ensemble des partis politiques de RFA tombent globalement d'accord sur cette analyse, et divergent somme toute assez peu sur les moyens d'y répondre.

Face à l'urgence, deux scénarios sont possibles : soit la philosophie du consensus l'emporte d'emblée - avec des réformes

douces acceptées par tout le monde -, soit l'Allemagne entre dans une période de crise politique dont la seule issue paraît être une « grande coalition » entre la CDU et le SPD - autrement dit une autre forme de consensus, mais consensuel celui-ci à une crise politique.

Cette deuxième hypothèse suppose que l'actuelle coalition ne parvienne pas à surmonter les conflits qui la traversent, notamment en matière de fiscalité. Le petit parti-naisseur libéral (FDP), considérablement affaibli, pourrait choisir de quitter la coalition après les trois élections régionales importantes qui sont prévues pour la fin du mois de mars prochain. Mais ce scénario, qui serait celui d'élections anticipées, paraît bien peu probable, puisque le FDP qui les aurait provoquées, aurait fort peu de chances de retrouver le moindre député au Bundestag.

Bien plus vraisemblable est l'hypothèse d'un maintien de la coalition au pouvoir jusqu'aux élections de 1998. L'habileté politique du chancelier est proverbiale, son prestige personnel reste très fort, mais les Allemands disposent, comme beaucoup d'autres peuples, d'une réserve d'ingratitude lorsqu'ils s'estiment malmenés par le pouvoir.

Entre chien et loup par André François



Le loup est plutôt un loup-garou - un des surnoms du lynx, qui s'attaque aux cerfs. Un gros chat sauvage. Nous sommes tous des chiens et des chats. Vous, votre femme, tel de vos amis est-il plus chien ou plus chat ?



A. F.

Les nouveaux pauvres de l'Est

DES « nouveaux pauvres » sont apparus partout à l'Est, moins voyants, mais bien plus présents, que les nouveaux riches.

Les situations sont très contrastées, et la pauvreté prend des visages bien différents en Hongrie, en Roumanie, ou en Russie. Un point commun, pourtant : tous ont vécu plusieurs années de purge économique drastique, de chute des niveaux de vie. D'un bout de l'échelle à l'autre, la production de la Géorgie n'atteignait, en 1995, que 17 % de celle de 1989, celle de la Russie 49 %, tandis que la Slovaquie ou la Pologne avaient quasiment retrouvé le niveau d'avant l'effondrement de l'empire soviétique.

Même dans les pays ayant pris le plus d'avance, une nouvelle pauvreté est apparue, car la transition sociale, indispensable pendant de la transition économique, a souvent été négligée. En République tchèque, le très libéral Václav Klaus, champion des privatisations, a pour l'instant maintenu un filet de protection sociale assez généreux, et les tentatives de désattribution du système de santé n'ont pour l'instant pas abouti. Inquiets du manque de moyens financiers, de la dégradation du système hospitalier, les médecins sont descendus dans la rue en novembre.

Symptomatique de la montée de la pauvreté en Roumanie, le nombre d'enfants abandonnés progresse, et dépasse le chiffre de cent mille. Beaucoup de parents n'ayant plus les moyens d'élever leurs enfants les « confient » à l'hôpital ou à des institutions spécialisées. Nombreuses à Bucarest après le changement de régime, en décembre 1989, les organisations internationales ont largement délaissé

le pays. Le gouvernement s'affaire aujourd'hui surtout à construire de nouveaux orphelinats, et les hôpitaux en sont souvent réduits à attendre un don de scanner par-ci, un envoi de médicaments par-là.

Dans la plupart des États, ce sont les minorités, tsiganes en particulier, qui sont touchées. Ainsi, en Hongrie, près de six cent mille Tsiganes, autrefois utilisés comme main-d'œuvre de base dans l'agriculture et l'industrie lourde, mendient aujourd'hui dans les rues. En République tchèque, les Romes (Tsiganes) étaient protégés sous le régime communiste, mais doivent aujourd'hui affronter le racisme de la population. Les ghettos s'étendent, surtout en Bohême du Nord. « Chez nous, les Tsiganes s'appauvrissent », commente-t-on à Sofia.

L'ESPÉRANCE DE VIE EN HAUSSE

Certains experts internationaux, par exemple ceux de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) expliquent qu'à l'Est les personnes âgées seraient les moins défavorisées. Selon eux, les retraites ont souvent progressé plus rapidement que les salaires, ou du moins, chuté plus modérément, et sont payées avec moins de retard. Les personnes âgées sont aussi protégées du chômage, puisque sorties de la population active. La plupart d'entre elles sont en outre logées, même s'il leur a fallu des années, sous le régime communiste, pour obtenir un logement. Lorsqu'elle le peuvent encore, elles se tournent vers les petits emplois offerts par l'économie souterraine, soit dans leur ancien domaine de spécialité, soit dans les services (garde d'en-

fants, ménage...). On retrouve ainsi, en Hongrie, des retraités vivant officiellement à la limite du seuil de pauvreté, mais s'achetant des voitures occidentales.

Les personnes âgées formeraient-elles donc la génération vermeille de la transition économique ? Certainement pas. Elles sont souvent victimes de phénomènes de désocialisation (écroulement des familles, faillites des associations d'entraide...) et, surtout, ne restent pas longtemps en vie. En Russie, l'espérance de vie a chuté de manière spectaculaire, passant de 64 ans en 1990 à 58 ans en 1994, une longévité inférieure à celle de la moyenne des pays à faibles revenus dans le monde. Si génération vermeille il y a, elle dépasse donc à peine l'âge de la retraite, alors qu'en France, où l'espérance de vie d'un homme atteint 73,8 ans, un retraité percevra en moyenne près de quinze années d'indemnités.

Difficile de ne pas lier cette évolution inhabituelle, à l'époque contemporaine, de l'espérance de vie avec la dégradation de la protection sociale, de l'hygiène de vie, de l'alimentation. L'alcoolisme progresse (Le Monde du 13 janvier), les reportages sur la situation catastrophique des hôpitaux russes sont nombreux. La consommation de viande a chuté de 70 à 50 kilos par an et par habitant entre 1990 et 1994 (en France, elle atteint 102 kilos). Autre comparaison parlante : les Russes consacrent 48 % de leur budget à l'alimentation, les Français seulement 18 %.

Transition de l'économie, c'est-à-dire changement de système de production, et développement économique, c'est-à-dire enri-

chissement d'une population, sont deux phénomènes différents. Ils sont pourtant interdépendants et, pour l'instant, les progrès de la transition se sont bien souvent traduits par un appauvrissement des anciens peuples communistes.

LIBÉRALISATION SANS FILET

Comme le rappelle l'économiste Guy Standing, du Bureau international du travail à Genève, les concepteurs de la réforme économique radicale russe de 1992 avaient un projet précis d'échéancier des transformations : après la libéralisation des prix, puis l'instauration de politiques monétaires et budgétaires strictes visant à contenir l'inflation, un filet de protection sociale devait être mis en place jusqu'à ce que la privatisation de masse entraîne une restructuration des entreprises, et redistribution des emplois dans d'autres secteurs.

Ce schéma, qui s'applique à la plupart des ex-pays communistes, n'a jamais pu être correctement respecté, en Russie moins qu'ailleurs. D'où la superposition de taux de chômage artificiellement bas, du maintien de subventions parfois absurdes à la population (en Russie, les retraités ne paient, par exemple, ni le métro ni les communications téléphoniques locales), de l'érosion des crédits affectés à la protection sociale.

Malgré les hésitations des politiques sociales, le manque de fonds disponibles en période d'austérité, une nouvelle classe moyenne émerge à l'Est, grâce au retour de la croissance et à son corollaire, la baisse des taux de chômage. La Russie n'en est pas encore là. Il y a quelques années encore, les inéga-

lités des revenus russes étaient minimes, remplacées par une très large gamme d'avantages non salariaux, allant des produits vendus par l'entreprise aux centres de vacances. Les inégalités salariales sont désormais supérieures à celles de la France, même sans la prise en compte des citoyens les plus riches. Les régions les plus pauvres de l'ex-RSS sont de plus en plus démoctarisées, les salaires n'y sont plus qu'une source de revenus d'appoint : en Géorgie, leur part dans le revenu des ménages est passée de 70 % en 1985 à 20 % en 1993.

La refonte de la protection sociale prendra partout des années, mais des systèmes nouveaux devraient finir par se mettre en place, surtout dans les pays qui figurent actuellement en tête du palmarès de la croissance en Europe. Les gouvernements locaux et les organisations internationales devront cependant veiller à ce que les nouvelles structures économiques n'engendrent pas trop de laissés-pour-compte, que l'économie souterraine ne favorise pas trop d'enrichissements ostentatoires.

Françoise Lazare

RECTIFICATIF

SYRIE

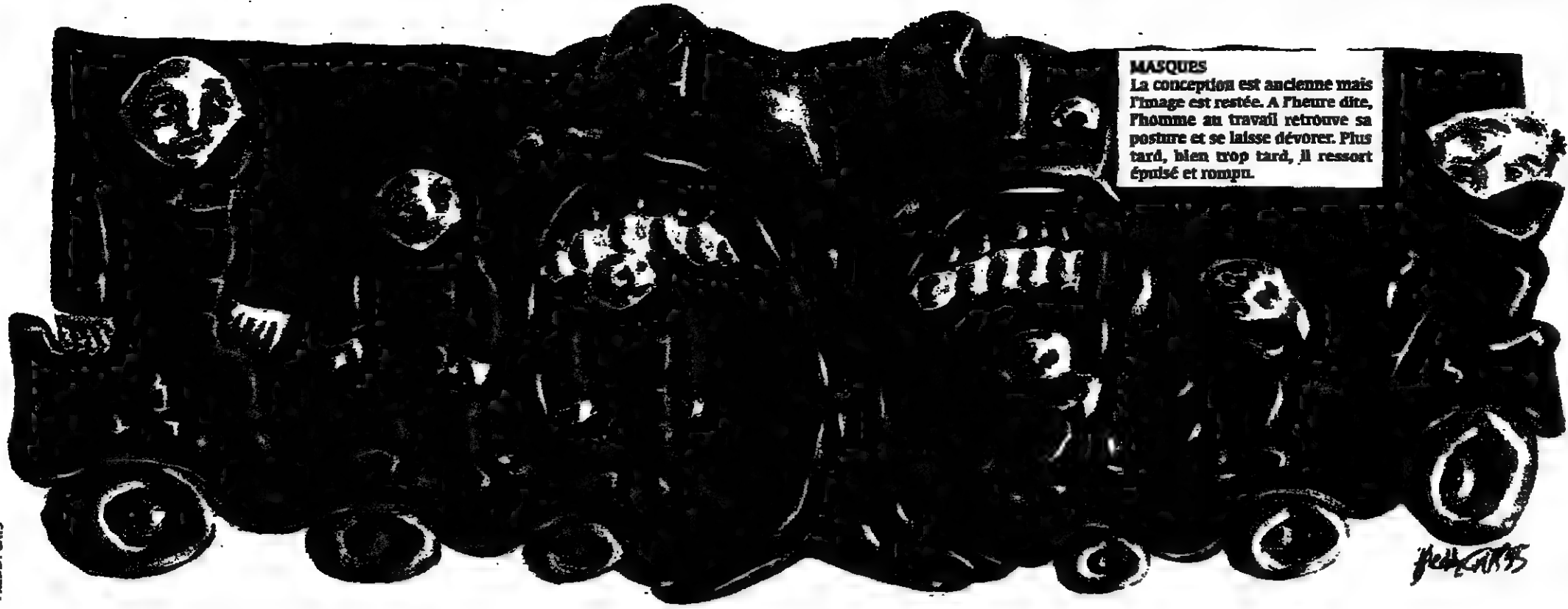
L'ambassade de Syrie à Paris nous précise que, lors de la cérémonie solennelle en hommage à François Mitterrand, jeudi 11 janvier, la République arabe syrienne était représentée par Mohamed Zouheir Macharka, vice-président de la République, accompagné d'une délégation de trois personnes.

Le Monde

INITIATIVES

MÉTIERS

LA BOÎTE À IDÉES



MASQUES
La conception est ancienne mais l'image est restée. A l'heure dite, l'homme au travail retrouve sa posture et se laisse dévorer. Plus tard, bien trop tard, il ressort épuisé et rompu.

FREDDY OTS

NOUVELLES COMPÉTENCES

Chefs d'orchestre des quartiers

Le développement social urbain : un métier de terrain pour une ville plus humaine

« J'

ville les a progressivement transformés. Aux missions des chefs de projet DSQ (développement social des quartiers), créés dès 1982, ont succédé celles de chefs de projets DSU, considérés depuis 1994 comme des chargés de mission au service de la mise en œuvre des contrats de ville, généralisés par le XI^e Plan. Cofinancés par l'Etat et les municipalités, ils sont aujourd'hui, plusieurs centaines sur tout le territoire, selon la DfV (délégation interministérielle de la ville). Leur rôle ? Véritables « chefs d'orchestre » des quartiers, ils servent de trait d'union entre les habitants et les différents partenaires des contrats de ville - ainsi que ceux qui les financent.

« Notre tâche comporte trois dimensions essentielles, souligne Bruno Couturier, chef de projet sur des quartiers du troisième et du septième arrondissement de Lyon : une dimension territoriale, une dimension thématique et une dernière, qui concerne les publics que nous visons en priorité. » Territoriale d'abord, car les chefs de projet sont affectés sur des quartiers le plus souvent considérés comme « prioritaires ».

Olivier Piot
lire la suite page III

Demain dans « Initiatives-Emploi »
APRÈS LA GRÈVE

MANAGEMENT

La démocratisation du « coaching »

Cette méthode de conseil se répand chez les cadres supérieurs et intermédiaires
par Marie-Béatrice Baudet

page II

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

Internet et le développement local

Le réseau suscite de plus en plus d'intérêt parmi les collectivités. Exemple de La Ferté-Bernard
par Jean Menanteau

page II

PORTRAIT

« Privilégier le regard politique et social sur l'analyse juridique »

Tiennot Grumbach, avocat spécialiste en droit social

page III

PROFESSIONS

Formateur, un métier en pleine mutation

Ingénierie de formation, audit, médiation, animation : la profession évolue. Non sans difficultés
par Marie-Claude Betbeder

page IV

FORMATIONS

Opération sauvetage dans la plasturgie

Une branche prend à bras le corps le problème de sa main-d'œuvre non qualifiée
par Marie-Claude Betbeder

Les vieilles méthodes revisitées

« Centrale » veut sensibiliser très tôt ses élèves au monde de l'entreprise
par Laetitia Van Eeckhout

page IV

Ingénieur.
Pour
quel monde ?

Rendez-vous en dernière page.

HEWLETT PACKARD

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
X - Mines - Ponts - ECP - Telecom
HEC - ESSEC - ESCP

Rendez-vous
en rubrique
Secteurs de pointe

AMADEUS
GLOBAL TRAVEL DISTRIBUTION

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco
California state APPROVED
fully ACCREDITED W.A.U.C.

MBA Master of Business Administration
in International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center :
17-25, rue de Chaillot, 75116 PARIS
Tél. : (1) 40-70-10-00 - Fax : (1) 40-70-10-10
Tél. : U.S.A. (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA@IUA.EDU

IUA
SAN FRANCISCO

La démocratisation du « coaching »

Cette méthode de conseil se propage aux cadres supérieurs et intermédiaires

LES catalogues de formation s'ouvrent de plus en plus. Celui de la Cegos, par exemple, proposait deux stages l'année dernière, huit désormais. De même, les cabinets de conseil en management reconnaissent « avoir davantage de demandes ». Bref, le coaching, mot anglais qui désignait à l'origine l'entraînement, l'accompagnement, des sportifs, se développerait actuellement au sein des entreprises. Enfin, une certaine forme de coaching, puisque la plus connue, celle qui revient à conseiller des cadres dirigeants, voire des présidents eux-mêmes, existe depuis belle lurette : il y a trente ans, on parlait de « conseillers de synthèse ».

Quand on voulait être péroratif, on appelait ces directeurs de conscience des « gourous ». Quand on était bienveillant, on les qualifiait de « grandes oreilles ». Principe de base : ne pas se substituer à l'individu, plutôt lui donner les moyens de se poser les questions pertinentes. Un contrat généralement difficile à remplir puisque l'efficacité et les enjeux de pouvoir sont généralement au rendez-vous. D'ailleurs, dans le milieu, la profession de coach de haut calibre n'est pas particulièrement valorisée ; elle est considérée davantage comme « une rente pérorative », l'écrit ce consultant, puisqu'il s'agit finalement d'être au côté d'un directeur d'entreprise dans le but de valider ses décisions.

« L'évolution constatée aujourd'hui renverrait aux valeurs de base du coaching, celles d'une méthode, explique Edouard Stacke, psychologue de formation, ancien entraîneur d'athlètes de

haut niveau ; qui permet de mobiliser les potentiels individuels et la dynamique d'équipe, de faire la part belle à l'autonomie, tout en révélant les qualités de chacun ».

Non standardisé, toujours individualisé, le coaching, finalement, se fait en train de « se démocratiser », pour reprendre le mot d'Eveline Dentz, PDG de Praxis, cabinet de conseil en management, et de s'adresser à des cadres supérieurs et intermédiaires à travers, par exemple, des séminaires de trois à quatre semaines où ils apprennent des techniques de valorisation d'autrui plutôt que de commandement.

Déjà, certaines entreprises ont sauté le pas. Aux AGE, les inspecteurs-managers qui pilotent les agents généraux ont suivi des stages de coaching ; les directeurs de magasins et des responsables des sièges de Grand Optical également, dans le but, comme l'indiquait Pascale Chardier, directrice des ressources humaines de ce groupe lors d'un colloque organisé en octobre dernier par Edouard Stacke Consultants, d'aider à les faire grandir, c'est-à-dire de savoir créer les conditions de l'autonomie et de la responsabilité.

C'est visiblement ce même souci qui anime Claude Lafarge, directeur de la formation chez Point P (8 300 salariés), leader dans la distribution de produits du bâtiment, qui appartient au groupe Pollet, lorsqu'il explique avoir déjà familiarisé quatre de ses treize filiales au coaching dans l'idée de motiver ses premiers et deuxième lignes d'encadrement pour qu'elles apprennent à leur tour à motiver la troisième et la

quatrième. Décrit ainsi, on voit assez mal ce qui distingue les qualités d'un coach de celles d'un bon manager.

D'ailleurs, certains cabinets de conseil, comme IDRH ou Algor Management, disent ne pas faire référence à la méthode dans leur plaquette de présentation tant il leur semble évident de faire tous les jours du coaching auprès des entreprises comme Monsieur Jourdain faisait de la prose.

MENTORAT

Un constat que ni Edouard Stacke ni Eveline Dentz ou d'autres ne remettent véritablement en cause. Management, mentorat, tutorat, parrainage : beaucoup de synonymes au mot coach sont utilisés. Cela dit, des nuances existent. Le coaching, même face à un groupe de huit à douze cadres, reste individualisé et touche au développement personnel.

D'ailleurs, les consultants disposent généralement, au démarrage, des bilans de comportement des stagiaires, ce qui leur permet d'ajuster leurs interventions. Viennent les techniques de questionnement qui permettent non pas de juger ou d'indiscipliner, mais de « révéler » ; comme le dit Jacques Chausse, directeur associé de Champ Mobile : « Nous ne sommes pas là pour éviter toutes les erreurs, nous sommes là pour aider une personne à mûrir sa pensée ».

La métaphore du sport d'équipe n'est certes pas anodine, certains n'hésitant pas à parler de « patron-coach » ou de « manager-entraîneur ». Ce couplage entre coaching et management s'explique fi-

nalement assez bien. Si le premier se développe, c'est parce que le second – ou tout au moins certaines de ses techniques –, apparaît à différents égards anachronique, voire démodé.

Claude Lafarge met ainsi en avant la question de l'absence d'un véritable lieu de formation des managers, les jeunes cadres diplômés se révélant plutôt de bons techniciens, qu'ils soient ingénieurs ou administrateurs. Une déficience d'autant plus grave que l'heure est venue à un changement d'organisation du travail.

Si quelques bastions tayloriens subsistent, les entreprises prônent cependant depuis plusieurs années l'écrasement des lignes hiérarchiques, la polyvalence, les postes à responsabilités transversales, appelant globalement à un passage du savoir-faire à un savoir-être.

Sans se donner pour autant les moyens de formation nécessaires à ces modifications culturelles où le comportement de l'encadrement joue un rôle largement plus décisif.

« Il reste beaucoup de managers qui estiment détenir la vérité par essence et dont la tâche se réduit à la faire partager coûte que coûte à leurs subordonnés », confirme ce DRH. Des erreurs qui coûtent cher aujourd'hui où un projet doit être partagé et compris afin d'éviter les sentiments de défiance et de frustration.

Le coaching tomberait donc à pic. Mais son développement futur n'est pas sans risques non plus. Certains consultants adeptes de la méthode fixent clairement dans le temps leurs interventions. « Il s'agit de transférer des compétences, de

Cocooning

Chronique

La profession de manager a une particularité : celle de s'auto-tester. Il suffit de choisir quelques-uns des magazines économiques plus ou moins spécialisés pour savoir si vous êtes « un bon manager », « un manager charismatique », « un manager tout court », l'ensemble en une cinquantaine de questions sur vos capacités réelles. Classique, habituel, personne ne s'en étonne plus. Beaucoup, même s'ils avaient dit qu'on ne les y reprendrait plus, cochant les cases de leur plus beau style.

Et alors ? Et alors... est-ce que quelqu'un – excepté son patron – a déjà demandé à un directeur informatique s'il était compétent et tenté de le vérifier en l'espace d'une quinzaine de minutes ? Ou à un publicitaire ? Là, seul Dieu le sait. Ou à un directeur financier ? Non. En tout cas, pas d'une manière aussi répétitive et qui rapporte si gros au tirage. Certains diront que c'est de la conscience professionnelle. Si on parlait plutôt de malaise. Terrain glissant. Les managers ne sont pas sûrs d'eux. Ils ont besoin d'être intellectuellement « cocoonés ». L'image peut faire rire ceux et celles qui pointent aujourd'hui à l'ANPE, victimes d'un manager qu'ils ont certainement du mal à imaginer en position fœtale en train d'appeler sa maman. Il ne s'agit pas de cela de toute façon. Cette insécurité professionnelle – et non personnelle – provient du manque de repères et des injonctions contradictoires. D'une entreprise à l'autre, la définition d'un manager compétent varie. Elle évolue aussi au sein d'une même entreprise. Un directeur des ressources humaines qui voulait expliquer son métier a raconté qu'il avait été tour à tour « fou du roi », « recruteur », « licencié », « motivateur ».

Sans rester dans ces sphères directoriales, prenons un agent de maîtrise embauché il y a trente ans parce qu'il « gueulait » plus fort que les autres et à qui on demande aujourd'hui d'être un animateur d'équipe. Quelques managers ruseront et, considérant que l'union fait la force, ne se déplaceront qu'en bande quand ils intègrent une entreprise. Au moins la même vision sera-t-elle partagée. Mais cela peut ne pas être suffisant. Un changement d'attitudes et le compromis risque de changer. Si on a de la chance, ça passe. Si on n'en a pas, ça casse. Le château de cartes s'écroule et on peut repartir cher soi le vendredi soir, les bras chargés de magazines prêts à l'emploi.

Marie-Béatrice Baudet

provoquer des étincelles, confirme Edouard Stacke, et non de s'installer dans l'entreprise pour imposer le changement. » D'autres, en revanche, verraient là, sans aucun

doute, une nouvelle « vache à lait » et s'engouffreraient dans l'effet de mode sans éthique ni lucidité.

M.-B. B.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

Internet et le développement local

Le réseau suscite de plus en plus d'intérêt parmi les collectivités. Exemple de La Ferté-Bernard

« L'ORSQUE nous étions reçus dans une tour de Paris-la Défense, nous n'osions pas dire que nous étions sarthois. Nous disions que nous arrivions de banlieue. Depuis que La Ferté-Bernard (10 000 habitants) est sur Internet, nous avons le sentiment que la province tient sa revanche sur Paris ».

Il est dithyrambique, Jean-Paul Landais, le secrétaire général de la mairie de la cité sarthoise. Comme si brusquement sa ville avait découvert un nouvel eldorado. « Rendez-vous compte, s'exclame-t-il, grâce à notre serveur, mis en place il y a deux ans, nous sommes en contact avec les meilleurs chercheurs, universitaires et bibliothèques du monde entier. Pour les 26 communes de notre bassin d'em-

ploi, soit 30 000 personnes, les retombées promotionnelles pour la ville et économiques pour nos industries sont plus que prometteuses ».

L'histoire commence ainsi. En 1994, Pierre Coutable, maire de la commune, cherche à promouvoir La Ferté-Bernard. Créer un festival ? Oui, mais lequel ? Certainement pas une manifestation artistique, dont la France des régions est déjà richement dotée. « La commune a opté pour un festival international des sciences et technologies », dit Maurice Uguen, responsable de l'Agence Découverte et communication. Une société que cet ancien électronicien, passé par le journalisme et l'audiovisuel, a créée avec une équipe pluridisci-

plinaire (informaticiens, spécialistes de la communication...) et que le hasard d'une rencontre a mis en contact avec Pierre Coutable. C'est donc lui qui a convaincu les élus sarthois de se connecter sur le World Wide Web (Web), cette toile d'araignée mondiale qui tisse des liens entre les serveurs du monde entier. Et qui, à partir de documents fournis par la ville, a conçu les pages de présentation du serveur, pages baptisées sans complexe « La Ferté-Bernard, cité virtuelle ».

ATTRACTIVITÉ

Un pari à dire vrai plus qu'audacieux pour un chef-lieu de canton connu surtout pour son église de style gothique flamboyant et Renaissance et ses produits agroalimentaires, dont les fillettes.

Et pourtant. Si la présentation promotionnelle de la ville sur le réseau est chose relativement simple, avoir la prétention de faire venir dans la Sarthe quelques-uns des meilleurs spécialistes mondiaux d'une discipline technique donnée à l'occasion d'un festival de haute technologie se révélait être un tout autre défi. Un peu comme si La Ferté-Bernard voulait rivaliser avec la Cité des sciences et des techniques de La Villette ! « Nous voulions organiser l'édition 95 du festival avec la robotique pour thème central. Mais comment connaître les spécialistes ? Les contacter par courrier, fax ou téléphone ? Mission impossible. » Grâce au réseau, aux chercheurs et universitaires qui ont apporté leur aide, le lancement d'un concours de robotique, le miracle qui rend si fières les Fertois eut lieu. Présents à La Ferté-Bernard au mois de mai 1995 : 300 participants, 40 000 visiteurs, mais surtout les représentants des universités de Tsukuba (Japon), du Colorado, de Moscou, du prestigieux MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Boston. Représentées, les écoles polytechniques de Lausanne, de Montréal, de Lisbonne, l'université Paris-VI, l'INIST de Saclay, douze IUT de l'Hexagone.

Au mois de mai prochain, la commune, qui s'est fait connaître de par le monde grâce à Internet, rééditera l'expérience avec sept pays supplémentaires attendus. Mais, déjà – avoir été précurseur apporte un avantage indiscutable –, les responsables se frottent les mains. En effet, même si l'expérience est toute fraîche, les retombées en termes de notoriété comme de développement local commencent à se faire sentir. Le constructeur Delta Technologies (groupe Delta), spécialisé dans la mesure tridimensionnelle assistée par ordinateur, ne s'est-il pas, dans la foulée, hébergé sur le serveur du festival. But ? « Avoir un impact d'image direct, assis dans son fauteuil, rechercher des contrats potentiels, détecter des compétences humaines correspondant à nos équipements », dit à ce sujet Jacky Tassin, PDG de l'entreprise, qui a mis sur le Web des annonces de recrutement. Il a reçu ainsi des candidatures de spécialistes de haut niveau. La compagnie Philips-Eclairage vient de choisir La Ferté-Bernard pour y développer un plan lumière. Le comité d'expansion économique de la Sarthe 2, quant à lui, joue pleinement le jeu. « Nous avons offert un accès gratuit à 600 entreprises sarthoises. Un trentaine d'entre elles y sont aujourd'hui présentes, commente Gérard Fusaue, directeur du comité. S'ouvrir sur Internet leur permet de se présenter, de rechercher des partenariats, de formuler des offres d'emploi. Dans l'avenir, le conseil général et nous-mêmes souhaitons présenter sur le réseau l'offre territoriale. »

« Quand l'Internet est arrivé, conclut Jean-Paul Landais de son bureau de la mairie, nous avons tous plongé ! Aujourd'hui, nous recevons des appels de toute la France. De petites collectivités rurales qui rêvent de se désenclaver comme d'importantes collectivités urbaines viennent aux renseignements ».

A l'entendre, il s'agit d'une vieille tradition communale. La Ferté-Bernard, affirme-t-il, a été la première commune française à s'être informatisée en... 1978. La première à s'être, par la suite, dotée d'un micro-ordinateur. Autre

signe de l'intérêt suscité : la présence dans les Salons spécialisés dans le multimédia de représentants des collectivités locales : « L'approche est encore timide, mais les communes sont présentes. La Redoute a bien son catalogue sur Internet. Pourquoi les petites collectivités ne se serviraient-elles pas de cet outil pour développer leur région ou leurs produits touristiques ? », soutient Valérie Jacquet, de France Net, l'un des fournisseurs d'accès à Internet, dont la filiale Micro Net propose, depuis le mois de décembre dernier, des accès sur tout le territoire français. Coût : le prix d'une communication télépho-

nique quasi locale. Alors, équipement pertinent ou simple gadget que le réseau au service du développement local ? Les chambres de commerce et d'industrie (CCI) commencent à s'y intéresser. Il est vrai en ordre décroissant. « Il s'agit d'un outil. Il n'est pas forcément le meilleur, tempère Georges Fischer, directeur adjoint de l'information économique de la CCI de Paris. Mais il est vrai que l'on peut multiplier le marché local à l'échelle du monde. Autre avantage : Internet n'est pas centralisateur. Il est fédérateur ».

Jean Menantreau

Bouteille à la mer

COMME il le dit lui-même, c'est « une bouteille à la mer » que vient de lancer Philippe Guinet, le PDG de Chimiplastique, une PME de quinze personnes, située dans l'Aisne. En étant présent sur un serveur accessible par Internet, via la chambre de commerce et d'industrie de l'Oise, Philippe Guinet poursuit un but : se faire connaître de par le monde par ses clients potentiels. Car, comme son nom ne l'indique pas, la spécialité de Chimiplastique, basée sur un savoir-faire empirique, est rare. Sous-traitant de grands groupes chimiques qui ne pourraient par eux-mêmes s'insérer sur ce créneau parce que trop étroit, la PME, née en 1942, est dotée de machines anciennes et obsolètes auxquelles, paradoxalement, elle doit son succès d'aujourd'hui. « Je sais le menuier de la chimie », dit joliment Philippe Guinet, lui qui broie, concasse, tamise, mélange, conditionne à Crouy, près de Soissons, des produits chimiques organiques ou minéraux comme personne ne sait plus le faire. Pourquoi cette présence sur le réseau des réseaux ? « Cibler des clients dont on ignore où ils se trouvent par de la publicité n'est pas à la portée d'une PME de notre dimension ». Si Philippe Guinet a choisi le web

– il lui en coûte 200 francs mensuels (hors taxes), plus le prix des communications téléphoniques au tarif local –, c'est à Jean-Paul Bruneau, directeur de l'informatique de la CCI de l'Oise et chef de projet Internet, qu'il le doit. Alors que la majorité des chambres consulaires se montrent encore attentistes vis-à-vis de l'Internet, la chambre de Beauvais, en revanche, se veut avant-gardiste et volontiers prosélyte vis-à-vis des entreprises. « Notre projet, explique Jean-Paul Bruneau, est de développer notre serveur autour de deux thèmes : l'un axé autour de notre environnement industriel dans un but d'exportation, l'autre dans un but de promotion de nos produits touristiques. » C'est ainsi, à titre d'exemple, qu'il est question de mettre en évidence sur le réseau l'existence, trop méconnue ailleurs qu'en Europe, de l'aéroport de Beauvais, « une information bien utile lorsque Roissy est en grève si l'on habite de l'autre côté de l'Atlantique », de même qu'il est envisagé de créer à Chantilly, « cité dont la réputation est internationale », une école d'art culinaire française susceptible d'attirer de nombreux élèves étrangers. Avec en prime champ de courses... Encore faut-il que cela se sache.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Etudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit). L'ESSEC vous propose d'acquérir une double compétence avec une formation au management en deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en font un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école ont le choix d'accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session pour la rentrée 1996 : 25, 26 et 27 mars 1996

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 février 1996

Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC • Admissions • B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fesic.

هكذا من لايمل

PORTRAIT

Tiennot Grumbach, avocat spécialiste en droit social

« Privilégier le regard politique et social sur l'analyse juridique »

« Les travailleurs ont droit à l'art, mais à l'art véritable », disait Lénine. « Les travailleurs ont droit à une défense, mais à une défense véritable », plaie M^r Tiennot Grumbach, ancien « établi » reconverti dans la plaidoirie, devenu l'un des meilleurs avocats en matière de droit du travail. Chaleureux et élégant dans son costume trois pièces, l'homme émaille sa conversation de citations de Jaurès, Staline ou Mao... Plus par jeu que par nostalgie.

A la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, cet ex-maître pétri de culture française dirige aujourd'hui un cabinet de huit avocats. « Un cabinet de défense populaire, comme il se plaie à le définir, qui ne plaide que pour les petits : salariés ou syndiqués contre employeurs ; consommateurs contre grandes surfaces ; locataires contre propriétaires. » Du licenciement pour faute lourde de l'employée de grande surface qui a mangé une coquette invendue au self-service au contentieux inhérent aux plans sociaux des grandes sociétés (« Ne donnez pas de nom, ça leur ferait de la publicité »), M^r Grumbach fait son miel de tous les dossiers « où il y a du grain à moudre, pour les employés comme pour les salariés ».

S'il pratique, dans un souci d'éthique, une politique d'honoraires variables selon les revenus des plaignants, il reste fidèle à la même méthode : « Décortiquer les faits en privilégiant le regard politique et social sur l'analyse juridique. » Avant de confier l'air léger : « Je suis dans le droit du travail comme un poisson dans l'eau ! » Rien ne prédisposait pourtant le neveu de Pierre Mendès France à devenir la « bête noire » des patrons, petits et grands. A moins que le souvenir de l'Occupation, avec son cortège de privations, ne lui ait durablement forgé une âme de rebelle... Né en 1939 à Paris, Tiennot Grumbach passe en effet une

bonne partie de la guerre en clandestinité, dans un institut d'enfants catholiques de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) qui les protège, lui et son frère, des rafles antisémites. De cette époque, date sa conversion au catholicisme. Militant dans l'âme dès l'adolescence, il s'inscrit au comité antifasciste de son lycée, dont il ressortira avec un bac philo. « Happé par la guerre d'Algérie et par la révélation de la torture », il rejoint les rangs des Jeunesses radicales, puis à gauche à l'époque que la SFIO, pour défendre la paix. A l'indépendance, il embrasse pour l'Algérie : « Je croyais à la révolution, à l'avènement d'un grand État démocratique, socialiste et populaire. » De retour en France trois ans plus tard, il rejoint le Parti communiste, au sein duquel il fait vite figure d'opposant.

« Je n'appartiens pas à l'establishment. Disons que j'ai été notabilisé. Le problème, c'est ce qu'on fait de sa notabilité »

Dans la foule de mai 68, conformément à la ligne Mao qui prône l'immersion des intellectuels en usine pour y implanter les idées d'extrême gauche et « radicaliser les luttes », le jeune Grumbach, licencié de droit - section économie - en poche, s'établit comme ouvrier spécialisé chez Citroën. Rapidement remercié, il rejoint les usines Renault à Flins, où, à défaut d'être embauché, il s'engage au sein d'un groupe de militants baptisés « La base ouvrière », tout en assurant parallèlement son service d'assistant en sciences politiques à l'un-



versité Paris-I puis à Dauphine. Distribution de tracts à l'entrée et à la sortie des ateliers, organisation de grèves... mais aussi lecture de poèmes, de pièces de théâtre avec les ouvriers : la belle aventure dure quatre ans. Avec un seul mot d'ordre aux lèvres : « Nous sommes tous des délégués. » Un slogan qu'il juge aujourd'hui « naïf et erroné ». « Les ouvriers nous demandaient de prendre la direction du mouvement

et nous refusions. » D'où l'échec de la grève de 1971 et la dissolution du mouvement l'année suivante. En 1972, se produit une rupture dans la vie de Tiennot Grumbach : il devient avocat. Tant par ses motivations avouées (« Je pensais pouvoir être utile aux militants d'extrême gauche en titre ») que par le choix de son implantation professionnelle, à Mantes-la-Jolie (Yvelines) puis à Saint-Quentin-en-Yvelines (« A Pa-

ris, je n'aurais pas résisté à la mass-médialisation, au stress et aux palinodiques », il inscrit d'emblée cette rupture dans la continuité de ses engagements passés. Impressionné, voire surpris, par l'accueil très confraternel que lui réservent ses pairs, « des gens aux antipodes de mes idées », le jeune avocat qui se déplace à moto et ne porte pas de cravate commence par faire quatre ans de pénal avant de se lan-

cer dans le droit du travail. En bâtonnier du barreau de Versailles en 1985 - « pourtant réputé pour être l'un des plus conservateurs de France », ironise un confrère - et président du Syndicat des avocats de France (à gauche) en 1992, il reçoit la Légion d'honneur des mains de Martine Aubry, alors ministre du travail. « Ça m'a fait tellement rire ! se souvient-il. En même temps, j'ai la naïveté de dire que ça me plaît. Et puis mes clients aiment bien que je sois décoré. » L'ancien « établi » se serait-il rallié à l'establishment ? L'intéressé s'en défend vigoureusement : « Je n'appartiens pas à l'establishment. Disons que j'ai été notabilisé. Le problème, c'est ce qu'on fait de sa notabilité ».

Le plus remarquable dans le parcours de cet ancien soixante-huitard, entré en « notabilité » comme il était entré chez Citroën, est la manière dont il a su, sans se remier, concilier son investissement professionnel au barreau et les engagements militants de sa jeunesse. « Je me suis investi dans mon métier : c'était une manière de ne pas cracher dans la soupe, de ne pas tourner le dos, analyse-t-il lui-même. Je reste fondamentalement fidèle aux valeurs de mes vingt ans » (in *Génération 2* - Les années de poudre, Hervé Hamon, Patrick Rotman, Editions du Seuil).

Tout en se présentant comme un « ami de trente ans », l'architecte Roland Castro est le premier à le reconnaître : « Tiennot est resté "féliciste" fidèle à ses engagements », avant d'ajouter : « Il a gardé un fond d'angélisme, d'utopisme. » Même ses adversaires de prétoire louent sa sincérité, son « côté authentique », à l'instar de M^r Anne-Marie Dupuy, spécialiste de droit social, qui a plaidé contre lui la cause de plusieurs grands employeurs : « Il vit ce qu'il pense. Lui, n'a pas changé de camp. Ce n'est pas la gauche caviar. » La notabilité tout au plus...

Philippe Baverel

NOUVELLES COMPÉTENCES

Chefs d'orchestre des quartiers

Suite de la page 1

Thématique ensuite, car les actions dont ils ont la responsabilité couvrent un large éventail : elles vont de l'insertion professionnelle au développement social (animation, loisirs), en passant par la lutte contre l'excubation, la prévention de la délinquance, le développement culturel, la réussite scolaire, la santé, etc.

Une dimension concernant les publics enfin, car ils doivent s'attacher en priorité aux demandeurs d'emploi de longue durée (DELD), aux jeunes, aux RMistes, ainsi qu'aux femmes seules avec

enfants. Comment ces chefs de projet s'y prennent-ils pour assurer la cohérence de ces trois dynamiques ? « Notre métier consiste d'abord à avoir une bonne connaissance préalable des quartiers dont nous avons la charge, précise Geneviève Ruyssen, chef de projet à Marseille. Il faut donc avant tout faire un diagnostic des problèmes rencontrés sur ces secteurs. »

Nommée chef de projet à Phiver 1991 sur les trois arrondissements des quartiers est de la ville, Geneviève Ruyssen a dû se plonger dans l'histoire : « La vallée de l'Huveaune a d'abord connu une activité économique florissante avant que les usines ne ferment les unes après les autres, dans les années 70, précise-t-elle. Or, la vie sociale était largement régie par les entreprises (loisirs, culture), et la

destruction économique ne s'est pas accompagnée de structures alternatives. Imaginez qu'il n'existe aucune bibliothèque pour une zone qui abrite 150 000 habitants ! »

DIAGNOSTIC

Alors qu'aucune étude urbaine n'avait été réalisée sur ces quartiers, Geneviève Ruyssen participe avec la mairie à l'élaboration du cahier des charges d'une étude confiée à l'agence d'urbanisme de Marseille. Elle débouche sur des « cahiers de diagnostic » consacrés à des thèmes comme l'environnement, la structure urbaine, la population et le logement ou l'activité économique. Dans chacun des cas, ces cahiers ont servi de base à l'élaboration d'un projet de quartier.

« Cette étape de diagnostic est en fait une démarche permanente de notre métier, poursuit Bruno Couturier. Elle nous permet, certes, de définir nos actions, mais, surtout, c'est par elle que nous entrons en

rapport avec l'ensemble des acteurs des quartiers : travailleurs sociaux, ANPE, missions locales, associations d'habitants, de locataires, etc. » De plus, les éléments de diagnostic doivent être régulièrement actualisés : le chômage évolue, l'habitat se dégrade, l'exclusion progresse...

Seconde grande étape du métier : la mise en œuvre des actions retenues. Qu'il s'agisse de la rénovation de certaines habitations, de la construction d'un centre culturel, voire de l'organisation d'une fête de quartier. « Nous sommes en permanence amenés à jouer un rôle de négociateurs et à faire travailler ensemble des gens qui n'en ont pas l'habitude », explique Anne Ringlet, chef de projet dans la ville nouvelle de Rillieux-la-Pape, au nord-est de Lyon.

Exemple : lorsqu'elle est nommée en poste, en 1992, « les principaux acteurs de la politique de l'habitat s'attendaient les uns les

autres », souligne-t-elle.

Anne Ringlet a donc dû s'attacher d'une part à ce que les quatre organismes HLM s'entendent entre eux sur leurs programmes de réhabilitation, et, d'autre part, à ce qu'ils coordonnent finalement leurs projets avec les autres grands propriétaires, Ville et Communauté urbaine.

De formations variées, parmi lesquelles dominent cependant celles d'anciens travailleurs sociaux, voire d'universitaires (sociologues notamment) ou d'architectes, les chefs de projet sont donc au cœur de la vie des quar-

tiers. Véritables militants du développement local, ils ont cependant à faire face à des problèmes qui dépassent le plus souvent l'échelle territoriale à laquelle ils tentent d'apporter des réponses. Exclusion, chômage, insertion professionnelle, accès au logement, à la santé, les budgets consacrés à ces questions dans les quartiers, comme dans les villes, ne condamnent-ils pas le dévouement des chefs de projet à ne pouvoir apporter que des solutions individuelles et partielles ?

Olivier Piot

Faire participer les habitants

MILITANTS d'une forme de démocratie locale, les chefs de projets DSU ont le souci permanent de faire participer les habitants aux différents projets qui concernent leur quartier. Qu'il s'agisse de l'emploi, du logement, de l'aménagement d'espaces verts, du soutien scolaire ou des activités culturelles qui animent les zones urbaines. « Il faut donner les moyens aux habitants de comprendre les enjeux des différents projets qui les concernent, précise Anne Ringlet, et les associer aux décisions sans pour autant faire de la démagogie. »

« Avant certains aménagements d'espaces, poursuit-elle, il nous est par exemple, arrivé de faire des enquêtes auprès des habitants pour savoir quelles étaient leurs habitudes de trajet pour aller faire leurs courses, conduire les enfants à l'école, etc. » Difficile, en effet, d'imaginer pour voir faire des quartiers à visage humain, des quartiers « tels que les gens les souhaitent », sans trouver les

moyens de les associer aux décisions. Comment ? Le plus simple, bien sûr, est de passer par les réseaux existants, ceux, par exemple, des différentes associations d'habitants ou de locataires, dont la vocation est d'exprimer les préoccupations de tout un chacun. « Notre rôle est, en fait, de faciliter l'expression des habitants, d'être à l'écoute, de discuter, de questionner, explique Bruno Couturier. Car nous ne sommes pas là pour faire mais pour faire faire. » Pourtant, il arrive que ces relais associatifs soient quasi inexistantes.

« Il nous faut alors trouver des relais parmi les habitants, reconnaît Anne Ringlet. Ce travail consiste à repérer les plus dynamiques qui pourraient devenir les acteurs de leur quartier, faire passer une information, recueillir des avis, etc. Pour nous, il s'agit donc de susciter des réseaux, associatifs ou non, afin que se créent les conditions de leur participation. »

Se-Monde DE L'ÉDUCATION

EUROPE, ETATS-UNIS

Les défis de l'université de masse

JANVIER 1996 - 35 F

INFORMATIONS DU MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ETUDIANTS

SALAIRE des JEUNES DIPLOMÉS

3615 LEMONDE

CD - CD Rom - Vidéos

50 000 CD et CD Rom

23 000 vidéos

(envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Cycle de Management Spécialisé

3^e cycle gestion et ses filières

Plusieurs sessions de recrutement Renseignez-vous !

✓ **ÉTUDIANTS BAC+4/5**

✓ **CADRES D'ENTREPRISE**

CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION

▼▼▼▼▼

✓ **9 MOIS DE FORMATION À PLEIN TEMPS**

✓ **9 MOIS EN ENTREPRISE**

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

INFORMATIONS AUPRÈS DE MARION DE LA TAILLE

6/8, RUE DE LOTI - 75116 PARIS - (16-1) 53 70 70 06

ISG

INGÉNIERIE D'AFFAIRES INTERNATIONALES

CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISES

ORGANISATION DES ENTREPRISES - CONSULTING -

MANAGEMENT DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

MANAGEMENT DE LA SANTÉ

Formateur, un métier en pleine mutation

Ingénierie de formation, audit, médiation, animation : la profession évolue. Non sans difficultés

RESPONSABLE de la formation interne du groupe CESI, Daniel Croquette dispose d'un vaste observatoire pour analyser ce changement : le Centre d'études supérieures et industrielles est en effet l'un des plus importants organismes privés de formation professionnelle continue, le premier même pour la formation du personnel d'encadrement.

A Gentilly (Val-de-Marne) où il opère, Daniel Croquette dispose d'une vingtaine de formateurs permanents et de deux cents vacataires dont le temps de travail annuel varie entre trois heures et l'équivalent de deux mois à temps plein. Globalement, le temps d'emploi est à peu près également partagé entre les premiers et les seconds. Mais, souligne-t-il, « ils ne font pas le même métier ». Alors que les vacataires ne font que du face-à-face pédagogique, les permanents n'y consacrent guère qu'un tiers de leur temps. Un autre tiers est voué à de l'ingénierie de formation, c'est-à-dire à un travail de conception d'opérations, et le reste à une participation au fonctionnement général du CESI. D'une manière générale, le métier garde des constantes : il faut y maîtriser une spécialité et avoir une bonne aptitude au face-à-face pédagogique ; dans certains cas, il faut également, comme au CESI, savoir faire de l'ingénierie. Mais, déjà sur ce point, il y a changement. Les parcours à concevoir sont en effet de plus en plus individualisés et doivent, de plus en plus souvent,

faire une place aux techniques du multimédia. Mais l'essentiel des modifications est ailleurs. « Au CESI, mais aussi dans bien d'autres organismes – à l'AFPA par exemple –, poursuit Daniel Croquette, le métier prend peu à peu une dimension commerciale : le formateur doit être capable de vendre de la formation et certains ne s'y mettent pas sans mal. De même, on attend de lui qu'il ait le souci des coûts, donc de la gestion. »

S'il travaille dans un organisme plutôt tourné vers des publics peu qualifiés, son rôle inclura également tout un éventail de fonctions en amont ou en aval de l'enseignement : information, orientation, bilan, reconnaissance et validation des acquis, suivi... Ailleurs, il pourra encore avoir des missions de conseil, d'audit, de médiation. Le formateur sera, par exemple, celui qui fait qu'un dispositif d'alternance fonctionne bien. « J'ai l'impression que nous allons de plus en plus vers un rôle d'organisation, d'animation, d'ingénierie, analyse Yves Lasfargue, directeur d'un organisme de formation, le Crefac. La transmission des connaissances serait alors principalement le rôle de salariés experts venant communiquer leur savoir quelques jours par mois ou par an. »

NOMADISME

En tout état de cause, un changement radical est en cours, que souligne Pierre Caspar, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) : « Longtemps défi-

nié en termes de programmes, centrés sur des disciplines et proposés dans le cadre de stages, la formation est de plus en plus tournée vers la résolution de problèmes. » On fait appel à elle comme un élément parmi d'autres pour introduire et faciliter le changement. « Cela demande aux formateurs d'entrer dans une sorte de nomadisme, d'aller vers les problèmes et vers les gens pour faire du travail sur mesure. »

Le vacataire n'a pas forcément un métier moins complexe que le permanent. S'il est salarié d'entreprise et ne fait de la formation qu'occasionnellement, il peut n'avoir qu'à enseigner. Mais s'il est un professionnel indépendant, il lui faut assumer le même éventail de rôles, notamment en matière commerciale et de gestion. Et cela ajouté au fait que son statut est d'une précarité extrême : il est celui dont on se sépare du jour au lendemain s'il faut réduire les dépenses. Comme les aides publiques à la formation ont beaucoup diminué, en 1995 et 1996, on a de plus en plus recouru à lui au détriment des emplois stables. Mais il se retrouve en compétition avec un nombre croissant de cadres chômeurs qui cherchent du travail dans ce domaine. Yves Lasfargue dit recevoir une dizaine d'offres de services par jour...

L'un des remèdes imaginés à cette situation par les intéressés est l'auto-organisation : la CSPF (Chambre syndicale des professionnels de la formation), qui préside

Marie-Thérèse Lacroix-Bihannic, a ainsi mis en place un système peu coûteux d'entretien des compétences par l'entraide. Elle vient également de créer un institut de certification des formateurs pour ceux qui sont capables d'offrir des prestations de qualité puissent le faire savoir à leurs clients potentiels. Et elle aide les indépendants à conforter et stabiliser leur situation en formant des réseaux.

Pierre Courbebaïsse, l'un des responsables de la Fédération de la formation professionnelle, pense, quant à lui, que la convention collective de la branche devrait être revue. Elle pourrait développer des systèmes d'annualisation du temps de travail mais aussi (« Là, précise-t-il, je ne parle qu'en mon nom. ») développer le temps partagé et l'alternance. « Le remède à la précarité n'est pas seulement dans l'organisation de la formation, mais dans son articulation avec l'entreprise. »

Est-ce la voie à suivre ? Yves Lasfargue note que les bons techniciens sont peu nombreux à être de bons pédagogues. D'autres, comme Pierre-Louis Marger, membre du conseil d'administration du CNAM, y lisent une mise en dépendance de la formation : « Comment développer une pensée libre et originale dans ce domaine s'il faut l'autorisation du chef d'entreprise pour être formateur ? » Mais, dans l'idée de Pierre Courbebaïsse, c'est tout un nouveau système qu'il faudrait construire.

Marie-Claude Betheder

La pédagogie dans la peau

UNE des tendances actuelles de la formation professionnelle est de se resserrer sur des savoirs étroits que l'on déverse sur un public donné par les voies les plus courtes. Pourtant, ici et là, il est des chefs d'entreprise, des responsables des ressources humaines, pour prendre progressivement conscience de ce qu'une telle pratique peut avoir de destructeur. « Il faut avoir compris non seulement les besoins et la stratégie de l'entreprise mais la richesse et la complexité de l'apprentissage humain pour avoir une démarche pertinente », juge ainsi Jonathan Levy, chargé de la formation des formateurs dans le groupe L'Oréal. Pour ceux qui partagent cette préoccupation existe désormais un outil de travail d'une qualité rare : Né pour apprendre, une série de sept cassettes vidéo avec livrets d'accompagnement, conçue par Hélène Trocmé-Fabre, enseignante-chercheur à l'université de La Rochelle, et réalisée par Daniel Garabedian (ENS Production/Priam. Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, 92211 Saint-Cloud Cedex. Tél. : (1) 47-71-91-11, poste 424). « Il y a un fossé entre les potentialités de ceux qui se forment et les résultats qu'on obtient. Parce que l'on néglige des exigences essentielles de l'être humain qui ne peut apprendre sans explorer, choisir,

organiser, innover... J'ai voulu mettre à la disposition des enseignants, des formateurs, des éducateurs, tout ce que la recherche nous a appris, de la neurobiologie aux sciences cognitives, de la psychologie à la sociologie. » Ces cassettes s'attachent à susciter le questionnement qui est « la vraie dynamique de toute formation », en s'appuyant sur l'intervention de personnalités du monde scientifique comme Boris Cyrulnik, Francisco Varela, Albert Jacquard, Bertrand Schwartz... « Sous une forme attractive elles rendent les travaux des chercheurs accessibles en évitant tout réductionnisme », commente Jonathan Levy, qui a commencé à les utiliser avec les formateurs de l'Oréal. Dès à présent, la démarche fait son chemin en direction de publics très variés : formateurs d'apprentis, avec l'action de Liliane Volery au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ; cadres de l'ANPE et peut-être chômeurs de longue durée, avec Thierry Huot à la direction régionale de Poitou-Charentes ; salariés sans qualification qu'il faut faire évoluer, avec des consultants comme Philippe Barbeau, de La Rochelle. « Je crois très fort à cette démarche qui redonne à la formation sa dimension d'autoconstruction de l'homme », dit ce dernier, résumant les propos de tous.

FORMATIONS

Opération sauvetage dans la plasturgie

Une branche prend à bras le corps le problème de sa main-d'œuvre non qualifiée

IL est loin le temps où l'univers des matières plastiques se résumait pour l'essentiel à une kyrielle d'objets peu coûteux produits en grande série pour la vie quotidienne. Aujourd'hui, les modestes fabricants de cuvettes de l'après-guerre sont devenus les maîtres d'une industrie nouvelle, la plasturgie, qui se glisse partout grâce à la mise au point des matériaux composites : de l'agriculture à la chirurgie, de l'automobile à l'emballage, du nucléaire à l'électroménager...

Cette progression pose de sérieux problèmes de qualification de la main-d'œuvre. Pendant longtemps la branche a eu surtout besoin d'ouvriers spécialisés et les a largement puisés parmi les immigrés. Nombre de ces derniers parlent encore mal le français et sont peu ou pas alphabétisés, y compris dans leur propre langue. Or, aujourd'hui, la certification « Iso 9000 » devenue presque in-

dispensable impose que l'ensemble du personnel ait un certain niveau de qualification. Une exigence d'autant plus difficile que la plasturgie est surtout formée de très petites sociétés à qui il paraît impossible de se séparer de salariés pour les envoyer en stage. En revanche, ce secteur a la chance de disposer d'instances professionnelles actives qui ont pris très au sérieux ce problème de qualification et ont multiplié les initiatives.

L'un des aspects les plus intéressants de la politique menée par la fédération et par Plastifac, l'organisme qui collecte et gère les fonds de la formation continue, tient à ce que la carte du paritarisme y est louée à fond. « Nous sommes convaincus, explique Michel Peletier, délégué général de la Fédération, qu'il n'est pas possible de se passer des corps intermédiaires. Et la formation nous a paru un bon thème pour amorcer un vrai travail entre partenaires sociaux : c'est en

effet un sujet qui ne « fâche » pas car tous, salariés comme entrepreneurs, ont à gagner à l'élaboration d'une politique à moyen et long terme. » En huit ans, les accords paritaires se sont ainsi multipliés, signés chaque fois par tous les grands syndicats.

Une attention particulière a été portée au tutorat devenu un outil de base non seulement de l'alternance mais aussi de la formation continue dans son ensemble. Les responsables de la branche ont vite vu les limites de ce que Michel Peletier appelle « le tuteur électron libre ». Ce qu'ils cherchent à promouvoir – car « ainsi la formation progresse beaucoup plus vite », c'est « l'entreprise tutrice », avec une implication de tous et, en premier lieu, du patron. Le personnel non qualifié du secteur est ainsi progressivement passé de 70 % des effectifs à 42 %. Mais, parallèlement, les besoins en qualification ont considérablement augmenté.

Allait-on licencier tous ceux qui restaient au bas de l'échelle ? Trois éléments ont joué en leur faveur : la pression des syndicalistes impliqués dans les négociations paritaires, celle des élus dans certaines villes où des licenciements collectifs supplémentaires auraient été ressentis comme insupportables ; mais aussi la difficulté de trouver du personnel plus qualifié sur le marché du travail.

C'est ainsi qu'est née l'idée d'une opération pilote destinée à mettre au point une formation adaptée à ce défi : amener à la compétence imposée par l'évolution technique les quelque 50 000 salariés de très faible niveau que compte la branche, et ce sans freiner la production des PME. Baptisée « ADC » (Action de développement de compétences), élaborée avec l'aide d'un cabinet spécialisé dans l'ingénierie de formation, l'IDEF, l'opération s'est déroulée à Oyonnax, dans l'Ain, à partir de 1992, et elle a concerné près de 800 salariés. « La complexité de l'opération était trop grande pour une petite entreprise prise isolément, explique Gérard Claverie, directeur général de Plastifac. Nous avons donc tenté d'en regrouper plusieurs, et il s'en est trouvé huit pour l'accepter. »

INDIVIDUALISATION

L'intérêt de l'ADC est qu'elle combine en réalité deux opérations. La première sous la conduite de l'IDEF consiste à repérer l'évolution présente et prochaine des divers postes de travail et à définir et réaliser pour chaque OS un parcours individualisé l'amenant au niveau nécessaire. La seconde – en partenariat avec l'ANPE – vise à former par ailleurs à ces mêmes compétences des chômeurs non qualifiés : d'abord ils suivent une démarche individualisée de formation équivalente à celle des salariés avant de les remplacer dans les ateliers pendant leurs périodes de stage. Aujourd'hui l'opération d'Oyonnax se termine et les résultats obtenus vont au-delà de ce qu'espéraient les huit sociétés impliquées.

Mais, souligne Gérard Claverie, « elles ont dû accepter de transformer profondément leur organisation interne, notamment en ce qui concerne le rôle de la maîtrise ». Deux opérations équivalentes sont en cours en Ile-de-France et en Rhône-Alpes. Six autres sont en

préparation. « Les besoins exprimés sont tels qu'ADC devrait désormais concerner de 2 000 à 2 500 salariés par an. » Si la première réalisation a coûté très cher dans la mesure où il a fallu tout inventer, un savoir considérable s'accumule peu à peu – à travers les opérations successives – sur les métiers de la branche mais aussi sur la façon d'intégrer ou de réintégrer dans le monde du travail ceux qui en étaient coupés. Pour le deuxième volet d'ADC, celui qui concerne les

chômeurs, les résultats sont également très positifs : « Il n'y en a aujourd'hui plus un seul sur le marché du travail », souligne Gérard Claverie, et 85 % sont considérés comme réinsérés durablement dans la vie active. Cela nous fait réfléchir : il y a peut-être quelque chose à construire sur cette base, un premier niveau de qualification... mais nous n'avons pas encore assez de recul. »

M.-C. B.

« French » apprentis

■ Tout le monde connaît les French doctors ; mais il existe aussi des « Apprentis bâtiment du monde » (ABM), qui se chargent, avec leurs formateurs, de construire bénévolement des bâtiments d'utilité publique dans des pays du tiers-monde. Le 19 janvier 1996, quarante-neuf jeunes venant des centres de formation d'apprentis (CFA) d'Orléans, d'Auxerre et de Pont-à-Mousson partiront construire des classes supplémentaires pour une école primaire au Mali. En 1997, d'autres apprentis iront édifier une maternité et un centre de santé pour enfants abandonnés à Bamako, en liaison avec Pharmaciens sans frontières. ABM, 69, rue du Moulin-du-Président, 89000 Auxerre. Tél. : (16) 86-46-96-80.

Priorités des PME

■ Selon un sondage conduit par Ipsos-Régions pour l'Agerfos-PME, les PME concentreront dans les mois prochains leurs dépenses de formation sur quatre domaines principaux : nettement en tête se situe la recherche de la qualité, puis viennent les compétences techniques, l'informatique et enfin la vente-marketing. Ce sont les PME les plus grandes et celles du secteur industriel qui privilégient le plus la qualité.

Aides à domicile

■ Alors que l'aide à domicile est localement en plein développement, le comité de bassin d'emploi de Dunkerque a proposé à six associations spécialisées d'apporter une formation à leur personnel par le biais d'un stage d'accès à l'entreprise (SAE) à double détente. Ainsi, les aides à domicile en formation sont remplacées par de nouvelles embauchées qui partent, à leur tour, en formation sitôt que les premières ont obtenu leur diplôme. L'opération est engagée par l'ANPE sur des fonds du ministère du travail, contre la promesse de l'employeur d'embaucher en contrat à durée indéterminée (CDI) autant de demandeurs d'emploi que de salariées partant en formation. Le système présente l'intérêt de développer l'emploi et la qualification, en même temps qu'il règle les problèmes d'absence liés à la formation. Une quarantaine de personnes sont concernées. Contacts sur place : (16) 28-22-64-64.

Stagiaires en entreprise

■ Non compris les jeunes sous contrats d'alternance et les auxiliaires d'été, les entreprises emploient en une année plus d'un million deux cent mille jeunes stagiaires – scolaires, étudiants, chômeurs en formation, CFI –, dont plus de la moitié dans les établissements de plus de dix salariés. Selon les responsables interrogés, ces stages sont généralement de courte durée et permettent aux entreprises de bien s'adapter à leurs variations d'activité. Néanmoins, ces stages ne sont pas ou peu rémunérés. Dares. Premières synthèses, 15 décembre 1995.

Les vieilles méthodes revisitées

« Centrale » veut sensibiliser très tôt ses élèves au monde de l'entreprise

ORGANISÉES par toutes les grandes écoles, les visites d'usine sont censées avoir une vertu pédagogique en complément des programmes traditionnels : celle d'initier les élèves à leurs futures réalités professionnelles. Ces pratiques se sont banalisées à l'extrême dans le supérieur.

L'Ecole centrale entend néanmoins innover : c'est dès le tout début de leur scolarité, qu'elle veut désormais confronter ses élèves au monde du travail. A leur arrivée, le premier jour, les étudiants de la promotion 1998 – entrés en septembre dernier – se sont tous retrouvés sur un forum. Ils ont ainsi d'emblée été mêlés à des anciens élèves et à des représentants d'entreprises partenaires de l'école. Certes, l'entrée dans la vie active est encore lointaine. Pour Jean-François Garrigues, responsable du recrutement et des relations avec les écoles chez Bouygues, ce premier contact a le mérite de « bousculer » les jeunes élèves issus des classes préparatoires. « Le fait d'entrer

en contact le premier jour de leur scolarité avec des professionnels qui les interpellent les conduit, dès leur première année, à se poser des questions et non plus à se contenter de suivre une formation qui leur donnera un bon diplôme », relève le responsable du groupe Bouygues.

CHOIX

Le nouveau cycle d'intégration comprend également, lors des deux premiers mois de la scolarité, un week-end de réflexion sur le métier d'ingénieur, des conférences-débats avec des anciens élèves et des professionnels illustrant la diversité des carrières possibles au sortir de l'école.

Les visites d'usine se déroulent désormais autour d'un thème bien défini, choisi par l'entreprise d'accueil, et sur lequel les étudiants sont appelés, en petits groupes, à réfléchir au préalable sur le campus. Une démarche appréciée par Cécile Giraud, responsable des relations avec l'enseignement supérieur chez Dassault Aviation.

En renouant avec d'anciennes méthodes, l'école entend aujourd'hui leur redonner un sens et un contenu davantage actualisés. « Il est important d'aider les élèves à vivre leur formation et non plus à la subir, de les aider à faire des choix », approuve Cécile Giraud. « Lorsqu'ils entrent à l'école, les jeunes sont dans une logique de certitude, ayant jusqu'alors surtout cultivé la performance individuelle et non le travail en équipe », reconnaît Daniel Gourisic, le directeur de l'école, tout en se défendant de vouloir remettre en cause les classes préparatoires. « Celles-ci sont un filtre nécessaire, mais déformant, il nous appartient, à nous, écoles, de faire en sorte que les élèves changent de référentiel. »

« Les entreprises n'ont plus le temps d'être des « mûrisseurs ». Les critères de recrutement ont changé, ajoute Cécile Giraud. C'est pour cela que nous souhaitons nouer le plus tôt possible des relations avec les étudiants. »

Laetitia Van Eeckhout

سید علی محمد

Sophia Antipolis

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

X - Mines - Ponts - ENSI - Telecom - HEC - ESSEC - ESCP

Marie-Françoise Aletti
CEGOS Division Recrutement
Tour Chenonceaux
92516 BOULOGNE Cedex - France.

N.B.S.

AIX-EN-PROVENCE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une école d'ingénieurs spécialisée en électronique ou d'une grande école de commerce, et fort d'une expérience réussie dans la vente de produits de haute technologie, vous avez une bonne connaissance des donneurs d'ordre de la défense : DGA, grands groupes industriels. Réf. ICO/96

INGÉNIEUR RADIONAVIGATION

Ingenieur de formation, vous possédez de solides connaissances des techniques de positionnement (satellite ou terrestre) et de temps fréquence (génération ou traitement).
Vous animerez le pôle « radionavigation » et participerez à des projets de développement de produits ou de systèmes embarqués. Réf. INAV96

INGÉNIEUR RADIOCOMMUNICATION

Ingenieur de formation, vous justifiez d'une expérience significative de la réalisation d'équipements dans le domaine militaire. Vous possédez de solides compétences dans le domaine des radiocommunications (de la H.F. à l'U.H.F., la synthèse de fréquences, la technique de modulation). Réf. IRC/96

Pour ces trois postes, basés à proximité d'Aix-en-Provence, la pratique de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie, à : MORS, BP 22, 13610 Le Puy-Sainte-Réparate.



M O R S

SECTEURS DE POINTE

Un architecte à la hauteur d'un ambitieux projet de migration du système d'information

De notoriété internationale, liée au secteur "high tech" et employant plus de 9.000 personnes, cette société est connue pour sa maîtrise des systèmes complexes. Pour elle, un système d'information moderne et performant est un impératif stratégique de compétitivité et de réactivité.

C'est pourquoi elle réalise la migration totale de son système d'information, d'une architecture propriétaire centralisée vers des systèmes ouverts distribués : l'importance capitale de ce projet nécessite le renfort de l'équipe d'architecture.

Vous secondez son responsable dans la maîtrise d'œuvre de cette migration. Intervenant en amont des actions d'informatisation, et en lien très étroit avec les services utilisateurs, vous modélisez les données et processus de l'entreprise afin de définir les principes d'architecture et les actions d'informatisation associées.

Si vous avez un diplôme d'ingénieur (grande école), une véritable vision d'entreprise et une expérience similaire d'au moins 5 ans (sur un grand site informatique ou dans un cabinet conseil) avec de solides compétences en architectures applicatives client/serveur, vous êtes le candidat idéal pour ce poste à la fois passionnant et essentiel pour l'entreprise. Poste basé en proche banlieue ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous la réf. C.281/M à notre conseil Catherine CHARVET.

Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS

Groupe International Matériaux Avancés

recherche pour soutenir son développement en France

TECHNICAL Support Engineer

+/- 340 Kf annuel

Vous êtes un Ingénieur de 32 à 35 ans avec une formation type Arts & Métiers ou chimie Strasbourg. Votre niveau d'expertise en injection est reconnu (transformation et produits). La gestion de projets au niveau études industrielles est votre quotidien.

Habitué aux contacts de haut niveau, vous serez l'interface entre nos clients, nos laboratoires et usines.

Une équipe (marketing et technique) jeune vous attend pour réussir de nouveaux challenges.

Votre évolution de carrière dans les secteurs techniques est garantie par la taille de ce groupe mondial.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, l'espagnol ou l'italien serait un plus.

Poste basé à Paris - voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à Etats Majors Consultants, 27 villa Wagram St Honoré, 75008 Paris, sous la référence 1503.

ETATS MAJORS CONSULTANTS

L'UNIVERSITE JOSEPH FOURIER GRENOBLE

RECRUTE

**30 ENSEIGNANTS-
CHERCHEURS**

**POUR
LA RENTREE
UNIVERSITAIRE
1996**

23 Maîtres de Conférences

- Mathématiques
- Modélisation numérique ou aléatoire
- Physique Méso-cosmique
- Physique
- Physique Expérimentale de la Matière Molle
- Electrochimie analytique - bioélectrochimie
- Chimie de coordination
- Matériaux - Céramiques-Etudes structurales
- Plasma en Astrophysique
- Chimie Atmosphère
- Synthèse et hémisynthèse de substances naturelles à visée cardio-vasculaire
- Parasitologie
- Technologie Mécanique - Préparation à l'agrégation de Mécanique
- Mécanique des fluides et hydrologie
- Géotechnique ; terrain et laboratoire
- Mécanique et hydrodynamique sédimentaire
- Electronique analogique
- Enzymologie et biologie moléculaire
- Génétique microbienne - Plasticité du génome des procaryotes
- Biochimie des protéines
- Différenciation et transformation cellulaire (utilisation des xéno-greffes)
- Physiologie cellulaire végétale
- Sports et Sciences Sociales (Valence)

- Télécommunications, réseaux, systèmes et applications répartis
- Physique de la Matière Condensée et des Constituants élémentaires (Valence)
- Matière molle et interface physique biologie
- Chimie Physique, Théorique et Analytique (Valence)
- Matériaux fluides - Rhéologie (Valence)
- Physiologie Cellulaire Animale - Bioénergétique
- Biologie Énergétique et Sport

Conditions à remplir pour postuler : Journal Officiel n°301 du 28 décembre 1995.

Renseignements :
36.15° = KLUB - Recrutement des Enseignants Chercheurs - Université Grenoble I

L'Université favorisera les recrutements de scientifiques ayant fait preuve de mobilité.

* 223F la minute

**UNIVERSITE
JOSEPH FOURIER**
SCIENCES TECHNOLOGIE MEDICINE

MAÎTRISE D'ŒUVRE, INGÉNIERIE DES TRANSPORTS



Ingénieur Etudes Infrastructures insérer des systèmes de transports en site urbain, et maîtriser les interfaces : VRD - Génie Civil

Au sein du groupe SCETAUROUTE, nous imaginons, concevons et réalisons depuis plus de 20 ans des systèmes de transports collectifs considérés parmi les plus modernes : métros de Lyon, Kuala Lumpur, Canton, tramways de Nantes, Saint-Etienne, Grenoble, Strasbourg, Porto, Dublin, Genève, Montpellier, etc. Notre développement se poursuit activement et nous recherchons, pour nos projets un Ingénieur Etudes Infrastructures. Au sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens il aura pour mission, dès le stade des études préliminaires, de concevoir la faisabilité du projet dans sa totalité (conception, dimensionnement, génie civil, étude des tracés...), d'estimer les coûts et d'élaborer les dossiers techniques.

Nous recherchons un candidat de formation Ingénieur, 35/45 ans, possédant une expérience significative (dix ans environ) de la maîtrise d'œuvre dans les domaines opérationnels des études ou du suivi des travaux (Ingénierie, B.E.T., Travaux Publics). La connaissance de l'aménagement et des infrastructures de transports urbains est fortement souhaitée. Pratique de l'anglais indispensable. Lieu de travail : LYON-VILLEURBANNE. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) s/réf. SEMI à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT

People & People
RECRUTEMENT ET AIDY

1, place des Cordeliers 69002 Lyon



Premier groupe indépendant européen de gaz de pétrole liquéfiés, nous recherchons pour 2 de nos unités de conditionnement en France

RESPONSABLE D'UNITÉ DE CONDITIONNEMENT

Vous avez une solide expérience de la direction d'une unité de fabrication autonome, et vous avez déjà participé à des opérations d'automatisation de chaînes de production.

Votre formation d'ingénieur ou de mécanicien de la marine vous permet d'appréhender les problèmes de sécurité directement liés à nos produits. Des connaissances en automatismes, pneumatiques et méthodes industrielles ainsi que de la réglementation du travail et de la sécurité seront appréciées. Le sens de l'animation des hommes et une 1ère expérience réussie de la gestion d'un centre de profits sont nécessaires.

Intéresse ? Adressez rapidement votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, prétentions et région souhaitée) à Madame MANOUJIAN - PRIMAGAZ - DRH - réf. RUC/DM - 64 avenue Hoche 75008 PARIS

هكذا من الإمل

RESPONSABLE ACHATS INFORMATIQUES

150 MF
Poste évolutif

Un Groupe Industriel français, de tout premier plan, renforce sa direction centrale des achats et recherche son Responsable des Achats Informatiques. Il sera chargé d'élaborer et de mettre en oeuvre une politique d'achats permettant de minimiser les coûts globaux, d'optimiser les achats de prestations intellectuelles, de garantir la mise à disposition des matériels et logiciels informatiques correspondant aux besoins des utilisateurs.

La réussite dans ce poste implique une formation grande école (d'ingénieurs ou de gestion), 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine informatique (avec nécessairement une expérience des achats), de solides qualités de négociateur, de rigueur et de dialogue.

Réelles perspectives d'élargissement rapide des responsabilités dans le domaine des achats.

Maîtrise de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf.
3A 2974 GM
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

CHEF DE SERVICE MAINTENANCE

Electricité-Instrumentation

Au sein d'une des usines d'un Groupe Chimique français de tout premier plan, nous recherchons le Chef du Service Maintenance Electricité-Instrumentation.

Il sera responsable de la gestion quotidienne des installations dans le respect de la qualité, de la sécurité. Il proposera et mettra en oeuvre des plans d'action visant à faire progresser la fiabilité des unités. Il participera à l'élaboration des budgets et il en sera le gestionnaire. Il animera une équipe de quarante personnes.

La réussite dans ce poste implique :

- d'être obligatoirement diplômé d'une grande école d'ingénieurs et d'avoir 10 ans d'expérience dont une part significative en maintenance électricité-Instrumentation acquise dans une industrie de process.
- de témoigner de solides qualités de management.

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

Poste situé en Normandie.

Ecrire sous réf.
3A 2973 GM
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Travaux neufs Ingénieur généraliste

CHEF DE PROJETS

Un Groupe chimique français de tout premier plan recherche pour l'un de ses sites situés dans la région de Grenoble un Chef de Projets "Travaux neufs".

Il assurera la responsabilité complète de plusieurs projets : études d'avant-projet, études de conception, appels d'offres, réalisations.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste (à dominante mécanique) ayant 5 ans d'expérience travaux neufs (acquis dans l'industrie chimique, pétrolière ou alimentaire), disposant de bonnes connaissances en DAO et CAO et ayant de solides qualités d'un opérateur organisationnel et réalisateur.

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

Ecrire sous réf.
3A 2972 GM
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Ecrire sous réf.
3A 2967 GM
Discretion absolue

Le contrôle de gestion : Un tremplin pour une carrière opérationnelle

Nous sommes une société dynamique aux marques leaders dans leur domaine (800 personnes, CA : 1,6 Mds de francs), filiale d'un puissant groupe français ayant une implantation internationale. Nous sommes en train de faire évoluer nos structures et dans le cadre d'une refonte de notre système de contrôle de gestion, nous souhaitons intégrer à notre équipe un :

CONTROLEUR DE GESTION à fort potentiel

Disposant d'une formation HEC, ESSEC, ESCP... destinée à valoriser une expérience de 3 à 5 ans en Contrôle de Gestion, acquise au sein d'une société de production et de commercialisation de produits de grande consommation ou en Cabinet d'Audit, vous prendrez en charge le contrôle de gestion de l'ensemble de nos activités commerciales.

Vos capacités de synthèse alliées à votre esprit prospectif vous permettront de dégager des résultats significatifs concernant la rentabilité de nos marques, de nos circuits de distribution ainsi que des actions engagées et d'apprécier la cohérence de notre stratégie.

Au-delà de la rigueur de vos analyses et de la pertinence de vos préconisations, vous vous ferez reconnaître, auprès de l'ensemble des responsables de la société et notamment des commerciaux, par votre ouverture à d'excellentes qualités relationnelles en créant un climat de concertation et en ayant un rôle d'assistance et d'aide à la décision auprès des opérationnels.

Ce poste offre à un candidat de valeur des perspectives d'évolution très ouvertes au sein d'un Groupe en expansion.

Il est basé à Paris.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Aménagement - Urbanisme Participer à des projets d'envergure

Nous sommes un important établissement public dont l'une des activités est de réaliser des missions d'aménagement et d'urbanisme dans la région parisienne.

Pour y participer, nous recherchons un candidat de formation DESS (aménagement - urbanisme) ou IUA.

Cette formation et une expérience professionnelle d'environ 3 ans lui permettront d'apporter sa contribution au montage de dossiers dans les domaines juridique, administratif, études d'impact... tout en ayant une bonne aptitude à la gestion au quotidien d'un centre de projet.

Le sens du travail en équipe, d'excellentes qualités de contact, la capacité d'animer des réunions, un bon esprit de synthèse, des aptitudes rédactionnelles sont indispensables.

Poste basé en banlieue immédiate Est de Paris.

Ecrire sous réf.
3B 2903 GM
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Une compétence de généraliste Une dominante Droit des marques et des contrats Une ambition de dimension internationale

Un puissant groupe agro-alimentaire, fortement implanté à l'international avec des marques de renommée mondiale, recherche un

JURISTE

Le titulaire du poste aura déjà mis en valeur sa solide formation (minimum DESS) au cours d'une expérience réussie de 5 ans acquise dans une grande entreprise ou un cabinet renommé avec une dominante Droit des contrats et Droit des sociétés (acquisitions, fusions, créations de filiales et de JV).

Il témoignera de réelles capacités à développer ses compétences dans d'autres domaines du Droit (propriété intellectuelle, Droit de la distribution et consommation, assurances, immobilier...).

Ce poste, directement rattaché au Directeur Administratif et Juridique du Groupe et ouvrant un large champ d'interventions, conviendrait à un candidat alliant rigueur et imagination, vivacité et pondération, capacités de dialogue et autonomie.

Maîtrise de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf.
3B 2942 GM
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

SECTEURS DE POINTE

TAIWAN ISRAEL IRELAND PEOPLES REPUBLIC OF CHINA SINGAPORE SOUTH KOREA
SCOTLAND ENGLAND IRELAND PEOPLES REPUBLIC OF CHINA SINGAPORE SOUTH KOREA
GERMANY FRANCE NETHERLANDS JAPAN UNITED STATES NETHERLANDS ITALY

QUE DITES-VOUS DE TRAVAILLER POUR L'UNE DES 500 PLUS PERFORMANTES ENTREPRISES DU MONDE ?

Nous sommes devenus le 1^{er} fabricant au monde d'équipements pour la mesure électronique. En 20 ans, cette croissance nous a classés au rang des 500 entreprises les plus performantes grâce à notre technologie et l'efficacité de notre plan mondial. Pour savoir tout ce que nous avons à offrir, nous vous proposons de :

Ingénieurs Service Clients
à Grenoble - Aix-en-Provence - Toulouse - Nantes
à l'étranger : Madrid - Gand (Belgique)

Au sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, en collaboration avec le responsable de la région, vous serez en charge de la maintenance opérationnelle et à l'optimisation de nos installations. Vous évoluerez dans un environnement de haute technologie très exigeant où les équipements nous ont permis de développer des techniques telles que l'électronique, l'automatisme, le vide, la mécanique et les techniques de plasma.

Votre profil :

- INGÉNIEURS-TECHNICIENS DÉBUTANTS (R4F, ITD). Connaissances de base en électronique, électrotechnique, automatisme, technique du vide ou mécanique.
- INGÉNIEURS-TECHNICIENS CONFIRMÉS (R4F, TCO). 3 à 5 ans d'expérience en maintenance d'équipements semi-conducteurs. Une expérience dans les procédés CVD, PVD, implantation ionique et gravure est souhaitée.

Pour tous ces postes, un excellent sens relationnel ainsi que l'anglais courant sont nécessaires. Ces postes sont à pourvoir sur les sites de production. Mobilité indispensable. Une formation initiale de huit semaines est prévue aux USA ou à Munich. Si vous souhaitez saisir l'opportunité d'un secteur industriel dynamique à croissance rapide et d'un environnement de travail international, rejoignez-nous.

Adresser lettre, CV, en précisant la réf. à : APPLIED MATERIALS - F. Robic, R. Girard - Les Jardins d'Entreprise - 11B chemin de la Dhuy - 38240 Meylan ou E-Mail Tasset-Pierre @amat.com

APPLIED MATERIALS

HP : un monde d'

Numéro 1 mondial du test et de la mesure électronique, Hewlett Packard a su choisir les segments de marché porteurs pour développer cette activité qui a largement contribué à la réussite de la société depuis son origine.

Afin de maintenir notre position de leader auprès d'une large clientèle, nous poursuivons sans cesse nos innovations, qui seront les standards de demain, et développons notre qualité de service.

Ingénieur support européen
Au sein de notre équipe technique européenne basée à Amsterdam (Hollande), vous serez chargé de fournir à nos clients constructeurs d'équipements électroniques, une assistance technique par téléphone, avec un souci constant de qualité et d'efficacité.

De formation Ingénieur, à 30 ans environ, vous possédez 3 à 4 années d'expérience en conception de circuits ou systèmes électroniques. L'anglais courant et une troisième langue - allemand ou italien - sont indispensables dans notre contexte international (Europe et Amériques).

Vos capacités d'adaptation, d'écoute et de communication ainsi que votre souci de satisfaction client seront indispensables pour ce poste et vous permettront, à terme, d'évoluer vers des fonctions de consultant technique.

Réf. 18/94

TEUCHOS (+ de 400 ingénieurs)
Société d'Ingénierie intervenant dans les domaines télécommunications, aéronautique, spatial, ferroviaire, naval, automobile, énergie, pétrole recherche des

INGÉNIEURS 1 à 5 ans d'expérience
(ENST, ESE, ENSEEIHT, INT, ENSIMAG...)

Expertise, Etudes, Intégration, Validation, Qualification, Tests... Conduite de projets dans le cadre de grands programmes industriels. Reelles qualités relationnelles, pratique de l'anglais technique, habilitation CD pour certains projets.

Dans le cadre du développement de nos activités TELECOM & RESEAUX, nous recherchons des collaborateurs à fort potentiel. De formation Bac + 5, écoles d'ingénieurs Telecom, option réseaux, vous avez une première expérience de grands projets à forte dominante télécommunications.

TELECOMS MOBILES (GSM, DCN 1, 800)
Radiocon, Commutation, Transmission, Gestion et administration de réseaux, Ingénierie des réseaux cellulaires.

INGÉNIEURIE DE RESEAUX CIVILS OU MILITAIRES
SI de communication, de commandement et de contrôle aérien (Air Traffic Management), Gestion des communications hertziennes, Gestion des réseaux des communications Sol/Air, Gestion du spectre, robustesse des communications.

RESEAUX ET COMMUNICATIONS D'ENTREPRISES
Gestion et administration de réseaux (OpenView...), Réseaux locaux, Windows NT, Netware, NetView, Réseaux hauts débits, ATM, SDH, PDH, Normes et standards, SNMP, OSI, X25, TCP/IP.

Pour ces postes, bases en région parisienne ou dans le Sud de la France, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV détaillé) vous réf. 43002, à TEUCHOS Telecom, 6 avenue du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES, ou de la faxer au (1) 39 24 67 45.

TEUCHOS

1,5 milliard de dollars de chiffre d'affaires, plus de 7000 collaborateurs répartis dans 17 pays, STREAM INTERNATIONAL, premier groupe mondial spécialisé dans la fabrication, duplication, distribution de logiciels, et dans le traitement de l'information d'entreprise et des services associés à ses activités, recrute dans le cadre du développement de son département Réduction Technique et Traduction :

Responsable Localisation et Traduction
Intégré à la structure directoriale de notre unité, vous aurez en charge l'animation de notre équipe de Chefs de projet et Traducteurs (environ 30 personnes). Vous assurerez le développement stratégique de ce service, la gestion de la sous-traitance et le suivi des clients. Vous serez le garant de la qualité des traductions et localisations dans un contexte informatique et électronique. Votre expérience de management d'équipe, ainsi que vos compétences techniques dans les domaines concernés, vous permettront de mener à bien votre mission. Vous devez être bilingue anglais-français. REF RL17/M

Concepteurs Rédacteurs anglophones
Vous êtes Ingénieur, ou équivalent, doté d'une expérience de concepteur rédacteur de 3 à 5 ans, dans un contexte informatique ou électronique. Selon vos compétences, vous serez chargé de concevoir et rédiger des documentations de logiciels et de matériels informatiques ou de coordonner des projets. Vous devez être de langue maternelle anglaise et parfaitement bilingue français. REF CR/M

Venez rejoindre nos équipes, sur notre site de Vélizy (78).

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre de motivation + prétentions + référence du poste) à : Stream International France - D.R.H. - BP 6509 - 45065 ORLÉANS CEDEX 02 - Fax : (16) 38 49 41 59 EMAIL : drh_france@stream.com

Stream

ECOLE DES MINES D'ALBI CARMAN

Dans le cadre de son développement, l'Ecole des Mines d'Albi conforte en 1996 son équipe d'enseignants-chercheurs par la création de 18 nouveaux postes dans les domaines suivants.

Pour assurer la liaison avec l'industrie et en particulier les P.M.I.

POUR SON CENTRE CHIMIE FINE, PHARMACIE, AGRO-ALIMENTAIRE

- * 1 Chargé de recherche
- * 1 Professeur de 1ère catégorie responsable de l'option agro-alimentaire,
- * 3 Maîtres-assistants associés en :
 - procédés de broyage des poudres
 - compactage des poudres
 - physico-chimie des solides divisés

POUR SON CENTRE ENERGETIQUE-ENVIRONNEMENT

- * 4 Maîtres-assistants associés en :
 - transferts radiatifs
 - contrôle commande des équipements thermiques
 - procédés énergétiques industriels
 - transferts en milieux hétérogènes

POUR SON CENTRE MATERIAUX

- * 1 Maître-assistant associé, chercheur post-doctoral en :
 - automatique, métrologie, traitement de données,
- * 3 Maîtres-assistants associés en :
 - mécanique des surfaces et tribologie
 - fonderie
 - physico-chimie de l'élaboration des matériaux à haute température
- * 1 Attaché de recherche en fatigue thermomécanique

POUR SON CENTRE GENIE INDUSTRIEL

- * 4 Maîtres-assistants associés en :
 - gestion de l'information
 - gestion de projet
 - produits, procédés nouveaux
 - gestion de production

Constitution impérative du dossier :
lettre manuscrite + CV exhaustif + syllabus (5 p. max) + listes des publications, des brevets + fiche individuelle d'Etat civil à adresser à :

Ecole des Mines d'Albi
service Gestion Ressources Humaines
Mention "Recrutement - ne pas ouvrir"
Campus Jarlard - 81013 ALBI CT Cedex 09

Recrutement sur dossier et entretien
Renseignements au 63.49.30.38 de 9 h à 12 h ou
adresse serveur Web : <http://www.enstimac.fr/>

Évolution

Chefs de projet
Vous prendrez en charge l'élaboration et la mise en œuvre de solutions techniques complexes pour nos clients français et européens. Vous intervenirez dans la stratégie commerciale et superviserez des cycles de production complets.
Vous possédez au moins 5 ans d'expérience qui vous ont permis de développer vos compétences et votre sens des affaires. De solides connaissances dans la technologie des micro-ondes sont indispensables. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Les notions d'espagnol seront appréciées.
Postes basés à Evry (91). **RAL CP/M**

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos ambitions, merci d'adresser votre lettre de motivation avec CV et photo en précisant la référence du poste choisi à **Service recrutement HEWLETT PACKARD - 2, avenue du Lac d'activités du Bois Briard - 91040 EVRY CEDEX.**

hp HEWLETT PACKARD

Nous sommes leader sur le marché des composants d'emballage destinés à la cosmétique, à la parfumerie et à la pharmacie (CA : 1 milliard de francs). Dans le cadre de notre forte croissance, notre Direction Technique Cosmétique basée en Normandie (100 km de Paris) recherche un :

JEUNE CHEF DE PROJET (H/F) CENTRALE / AM / MINES / INSA ...

Missions et Responsabilités

Après une formation de 6 mois à nos produits (pompes, valves, pulvérisateurs), et à nos moyens de production (moulage, machines d'assemblage) vous prenez en charge la conception et le développement d'un nouveau système de conditionnement spécifiquement adapté à l'industrie cosmétique. Vous vous appuyez sur un outil CAO performant (CATIA) pour concevoir les nouveaux produits en suivant 4 étapes clés : études, prototype, préserie, industrialisation. Homme de dialogue et de technique, vous constituez votre groupe de projet (qualité, production, méthodes...) et entretenez des relations suivies avec les clients.

Profil et Offre

A 25 ans environ, vous êtes ingénieur à dominante mécanique. Créatif, vous disposez idéalement d'une première approche de la conception d'objets produits en grande série. La connaissance du moulage des pièces plastiques serait fortement appréciée. Le cadre international de cette mission rend indispensable la pratique de l'anglais. Enthousiaste, vous disposez d'un bon esprit d'analyse, et aimez fédérer les compétences. Notre groupe offre de larges perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

PREMIERE Ligne

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 4695 à : **PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc 92513 Boulogne Cedex - Fax : 46 05 00 34**

Notre société de 180 personnes, basée à Strasbourg, est une société de biotechnologie spécialisée dans le génie génétique. Ayant acquis une solide réputation scientifique dans les domaines de la Biologie Moléculaire, de l'Immunologie et de la Biochimie, notre stratégie vise aujourd'hui à développer, produire et mettre à disposition des patients des produits innovants de thérapie génique pour le traitement des maladies acquises ou héréditaires.

Pour notre Département Pilote Développement, nous recherchons un

Ingénieur

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Spécialité dans le domaine de la purification de produits biologiques (virus, DNA, protéines)

Vous serez chargé de mettre au point et de développer, au stade pilote, des procédés de purification de virus, DNA et protéines issus de cellules animales et de microorganismes recombinants en vue de la production de lots cliniques.

Ingénieur INSA, AGRO ou équivalent, vous possédez une THÈSE ou un PHD dans le domaine du génie biologique et des techniques de purification de matériel biologique.

Vous justifiez par ailleurs d'une expérience d'au moins 3 ans en milieu industriel.

La maîtrise de l'anglais est indispensable et une expérience complémentaire en culture cellulaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. S12154 à **EL ROMESSAGES - 2, rue de la Durancie 67100 Strasbourg, qui transmettra au taping 3615 EL ROMES**

EUROMESSAGES

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

IX

Créez et animez notre réseau d'affaires à l'étranger

La Branche Télécom
de la Compagnie des Signaux
commercialise auprès des grands
comptes et opérateurs
ses équipements télécoms
de réseaux d'accès et réseaux
de données. Positionnés sur
un marché en forte croissance,
nous recrutons de nouveaux
commerciaux pour accompagner
notre expansion à l'étranger.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX TÉLÉCOMS EXPORT

Responsable de votre zone commerciale (Europe du Nord, Asie ou Moyen-Orient), vous êtes chargé de la vente et de la diffusion de nos équipements télécoms, notamment auprès des opérateurs. Vous participez à la définition de la stratégie marketing et engagez les moyens appropriés pour pénétrer les marchés de nouveaux pays : validation de nos produits auprès des opérateurs, mise en place et animation d'un réseau d'agents locaux.

De formation supérieure technique ou commerciale, vous disposez d'une solide expérience commerciale dans le domaine des télécoms, dont deux années passées dans l'une des zones géographiques citées. L'anglais courant est impératif, la pratique d'une seconde langue souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence LMS en précisant la zone choisie à **CS Télécom, Aurère Godfrey, 11 rue de Cambrai, 75945 Paris Cedex 19.**

CS TELECOM

Telecom - Communication d'Entreprises

**Grand Constructeur
Européen de
Télécommunications,**

nous avons pour métier
la préconisation de
solutions et la maîtrise
d'œuvre de réseaux
de communication
et de transmission.
Dans le cadre de notre
développement
commercial,
nous recherchons :

Commercial grands comptes Banque/Finance

Réf. 9530

Vos missions : • consolider et développer notre activité réseaux de communication auprès des grands comptes Banque et Finance • vendre des solutions adaptées à l'évolution des systèmes informatiques spécifiques à ce secteur • optimiser une prise de commandes rentables.

Vous avez 30/35 ans, êtes diplômé d'une école d'ingénieur de Commerce ou d'Informatique. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous êtes expérimenté dans le secteur bancaire, en tant que consultant, ingénieur, ou au sein d'un service commercial. Rigoureux, dynamique, vous êtes imaginatif, possédez l'esprit « système » ainsi qu'un excellent relationnel.

Technico-commercial export

Réf. 9531

Vos missions : • définir l'architecture des solutions techniques pour les différents interlocuteurs à l'étranger • assister les équipes locales lors de réponses à des appels d'offres • proposer les orientations export les mieux adaptées à votre secteur : Europe de l'Est, Asie du Sud-Est.

Agé d'environ 30 ans, Ingénieur de formation, vous avez une bonne approche commerciale et savez valider en toute autonomie un projet. Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine des réseaux, avec une connaissance des protocoles LAN et WAN (TCP/IP, IPX, Frame relay, X25, PPP...). Disponible pour de fréquents déplacements, vous avez un esprit critique constructif et un excellent relationnel, vous parlez couramment l'anglais.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, ainsi que la référence qui vous intéresse, 7, rue de Moncau 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EXPORTATRICE DU DOMAINE NAVAL recherche un INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL

VOS MISSIONS

- Étude du marché, suivi de la concurrence, expertise technique.
- Orientation des études du constructeur et contribution à la politique produit-export.
- Promotion auprès des clients étrangers et élaboration des outils marketing associés.
- Réponse aux appels d'offres internationaux.

VOTRE PROFIL

- Vous avez 35 ans environ et une formation d'ingénieur.
- Vous avez acquis une expérience dans la construction ou l'armement naval, ou au sein de la Marine Nationale, ou occupé des postes technico-commerciaux à l'export sur des systèmes complexes.
- Vous avez du goût pour les contacts internationaux et vous savez écouter et convaincre.
- Votre dynamisme, votre disponibilité (voyages fréquents), votre grande capacité de travail sont reconnus.
- Vous êtes familier des outils de présentation classiques de la micro-informatique et avez la maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., prétentions) à **PROJETS, s/réf. 8944Q/TC, 12 place de l'Église, 94408 VITRY-SUR-SEINE cedex**, qui transmettra. Discretion totale assurée.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

هكذمان النحل

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEURS R & D (SUPÉLEC-SUP TÉLÉCOM...) Système Câblage Aéronautique

Vous avez, chacun dans votre domaine d'expertise, à renforcer votre compétence de systémier par un choix de solutions technologiques à la fois économiques et innovantes, destinées aux avions à venir.



17 000 personnes,
7 Divisions, 42 filiales
étrangères,
exerce ses activités dans
les secteurs :

Aéronautique et Automobile.
Sa Division **SYSTÈMES
AÉRONAUTIQUES**
cherche à renforcer
la structure R & D sur
son site de SAINT-ÉTIENNE.

Responsable Pôle Technologie Câblage

Réf. 9526

Vos objectifs : « développer notre avance technologique dans le domaine des câblages électriques et de leurs constituants et composants, particulièrement ceux de nouvelle génération » assurer une gestion intelligente de la puissance électrique par une participation active aux évolutions d'architecture.

Vous encadrerez chacun une équipe de 4 à 5 Ingénieurs et Techniciens, et aurez une forte responsabilité d'expert sur les avis techniques émis.

Vous avez entre 30 à 35 ans et êtes diplômé d'une grande Ecole (SUPÉLEC, ... ou SUP TÉLÉCOM, ... selon le poste concerné). Vous justifiez d'une expérience d'un moins 5 ans de R & D industrielle soit dans la technologie des commutateurs ou dans la définition et la gestion de l'architecture électrique embarquée (pour la référence 9526), soit dans le domaine de la transmission de données en secteur aéronautique ou automobile (pour la référence 9527).

Vous parlez couramment l'anglais, vous êtes volontaire, rigoureux et imaginatif, rejoignez-nous pour contribuer à notre succès et évoluer avec nous.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération et en précisant la référence qui vous concerne :
7, rue de Monceau 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Schlumberger

Test de
semi-conducteurs

■ ATE (Automatic Test Equipment), division de Schlumberger Mesure et Systèmes est au premier rang mondial du marché du test LSI / VLSI et accroît rapidement ses activités.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Vous avez acquis 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine du test ou du semi-conducteur.

Au sein du Groupe Marketing de notre unité de Saint-Étienne, vous exercerez vos responsabilités en développement d'applications dans un environnement pluridisciplinaire et international.

Ces postes, évolutifs, entraîneront des déplacements en Europe, Asie et USA. L'anglais est donc impératif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et rémunération souhaitée) sous la référence HT/8004, au Service des Ressources Humaines

Schlumberger A.T.E.
34, rue Necker
42028 Saint-Étienne Cedex 1



F. HOFFMANN-LA-ROCHE est un important groupe international chimique et pharmaceutique. Nous recherchons, pour notre site de production de 670 personnes en Région Parisienne - Fontenay-sous-Bois (94) un

INGÉNIEUR ENTRETIEN ET ENERGIES

Votre mission :

- Coordonner et diriger l'ensemble des activités Entretien et Energies :
- maintenance et entretien des machines, des installations et des bâtiments,
- production, distribution et gestion des énergies.
- Collaborer étroitement avec les différents départements de l'usine et, notamment, avec l'ingénierie pour les travaux neufs.

Garant des impératifs de coût, de qualité et de sécurité, vous animeriez une équipe de près de 50 personnes (électriciens, tuyautiers, mécaniciens, serruriers, spécialistes énergies, services généraux). Ingénieur de formation (Arts et Métiers, ...), vous avez nécessairement une première expérience des techniques industrielles et de la maintenance électromécanique en production chimique ou pharmaceutique. Anglais exigé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
PRODUITS ROCHE - Division Ressources Humaines - Service Recrutement
52, boulevard du Parc - 92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

CORNING

Léger Mondial
dans son domaine de
MATÉRIAUX de
HAUTE TECHNOLOGIE

*Pour poursuivre
son développement international
par la mise sur le marché de nouvelles
lignes de produits,
la Direction Technique Européenne
située à
FONTAINEBLEAU (77)
recherche*

Ingénieur R&D équipements

Vous participerez à la conception et à la réalisation de machines spécifiques et au développement et à l'industrialisation de nos nouveaux produits ou procédés.

Ingénieur généraliste, diplômé d'une Grande Ecole, vous possédez une première expérience industrielle similaire, et possible dans les machines de précision.

Vous souhaitez mettre en valeur votre savoir-faire et vos compétences techniques multiples (mécanique, résistance des matériaux, thermique, automatique, génie des procédés) dans un environnement international de haut niveau.

Ingénieur optique instrumentale

Vous prendrez en charge le développement des techniques de caractérisation optique de nos nouveaux matériaux et produits, et assurerez la gestion de notre service de mesures optiques. Ingénieur E.S.O., ou équivalent, vous êtes titulaire d'un doctorat ou avez acquis une expérience industrielle dans un secteur de recherche de pointe.

Pour réussir dans ces postes et évoluer au sein de notre Groupe International, vous êtes dynamique, créatif, autonome, rigoureux et saurez affirmer vos qualités relationnelles et votre savoir-faire.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE, Service du Personnel, BP n°3, 77211 AVON CEDEX.

Ingénieur ENSAM ou équiv.

Premier groupe européen indépendant dans notre spécialité, nous recherchons pour notre Département Achats basé en proche banlieue nord de Paris, 1 Ingénieur pour leur comier le poste d'

• Acheteur junior

Votre rôle sera d'assister le Chef de Département et son Adjoint (maintenance, entretien, matériels, mobiliers, fournitures de bureau...) dans leurs tâches quotidiennes de négociations de conclusions de marchés et d'accords par la mise à jour de tableaux de bord, le contrôle de l'exécution des contrats et des opérations de règlements, l'analyse des offres fournisseurs par rapport à la définition des cahiers des charges. Pour ce poste à pourvoir rapidement, l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser, lettre, CV et prétentions sous référence ALM à TRANSPARETRE - 1 rue Emile Zola - 94400 VITRY qui transmettra.

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

مكذ من الإصل

CARRIÈRES INTERNATIONALES



Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

L'Office européen des brevets est une organisation internationale chargée de délivrer des brevets pour 17 pays d'Europe à des inventions reconnues brevetables après un examen approfondi. L'Office emploie 4.000 personnes, et traite chaque année environ 70.000 demandes de brevets. Ses langues officielles sont l'anglais, l'allemand et le français. Nous recherchons pour notre agence de Vienne un/une

Directeur/Directrice Développement technologie d'information

Comme qualités personnelles dans le domaine du développement de nouvelles technologies dans le secteur de l'information vous possédez des études supérieures complètes adaptées, et avez accumulé une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine. Vous maîtrisez parfaitement l'une de nos trois langues officielles, et avez une bonne compréhension des deux autres.

En tant que directeur de la Direction Développement vous êtes responsable de l'exécution de divers projets que vous dirigerez et suivrez depuis la phase budget jusqu'à l'acceptation du produit. Du fait que les tâches qui vous seront attribuées sont très étendues du point de vue technologique, vous devez posséder les connaissances suivantes :

- connaissances sur les données bibliographiques de brevets et leur traitement dans des banques de données
- normes et standards de données bibliographiques, supports de données et changements de format
- connaissances du mainframe et plus particulièrement du BS 2000, COBOL et programme interne SIEMENS, des connaissances de MVS seront un avantage
- connaissances de base de l'assembleur
- connaissances des concepts de traitement de données à distance (partenariat) ainsi que de la programmation de systèmes Dialog
- connaissances de la programmation de PC en C et C++ ainsi que Windows
- connaissances de base du système UNIX
- connaissances sur l'établissement d'une banque de données sur CD-ROM, sur les concepts des disques ESPACE et sur la codification SGML
- connaissances des concepts hardware et logiciels des configurations PC actuelles
- préparation des contrats hardware et logiciels
- travail en coopération internationale dans le domaine de l'information brevet
- suivi de projet
- budget

De plus, vous devrez avoir accumulé une bonne expérience pour des projets similaires. En échange nous vous offrons un salaire intéressant et l'environnement d'une institution internationale.

Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer votre candidature jusqu'au 25 janvier 1996 au plus tard à :

Office Européen des Brevets
Service du Personnel
Schottenfeldgasse 29
A - 1072 VIENNE

The Tri-National Commission for the Development of the Pilcomayo Basin
seeks qualified candidates for the position of

Executive Director

Asuncion (Paraguay)

USD 135,000 tax free+benefits

The Tri-National Commission for the Development of the Pilcomayo Basin is an international development and cooperation institution created in February 1995 by the Governments of Argentina, Bolivia, and Paraguay, legally and financially autonomous.

Its main objective is to promote and develop the basin of the Pilcomayo river with respect to economic development as well as environmental sustainability and equitability through the rational use of its natural resources and more specifically the equitable management of water resources.

We are looking for a candidate aged 35 to 55 with a top level educational (technical and/or business) background plus at least 10-15 years experience in a senior management position in industrial cooperation and ideally in the water industry. The candidates will be familiar with contacts/relations at governmental and diplomatic levels.

Fluency in Spanish and English is required; a third language will be an asset.

If you want to apply for this position, please contact Frédéric Pommier, Michael Page International, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret (Paris)-France Fax (33.1) 47 57 40 01 quoting reference POM10



Michael Page International

International Recruitment Specialists

London Paris Sydney Amsterdam Düsseldorf Melbourne Eindhoven

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

L'Entreprise
mode
d'emplois.

Cahiers Initiatives.
Lundi et mardi.

Le Monde

In 1971, INTEL introduced the world's first microprocessor, today more than 30 % of all PCs worldwide are equipped with INTEL microcomputer components. The INTEL Pentium® Processor has become the standard for today's PCs. More than 37 000 employees have as their aim to maintain the company's reputation for technical innovation and its market leadership position. The requirement to provide intensive applications support to the fast growing multimedia market in Europe has created immediate opportunities for:

intel

Technical Marketing Engineers

Applications Support - Multimedia Solutions

You will be the prime contact for leading European developers of game and multimedia products using the Intel platform and ensure that their applications take advantage of the latest Intel Architecture i.e. high performance Pentium® processors. This includes developing source code reference examples and the creation of applications to enable developers to better utilize Intel processors. To optimize the support you will work closely with the Intel Developers Relations Group as well as the Marketing team and visit customers as required. You may also be requested to make technical presentations to customers and at developer conferences.

You will have a degree in Computer Sciences, Electronic Engineering or equivalent and a minimum of 3 years' experience developing and tuning Windows (3.1) applications, preferably with regard to motion video, graphics, and audio. Previous experience in optimizing applications for Pentium® and/or Intel 486™ processors as well as Assembly and C programming is also required. Win32 experience an asset. Proven written and verbal communication skills, together with a high level of team orientation and a target oriented working style are essential qualities, together with fluency in English and at least one other European language, preferably French or Italian.

We offer interesting positions providing scope for creativity and initiative, excellent opportunities for personal development together with an attractive compensation and benefits package, including profit sharing. Relocation assistance is available.

For further information, please call Marien Erber-Ludwig, telephone 1949. 89 13 06 82-0 or submit your full career details in English to our consultants.

Erber-Ludwig & Partner GmbH
Recruitment Advertising & Selection
Nymphenburgerstr. 148
80634 München - Germany.
Fax : 1949. 89 16 17 11
e-mail : erber-ludwig@t-online.de

INFORMATIQUE RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

OPÉRATION SPÉCIALE

**Le talent appelle
le talent.
Qui appellera
le premier ?**



AÉRONAUTIQUE - ESPACE - DÉFENSE - TÉLÉCOMMUNICATIONS - TRANSPORT - ÉNERGIE - TERTIAIRE



Société de Conseil et d'Ingénierie, filiale d'un groupe international (2000 personnes et 1 Md de CA), nos 350 ingénieurs interviennent au plus haut niveau pour la mise en œuvre de solutions optimales auprès des entreprises les plus prestigieuses des secteurs de l'aéronautique, de l'espace, des télécommunications, de la défense, du transport, de l'énergie et du tertiaire. Aussi, afin d'aller toujours plus loin et plus haut avec eux, nous avons besoin de vos talents d'expert.

INGÉNIEURS TELECOMS ET RESEAUX

Ingénieur Grande Ecole (SUPélec, ENST, IUT...) et professionnel reconnu, vous maîtrisez les réseaux (architecture, commutation, administration, interconnexion, gestion), en environnement OSI, TCP/IP, X25, RNIS, X400, X500, LAN & WAN, CMIS/CMIP, SHMP, OPENVIEW. réf. FG/TEL

INGÉNIEURS INFORMATIQUE ET TELECOMS

Ingénieur Grande Ecole (SUPélec, ENST, IUT...) vous maîtrisez les langages C, C++, ADA ou Assembleurs autour de noyaux temps réel du type VRTX en environnement méthodologique fort du type SART, SADT, OMT, GEODE. Vous participerez à nos grands projets de télécommunications et réseaux pour les grands complexes industriels. réf. JPA/ITE

INGÉNIEURS RADIO-HYPERFREQUENCE

Ingénieur Grande Ecole (SUPélec, ENST, ESIEE, EUDL...) vous êtes reconnu dans le métier de la radio et des hyperfréquences. Vous participerez à la définition et à la réalisation de projets de télécommunications numériques professionnelles ou grand public basés sur les normes TETRA, DECT ou GSM. la connaissance d'outils tels que TOUCHSTONE ou NDS serait un atout majeur. réf. JPA/RAD

Pour l'ensemble de ces postes, les candidats seront responsables ou participeront à des projets complexes et passionnants au sein du département Télécommunications et Réseaux. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Altior - 127, rue du Président Wilson - 92593 Levallois-Perret.



Notre groupe
(5 000 personnes
pour un chiffre
d'affaires
de 3 milliards de
francs) est spécialisé
dans l'industrie
et l'ingénierie
électrique.
Dans le cadre
de notre
développement,
nous recherchons
aujourd'hui pour
notre service
informatique
une personne qualifiée.

Ingénieur développement informatique industrielle

Votre mission : Vous êtes chargé des développements informatiques dans le cadre de projets industriels. Ce poste est très attractif par la diversité des architectures.

Votre profil : Ingénieur avec 3 ans d'expérience en milieu industriel, vous disposez de bonnes connaissances dans les domaines suivants (langage C, Oracle et Réseau, environnement VMS et/ou UNIX et/ou OS2). Réf. IDVLM

Chef de projet informatique industrielle

Votre mission : Vous assurez la responsabilité technique et de gestion de un ou de plusieurs projets en informatique industrielle dont, notamment, la mise en place de la certification ISO 9001. Pour parvenir à vos objectifs, vous animez et motivez votre équipe constituée d'ingénieurs et de techniciens.

Votre profil : De formation ingénieur et avec 4 à 5 ans d'expérience en milieu industriel, vous disposez de parfaites connaissances techniques (VMS et/ou UNIX et/ou OS2, C, Oracle). Des notions en automatismes seront appréciées. Réf. CPVLM

Si votre objectif personnel rejoint notre objectif d'entreprise, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à SDEL, DPHR, Immeuble Gallieni, 2 rue Benoît-Malon, BP 144, 92134 Suresnes Cedex.

VOUS RECHERCHER UNE SOCIÉTÉ DYNAMIQUE À TAILLE HUMAINE
ADOSÉE À UN GRAND GROUPE. REJOIGNEZ-NOUS.

DATA CEP, SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE EN SYSTÈMES D'INFORMATION
RECHERCHE POUR ACCOMPAGNER SON DÉVELOPPEMENT PLUSIEURS

Jeunes ingénieurs

(ESE, ENSI, ENSIMAG, ENSEEHT, INSA,
OU 3ÈME CYCLE UNIVERSITAIRE...)

■ Pour son activité Industrie et Technique

Vous interviendrez sur d'importants projets de technologies avancées dans les secteurs du Transport, de l'Énergie, de la Défense et de l'Industrie.

Vous êtes débutants ou possédez une première expérience, avez des compétences en environnement UNIX, C, C++, Ada, ORACLE et connaissez si possible des outils d'interfaces graphiques (X-WINDOW, MOTIF, AIDA, MASSAI, LOG VIEWS). Réf. AS/ISTM

■ Pour son activité Gestion

Vous interviendrez sur des missions dans le domaine tertiaire sur des projets financiers ou commerciaux en environnement client/serveur.

Vous avez une première expérience des produits SQL WINDOWS, Business Object, Lotus Notes, OMNIS... et connaissez les SGBD ORACLE, SYBASE, INGRES... Réf. AS/IGM

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne et Nord Pas-de-Calais. Envoyer dossier à Cabinet ORHUS - 25 rue Michel Salles - 92210 Saint Cloud, sous la référence chofais.

ORHUS



Service
Développement
et Testeurs



Notre groupe recherche
pour son département d'Informatique Industrielle

INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

intéressés par l'un des aspects suivants :

- Génie logiciels (AGI, outils de tests...),
- Logiciels de base (réseaux, moniteurs, interfaces...),
- Temps réel.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs Grandes Ecoles, débutants ou 1^{re} expérience.

Adresser votre candidature à Mme SAUVAGE - Groupe SYDEUS
78/80 avenue du Général de Gaulle Tour Gallieni 1 - 93174 BAGNOLET CEDEX
Tél : 43 60 13 54 - Fax : 43 60 24 07



Filiat groupe pétroliers internationaux recherche

Chef de projet informatique Process Gestion

Ingénieur diplômé.

3 à 5 ans d'expérience dont encadrement d'équipes.

Connaissances exigées : OPENVMS, Langage C, SETCIM et/ou ORACLE.

Bonne pratique de l'anglais.

Lieu de travail : FOS SUR MER (13) avec déplacements

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo s/réf SS12275 précisée
sur l'enveloppe à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 Boulogne cedex
qui transmettra.

هكذا من الإصل

INFORMATIQUE RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

OPÉRATION SPÉCIALE

Ingénieur. Pour quel monde ?



Les autoroutes de l'information sont ouvertes. Le laboratoire Recherche et Développement de notre division est au cœur des technologies d'avenir Réseau et Sécurité. Il exerce à partir de Grenoble une responsabilité mondiale dans ses domaines d'expertise.

RÉSEAU : ATM, X25, ISDN et fonctions de management associées.

SÉCURITÉ : encryption, authentification, mise au point de nouvelles applications permettant de sécuriser les systèmes d'information au travers d'Internet.

Plus que jamais, des données, images, sons, vidéo circulent, se répandent, démultipliant ainsi les potentialités d'échanges, de services à travers le monde. Pour que ces autoroutes prennent toute leur dimension, il est nécessaire de leur associer puissance et rapidité des réseaux, sécurité des communications, fiabilité et confidentialité des transmissions. Autant de "futurs" technologiques auxquels nos équipes se consacrent en s'appuyant sur une stratégie d'alliances... d'expertise avec nos partenaires.

DIVISION RÉSEAU ET SÉCURITÉ

Nos programmes de développement nécessitent aujourd'hui de rassembler les compétences d'experts dont la vision est déjà celle de demain :

Réseau

• **Ingénieurs développement logiciel** : vous spécifiez, concevez, développez et maintenez de nouveaux produits logiciels réseaux haute performance (UNIX, C...).

• **Ingénieurs de conception hardware** : vos compétences en conception d'ASIC, de cartes, VHDL, en télécom (ATM, réseaux intelligents) vous permettent de participer, en relation avec nos partenaires, à la création de nouveaux produits.

Sécurité

• **Ingénieurs sécurité** : "Imagine" est le nom de l'un des projets auxquels vous participerez dans le cadre du développement de nouvelles applications basées sur la carte à puce. GEMPLUS et INFORMIX sont nos partenaires. Une bonne expérience du développement software et des technologies de sécurité est recherchée.

• **Architectes** : vous construisez les architectures des produits développés par le laboratoire. Vos larges compétences en systèmes d'information et sécurité sont reconnues.

• **Consultant** : nos clients sont parmi les plus grands noms de l'industrie et du service au niveau mondial. Vous êtes leur conseil, ils attendent vos recommandations en termes de solutions intégrant les technologies les plus avancées. Votre connaissance du marché international, votre expertise vous permettent d'être reconnu par les divisions

Systèmes et Marketing comme une force de proposition. Vous maîtrisez les technologies réseaux et disposez de compétences confirmées en systèmes d'information, associées à un excellent relationnel.

Qualité

• **Ingénieurs et chefs de projet qualité** : votre expertise en développement logiciel vous permet d'intervenir auprès des ingénieurs de recherche et développement. Vous les conseillez, leur fournissez des outils logiciels et contribuez ainsi à l'amélioration de la qualité des produits.

Que vous participiez au développement de nouvelles technologies/produits/applications basées sur la carte à puce, que vous interveniez en consulting, votre environnement de travail sera international, votre temps de travail personnel.

Vous avez incontestablement une formation supérieure en informatique et/ou électronique. Votre réactivité, votre mobilité intellectuelle et géographique, votre capacité à prendre des décisions en toute autonomie vous distinguent. Votre différence est un élément de votre compétence.

Vous rejoindrez un pôle de compétences exceptionnel réunissant 30 nationalités au sein des directions mondiales ou européennes des Ordinateurs, Personnels, des Réseaux, des Télécoms et du Support. Au sein de ce véritable réseau des savoirs, nous vous offrons les moyens de vous exprimer et d'évoluer.

Pour l'ensemble de ces postes, basée à Grenoble, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. ENSDLM et le poste choisi à HEWLETT PACKARD Service Recrutement - 38063 GRENOBLE CEDEX 09.

**hp HEWLETT
PACKARD**

2 Consultants informatiques marchés

Filiale du GAN, l'Union Européenne de CIC est à la fois holding du Groupe CIC et banque d'affaires de référence. La direction des activités de marché recherche des consultants informatique marchés.

Réf. CIM/01

Vous aurez pour mission, au Contrôle des Risques des activités de Marché, de participer à l'industrialisation des traitements de calcul des risques.

Au sein d'une équipe de 5 personnes, vous serez chargé :

- de coder en langage GBD les prototypes d'analyse de risques actuels,
- de créer et assurer la maintenance d'une base de données,
- d'optimiser les temps de traitement et la sécurité des processus,
- de former l'équipe aux méthodes de programmation.

De formation supérieure en informatique, vous maîtrisez Excel, le langage de programmation C++, SGBDR, SQL, Powerbuilder. Vous connaissez bien les principaux instruments financiers ainsi que le calcul de résultats et de risques sur les activités de marché.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV), sous la référence choisie, à UE CIC, Odile Maillot, DAR, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.

Réf. CIM/02

Intégré à la salle des Marchés, vous serez chargé pour des traders et commerciaux d'assurer des développements informatiques de type modélisation.

Dans ce cadre, vous concevrez et développerez des applicatifs pour PC que vous mettrez en place et dont vous assurerez la maintenance.

De formation informatique supérieure (type MIAGE), vous avez une bonne connaissance des mathématiques financières ainsi qu'une parfaite maîtrise du développement C++.



**Union
Européenne
de CIC**

Euro, la monnaie unique, tout le monde en parle. Mais des projets de cette envergure, peu les vivront.

Consultants

Créée en 1988, Delog fait aujourd'hui partie des 15 premières sociétés de conseil en systèmes d'information bancaires.

En effet, notre activité d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de conduite de projets est reconnue par les principales banques françaises et étrangères.

Notre stratégie de développement repose principalement sur des projets de place tels que TBF, SNF, la monnaie unique, RG, ...

Dans ce contexte, nous recherchons des consultants.

A environ 35 ans et de formation Grande Ecole, vous avez acquis de solides compétences dans les domaines des marchés financiers et des moyens de paiement. Une expérience des projets de place actuels serait un atout.

Votre aptitude relationnelle dans des contacts de haut niveau vous sera essentielle pour vivre pleinement des projets passionnants.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à : DELOG - Mr P. SAMSON 18 rue La Boétie - 75008 Paris.

DELOG

Conseil en systèmes d'information bancaires.

هكذا من الإمل

ARMEMENT La cour d'appel de Paris se prononcera le 16 janvier sur un recours d'actionnaires minoritaires contre la fusion Matra-Hachette intervenue en 1992. Ils contestent les par-

tés retenues : un contrat de vente de missiles signé avec Taiwan pour 12 milliards de francs juste avant la fusion n'aurait pas été pris en compte dans l'évaluation de Matra. ● WIL-

LIAM LEE, l'avocat d'affaires américain qui a mené le combat contre Matra, accuse les Français de mener une campagne contre lui. Le groupe présidé par Jean-Luc Lagardère s'interroge en ef-

fet sur les motivations des actionnaires mécontents, recrutés par M. Lee par petites annonces dans la presse. Certains croient à des manipulations de la CIA, voire de Thomson. ● LES

RESTRUCTURATIONS à venir dans l'industrie de l'armement française expliquent cette guerre larvée que se livrent Matra, Thomson et l'Aérospatiale.

Matra-Hachette fait face à la contestation de ses actionnaires minoritaires

Ils dénoncent les conditions de la fusion des deux entreprises en 1992, en arguant que les parités retenues ne tiennent pas compte d'un contrat de 12 milliards de francs signé avec Taiwan. La cour d'appel de Paris rendra son arrêt mardi 16 janvier

JEAN-LUC LAGARDÈRE sera fixé sur son sort mardi 16 janvier. La Cour d'appel de Paris rendra son arrêt sur un litige qui l'oppose depuis près de trois ans à une poignée d'actionnaires minoritaires de Matra. Ces derniers, déboutés en première instance par le tribunal de commerce, estiment avoir été lésés lors de la fusion entre Matra et Hachette approuvée le 29 décembre 1992. Les parités retenues ne tiendraient pas compte d'un contrat de 12 milliards de francs signé le 19 novembre 1992 avec Taiwan pour la livraison de missiles air-air Mica.

Ce contrat n'apparaît pas dans les documents soumis aux actionnaires fin 1992 : il est classé confidentiel défense et ne sera révélé que le 9 janvier 1993.

Pour sa défense, Lagardère Groupe affirme que le contrat taiwanais était devenu un secret de polichinelle. Interrogé à ce sujet

lors de l'assemblée générale du 29 décembre 1992, M. Lagardère répondait : « Il m'est impossible de vous donner des informations sur ce point. Les gouvernements français et taiwanais me permettent peut-être bientôt de m'exprimer à ce sujet. En attendant, je ne démens pas, je ne confirme pas... En revanche, je peux vous dire que le carnet de commande de Matra Défense à la fin 1992 représentait environ 20 milliards de francs à comparer à 11 milliards de francs fin 1991, cela représente quatre années d'activités... »

Même s'il n'a pas été explicitement mentionné dans les documents, le fameux contrat avait été pris en compte dans l'évaluation de Matra. Les parités de fusion entre les deux groupes, fixées provisoirement le 22 octobre 1992 à onze Matra pour cinq Hachette, n'ont-elles pas été relevées à treize actions pour cinq le lendemain de la signature avec Taipei le 18 no-

vembre ? Ce relèvement, aussi lié au conflit avec La Cinq, était-il suffisant ?

Un contrat en négociation n'a pas la même valeur qu'un contrat signé, accompagné d'un acompte de 3 milliards de francs, d'autant que la rumeur prétend que le nombre de missiles commandés aurait été multiplié par trois juste avant la signature finale. Les commissaires à la fusion, chargés de valider le rapprochement des deux groupes, font preuve de prudence : dans une lettre envoyée à la Commission des opérations de bourse (COB), ils précisent qu'ils ont « été informés en temps utile de la forte probabilité de la conclusion d'un contrat avec Taiwan ». Mais ils se gardent bien d'évoquer la signature effective. Seule une expertise judiciaire, réclamée par les minoritaires et le procureur de la République lors des plaidoiries du 15 novembre 1995, permettrait de

vérifier que le contrat a correctement été évalué par les commissaires à la fusion et les banques conseils de Matra et Hachette.

CONTRE-ATTAQUE

La réaction des minoritaires de Matra peut sembler logique, même si à l'époque c'était plutôt les actionnaires de Hachette qui protestaient contre les parités retenues. Sonné par la déroute de La Cinq qui lui a coûté 3,5 milliards de francs, Jean-Luc Lagardère ne cherche pas à enrichir les actionnaires de Matra mais à conserver le pouvoir sur son empire. Qu'il mêle les bénéfices de Matra avec les pertes de Hachette, même si les synergies entre les deux groupes sont douteuses. Pour être indubitablement, il confie son groupe par une société en commandite par action, Lagardère Groupe.

Lagardère Groupe, lui, contre-attaque en s'interrogeant sur les

intentions de ses actionnaires minoritaires. Dès le mois de janvier 1993, un certain William Lee, qui a dirigé jusqu'en 1991, le cabinet d'avocat américain à Paris Shearman & Sterling, part en guerre contre Matra : il sera accusé successivement d'être agent de la CIA ou de jouer dans le camp du concurrent Thomson. William Lee trouve un allié en Global Proxy Services Corp (GPSC), une officine américaine spécialisée dans la défense des minoritaires. GPSC a d'abord représenté les intérêts du fonds de pension californien Calpers qui a demandé à la COB des explications sur le contrat non révélé. Ensuite, il a fait cavalier seul en passant des petites annonces au printemps 1993 dans *Les Echos* ou le *Wall Street Journal* pour recruter des actionnaires français mécontents et mener ses actions en justice. Qui le finance ? Nul ne peut répondre. Mais il n'est pas fa-

cile non plus de savoir qui finance Colette Neuville, présidente de l'association des actionnaires minoritaires ou le cabinet belge Deminor.

Lagardère Groupe a traditionnellement du mal à accepter les conflits avec ses minoritaires. L'un d'entre eux, français cette fois-ci, Alain Géniteau, a déposé plainte en contestant le prélèvement de 0,2 % du chiffre d'affaires de Lagardère Groupe réalisé par Lagardère Capital Management, société personnelle très profitable de Jean-Luc Lagardère, pour rémunérer son état-major. M. Lagardère a été entendu en 1994 par la justice. « Personne n'a été mis, de près ou de loin, en examen », explique un porte-parole du groupe, qui accuse le minoritaire d'être spécialisé dans les plaintes contre les diri-

Arnaud Leparmentier

Grandes manœuvres dans une industrie en ébullition

ENTRE THOMSON-CSF, Matra ou Aérospatiale, les contreaux sont tirés pour obtenir une part prépondérante dans la maîtrise des restructurations de l'industrie de défense qui s'annoncent probablement avant l'été. Et, dans la région de la région Matra-Hachette, qui connaît un nouveau rebondissement devant la justice, est l'une des péripéties indirectes de ce bras de fer, si l'on en croit Matra, dont des responsables soupçonnent Thomson-CSF de n'être pas étranger à la plainte de certains actionnaires.

Face à la constitution de véritables conglomérats industriels de la défense aux États-Unis, les entreprises françaises ne sont pas les mieux placées pour relever le défi. En Europe, les sociétés britanniques et allemandes, bien qu'elles aient pris les devants dans leur propre restructuration, ne le sont pas davantage. Sur les dix plus puissants groupes de l'armement dans le monde, six sont américains, deux sont britanniques et il faut attendre la sixième place de Thomson-CSF et la dixième de la Direction des constructions navales (DCN) pour découvrir les Français.

L'une des craintes, et non la moindre, est que les groupes américains, dont certains - comme le tout récent Lockheed Martin Loral - réalisent des chiffres d'affaires annuels supérieurs à celui de l'ensemble de l'industrie française de l'armement, lancent des OPA sur leurs rivaux européens qui n'auront pas su, à temps, rassembler leurs efforts ni dégager assez de ressources afin de leur résister.

D'où les grandes manœuvres en cours aujourd'hui en France chez la plupart des industriels concernés pour placer en ordre de bataille leurs capacités d'innovation et de production et pour faire reconnaître par le pouvoir décisionnel de l'État la suprématie dans leur métier.

Chacun, que ce soient Matra Défense Espace, Thomson-CSF ou Aérospatiale, pour s'en tenir à ces trois « grands », lorgne sur le voisin et nourrit des ambitions pour devenir, in fine, le « pôle » de regroupement du secteur en France avant de s'attaquer à des alliances au sein et hors d'Europe.

Et, dans cette optique, tous les coups sont permis, y compris des affrontements franco-français en sous-main pour affaiblir l'image de l'autre dans ce gigantesque jeu de Meccano - même si l'expression déplaît au

ministère de la défense - industriel qui se prépare activement. D'autant que, dans cette course à la nationalisation d'un secteur qui n'a pas beaucoup évolué depuis la décennie 70, les intérêts se trouvent dans la dernière ligne droite, celle qui précède les arbitrages ou les recommandations du gouvernement dans le cadre de sa nouvelle programmation militaire 1997-2002, encore en gestation au niveau des experts. Car, en la matière, le rôle et le poids de l'État, même en situation d'économie libérale, demeurent fondamentaux dans la décision.

L'État est tout à la fois un dispensateur de contrats, c'est-à-dire un client qui réclame simultanément une baisse du coût de ses commandes ; un actionnaire qui n'a pas souvent de quel capitaliser des groupes exsangues ou mal gérés à hauteur de ce dont ils estiment avoir besoin pour s'adapter ; et il est aussi un tuteur, qui s'entremet pour que l'industrie en question - dont il souhaite la restructuration - imagine des solutions sans effets pervers sur le niveau de l'emploi, le statut des personnels en cause et sur l'aménagement du territoire.

L'État en France est tout à la fois un dispensateur de contrats, un actionnaire et un tuteur

Ce n'est en rien comparable avec l'approche américaine, qui allie compétitivité et rentabilité. Les regroupements auxquels on assiste depuis deux ou trois ans aux États-Unis sont dictés par des considérations d'ordre financier, industriel, voire technologique.

Ces consolidations parrainées par le Pentagone ont une double conséquence : elles promettent aux actionnaires des gains substantiels, mais elles détruisent le tissu social, imposant des licenciements en masse. De ce point de vue, les options que retiendra la France pour arriver à la taille critique de ses entreprises ne peuvent faire l'économie d'un projet social et, pas seulement, comme le redoutent les organisations professionnelles et syndicales, d'un simple plan de re-conversion.

Jacques Isnard

William Lee, un avocat d'affaires accusé d'être un espion de la CIA

WASHINGTON

de notre correspondant

Lorsque l'avocat d'affaires américain William Lee décida en 1993 de poursuivre Matra-Hachette en justice pour délit boursier, il comptait suffisamment bien la France, où il venait de passer vingt ans, pour se douter des embûches. « Nous savions qu'il serait difficile de se battre contre Matra et nous savions que Matra, société d'armement, entretenait sans doute une certaine forme de coopération avec les services de renseignement », dit-il. Il s'attendait moins à se retrouver sur une liste quasi publique d'espions de la CIA et à devenir la cible de menaces de mort au point que l'ambassade des États-Unis lui recommanderait, un beau jour d'avril 1995, de quitter Paris toutes affaires cessantes - ce qu'il fit.

William Lee, installé à Long Island, dans l'État de New York, déclare au Monde trouver, rétrospectivement, « l'expérience fascinante, voire, parfois, amusante ». Il en retire même quelques encouragements : « Il y a eu des turbulences, mais nous n'avons pas été écrasés », relève-t-il. La France, passée « dans les années 80 de la petite triche à la grande corruption », a « beaucoup évolué », et « un retour de bâton était inévitable ».

PROFANE

William Lee, installé à Long Island, dans l'État de New York, déclare au Monde trouver, rétrospectivement, « l'expérience fascinante, voire, parfois, amusante ».

De père chinois émigré aux États-Unis et de mère américaine d'origine allemande, M. Lee a fondé, après vingt ans passés au bureau parisien de la firme Shearman & Sterling, sa propre société, Triangle. Il travaille notamment pour plusieurs compagnies françaises en Asie. Au cours de l'été 1995, il décida de retourner à Paris.

MENACES ET INTIMIDATION

Avec le recul, il pense que les menaces dont il fut la cible relevaient plus de l'intimidation que d'un véritable risque pour sa vie. Cet homme de cinquante-sept ans affirme avoir été particulièrement frappé, dans cet épisode, par le nombre de voies de communication, la « coopération » même, entre les services de renseignement et les gens influents « bien placés, hauts responsables privés ou journalistes ». Partage-t-il la réputation de la presse américaine pour ce qu'elle qualifie de « collusion » entre les grandes entreprises françaises exportatrices et les services de renseignement ? Pas vraiment. « La France et quelques pays d'Asie, observe M. Lee, ont toujours été conscients des avantages commerciaux que l'on peut acquérir par la diplomatie ou le renseignement. Il n'y a rien de choquant à cela ; il faut simplement qu'il y ait des règles du jeu, des limites à ne pas dépasser - elles viendront avec l'expérience. Les États-Unis, eux, ont longtemps négligé cette dimension ; leurs agents, plus politiques, plus tournés vers le travail sur l'URSS,

considéraient probablement le commercial comme indigne d'eux. Mais après la chute du mur de Berlin il a fallu qu'ils trouvent autre chose, et ils se sont intéressés à ce que faisait la France ».

« Comment prouve-t-on que l'on n'est pas un espion ? » William Lee reconnaît que les accusations lancées par les services secrets français et, suggère-t-il, relayées par Matra n'ont pas aidé ses affaires à Wall Street. « Quand on est avocat, ça fait tache... » Mais il considère que tous les soupçons ont été levés. Dans l'action en justice contre le groupe Lagardère, souligne-t-il, il a travaillé avec quatre avocats français, « mais, dit-il, toute l'hostilité s'est concentrée sur moi parce que je suis américain, à moitié chinois, parce qu'il y a longtemps j'ai travaillé au département d'État et que je travaille avec Taiwan ».

Sa vraie motivation, assure-t-il, était d'abord financière. Il avait découvert « une certaine méfiance » des Américains à l'égard des marchés français et s'était dit qu'il était « assez bien placé pour défer le système ».

En attendant que se confirme cette image héroïque, William Lee a déposé l'été dernier une plainte contre X... pour tenter d'établir l'origine des menaces de mort dont il a fait l'objet ; il vient d'apprendre que les enquêteurs ont commencé à convoquer des témoins pour la semaine prochaine.

Sylvie Kauffmann

Tous les samedis et dimanches au départ de Paris.

MARSEILLE, TOULOUSE, NICE,
MONTPELLIER, TOLON

BORDEAUX, STRASBOURG

275 F 225 F

Les fins de semaine commencent bien l'année !

Du 20 janvier au 25 février 1996 sur vols Bleus.

Pour les enfants, les jeunes (de 25 ans), les étudiants (de 27 ans), les couples, les familles, les seniors (de 60 ans) et les détenteurs de carte Evason (7/7 ou week-end). Renseignez-vous sur les conditions d'application de ce tarif auprès d'Air Inter Europe (à Paris : 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages ou 3615 AIRINTER (1,29F/mn).

AIR INTER EUROPE



Les sociétés françaises révisent à la baisse leurs résultats pour 1995

Les projets d'investissements sont réduits et des suppressions d'emplois à nouveau évoquées

Les groupes multiplient les révisions en baisse de leurs résultats de 1995. L'affaiblissement de la conjoncture, les dévaluations monétaires, les

grèves et les attentats, mais aussi les provisions, ont pesé sur les comptes. Beaucoup, cependant, ont réussi à préserver leurs résultats d'exploita-

tion, en coupant très vite dans leurs dépenses. Cet attentisme a amplifié le ralentissement de l'économie.

LES ESPIRS se sont envolés. A l'heure de faire les bilans, les entreprises se rendent compte que 1995 n'a pas tenu ses promesses. Des grands groupes comme Alcatel-Alsthom, Elfage (BTP), Rhône-Poulenc, la Lyonnaise des eaux, mais aussi des entreprises plus petites comme le papeterier La Rochette ou GrandOptical-Photo services (lunetterie et développement de photos à tarifs réduits), ont déjà prévenu la Bourse que leurs résultats ne seraient pas à la hauteur de leurs prévisions. Certains même annoncent des pertes comme Lectra Systems (machine de découpe textile) ou Alcatel-Câble, filiale d'Alcatel-Alsthom, qui s'attend à un déficit de 4 milliards pour 1995.

Affaiblissement de la conjoncture au second semestre, baisse du dollar, attentats, grèves... à chaque fois, les sociétés égrènent les mêmes événements pour justifier leurs mauvaises performances. A chaque fois, le marché boursier paraît surpris et sanctionne lourdement les groupes en cause. Et les boursiers ne se font aucune illusion : les mauvaises nouvelles devaient continuer à affluer les prochaines semaines.

Les analystes qui avaient anticipé, au début de 1995, un fort rebond des résultats, révisent toutes leurs estimations à la baisse. La société de Bourse Meeschaert-Rousselle, qui prévoyait, en janvier 1995, 100 milliards de francs de bénéfices cumulés pour les groupes notés au CAC 40, ne tablait plus, fin décembre, que sur 42,2 milliards. La première semaine de janvier 1996, elle a à nouveau revu ses

estimations et n'attend plus désormais que 41,4 milliards de résultats. « 1995 marque une rupture pour les bénéfices des sociétés », souligne Michel Jollant, analyste dans cette société de Bourse.

La rupture, cependant, n'est peut-être pas aussi profonde qu'elle n'y paraît. Les résultats de nombreuses sociétés risquent d'être soumis à des effets d'optique, du fait des provisions. La baisse continue de l'immobilier, les moins-values latentes des portefeuilles boursiers vont devoir être passées dans les comptes. Sans parler des énormes provisions pour de nouvelles restructurations, comme en ont déjà annoncé Rhône-Poulenc, la Lyonnaise des eaux et Alcatel-Alsthom. « Tout cela va peser très lourd sur le bénéfice net des sociétés. Mais les résultats d'exploitation, eux, ont en général bien résisté, même au ralentissement de la conjoncture au deuxième semestre », affirme Guy Longueville, économiste à la BNP.

ENTREPRISES HÉRISSENT

Si les groupes ont réussi à préserver leurs marges d'exploitation, ils l'ont fait en prenant les devants et en redoublant d'efforts. Tous, y compris dans les services autrefois jusqu'alors, ont connu une pression concurrentielle inconnue jusqu'alors. De nouveaux rivaux, aidés par des taux de change favorables, sont venus prospecter leurs marchés. Les sociétés françaises ont dû aussi prendre en charge la TVA, à partir d'août 1995, ne pouvant la répercuter sur leurs éti-

quettes. Impôt sur la consommation, la TVA est devenue en partie un impôt sur la production.

Mais les groupes ont très vite retrouvé les vieux réflexes acquis au moment de la crise de 1993 : ils sont redevenus hésitants. Dès les premiers signes de ralentissement économique au deuxième trimestre, ils ont commencé à puiser dans leurs stocks. Les investissements, eux, ont été quasiment arrêtés. Sur l'ensemble de l'année, l'investissement productif devrait

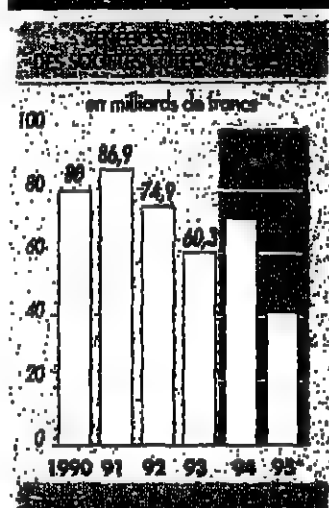
avoir progressé de seulement 3,5 à 4 % selon la BNP, de 2 à 4 % selon la Société générale. Début 1995, l'Insee tablait sur une progression de 11 %.

La situation économique étant encore plus morose au troisième trimestre, les entreprises ont accentué leur rigueur. Après les stocks et les investissements, elles ont freiné les salaires. Le taux de salaire horaire, qui avait progressé de 0,8 et 0,9 % au premier et deuxième trimestre, ne s'est accru que de 0,4 % au troisième trimestre, alors que le smic a été augmenté de 2 % en juillet dernier. Dans les groupes, les suppressions d'emplois ont à nouveau été évoquées.

« En s'ajustant aussi vite, les entreprises ont sauvé leurs comptes d'exploitation mais ont aussi amplifié le ralentissement économique », assure M. Longueville. Avec un taux d'auto-financement qui dépasse largement les 110 % en ce début de 1996, les sociétés disposent de ressources financières pour l'avenir. Choisiront-elles de relancer leurs investissements, afin de rattraper un retard qui devient inquiétant par rapport à leurs concurrents, américains notamment, de distribuer un peu plus de salaires pour compenser la baisse de pouvoir d'achat entraînée par les nouveaux prélèvements obligatoires ? Ou bien continueront-elles à être en service minimal, en attendant la reprise économique ? Leur inaction risque alors de tétaniser encore plus les consommateurs.

Martine Orange

Des profits en baisse



Les prévisions de résultats, qui étaient de 100 milliards de francs au début de 1995, sont tombées à 41,4 milliards.

Volkswagen crée mille postes en échange de concessions salariales

Le constructeur soutient le « pacte pour l'emploi »

VOLKSWAGEN redevient le laboratoire social de l'Allemagne. Après avoir innové en 1993 avec la semaine de quatre jours, le constructeur automobile a décidé, le premier, de soutenir le « pacte pour l'emploi » proposé par le syndicat de la métallurgie, IG Metall, début novembre 1995. La plus puissante organisation professionnelle allemande (3 millions de membres) s'était alors déclarée prête à accepter un alignement des hausses des salaires sur l'inflation en 1997, si, en contrepartie, 100 000 emplois étaient créés dès 1996 et si 10 000 chômeurs de longue durée trouvaient un poste dans la métallurgie.

Le groupe automobile allemand a affirmé vouloir contribuer au succès du pacte pour l'emploi en « créant mille nouveaux postes dans des secteurs d'avenir ». Interrogé dimanche 14 janvier sur la deuxième chaîne de télévision publique, le secrétaire général de la fédération patronale de la métallurgie (Gesammetall), Werner Stumpff, a révélé que les représentants du personnel de Volkswagen ont accepté, en échange, une réduction du paiement des heures supplémentaires et des samedis ouvrés. C'est sur ces deux points que les négociations entre Volkswagen et IG Metall concernant la reconduction jusqu'en 1997 de la semaine de quatre jours avaient échoué, en septembre

1995, avant qu'un compromis ne soit trouvé. Ce nouvel accord permet de ne pas aggraver le plan de suppressions d'emplois chez le constructeur, qui fera passer les effectifs en Allemagne de 105 000 en 1994 à 84 000 en 1998.

Werner Stumpff a également dit croire que cet accord d'entreprise serait suivi par un accord de branche, plus large, entre IG Metall et la Gesamtmetall. Le 8 janvier, déjà, les deux organisations étaient réunies sans succès. De nouveaux entretiens doivent avoir lieu le 18 janvier avant un sommet sur l'emploi, le 23 janvier, sous la férule du chancelier Helmut Kohl. Le chômage touchait 3,8 millions d'Allemands en décembre 1995 - un niveau record depuis 1945 - soit 9,9 % de la population active. Les industries allemandes multiplient les projets à l'étranger : BMW vient d'ouvrir une usine aux Etats-Unis, de même que Mercedes-Benz, qui construira par ailleurs la Swatchmobile en France.

Volkswagen, qui emploie 130 000 personnes dans le monde, ne souffre pas pour l'instant du ralentissement de la croissance allemande : sa part de marché en Europe, où le constructeur est numéro un, est passée de 15,8 à 16,8 % entre 1994 et 1995. Et, selon le groupe, cette progression devrait continuer en 1996.

V. Ma.

Un nouveau conflit affecte le centre de tri postal de Marseille

MARSEILLE. de notre correspondant. Après quatre-vingt-seize jours de grève au printemps 1995, le climat social se dégrade à nouveau au centre de tri postal de Marseille. Dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 janvier, trois postiers, qui observaient une grève de la faim depuis le vendredi 12, ont été hospitalisés, selon la CGT. Vendredi, puis samedi, les forces de l'ordre étaient intervenues à l'intérieur des bâtiments. Selon la direction, trois cadres, dont le directeur des ressources humaines, y avaient été « séquestrés durant une vingtaine d'heures ». De leur côté, les syndicats évoquaient des « négociations qui se poursuivaient normalement ».

Ce conflit trouve son origine dans une interprétation divergente du relevé de conclusion signé le 21 juin 1995 et fixant les modalités de sortie de grève. Il y était convenu que l'apurement des quatre-vingt-seize jours de grève, ramené à cinquante-cinq jours maximum, se ferait par la retenue, chaque mois, de deux trentièmes du traitement (de 700 francs à 1 000 francs selon les catégories). Outre le paiement de douze jours de grève, la direction et les syndicats s'étaient engagés sur neuf vacations supplémentaires par agent jusqu'en décembre 1996. Ce « coup de collier » devant permettre la mise en place d'un programme renforcé de formation.

Luc Leroix

L'Etat espagnol continue de se désengager du capital de Repsol

LE CONSEIL DES MINISTRES ESPAGNOL a approuvé vendredi 12 janvier une nouvelle cession de 11 % du capital de Repsol qui permettra de ramener la participation de l'Etat espagnol à seulement 10 % du groupe pétrochimique privatisé en 1989. La Société d'Etat des participations industrielles (SEPI), qui détient actuellement 21 % du vingt-deuxième pétrolier privé mondial, va vendre jusqu'à 33 millions d'actions. Cette cession devrait rapporter à l'Etat environ 120 milliards de pesetas (5 milliards de francs). Le prix de vente des actions Repsol sera fixé le 29 janvier et l'offre publique de vente devrait démarrer le 30 janvier. Le président de la SEPI, Victor Perez Pita, avait proposé au gouvernement de privatiser 11 % de Repsol, au lieu de 7 % prévu, en raison de la bonne santé de la Bourse.

DÉPÊCHES

■ **FORTE** : Sir Rocco Forte a annoncé, lundi 15 janvier, qu'il allait quitter la présidence du premier groupe hôtelier britannique, pour ne conserver que le poste de directeur général. Forte fait l'objet, depuis le 22 novembre 1995, d'une offre publique d'achat (OPA) du groupe de services Granada, d'un montant de 3,8 milliards de livres (29 milliards de francs). Sir Anthony Tennant, actuellement vice-président de Forte, remplacera M. Rocco Forte à partir du 1^{er} février.

■ **AIR INTER** : la compagnie régionale Air Littoral, détenue par Eurair, elle-même contrôlée par Michel Seydoux et Alexandre Couvreur, pourrait être bientôt reprise par Air Inter Europe, selon *Les Echos* du lundi 15 janvier. L'accord entre Bruxelles et Paris de juillet 1994, concernant la recapitalisation d'Air France à hauteur de 20 milliards de francs, interdisait à la compagnie française toute prise de participation dans un autre transporteur avant 1997. Mais cette interdiction ne concerne qu'Air France, et non pas Air Inter, qui n'a pas bénéficié de la recapitalisation publique. Air Inter, rebaptisé Air Inter Europe depuis le 1^{er} janvier 1996, pourrait donc légalement reprendre Air Littoral. Chez Air Inter, on ne confirme ni infirme cette information.

■ **CRÉDIT FONCIER DE FRANCE (CFF)** : les agences de notation ont à nouveau révisé en baisse leur appréciation sur l'institution financière. A la veille du week-end, Moody's a abaissé la note long terme des obligations foncières du CFF de A2 à Ba1. Dans la foulée, Standard and Poor's-Ader a placé sous surveillance avec perspective négative ses notes A et A1 de la dette à long et court terme. Ces deux décisions renchérissent un peu plus le coût de refinancement du CFF. Il négocie actuellement avec la Caisse des dépôts une ligne de trésorerie comprise entre 20 et 25 milliards de francs pour satisfaire ses besoins de liquidité à court terme.

■ **THYSEN** : le groupe allemand aurait passé une alliance avec son homologue Viag pour entrer dans DBKorn, la filiale télécommunications des chemins de fer allemands, selon l'hebdomadaire *Focus*. Deutsche Bahn, qui détient le second réseau de télécommunications outre-Rhin après l'opérateur public Deutsche Telekom, a lancé un appel d'offres qui porte sur 49,9 % du capital de DBKorn. Vebacom, filiale de l'allemand Veba et du britannique Cable & Wireless, a révélé, jeudi 11 janvier, avoir été écartée de cet appel d'offres.

■ **BRITISH AIRWAYS** : la compagnie aérienne britannique a lancé un appel d'offres de 650 millions de livres (4,9 milliards de francs) auprès de cinq constructeurs aéronautiques pour la fourniture de 60 appareils régionaux. Le consortium européen Airbus, British Aerospace, la néerlandaise Fokker et les américains McDonnell Douglas et Boeing sont en compétition pour les 30 commandes fermes et 30 options, pour livraison au début de 1997.

■ **EUROTUNNEL** : les 225 banques d'Eurotunnel pourraient abandonner ou convertir en capital plus de 5 milliards de livres (38 milliards de francs) de créances liées aux prêts qu'elles ont accordés au consortium britannique, rapporte le journal anglais *The Independent* on Sunday.

Une cinquième banque tchèque se trouve au bord de la faillite

PILAGUE

de notre correspondant. Alors que la République tchèque affiche des résultats macroéconomiques très satisfaisants, son système bancaire traverse une mauvaise passe. Pour la cinquième fois en deux ans, une banque, Ekogrobanka (EAGB), la sixième du pays, se trouve en difficulté. Les 100 000 clients font le siège des soixante-dix-neuf agences depuis le fin de la semaine dernière pour retirer leur épargne, et la banque a décidé de fermer ses guichets.

La panique a commencé jeudi 11 janvier après l'annonce dans la presse d'une intervention imminente de la banque centrale pour aider l'EAGB à consolider sa situation financière. L'EAGB, comme les précédentes banques tchèques, est victime de l'accumulation de mauvais crédits. Selon les meilleurs spécialistes, plus de 40 % de ses prêts, essentiellement aux entreprises privées et aux coopératives, ne sont pas remboursés. Cette situation, qui dure depuis deux ans malgré le contrôle opéré par la Banque nationale tchèque (CNB), n'a pas pu être améliorée en 1995.

Toutefois, les experts de la CNB restent optimistes quant aux chances de survie de l'EAGB, à

condition qu'un investisseur local ou étranger soit prêt à reprendre la banque. Pour l'instant, les grandes banques tchèques se montrent peu enthousiastes.

La crise autour de l'EAGB intervient au début d'une année qui pourrait se révéler fatidique pour d'autres banques tchèques, notamment les plus petites. Environ 30 % des prêts accordés par ces banques ne sont pas remboursés. Ce taux est plus fort dans le cas des banques petites et moyennes, qui attirent leur clientèle par des placements à haut rendement et des prêts bon marché. Une part de responsabilité revient à la banque centrale et au ministère des finances, qui ont accordé plus de cinquante licences en 1990-1991 à des banques dont, souvent, le capital social initial se composait d'argent emprunté et, de plus, garanti par des biens immobiliers surevalués.

Après la faillite de la Ceska Banka, à l'automne 1995, qui a coûté cher à de nombreux épargnants, cette nouvelle épreuve va encore accélérer la perte de confiance dans les banques. Seuls les comptes identifiés sont assurés à 80 % jusqu'à hauteur de 100 000 couronnes (20 000 francs).

Martin Plichta

Le contrôle des coûts reste le ressort du bon capitalisme

LE TITRE du dernier ouvrage de Pierre Mévellec mérite l'attention. Ce professeur de l'université de Nantes a pris soin de ne pas intituler *Le Calcul des coûts dans les entreprises* mais

« dans les organisations ». Il ne s'agit pas d'un artifice : outre les firmes industrielles et commerciales, l'appréciation réaliste des coûts s'impose comme une exigence dans les services publics, les collectivités locales, les organismes humanitaires et les associations caritatives.

A lire l'audiot conduit par deux économistes, James T. Bennett et Thomas J. DiLorenzo, sur les associations américaines philanthro-

piques, le récent rapport de la Cour des comptes consacré à l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer) ne surprend pas. Les causes associatives méritent une surveillance étroite. L'univers décrit par les universitaires américains est une anthologie de dérapages et de dysfonctionnements : bureaucratie sclérosée, inefficacité des programmes, objectifs dévoyés, stérilité des conseils d'administration, rhétoriques mensongères, mais, surtout, comme le remarque Julien Demom, dans une longue note de lecture publiée par « Les analyses » de la Seides (novembre 1995, n° 108, p. 12 à 17), « il est difficile sinon impossible de déterminer ce que font réellement les associations à partir d'expertises comptables ou financières. Le problème principal provient du fait que, dans leurs bilans et comptes de résul-

tats, les coûts de fonctionnement sont inclus dans les coûts des programmes. Les comptes sont généralement juridiquement bien tenus et les responsables associatifs sont ravis de pouvoir les montrer certifiés par les plus grands cabinets. Mais cette certification ne veut rien dire au regard de la spécificité des activités associatives ».

Max Weber voyait dans l'invention de la comptabilité moderne l'un des ressorts du capitalisme. La comptabilité de gestion imaginée par du Pont de Nemours, mise en place par General Motors, permet l'envol du management moderne. Aujourd'hui, de véritables inventions d'origine nord-américaine remodelent les systèmes comptables et de contrôle. Deux petits ouvrages invitent à découvrir ce nouveau monde. Le « Que sais-je ? » de Henri Bouquin est une grande réussite. Au

fil d'une démonstration ingénieuse, le professeur de Dauphine relie avec bonheur le développement des systèmes comptables avec l'évolution des firmes. L'ouvrage de Pierre Mévellec se distingue aussi par l'intelligence de ses démonstrations. Le calcul moderniste des coûts est enfin accessible à tous.

Jean-Gustave Padiou

★ *Unhealthy Charities*, de James T. Bennett et Thomas J. DiLorenzo, publié à New York par l'éditeur Basic Books, 1994, 269 p.

★ *Les fondements du contrôle de gestion*, de Henri Bouquin, « Que sais-je ? », PUF, n° 2892, 125 p., 45 F. ★ *Le Calcul des coûts dans les organisations*, de Pierre Mévellec, « Repères », Editions La Découverte, 128 p., 48 F.

سكزا عن الإجمالي

■ LA CHINE va poursuivre en 1996 une politique monétaire relativement rigoureuse, a indiqué dimanche le gouverneur de la banque centrale, Dai Xianglong.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↗ FT 100	MILAN ↓ MIB 30	FRANCFORT ↗ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

ment pu être vérifié aux Etats-Unis. En effet Wall Street a monté de près d'un tiers l'an dernier, notamment pour cette raison technique.

vrait permettre à Cap Gemini de s'ouvrir davantage à l'international. Depuis le départ de Boussin, la titu-

Depuis le début de l'année, le titre n'affiche plus qu'un repli de 4,57 %.

Cap Gemini Sog. sur 1 mois

Date	Performance (%)
15/01	0
15/02	8
15/03	6
15/04	7
15/05	6
15/06	5
15/07	4
15/08	3
15/09	2
15/10	1
15/11	0
15/12	-4.57

a gagné 2,4 points, à 3 657,3 points, soit 0,06 %. Francfort a de nouveau battu un record en clôture, l'indice DAX affichant au terme des

changées une hausse de 1,16 %, à 236,45 points. Selon les courtiers, cette progression s'est effectuée grâce au soutien conjugué du marché obligataire, du dollar, ainsi que des très massifs d'investisseurs étrangers.

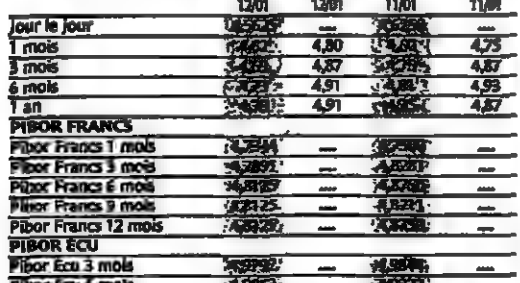
INDICES MONDIAUX

	Cours au 12/01	Cours au 11/01	Var. en %
Paris CAC-40	199,78	199,68	+0,05
New York DJ Index	5036,92	5036,92	+0,36
Tokyo Nikkei	20287,40	20287,40	-0,48
Hong Kong Hang Seng	367,50	367,50	+0,36
Singapore Straits Times	2334,4	2334,4	+0,36
Bombay BSE S&P	2334,4	2334,4	+1,14
Brésil BVL	845,50	845,50	+0,70
Francfort DAX	1871,85	1871,85	+1,10
Bruxelles CROX	1611,1	1611,1	+0,69
Madrid IBEX 35	3306,4	3306,4	+0,69
Amsterdam AEX	391,50	391,50	+0,69
Madride Ibex 35	3306,4	3306,4	+0,71
Stockholm AFARNA	132,54	132,54	+0,71

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCKFORT	FRANCKFORT
➔	➔	➔	➔	➔	➔
Jour le Jour	QAT 10 ans	Jour le Jour	Bonds 10 ans	Jour le Jour	Steuers 10 ans

sement de la croissance économique en Europe et par les espoirs de détente monétaire qui en découlent. Les taux d'intérêt à trois mois s'établissent à 4,70 % en France lundi matin. Le contrat Plbor 3 mois du Mafif échéance mars était en hausse de 4 centimes, à 95,18 points. Le taux de l'argent au jour le jour était inchangé, à 4,56 %. Les opérateurs espèrent un geste de la Banque de France cette semaine.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,50 %)



Pibor Ecu 12 mois

MATIF					
Échéances 12/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	13425	121,54	121,54	121,45	121,45
Jun 96	1057	121,52	121,52	121,45	121,50
Sept. 96	131	120,80	120,80	120,75	120,80
Déc. 96	—	120,75	120,75	120,75	120,75
PIBOX 3 MOIS					

Sept. 96	5217	95,50	95,48
Dec. 96	2519	95,43	95,42
ECU LONG TERME			

Dec. 96	5217	95,48	85,50	95,46	95,48
Dec. 96	2519	95,48	95,46	95,46	95,42

ECU LONG TERME					
Mars 96	2580	91,44	91,44	91,50	91,51
juin 96	---	---	---	---	---

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

échéances 12/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
janvier 96	14006	1923	1924	1912	1912
Mars 96	49	1922,50	1922,50	1910	1910
Mai 96	1046	1921	1924,50	1924,50	1924,50
juin 96	---	---	---	---	---

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	15/01	12/01	31/12
Poche	862	+10,28	+15,86
Mourouqs (L/y)	82,65	+10,20	+11,53
Guerbet	283	+7,54	-0,34
Trumay Cavin #	89,18	+4,82	+50,25
Michel Thierry	681	-4,76	+17,61

	Cours au	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	15/01	12/01	31/12
Pier Import	75,05	-7,54	+0,05
Lectra Syst(8)	10,25	-6,39	+24,24
Carroux Couc 136d	676	-5	+9,18

Bail Same Honored	106	-4.50	+1.92
St. Francis (fin)	1.70	-4.49	-4.49

Mail Saint-Honore	106	-450	+1,87
St. Francis (Fin)	1,70	-4,69	-4,69
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ			
	12001	1181	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1313,28	1305,24	+0,62
Ind. gén. SBF 250	1262,75	1255,44	+0,58
Ind. Second Marché	250,77	250,39	+0,15
Indice MidCAC	1050,32	1047,99	+0,22
Valeurs Index	1432,74	1423,11	+0,68

1 - Energie	1480,30	1466,32	+0,95
2 - Produits de base	1343,43	1346,99	+0,11

1 - Energie	1480,30	1464,32	+0,95
2 - Produits de base	1248,43	1246,99	+0,11
3 - Construction	1381,50	1375,12	+0,46
4 - Biens d'équip.	957,49	952,91	+0,50
5 - Automobile	1687,24	1664,76	+1,35
6 - Biens consom.	2070,99	2060,61	+0,51
7 - Indus. agro-alim.	1435,29	1422,99	+0,86
Services	1328,13	1321,14	+0,53
8 - Distribution	2266	2248,15	+0,75
9 - Autres services	950,14	946,81	+0,35
Sociétés financières	978,64	978,48	+0,43
10 - Immobilier	673,88	663,89	+0,45
11 - Services financ.	1014,31	1010,56	+0,33
12 - Services invar.	1130,58	1116,64	+0,44

FRANCOFORT

Les valeurs du Day 30

	1200	1100
Allianz Holding N	2886	2880
Basf AG	345,50	339,20
Baye AG	414,70	405,20
Bay Hypo-Mecklenb.	36,35	36,40
Bayer Versamblant	42,95	42,7
BBW	796	799,50
Commerzbank	347,30	343,10
Continental AG	21,65	21,10
Daimler-Benz AG	751	740,50
Esso	97,70	97,70
Deutsche Babcock AG	131,80	132,20
Deutsche Bank AG	69,15	68,20
Dresdner BK AG FR	37,70	37,60
Haniel V2	559	554
Hoechst AG	413,50	410,75
IG Farben AG	616,40	614,50
Karlfhof Holding	467,50	466,30
Linde AG	882	868
Lufthansa AG	206	207
Man AG	481	476
Mannesmann AG	484,40	480
Mediagis AG	34,65	34,22
Preussag AG	426	421
Sartre	543	541
Rochem	98,52	97,80
Siemens AG	276,80	273,50
Thyssen	809	793,60
Veba AG	6,35	6,3
Verein AG	605	605,50
Wieland AG	755	751

US/F	US/DIM	US/F	DIM/F	E/F
↗	↘	↗	↘	↗
4,9518	1,4380	104,9000	3,4236	7,6470

main, la publication, aux Etats-Unis, de nombreux indicateurs économiques. Les statistiques du commerce extérieur américain au mois d'octobre, décisives pour l'évolution du billet vert, seront annoncées mercredi 17 janvier.

Le franc français était en hausse, jeudi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,4250 francs pour un deutschemark.

PARITÉS DU DOLLAR	15/01	12/01	Var. %
-------------------	-------	-------	--------

PARITES DU DOLLAR	1501	1201	Var. %
FRANCOFOT: US\$/DM	1,4380	-1,4418	-0,26
YOKYO: US\$/YEN	104,500	-104,250	+0,14

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES					
DEVISES cointants: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois		
Dollar Euro-Unis	4,9480	4,9485	4,9180	4,9180	
Yen (100)	4,0797	4,0704	4,0701	4,0693	
Deutschmark	3,4907	3,4902	3,4283	3,4276	
Franc Suisse	4,2569	4,2520	4,2499	4,2495	
Lire ital. (1000)	3,1386	3,1339	3,2056	3,2015	
Libre sterling	7,6319	7,6276	7,5963	7,5903	
Peseta (100)	4,0811	4,0788	4,0763	4,0762	
Franc Belge	16,699	16,671	16,649	16,633	

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES			
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	4,69	4,78	4,81
Eurodollar	5,50	5,50	5,44
Eurolivre	6,56	6,56	6,57
Eurodeutschmark	3,69	3,59	3,50

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	1261	11491	MÉTALUX (New-York)	7500
Dow-Jones composite	225,82	5262,64	Argent à terme	—
Dow-Jones à terme	321,61	1 309,28	Platine à terme	415 615
CRA	—	—	Palladium	—
	—	—	OR (Chicago)	370,00
	—	—	GRAINES, DENRÉES (Chicago)	370,00
	—	—	Maïs (Chicago)	3,61
MÉTALUX (Londres)	—	—	Grain, soja (Chicago)	—
Cuivre comptant	26,80	2828	Tout, soja (Chicago)	—
Cuivre à 3 mois	29,88	3540	POUR LA CHIMIE (Londres)	97,00
Aluminium comptant	1685,50	—	P. de terre (Londres)	200 200
Aluminium à 3 mois	1622,50	1 622		

Plomb à 3 mois	692	- 690	SOFTS	Stonne
Etain comptant	6320	- 6365	Cacao (New-York)	---
Etain à 3 mois	6342	- 6385	Café (Londres)	1025

Plob + 3 mois	692	698	SOFTS	Stonne
Etain complet	6320	6365	Cacao (New-York)	—
Etain à 3 mois	6342	6375	Café (Londres)	1935
Zinc complet	1018,50	1020	Sucre blanc (Paris)	1555,52
Zinc à 3 mois	1040	1045,50	OLEAGINEUX, AGRUMES	combiné/tonne
Nickel complet	7680	7690	Coton (New-York)	0,82
Nickel à 3 mois	7750	7725	Jus d'orange (New-York)	1,17

CAC 40

+1,03 %
CAC 40 :
1927,26

[illegible][illegible][illegible]

Une sélection Cours relevés à 12h30
LUNDI 15 JANVIER

[illegible]

Une sélection Cours relevés à 12h30
LUNDI 15 JANVIER

[illegible]

Une sélection
Cours de clôture le 12 janvier

Covers	1762.14	1729.38	India
Credit Muzel Capital	2245.71	2245.71	Indonesia
Conversion Citi	333.96	325.00	Italy
Credit Muzel Capital	1681.92	1681.92	Ireland
Credit Muzel MIO AF	106.04	104.20	Israel
Credit Muzel Capital	245.45	245.45	Japan
Cred.Mut.Fin.Ind. Cap.	95.19	90.70	Japanese
Cred.Mut.Fin.Ind. Des.	50.25	47.83	Jerusalem
Cred.Mut.Fin.	23070.92	23070.92	Latin America
Cred.Mut.Fin.Ind. Des.	216.00	216.00	Latin America
Cred.Mut.Fin.Ind. Monde	111.95	103.16	Latin Association
Cred.Mut.Fin.Ind. Monde	111.80	106.00	Latin Institution
Citro	1726	1693.82	Lebanon
Citro	1338.34	1357.42	Libya
Citro	138.52	121.45	Libya
EUR. Actions Fars	129.61	129.61	Libre Portofolio
EUR. Espérance	1067.05	1067.05	Mediterranean
EUR. Espérance (%)	7856.47	7853.45	Mexico Citi
EUR. Espérance (%)	3736.20	3675.52	Mexico Citi
EUR. Espérance (%)	159.25	159.25	Mexico Citi
Blancet D.	120.94	117.59	Morocco
Blancet	97.52	95.88	Morocco
Emergence Pore D.	93.87	95.48	Morocco
Emergence Pore D.	429.36	429.36	Morocco
Emergence Pore D.	200.77	200.77	Nato Court Term
Emergence Pore D.	159.32	159.32	Nato Court Term
Emergence Pore D.	1268.48	1255.92	Nato Court Term
Emergence Pore D.	1365.62	1355.94	Nato Court Term
Emergence Pore D.	1359.28	1359.28	Nato Court Term
Emergence Pore D.	1670.65	1669.13	Nato Court Term
Franc Obligation	48.20	46.67	Nato Court Term
Franc Obligation	457.28	460.08	Nato Court Term
Franc Obligation	114.53	111.19	Nato Court Term
Franc Obligation	64.74	61.48	Nato Court Term
Franc Obligation	148.24	148.24	Nato Court Term
Franc Obligation	397.68	397.68	Nato Court Term

143,80	143	France S.A.
677	677	From. Paul-Bernard
290	290	Guumont B.

[illegible]

216	216	Manzan
354	354	Marie Brizard
281	281	Max-Livres/Profit

10	57	Saviner s #	180
36	77	Serbo	289
79	79	Siparac (Ly) s	83
465	474	Smoky (Ly)s	997
490	494	Sofo (Ly)s	105
600	603	Sofivas	413
1036	1075	Sopregaz s	130,90
289	281,20	Sopracor (Pin)	630
127,10	129,10	Sopra	269
6	6,10	Soyak, Jolian s	113
171,30	173,70	Sylea	401,50
630	641	Tabelec-France	142
85	88,50	TF1 -	350
41,30	41,30	Thermador Hold(Ly)	330
673	680	Tronay Quirin s	83
900	909	Unilog	80
900	900	Union Fin-France	400
900	900	Usa Credit-Banque	121,80
200	200	Viel et Cie s	125,30
19	19	Vibracort et Cie s	400
105,30	105,30	Vibron	603
81	75,05		
782	362		
220	215		
240	246		
100	100		
962	962		
1025	1020		
822	88,10		
85	83,30		

111.00	111.12	Natio Placements.....
625.71	6145.67	Natio Revenues.....
544.47	573.78	Natio Securities.....

135.94	138.27	Silver Associations	213.31
141.74	138.06	Silver America	235.3
142.83	172.19	Silver America	119.8
75385.76	7535.76	Silverline	81.4
108.83	1876.79	Silverance	41.0
1141.81	21.84	Silverco	119.8
94.97	92.79	Silverco	54.7
2090.50	2096.33	Silvergent Corp.	133.7
5796.23	5470.34	Silvergent D.	1200.1
1114.63	1114.63	Silvergent D.	1200.1
382.61	351.39	Silvergent D.	118.4
22.70	22.52	Silvergent	16.6
1780.06	1780.06	Solstice D.	200.9
555.66	555.66	State Street Act. Eur.	1254.5
122.83	122.83	State Street Act. Eur.	1254.5
1583.01	1583.01	State Street Act. Japan	1354.9
29.06	28.33	State Street Act. Monde.	100.9
579.62	579.62	State Street Act. Asia	1409.2
122.83	122.83	State Street Act. France	100.9
1583.01	1583.01	State Street Amer. Latine	686.4
122.83	122.83	State Street Amer. Latine	686.4
1071.07	1071.07	State Street Emer. Mkts.	1453.4
98.78	98.78	State Street Euro-Units	134.4
110.79	110.79	State Street OAT Plus	1444.4
535.49	535.49	State Street S&P 500	686.4
117.22	117.22	State Street S&P 500	1171.1
742.97	742.97	State Street Treasury	1324.4
956.30	956.30	Strategic Actions	915.9
219.49	219.49	Strategic Remedies	175.3
1764.30	1764.30	Thorsco C.	87.1
1418.42	1418.42	Thorsco D.	89.7
102.82	102.82	Trepp Plus	1725.4
1411.07	1411.07	Trepp Plus	1885.6
101.70	101.70	Trepp Plus	1699.1
101.70	101.70	Tricon	2531.6
101.70	101.70	Tricon	227.2

Bayer Versins Bank	147	147
Commerzbank AG	1161	1161
Fla. Ord.	76	15.90

1

LUNDI 15 JANVIER	
VALEURS	Cours Derniers

154.49	Uninsurance	602.66	587.96
196.02	Uni-Guarantee C	1647.46	1016.71
48.35	Uni-Guarantee D	1430.04	1403.38

10

AUJOURD'HUI

SPORTS

GRAND CHELEM En match d'ouverture des Internationaux de tennis d'Australie à Melbourne, Mark Philippoussis s'est qualifié, lundi 15 janvier, pour le deuxième tour en

battant l'Allemand Nicolas Kiefer. ● **COQUELUCHE** du public, Philippoussis est, cette année, l'espérance du tennis national, Patrick Rafter, précédente idole des courts, n'ayant pas te-

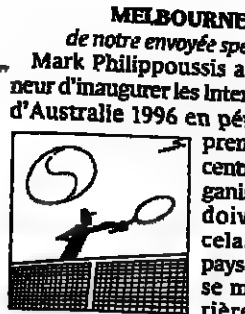
nu ses promesses. ● **MALGRÉ** un important réservoir de jeunes et d'importants moyens financiers, le tennis australien ne parvient pas à retrouver son rang ancien parmi l'élite

des grandes nations du jeu. ● **LE PREMIER TOUR** a été particulièrement éprouvant pour le numéro deux mondial, Andre Agassi, contraint aux cinq sets par l'Argentin Gaston Etis.

● **CHEZ LES DAMES**, où les projets de réorganisation du circuit envisagés par le nouveau commanditaire provoquent un certain émoi, Monica Seles est plus que jamais favorite.

Le tennis australien cherche toujours un champion

Les héros amateurs des années 60 et 70 - Laver, Newcombe, Rosewall - n'ont pas eu de successeurs sur le circuit professionnel, excepté l'éphémère Pat Cash. Près de 3,5 millions de francs sont pourtant investis chaque année dans la détection de nouveaux talents



MELBOURNE de notre envoyé spécial
Mark Philippoussis a eu l'honneur d'inaugurer les Internationaux d'Australie 1996 en pénétrant le premier sur le central. Les organisateurs lui doivent bien cela. C'est un pays entier qui se masse derrière ce gail-
lard. Devant ce nouveau bellâtre australien, le seul tennisman des antipodes à s'entraîner aux Etats-Unis chez Nick Bollettieri, Nicolas Kiefer, champion chez les juniors et admis dans le tableau final grâce aux qualifications, n'a tenu que pendant un set, tentant d'enrayer la puissance de son adversaire jusqu'au tie-break avant que son jeu du fond du court se brise en moins d'une heure.

Tout l'Australie veut espérer un autre exploit. Si tout va bien dans le haut du tableau, Mark Philippoussis devrait rencontrer Pete Sampras, tête de série à 1, au troisième tour. En septembre, à Flushing Meadows, l'Américain l'avait éliminé après un match serré. Aucun joueur local n'a atteint les quarts de finale des Internationaux d'Australie depuis Pat Cash, l'année qui avait suivi sa victoire aux championnats de Grande-Bretagne à Wimbledon en 1987. L'Australie était alors convaincue de tenir un champion qui allait lui permettre de retrouver son lustre des années 60 et 70, quand les Rod Laver, John Newcombe et Ken Rosewall étaient les maîtres de la planète tennis. Mais la carrière de Pat Cash a été empoisonnée par une kyrielle de blessures. Un espoir déçu parmi tant d'autres.

Mark Kratzmann, qui succéda à Pat Cash comme champion du monde juniors, n'a pas fait mieux ensuite que 45^e mondial sur le circuit professionnel. Junior numéro un en 1992, Grant Doyle n'est jamais rentré parmi les cent premiers. « L'Australie est un pays très isolé, dit Glen Batton, entraîneur et joueur occasionnel. Lorsque les jeunes se mettent tout à coup à beaucoup voyager en Europe et aux Etats-Unis, la transition est rude. Juniors, ils ont appris dans un cocon australien, voyageant de temps en temps dans les épreuves juniors des tournois du monde. »

La Nouvelle de l'arrivée d'un nouveau sponsor avait été accueillie en septembre avec un grand soulagement. La collaboration entre l'Association des Joueurs professionnels (WTA) et le fabricant de logiciels canadien Corel fait aujourd'hui grincer bien des dents. Il apparaît, en effet, que Corel est un partenaire exigeant. Au cours des négociations, en septembre, ses responsables avaient intimé à la direction de la WTA de réduire le train de vie du circuit. Les 4 millions de dollars par an (environ 20 millions de francs) ne suffisent pas à renouer un circuit en crise. De nombreux tournois ont fermé leurs portes, abandonnés par leurs partenaires. Seules les toutes meilleures joueuses mondiales font, aujourd'hui, vendre des tickets.

La volonté commune consiste à ramener le nombre de joueuses professionnelles de cinq cents à cent cinquante. A partir d'avril 1996, les compétitions dotées de plus de 363 000 dollars n'auront plus de tournois de qualification, qui permettraient à des joueuses modestes ou à des jeunes de rentrer dans leur tableau final. A titre d'exemple, le tournoi en salle de Paris est doté de 450 000 dollars et accueille vingt-huit joueuses, dont deux invitées. Les places deviendront donc chères.

Deux réunions, qui ont attiré à chaque fois une centaine de joueuses, se sont tenues à la veille des Internationaux d'Australie. Le gros de la troupe du circuit s'élève, bien sûr, contre ces nouvelles dispositions. « Pour rester au contact de l'élite, dit Sabine Appelmans, 29^e joueuse mondiale, il faudra courir d'un bout à l'autre du monde - à la recherche des derniers petits tournois. Là, il faudra parvenir en demi ou en finale pour gagner quelques petits points (la dotation de ceux-ci n'a pas été renforcée en contrepartie) ou faire un bon parcours dans les épreuves du Grand Chelem. »

L'élite voit revenir les bonus pools, ces primes importantes (entre 100 000 et 150 000 dollars) offertes en cas de grandes victoires. Mary Pierce a estimé qu'elle gagnait suffisamment d'argent pour que celui offert par la WTA trouve une destination plus intelligente. L'association rétorque que c'est justement le manque d'argent qui l'a convaincue de privilégier les meilleures, afin de rendre le circuit plus attrayant.

Une vaste campagne de relations publiques et une autre de publicité viennent d'être confiées à un cabinet new-yorkais dans le but d'annoncer cette nouvelle stratégie, qui devrait s'imposer malgré toutes les résistances.

Grand Chelem, et ils se retrouvent séparés de leurs familles et de leurs amis pendant des mois. Il suffit qu'ils perdent un peu le moral après un match et ils ne remonteront plus la pente. »

Si le joueur franchit correctement le passage chez les pros, il sera confronté à l'impatience de ses compatriotes. Ainsi Patrick Rafter, Fromberg, l'un des rarissimes spécialistes de terre battue, et Scott Draper. Faute d'une équipe de Coupe Davis solide, l'Australie, contrainte à une rencontre de barrage, en septembre, a été battue par l'Afrique du Sud et sortie du groupe mondial. Les dames ne sont guère mieux loties. La première en vue au classe-

ment, Nicole Bradtke, est trente-quatrième. La deuxième, Rachel McQuillan, est soixante-huitième. L'équipe de Coupe de la Fédération, l'équivalent de la Coupe Davis, est aussi en deuxième division. Le tennis australien est pourtant baptisé le successeur de Pat Cash, il n'a pour l'instant réussi qu'à faire tourner les têtes des Australiennes. Son meilleur résultat en tournoi du Grand Chelem, un quatrième tour aux Internationaux de Melbourne, en 1995. Il y a eu aussi Richard

ment, Nicole Bradtke, est trente-quatrième. La deuxième, Rachel McQuillan, est soixante-huitième. L'équipe de Coupe de la Fédération, l'équivalent de la Coupe Davis, est aussi en deuxième division. Le tennis australien est pourtant

grande pour qu'il espère l'emporter. A vingt et un ans, Gaston Etis disputait un match d'un tournoi du Grand Chelem pour la première fois de sa carrière. Le Sud-Africain Wayne Ferreira (n° 9) est, lui aussi, allé jusqu'au cinquième set pour battre l'Américain Jonathan Stark.

CHALEUR ACCABLANTE
En dépit d'une chaleur accablante, les autres têtes de série ont passé un début de journée tranquille à Melbourne. Les Américains Michael Chang (n° 5) et Jim Courier (n° 8) ont respectivement battu le Tchèque David Rikl (6-2, 6-1, 6-2) et le Belge Johan Van Herck (7-5, 7-6 (7/1), 6-4). Le Russe Evgeny Kafelnikov (n° 6) a dominé le Français Fabrice Santoro (6-1, 6-1, 7-5). Le Néerlandais Jacco Eltingh, quart-de-finaliste en 1995, a été éliminé dès le premier tour par le Suédois Thomas Johansson (6-4, 6-3, 6-1). Chez les femmes, l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 3) et l'Argen-

tine Gabriela Sabatini (n° 6) se sont facilement qualifiées aux dépens de l'Autrichienne Beate Reinastler (6-2, 6-2) et de l'Américaine Shaun Stafford (6-0, 6-1).

Chez les Français, Guillaume Raoux s'est imposé face au Suédois Magnus Norman (6-3, 7-6, 6-1). En revanche, Rodolphe Gilbert s'est incliné face au Norvégien Christian Rud (4-6, 6-4, 7-6, 5-7, 6-1), comme Olivier Delaite face à l'Australien Ben Ellwood (6-4, 6-2, 6-1). Lionel Roux a également été battu par le Roumain Adrian Panu (7-6, 6-7, 3-6, 6-1, 7-5). Alexandra Fusai s'est imposée face à l'Américaine Pam Shriver (6-4, 6-4), tandis qu'Isabelle Demongeot, Léa Ghrardi et Sandrine Testud ont été respectivement éliminées par la Slovaque Karina Habudova (6-3, 6-3), l'Italienne Silvia Farina (6-3, 6-4) et la Roumaine Irina Spirlea (6-4, 6-7, 8-6). Le match franco-français entre Sarah Pitkowski et Aleria Dechaume-Balleret a tourné à l'avantage de cette dernière (6-4, 7-6).

LE MOTARD ITALIEN Edi Orioli (Yamaha) et l'équipage français Pierre Lartigue-Michel Périn (Citroën) ont gagné, dimanche 14 janvier, le rallye-raid Grenade-Dakar. L'épreuve a été endeuillée par la mort d'un pilote de camion, Laurent Guégan, et d'une fillette guinéenne âgée de trois ans, renversée par un motard. Edi Orioli remporte ainsi son quatrième « Dakar » après ses victoires en 1988, 1990 et 1994. Pour l'équipage Lartigue-Périn, il s'agit de la troisième victoire consécutive dans l'épreuve.

121 des 295 concurrents ont atteint Dakar. Les motards, surtout, ont connu un bon taux de réussite (71 sur 119). Ce résultat s'explique par la mise en place par l'organisation d'une assistance spécifique, un système qu'Hubert Auriol, l'organisateur, souhaiterait étendre à l'ensemble des concurrents, car, selon lui, « les privés restent l'avenir du Dakar ». - (AFR)

■ **FOOTBALL AMÉRICAIN** : les Cowboys de Dallas et les Steelers de Pittsburgh ont gagné, dimanche 14 janvier, le droit de s'affronter pour le Super Bowl, finale du championnat de football américain (NFL), qui sera disputé le 28 janvier à Tempe (Arizona). A domicile, Pittsburgh, qui a remporté quatre fois le Super Bowl, s'est difficilement qualifié aux dépens des Colts d'Indianapolis (20-16), qui faisaient figure de « cendrillons » de la compétition. Dans son stade, Dallas, également quadruple vainqueur du Super Bowl, a battu (38-27) les Green Bay Packers, qui avaient dominé les San Francisco 49^es, tenants du titre, au tour précédent. - (APR)

■ **TENNIS DE TABLE** : Il n'y aura que trois Français aux Jeux olympiques d'Atlanta. Les pongistes Damien Elol et Anne Boileau n'ont pu décrocher les dernières places qualificatives pour le tournoi olympique individuel à l'occasion du tournoi de Manchester. Seuls front donc aux Etats-Unis Jean-Philippe Gatien, Patrick Chila et la pongiste Wang-Dré-chou XiaoMing. - (APR)

■ **HANDBALL** : l'équipe de France a pris la troisième place de la Coupe du monde de handball en Suède, en battant l'Egypte (30 à 21), dimanche 14 janvier. Par ailleurs, les Français, champions du monde en titre, disputeront le tournoi olympique d'Atlanta dans le groupe B, qui comprend l'Allemagne, l'Egypte, l'Algérie, Cuba et une autre nation européenne qui sera désignée à l'issue du Championnat d'Europe des nations à Séville (Espagne) au mois de juin. - (AFR)

Frank Tiozzo a le sourire des grands soirs. La victoire rend gai, tout comme les bonnes affaires. Il vient de faire signer Fabrice avec Don King. Le promoteur américain qui a la haute main sur la boxe aux Etats-Unis s'intéresse au cadet des Tiozzo. Il lui offrira dans les mois qui viennent l'opportunité d'une carrière américaine. La promesse de participer à des réunions prestigieuses, la garantie de bourses plus conséquentes, la magie du dollar. Il n'y qu'une chose à laquelle Frank Tiozzo ne peut s'autoriser à rêver : un duel fratricide, la version pugilistique de Romulus et Rémus. Christophe Tiozzo n'affrontera jamais Fabrice. Le règlement l'interdit.

La boxe, affaire familiale des Tiozzo

Fabrice reste champion du monde, Christophe prépare son retour et Frank gère leurs carrières

SAINT-ETIENNE de notre envoyé spécial
Sous les lumières du ring, Eric Lucas est désespérément seul. Le champion se fait attendre. Il faudra les huées du public, quelques sifflets d'impatience, pour que, finalement, il se montre. Musique. Le voilà. Il entre dans la salle du palais des spectacles de Saint-Etienne. Tiozzo, Fabrice. Le torse nu, la couronne mondiale des mi-lourds WBC qui enserré une taille à la mineur retrouvée. Il fend la foule, esquisse quelques mouvements. Un nouveau tatouage orne son bras. Et le regard est déjà là-bas entre les cordes, à dévisager ce Québécois un peu tendre qu'il s'est promis de punir. Dans quelques secondes, sous l'impact des yeux, le challenger déformera la tête. Fabrice Tiozzo voulait réussir son entrée, un moment délicat, une sorte de prise d'imaginaire et convenue où s'affrontent les volontés avant que ne s'armement les poings.

Et puis Fabrice n'est pas seulement Fabrice, champion de sueur et de sang. Il porte le nom des Tiozzo. En défendant son prénom, il défend son travail et sa victoire face au Jamaïcain Mike McCallum le 16 juin 1995 l'ont propulsé au rang d'héritier de la dynastie. Chez les Tiozzo, le roi s'appelle désormais Fabrice. Christophe s'est glis-

sé dans son ombre. L'ancien champion du monde des super-moyens rôde autour de son frère, comme un aîné veillant sur son cadet à la manière d'un ange gardien. Il n'est plus une idole, un modèle, mais juste le partenaire des derniers jours d'entraînement, l'indispensable compagnon des grands matches. « C'est une présence. Le soir du combat, il est toujours là. Je le vois, c'est très important », confie Fabrice, fier d'avoir assuré à vingt-six ans une succession dont peu le jugeaient capable.

Frank n'est, lui aussi, jamais très loin de Fabrice. Naguère, il était proche de Christophe. Qu'importe le prénom. Il est satisfait de la gloire de ses deux frères, comme il accepte son propre anonymat, à peine dément par la ressemblance qui rapproche les trois hommes. Il ne leur parle ni tactique ni entraînement. Il s'occupe de leurs intérêts. Il a choisi le rôle du businessman. Et a presque oublié l'origine de l'histoire familiale. Il était l'ainé. Au cœur de la banlieue rouge, le Saint-Denis populaire, il devint leur initiateur en noble art, convaincu qu'il n'y avait pas d'autres choix. Tout le monde a oublié Frank Tiozzo, boxeur modeste aux dix combats professionnels égarés dans la grisaille des années 80. Cela ne l'a pas empêché de transmettre sa passion, et d'ac-

compagner de son enthousiasme deux champions du monde. « Christophe est le plus doué des deux, dit-il, mais Fabrice est plus travailleur. Il a plus de volonté. » A la faveur du championnat du monde, Saint-Etienne se voit consacré pour un passage de témoin. Christophe, le dilettante hère de nuits sans fin, de strass et de paillettes, s'efface devant Fabrice le garçon sérieux, bientôt père de famille, qui confesse volontiers son peu de goût pour les mondanités.

CONTRAT AVEC DON KING
Dans la solitude du ring, il s'applique à montrer qu'il vaut aujourd'hui un peu plus que cette image de boxeur courage, dans laquelle les admirateurs de son frère s'obstinent à l'enfermer. Il malmène Eric Lucas. A la troisième reprise, le Canadien est expédié au tapis. Il se relève et ne retombera plus. Fabrice Tiozzo n'a pas le choix. Il avait promis le K.O. à cet adversaire jugé plus faible, ce n'est qu'une large victoire aux points, comme s'il devait encore attendre pour oublier son frère, comme si la boxe pouvait se montrer généreuse, comme s'il y avait encore place pour deux Tiozzo.

A aucun moment, Christophe n'a manifesté d'inquiétude. Après la décision unanime des juges, il concède une très brève visite sur le

ring, une sorte de rendre-vous protocolaire, puis il s'empresse de redescendre sur terre. Les affaires de son frère sont réglées. Il conserve la scintillante ceinture de champion du monde. Il peut à nouveau penser à lui, à son deuxième combat de rentrée qui devrait avoir lieu en janvier. Fabrice s'est engagé à lui apporter son aide, à l'affrêter au rythme de son excellente condition physique qui l'a sacré bourreau d'entraînement. « C'est maintenant à son tour d'aider son frère, annonce Frank, et je sais que cela lui sera très utile. »

Pascal Courty

L'équipage Lartigue-Périn remporte le rallye Grenade-Dakar

LE MOTARD ITALIEN Edi Orioli (Yamaha) et l'équipage français Pierre Lartigue-Michel Périn (Citroën) ont gagné, dimanche 14 janvier, le rallye-raid Grenade-Dakar. L'épreuve a été endeuillée par la mort d'un pilote de camion, Laurent Guégan, et d'une fillette guinéenne âgée de trois ans, renversée par un motard. Edi Orioli remporte ainsi son quatrième « Dakar » après ses victoires en 1988, 1990 et 1994. Pour l'équipage Lartigue-Périn, il s'agit de la troisième victoire consécutive dans l'épreuve.

En Coupe de France, l'OM a vérifié qu'il peut toujours compter sur ses « minots »

Grâce à ses jeunes joueurs, le « grand » club de Marseille a éliminé Endoume, le « petit »

Six clubs de première division - Bastia, Gueugnon, Rennes, Lyon, Lens et Guingamp - ont été éliminés dès leur entrée en lice, samedi 13 jan-

vier, pour les 32^{es} de finale de la Coupe de France. L'exploit de ce tour a été réalisé par les Lorrains de Blénod (National 3), qui ont éliminé

Bastia (1-0). Gueugnon, Rennes et Guingamp ont été battus par trois clubs de deuxième division : respectivement Valence, Nancy et Niort.



FOOTBALL

L'Olympique de Marseille a battu l'Union sportive Endoume-Catalans (5-4), samedi 13 janvier dans l'après-midi. Ce match de « poussins première année » se déroulait sur une moitié de terrain, dans le petit stade Henri-Tasso, devant un parterre fervent de parents énamourés. Dans la soirée, l'équipe première de l'OM a également disposé de son homologue d'Endoume (2-0), au Stade-Vélodrome, lors des 32^{es} de finale de la Coupe de France. L'équipe évoluant en Division 2 a peine pour venir à bout du club de quartier qui joue trois divisions plus bas, en National 3.

Ces matches prouvent, s'il en est besoin, qu'à tous les niveaux, à tous les âges, dans tous les stades, le football vit toujours à Marseille. Avec ou sans Bernard Tapie. Le ballon roule encore dans les rues, coule dans les veines. Il est l'indispensable globe qui charrie la passion. L'affaire et la gabegie des anciens dirigeants ont ébranlé l'OM. Mais combien d'autres n'auraient pas survécu à tant d'avaries ? Le

club de Valenciennes, pourtant simple figurant, ne s'est jamais remis du charivari de l'été 1993 : il est sous le coup d'une liquidation judiciaire. L'OM, lui, existe toujours. Les joueurs d'Endoume l'ont rencontré et juré que ce n'est pas une gâchette.

Cet Olympique-là est bien sûr différent. L'une après l'autre, les vedettes sont parties. Le gotha national, qui venait se montrer dans les grandes soirées européennes, a déserté les tribunes officielles. Le cœur de la France bat pour d'autres joueurs et supporters, on s'est retrouvé entre soi, un peu déprimé. Mais, dissipée la gueule de bois, cette modestie forcée a rappelé à l'OM qu'il n'était pas né par l'opération de Bernard Tapie. Le phare régional doit également sa survie à tous ses clubs locaux qui croient en lui malgré les vents mauvais.

Combien sont-ils, ces clubs, à Marseille ? « Cent, facile » pour l'un, « plus de trois cents » pour un autre, « au moins aussi nombreux que les bars », pour un dernier surenchérisseur. Endoume est l'un d'eux, avec ses 402 licenciés en football et ses 22 équipes. Francis Di Giovanni, son président, n'a pas de mots assez durs pour qualifier les anciens dirigeants de l'OM. « Ils nous ont reniés. Ils nous ignoraient, raconte-t-il. Ils

ont oublié tous les joueurs marseillais qui avaient aidé le club. Ils les ont poussés vers la sortie. »

Ces pures productions phocéennes, les « minots », avaient pourtant, au début des années 80, ramené l'OM en première division. Mais ceux qui avaient ensuite été jugés indignes. Pour aller plus vite vers le sommet, les dirigeants avaient préféré faire leur marché avec l'ennemi, loin de la Canebière. « L'OM a gagné tous les titres, eu tous les honneurs et pourtant ce n'est pas un véritable club », affirme Jean-Michel Roussier, le directeur général. Certains évoquent une reconstruction. C'est faux. Il faut plutôt parler de construction. Nous en sommes à poser les fondations. »

Même s'il parle avec l'accent pointu, M. Roussier entend plonger le club dans ses « racines marseillaises ». Le centre de formation, mis en sommeil pendant dix ans, va être réactivé. Un accord de partenariat doit être signé prochainement avec Endoume. Les dirigeants olympiens veulent aider les « Catalans » à progresser jusqu'à un niveau honorable. En échange, ces derniers deviendront une équipe réserve de l'OM. Quatre jeunes joueurs du

7^e arrondissement sont déjà présentés pour rejoindre le club de la ville.

Les bonnes intentions affichées seront-elles suivies d'effet ? Elles sont si sages et demandent tant de patience... L'histoire de l'OM, aussi tortueuse que la rue d'Endoume, résume une des grandes contradictions de la cité phocéenne. Elle oscille en permanence entre l'immense fièvre d'être Marseillais et un absolu manque de confiance en soi. « Il faut des vedettes à l'OM », affirme un supporter. Dans son esprit, elles viennent forcément d'ailleurs, tant de choses viennent d'ailleurs dans cette ville à la fois ouverte et fermée.

M. Roussier sait que « Marseille se doit d'avoir très vite une grosse équipe ». Sans quoi, ses projets au long cours risquent d'être emportés par la folie de n'importe quel démagogue. Ici, la passion ne se vend pas en petites tailles. Comme le résume M. Di Giovanni, « le Marseillais, quand il perd, il pleure, puis il fait la fête. Quand il gagne, il pleure, puis il fait la fête. Il a simplement besoin de pleurer et de faire la fête ». La ville, grâce à l'aide de tous ses quartiers, veut retrouver très vite son antidépresseur.

Benoît Hopquin

A Kitzbühel, les descendeurs doivent vaincre la peur avant leurs adversaires

de notre envoyée spéciale

La descente du Hahnenkam, gagnée samedi 13 janvier par l'Autrichien Günther Mader devant le Français Luc Alphand (double vainqueur en 1995), est un rite annuel, une folle parenthèse dans le temps. Cette grande célébration autrichienne de la vitesse à ski aspire même les plus réticents pour les plonger dans un grand bouillonnement de défoulement collectif.

Trois jours durant, la ville paisible est assaillie par une armée de fous. Des dizaines de cars venus d'Allemagne, d'Italie, de France, de Slovaquie, ou simplement des environs, imposent dans les rues de la station leurs vêtements de ski bigarrés. Dès les toutes premières heures de la journée, avec force trompettes et crécelles, ces grappes humaines courent s'accrocher au flanc de la montagne pour saisir l'image fugace de leurs héros. La course terminée, on redescend les fêter jusqu'à l'épuisement. Dans les bars ou dans les rues. Peu importe cette débauche, le chiffre d'affaires de ce week-end du mois de janvier vaut bien le sacrifice de quelques heures de sommeil. Et comme chaque année on aura tôt fait d'en faire disparaître les reliefs.

Dans cette ambiance de carnaval, les descendeurs et autres slalomeurs, logés dans les hôtels avoisinants, tâchent de ménager leurs forces. Le spectacle que doivent produire les premiers requiert une virtuosité hors du commun. Avec son dénivelé de 860 mètres, la descente de la Streiff, piste mythique considérée comme une des plus rapides au monde, ne tolère aucune défaillance de concentration.

VILAINES BOULES

Le « mur » incliné à 55 % sur lequel s'élancent les coureurs est immédiatement suivi par une bosse qui les propulse une quarantaine de mètres plus loin dans un bond impressionnant. Dans l'aire de départ règne un silence religieux. Mouillés dans leurs combinaisons aux couleurs criardes, les lourdes carcasses tout en muscles se plient et se déplient machinalement pour tromper l'attente. Sous les casques, on espère seulement avoir bien mémorisé chaque piège tendu par l'étroite langue vergée.

Bien que privé de course à la suite de séances d'entraînement peu concluantes, le Français Denis Rey est « monté ». S'il dit n'éprouver aucun sentiment de frustration à voir ses coéquipiers s'échauffer, il ne trahit pas dans la zone de départ. Il préfère leur hurler des encourage-

ments à mesure qu'il descend à pied le long de la piste. Comme si la vilaine boucle qui s'installe dans les entrailles des descendeurs la veille de la compétition était contagieuse.

A trente ans, Denis Rey regarde toujours cette Streiff qu'il a descendue sept fois avec une certaine angoisse. « Le seul moyen de ne pas penser qu'elle est dangereuse, c'est d'être au top niveau physique et technique pour se mettre en situation de domination mentale, explique-t-il. L'exercice de sophrologie qui consiste à se persuader dans la demi-heure qui précède la course que tu es assez courageux et suffisamment au point pour te balancer sans retenue dans la pente est difficile à accomplir ici. C'est une course de deux minutes avec seulement une minute un peu tranquille au milieu. Pour moi qui souffre encore du genou et qui n'étais pas venu depuis ma blessure, en décembre 1994 à Val d'Isère, c'est presque un soulagement de ne pas prendre le départ ici par rapport au stress qu'une descente représente. Je n'ai jamais si bien dormi à Kitzbühel, et c'est parce que je savais que je ne courrais pas. Il existe un risque réel dont on ne se rend compte que lorsqu'on a connu l'accident. Et quand on sait le temps qu'il faut pour en revenir... »

Patricia Jolly

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

CROSS OUEST-FRANCE
1. M. Tama (Ren.), 10.6 km en 30 min 49 s.
2. D. Chérel (Kan.), 30 min 51 s ; 3. K. Korona (Kan.), 31 min 45 s.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)

Deuxième journée retour
Bretagne-Pau Orthez 73-80
PSG Racing-Le Mans 109-97
Lyon-Montpellier 73-82
Cholet-Villeurbanne 73-83
Strasbourg-Levallois 80-107
Nantes-Etampes 78-84
Besançon-Nancy 102-101
Gravelines-Ambas 92-100
Classification : 1. Pau-Orthez, 32 pts ; 2. Lescop, 32 ; 3. Villeurbanne, 31 ; 4. Ambas, 28 ; 5. Dijon, 27 ; 6. PSG-Racing, Levallois, Nancy et Montpellier, 26 ; 10. Evreux, 24 ; 11. Cholet, 23 ; 12. Besançon et Strasbourg, 22 ; 14. La Mars et Gravelines, 21 ; 16. Lyon, 20.

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE

Deuxième tour

Lyon (D1)-Auxerre (D1) 0-1
Monaco (D1)-Lens (D1) 1-0
Rennes (D1)-Nancy (D2) 1-2
Gueugnon (D1)-Valence (D2) 1-2
Cannes (D1)-Périgord (D2) 1-2
Niort (D2)-Guingamp (D1) 2-2
Nîmes (D1)-Lorient (D2) 1-2
Paris SG (D1)-Châteauroux (D2) 1-2
Saint-Louis (D1)-Jura (D1) 0-1
Valenciennes (D1)-Strasbourg (D1) 1-2
Brest (D1)-Nîmes (D2) 1-1
Nîmes (D1)-Lorient (D2) 1-2
Chamois (D1)-Metz (D1) 1-3
La Roche (D1)-Mantova (D1) 1-3
Bordeaux (D1)-Bordeaux (D1) 1-4
Saint-Quentin (D1)-Nantes (D1) 1-7
Saint-Etienne (D1)-Nantes (D1) 0-8
Paris SG (D1)-Montpellier (D1) 1-2
Dunkerque (D1)-Sochaux (D2) 1-3
Laval (D2)-Poitiers (D2) 1-1
Clermont (D1)-Amiens (D2) 1-0
Le Mans (D2)-Clermont (D1) 1-0
Saint-Louis (D1)-Angers (D2) 1-3
Endoume (D1)-Marseille (D1) 0-2
Toulon (D1)-Pau (D2) 2-1
Pau (D1)-Nîmes (D2) 0-1
Toulouse (D1)-Nîmes (D2) 0-1
Nîmes (D1)-Toulouse (D1) 0-2
Rouen (D1)-Toulouse (D1) 1-4
Mulhouse (D2)-Haguenau (D1) 0-1
Haguenau (D1)-Saint-Priest (D2) 1-0
Classification : 1. Valenciennes, 31 pts ; 2. Metz, 30 ; 3. Lorient, 29 ; 4. Pau-Orthez, 28 ; 5. Dijon, 27 ; 6. PSG-Racing, Levallois, Nancy et Montpellier, 26 ; 10. Evreux, 24 ; 11. Cholet, 23 ; 12. Besançon et Strasbourg, 22 ; 14. La Mars et Gravelines, 21 ; 16. Lyon, 20.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

Deuxième journée

Bolton-Wimbledon 1-0
Barnsley-Chelsea 1-1
Leeds-West Ham 2-0
Huddersfield-Aston Villa 0-0
Middlesbrough-Arsenal 2-3
Nottingham Forest-Southampton 1-0
QPR-Bolton 1-1
Sheff Wednesd-Liverpool 1-1
Tottenham-Manchester City 1-0
Coventry-Newcastle 0-1
Classification : 1. Newcastle, 31 pts ; 2. Manchester United, 28 ; 3. Tottenham, 27 ; 4. Liverpool, 26 ; 5. Arsenal et Nottingham Forest, 25 ; 7. Aston Villa, 24 ; 8. Blackburn et Leeds, 23 ; 10. Everton, Middlesbrough et Chelsea, 22 ; 13. Sheff Wednesd, 21 ; 14. West Ham, 20 ; 15. Wimbledon, 19 ; 16. Southampton, 17 ; 17. Coventry et Manchester City, 16 ; 19. QPR, 15 ; 20. Bolton, 14.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

Deuxième journée

Real Betis-Madrid 3-0
Albacete-Albacete Madrid 1-1
Rayo Vallecano-Athletic Bilbao 2-2
Real Sociedad-Racing Santander 2-1
Tenerife-Sporting Gijón 3-0
Salamanca-Sevilla 1-1
Sivako-Castellón - Espanol 3-0
Valencia-Celta Vigo 0-0
Real Madrid-Rail Saragoça 2-1
FC Barcelone-Deportivo La Corogne 1-1
Classification : 1. Albacete Madrid, 49 pts ; 2. Real Betis, 48 ; 3. Athletic Bilbao, 47 ; 4. FC Barcelone, 46 ; 5. Valencia, 36 ; 6. Rayo, 34 ; 7. Real Madrid, 33 ; 8. Deportivo La Corogne et Tenerife, 32 ; 10. Athletic Bilbao, 28 ; 11. Celta Vigo, 27 ; 12. Real Sociedad, 26 ; 13. Real Saragoça, 25 ; 14. Sporting Gijón, 23 ; 15. Oviedo et Séville, 22 ; 17. Salamanca, Albacete et Racing Santander, 21 ; 20. Rayo Vallecano, 20 ; 21. Madrid, 19 ; 22. Valladolid, 14.

CHAMPIONNAT D'ITALIE

Deuxième journée

Cremone-Anton AC 0-0
Cremone-Anton AC 2-0
Cremone-Anton AC 1-1
Juventus-Bari 3-2
Juventus-Bari 4-0
Juventus-Bari 2-2
Juventus-Bari 1-1
Juventus-Bari 1-1
Classification : 1. Milan AC, 34 pts ; 2. Fiorentina, 33 ; 3. Rome, 31 ; 4. Juventus, 28 ; 5. Lazio, 26 ; 6. AS Rome et Udinese, 25 ; 8. Inter Milan et Vicenza, 24 ; 10. Naples, 23 ; 11. Atalanta et Sampdoria, 22 ; 13. Cagliari, 20 ; 14. Torino, 17 ; 15. Pescara et Brescia, 16 ; 17. Padova, 15 ; 18. Cremonese, 11.

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS

Afrique du Sud-Cameroun

3-0

Zambie-Algérie

2-0

Ghana-Côte d'Ivoire

2-0

RALLYE-RAID

Grandes épreuves

Quatrième étape, Tumbacourde-Dakar
Auteurs : 1. Vatanen-Pearce (Fin.-Fra.) ; Citroën ; 2. Saby-Serres (Fra.) ; Mitsubishi ; 3. Lartigue-Petit (Fra.) ; Citroën ; 4. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 5. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 6. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 7. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 8. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 9. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 10. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 11. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 12. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 13. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 14. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 15. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 16. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 17. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 18. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 19. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 20. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 21. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 22. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 23. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 24. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 25. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 26. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 27. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 28. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 29. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 30. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 31. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 32. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 33. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 34. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 35. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 36. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 37. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 38. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 39. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 40. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 41. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 42. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 43. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 44. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 45. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 46. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 47. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 48. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 49. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 50. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 51. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 52. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 53. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 54. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 55. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 56. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 57. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 58. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 59. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 60. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 61. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 62. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 63. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 64. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 65. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 66. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 67. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 68. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 69. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 70. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 71. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 72. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 73. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 74. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 75. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 76. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 77. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 78. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 79. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 80. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 81. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 82. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 83. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 84. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 85. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 86. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 87. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 88. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 89. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 90. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 91. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 92. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 93. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 94. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 95. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 96. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 97. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 98. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 99. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 100. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 101. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 102. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 103. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 104. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 105. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 106. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 107. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 108. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 109. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 110. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 111. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 112. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 113. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 114. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 115. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 116. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 117. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 118. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 119. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 120. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 121. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 122. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 123. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 124. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 125. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 126. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 127. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 128. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 129. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 130. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 131. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 132. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 133. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 134. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 135. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 136. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 137. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 138. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 139. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 140. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 141. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 142. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 143. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 144. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 145. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 146. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 147. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 148. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 149. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 150. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 151. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 152. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 153. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 154. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 155. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 156. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 157. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 158. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 159. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 160. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 161. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 162. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 163. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 164. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 165. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 166. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 167. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 168. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 169. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 170. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 171. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 172. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 173. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 174. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 175. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 176. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 177. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 178. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 179. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 180. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 181. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 182. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 183. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 184. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 185. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 186. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 187. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 188. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 189. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 190. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 191. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 192. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 193. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 194. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 195. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 196. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 197. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 198. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 199. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 200. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 201. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 202. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 203. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 204. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 205. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 206. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 207. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 208. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 209. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 210. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 211. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 212. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 213. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 214. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 215. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 216. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 217. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 218. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 219. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 220. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 221. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 222. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 223. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 224. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 225. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 226. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 227. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 228. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 229. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 230. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 231. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 232. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 233. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 234. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 235. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 236. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 237. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 238. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 239. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 240. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 241. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 242. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 243. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 244. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 245. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 246. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 247. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 248. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 249. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 250. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 251. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 252. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 253. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 254. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 255. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 256. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 257. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 258. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 259. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 260. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 261. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 262. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 263. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 264. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 265. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 266. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 267. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 268. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 269. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 270. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 271. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 272. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 273. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 274. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 275. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 276. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 277. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 278. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 279. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 280. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 281. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 282. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 283. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 284. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 285. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 286. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 287. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 288. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 289. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 290. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 291. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 292. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 293. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 294. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 295. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 296. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 297. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 298. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 299. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 300. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 301. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 302. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 303. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 304. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 305. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 306. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 307. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 308. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 309. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 310. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 311. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 312. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 313. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 314. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 315. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 316. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 317. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 318. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 319. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 320. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 321. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 322. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ; 323. Fontenay-Musmarra (Fra.) ; Mitsubishi ;

L'électroménager redécouvre la simplicité

Finis commandes sophistiquées et boutons à profusion. L'étalage de technologie, désormais, fait fuir. Fers à repasser, fours, lave-linge ou lave-vaisselle préfèrent le style dépouillé

AVEC, pour toute commande, un gros bouton que l'on tourne et une touche à presser, fours, lave-vaisselle et lave-linge se mettent à ressembler à des jouets d'imitation grandeur nature. Il y a dix ans, ces mêmes appareils se donnaient des allures d'ordinateurs, affichaient leur électronique, se couvraient de voyants lumineux tape-à-l'œil. La technologie faisait vendre. Désormais, elle fait fuir.

« Quelle que soit la famille d'appareils - froid, cuisson ou lavage -, le courant porteur, surtout depuis cinq ans, c'est la simplicité », affirme Laurence Lelu-Boucard, de chez Arthur Martin-Electrolux. Une étude publiée ces derniers jours par le Cetelem, organisme de crédit à la consommation, le confirme : 89 % des consommateurs recherchent avant tout des produits simples d'utilisation. « Cette attente n'est même plus exprimée par les consommateurs au moment de l'achat, contrairement à celle concernant les prix ou les performances, parce qu'ils la considèrent comme un dû », note Thierry Huz, directeur des études du groupe Brandt. Aujourd'hui, un appareil complexe, ou perçu comme tel, est automatiquement rejeté.

L'ÉLECTRONIQUE DISSIMULÉE

Voilà donc, paradoxalement, les fabricants d'électroménager contraints de déployer des trésors de sophistication technique pour donner à leurs produits les apparences de la simplicité. Pas question, en effet, de revenir en arrière : les consommateurs attendent les mêmes services que par le passé, mais aussi une utilisation d'eau et d'énergie réduite, toujours plus de rapidité, un niveau sonore décroissant... « Il faut proposer des commandes automatiques très simples, mais aussi la possibilité de revenir en mode manuel, ce qui est très complexe et coûteux », précise José Prétot, directeur marketing du groupe Brandt. L'électronique, qui rend possible ces simplifications en permettant aux machines de prendre elles-mêmes certaines décisions, se cache. Surtout, les marques se gardent bien de communiquer sur ces exploits électroniques. Un temps très en vogue, l'expression « logique floue » qui les caractérise n'est plus prononcée, de peur d'effrayer le chaland.

Les avancées, pourtant, sont impressionnantes. Les nouvelles générations de fours à micro-ondes déterminent elles-mêmes le temps nécessaire pour décongeler ou réchauffer un plat. Plus besoin de choisir une température, une durée de cycle ou une vitesse d'essorage avant de confier son linge à la machine à laver : il suffit d'opter pour un programme « quotidien » ou « sale » et d'indiquer la nature du linge, le reste est pris en charge.



Grâce à des capteurs qui détectent l'humidité, les sèche-linge régulent automatiquement le temps de séchage. Les fours optent pour la température idéale une fois indiqué le mode de cuisson, de même que les fers à repasser sur la simple précision de la nature du tissu. Les robots ménagers, que l'on connaît monstres multifonctions aux mille accessoires, offrent des services moins nombreux mais plus cohérents, ou sont schématisés en autant de petits appareils mono-fonction.

NOUVEAU DESIGN

« Même le réfrigérateur, dont l'usage n'est pourtant pas complexe, doit guider par des dessins l'utilisateur afin qu'il sache que la zone la plus froide n'est pas forcément située en haut », complète le délégué général du Groupement Interprofessionnel des fabricants d'appareils ménagers (Gifam), Michel Mahnoy. Comme l'utilisation, le nettoyage doit être un jeu d'enfant : les brûleurs des cuisinières se rétractent, les parties amovibles des lave-vaisselle sont en couleurs, les appareils se présentent d'un seul tenant pour éliminer les interstices.

« Les services design réfléchissent beaucoup plus que par le passé à la présentation des bandeaux de commande. Sur toutes les cuisinières, nous avons par exemple abandonné les pictogrammes pour en revenir aux mots. Sur certains fours et cuisinières, la partie gauche du bandeau devient un véritable guide de cuisson (pâtisserie, tel programme, telle température) ». Les boutons double fonction (une par rotation, l'autre en tirant) sont bannis, de même que les couleurs trop nombreuses, qui brouillent la lecture. « Le consommateur doit retrouver son langage sur l'appareil. On n'indique plus « séchage comme ceci » mais « textile prêt à repasser » ou « un peu humide », explique un designer du groupe Brandt.

Cette mobilisation pour la commodité d'usage « date de la naissance des démarches qualité dans les entreprises, au dire de José

Prétot. On s'est aperçu qu'un très grand nombre de pannes étaient dues à une mauvaise compréhension de l'appareil. Par ailleurs, une machine sophistiquée n'est pas perçue comme fiable par le consommateur ». Pour se démarquer les uns des autres, les fabricants firent, à une époque, dans la surenchère en termes de possibilités offertes. Erreur. « En moyenne, les gens ne se servent que de quatre des dix ou vingt programmes de leur lave-linge, de même qu'ils sous-utilisent leurs lave-vaisselle », admet-on chez Arthur Martin-Electrolux.

L'ennui, pour les constructeurs, c'est que le consommateur refuse aujourd'hui de payer pour ce qu'il considère comme une sophistication inutile. De même qu'il ne prend plus le temps de lire le mode d'emploi (un quart seulement des acheteurs le font) et souhaite avant tout que son électroménager lui permette d'expédier au plus vite des tâches contraignantes, ardues, peu valorisantes. « Ces appareils ne sont pas des objets de culte ni de passion. Le client ne s'investit pas dans le produit, dont il attend simplement un résultat avec le minimum d'implication de sa part », souligne Paul Rivier, directeur général du groupe SEB.

La destruction des repas, qui conduit tous les membres de la famille, y compris les enfants, à utiliser les appareils de cuisson, ainsi que la montée du nombre d'acheteurs du troisième âge plaident, par ailleurs, pour une simplification, que toutes les marques mettent en œuvre sans qu'aucune n'en fasse un argument publicitaire. Le danger serait trop grand de voir les acheteurs confondre simple et rudimentaire.

Pascal Krémér

DÉCODAGE

La boîte de conserve mal aimée mais irremplaçable

Une campagne de publicité tente de réhabiliter l'image des produits appertisés

« FAIRE MANGER des conserves à mes enfants ? Non, non, jamais, ou alors vraiment en dépannage... » Immanquablement, les enquêtes auprès des consommateurs témoignent de l'image désastreuse de la boîte de conserve en France. Réhabiliter ce produit, considéré comme le bas de gamme de l'alimentaire, relève du tour de force, que tente actuellement l'Union interprofessionnelle pour la promotion des industries de la conserve appertisée (Uppia).

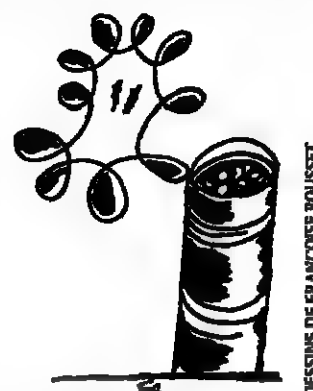
Pour la première fois, la boîte qui « conserve toujours l'essentiel » s'offre une campagne de publicité collective, qui durera tout au long de 1996, l'année qui suit celle du bicentenaire. Car la conserve est née en 1795, lorsque Nicolas Appert découvrit que pour garder les aliments intacts pendant plusieurs mois sans les dénaturer il suffisait de les stériliser à la chaleur dans des récipients hermétiquement clos. Si cet anniversaire est passé largement inaperçu, « c'est que nous ne tenions pas trop à ce que l'on rappelle l'ancienneté du procédé », avoue Marie-Luce Grimaud, secrétaire générale de l'Uppia.

L'ingratitude du consommateur est sans borne. Tellement décriée, la conserve est achetée par 98 % des foyers et totalise un chiffre d'affaires annuel de quelque 40 milliards de francs, supérieur à celui des surgelés (35 milliards). S'ils sont parmi les plus gros mangeurs de produits appertisés au monde, les Français ne l'avouent guère. Surtout, ajoute M^{me} Grimaud, « ces produits sont utilisés tellement quotidiennement que l'on ne s'en rend même plus compte ».

Par ailleurs, l'image mentale associée au mot « conserve » est uniquement celle de la boîte métallique, alors que les bocaux en verre, les barquettes plastiques de plats cuisinés, les briques de lait ou

de soupe soumis à l'appertisation font partie de la même famille. « Nos prix sont bas, ce qui, pour certains, est nécessairement synonyme de qualité médiocre, regrette M^{me} Grimaud. Les ménagères stockent beaucoup moins et apprécient de nouveau d'apporter leur touche personnelle à la préparation du repas. Or la conserve ne les valorise pas, puisque tout est prêt. »

La valeur symbolique dont la conserve est porteuse dans l'esprit



DESSIN DE FRANÇOISE ROUSSET

des plus âgés, sauvés par le corned-beef, a bien évidemment disparu chez les jeunes. Les surgelés, surtout, ont donné un coup de vieux aux conserves, dont le contenu, nécessairement cuit, était plus terne et semblait donc moins sain. Une injustice, selon M^{me} Grimaud, pour qui les conserves « se sont améliorées au niveau du contenant comme du contenu » : ouverture facile, vernis intérieur protégeant les aliments du métal et évitant le fameux « goût de fer ». Mieux encore : la stérilisation, plus contrôlée, préserverait mieux les qualités nutritionnelles, de même que le raccourcissement des délais entre cueillette et mise en boîte.

P. Kr.

Du mercredi 17 janvier au samedi 11 février 1996.

Aujourd'hui chez Carrefour.



Le kit "moins-libres" Ericsson pour 1F de plus



ERICSSON GH 198 490 FTTC

AVEC SOUSCRIPTION D'ABONNEMENT

Avec Carrefour je positive! ➡

Vente de 490 FTTC en service à 4200 FT.
Abonnement mensuel : 225,00 FT pour une durée minimale d'un an
Une réserve précomptée de votre facture par la SCS Carrefour.
Prix de l'Ericsson GH 198 : 2490 FT.
Kit "moins-libres" (Ericsson GH 198 et 1000 FT)
(hors taxes et hors port).

Révolution au royaume du surgelé

A quoi sert un produit surgelé ? A simplifier la vie de la ménagère en permettant de gagner du temps. Dix minutes dans le micro-ondes et l'affaire est entendue ! Cette définition rudimentaire ne colle plus à la réalité. Le surgelé n'a pas seulement acquis ses lettres de noblesse en proposant une palette élargie de produits toujours plus sophistiqués. Il est aussi capable d'éponser les nouvelles pratiques sociales. Le phénomène le plus visible est le succès de l'emballage « familial » d'un kilo et plus. Cette vogue du grand format, qui n'est pas étrangère à l'attachement des Français au repas pris en groupe (les plats individuels totalisent moins de 5 % du marché), s'explique aussi par la possibilité désormais offerte de diviser les portions grâce à de nouveaux conditionnements : présentation en galets (très pratique pour les légumes) ou en sachets multiples. Contrairement à ce que permet la barquette classique, on peut en effet ajuster la quantité désirée en fonction du nombre de convives, mais aussi, et surtout, selon les préférences. Car la recherche d'une plus grande sécabilité est liée à l'évolution des comportements. D'avisés sociologues ont glissé dans l'oreille des fabricants que, si les Français mangent toujours ensemble, ils ne mangent pas toujours la même chose. Bref, il arrive souvent que lors du déjeuner ou du dîner familial, chaque convive

choisisse son propre menu. D'où l'intérêt de pouvoir multiplier les parts.

Le surgelé moderne est également capable de réaliser un vrai tour de force : déculpabiliser la ménagère en étant encore plus pratique. « Le succès des produits à réchauffer à la poêle et non au micro-ondes est lié à leur aspect pratique mais aussi au fait qu'ils exigent un geste culinaire de base : touiller ou surveiller la cuisson », souligne Eric Seynave, directeur commercial et marketing de Findus.

Tirant les enseignements de cette « demande d'implication culinaire », cette filiale de Nestlé est allée au bout de son raisonnement. Depuis l'an passé, elle commercialise six plats cuisinés surgelés sous l'appellation « Cuisine créative », auxquels il manque le « petit quelque chose qui permettra d'ajouter une touche personnelle ».

Le poulet à l'estragon exige que l'on ajoute de la crème fraîche et le poisson meunière que l'on dispose de jus de citron à portée de main.

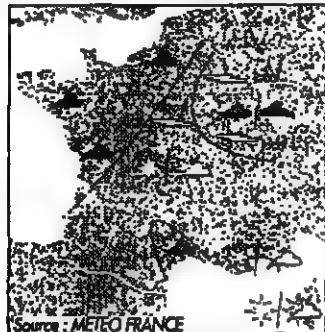
« Je crois que, tout simplement, des gens aiment faire la cuisine et ne veulent plus que cela soit fait à leur place. Ce produit s'adresse typiquement aux femmes qui veulent gagner du temps mais souhaitent aussi continuer à assumer un rôle social de maîtresse de maison et les gestes qui s'y rattachent », conclut Babette Leforestier, directrice des études marketing à la Société d'études de la consommation, de la distribution et de la publicité.

Jean-Michel Normand

Brouillards matinaux et soleil

LES ANTICYCLONES de Sibérie et des Açores se rejoignent sur l'Europe de l'Ouest et protègent la France du flux perturbé. Les perturbations sont en effet rejetées sur les îles Britanniques et l'Espagne, et seuls quelques nuages viendront chatouiller les côtes de la Manche. Le pays sera donc partagé entre les brouillards, difficiles à dissiper sur le Nord-Est, et le soleil, généreux ailleurs.

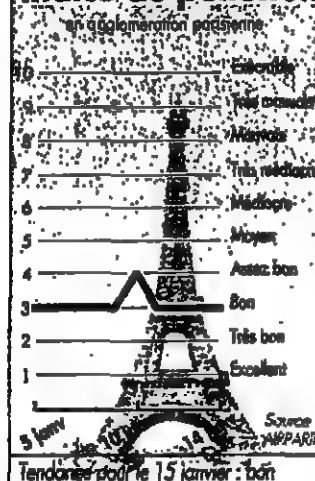
Mardi, des nuages circuleront le long des côtes de la Manche, sur la



Prévisions pour le 16 janvier vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



Tendance pour le 15 janvier: bon

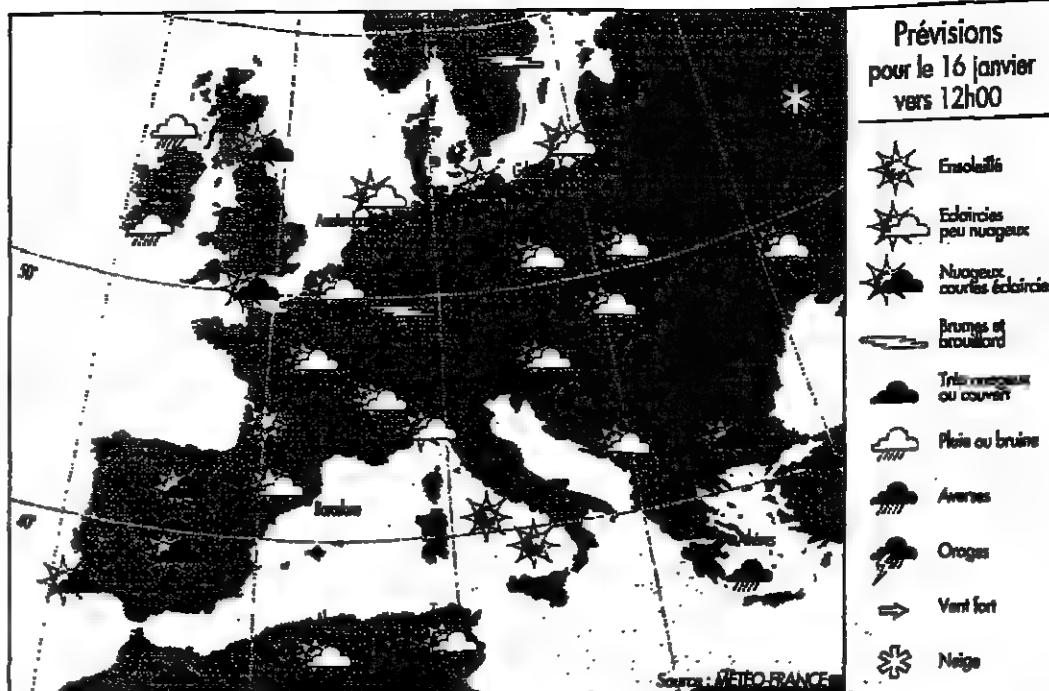
Bretagne, la Normandie, la baie de Somme et l'Artois, mais maintiendront une bonne luminosité. Des brumes et des brouillards pourront venir s'ajouter le matin, mais seront vite dissipés. Sur les Pays de Loire, le Poitou-Charentes, le Berry, la Picardie et l'ouest de l'Île-de-France, le ciel sera voilé le matin et quelques brumes et brouillards ne sont pas exclus. Le soleil retrouvera son éclat l'après-midi.

Sur l'Alsace-Lorraine, la région Champagne-Ardenne, les Flandres, l'Aisne, la Bourgogne, la vallée de la Saône et le Lyonnais, la grisaille sera au rendez-vous avec de nombreux brouillards. Seuls l'Alsace et l'ouest des Ardennes auront la chance de retrouver le soleil l'après-midi. Les sommets vosgiens, au-dessus de la couche nuageuse, seront ensoleillés toute la journée.

Sur le Languedoc-Roussillon, quelques entrées maritimes persisteront, poussées par un vent de sud-est faible. Les nuages prédomineront, mais autoriseront quelques éclaircies. Sur le reste du pays, c'est-à-dire sur le Sud-Ouest, le Massif Central, la Provence, la Côte d'Azur, la Corse, les Alpes, le Jura, le Limousin, le Centre et l'Île-de-France, les brumes et brouillards matinaux laisseront place à une journée très ensoleillée.

Les températures entameront une lente baisse. Les petites gelées feront leur retour le matin sur le quart nord-est, entre 0 et -3 degrés. Les températures minimales seront voisines de 2 degrés ailleurs, et jusqu'à 7 degrés sur les façades atlantique et méditerranéenne, voire 11 degrés sur le Roussillon. Les températures maximales s'élèveront de 1 degré sur le nord-est à 12 degrés sur le littoral atlantique, et jusqu'à 15 degrés sur la Côte d'Azur.

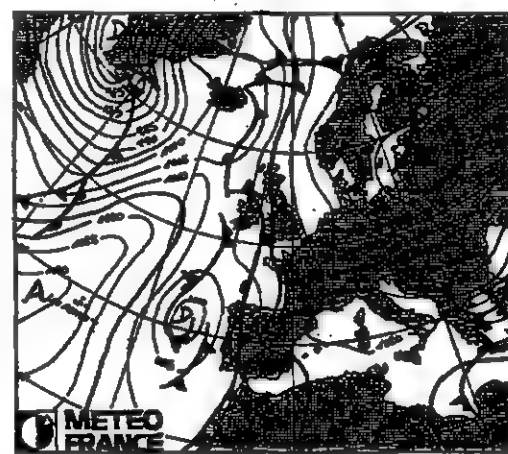
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 16 janvier vers 12h00



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	101	TOURS	146	CHICAGO	8-2	LISBONNE	15/10	PRETORIA	26/17
	LILLE	14/2	STRASBOURG	15/0	COPENHAGUE	10	LONDRES	13/5	KABAT	17/1
du 14 janvier	LYONS	13/6	ALGER	15/0	DAKAR	27/17	LOS ANGELES	14/1	RIO DE JANEIRO	25/20
maxima/minima	PARIS	14/0	AMSTERDAM	10/1	DIARBAIR	31/2	MADRID	11/5	ROME	14/4
	MARSEILLE	14/0	ATHÈNES	11/8	DUBAÏ	29/14	MARRAKECH	13/7	SAN FRANCISCO	25/13
FRANCE	NANTES	12/0	BANGKOK	32/22	DURBAN	10/7	MEXICO	23/4	SEVILLE	16/1
AJACCIO	NICE	13/8	BARCELONE	15/1	GENÈVE	3/4	MILAN	12/7	ST-PETERSBURG	2/1
BIARRITZ	POITIERS	14/2	BERLIN	0-1	HANOÏ	20/19	MONTECARLO	16/1	STOCKHOLM	2/1
BONNE	RENNES	12/0	BRASILIA	21/5	HELSENKI	0-1	MOSCOW	25/22	TENERIFE	21/5
BOURGES	STRASBOURG	15/0	BOMBAY	29/19	HONGKONG	24/18	NAIROBI	24/10	TOKYO	14/7
BREST	TOULOUSE	15/1	BRASILIA	21/5	ISTANBUL	7/5	NEW DELHI	23/1	TUNIS	13/0
CLERMONT	PONT-À-LEZ	20/22	BUENOS AIRES	23/14	JERUSALEM	19/5	NEW YORK	6-7	VARSOVIE	17-8
CRETECHOUARD	REIMS	12/0	BUENOS AIRES	23/14	KINSHASA	23/22	PALMA DE MAJ	18/9	VIENNE	11/2
CLERMONT-F	STR-ETIENNE	13/5	RUADEPAST	40	LA CAIRE	29/8	PEKIN	4-1	VENISE	11/2
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEPAST	40						
CLION	ST-ETIENNE	22	RUADEP							



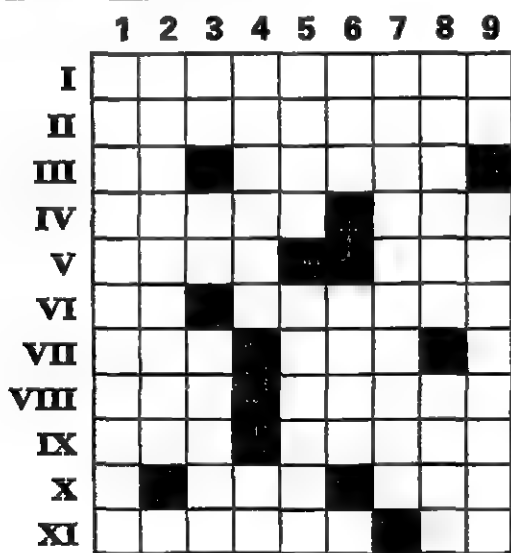
Situation le 15 janvier, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 17 janvier, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6735



HORIZONTALEMENT

I. Qui peut facilement tourner. - II. Peut qualifier un grand collège. - III. Pronom. La Nouvelle-Guinée, pour les Indonésiens. - IV. Ville du Piémont. Adverbe qui équivaut à un désaveu de paternité. - V. N'était pas liché d'un œil. Démonstratif.

VI. Note. Devenir plus grave. - VII. Éléments de l'éternité. - VIII. D'un audial. Apporta une bourse de couverture. - IX. En Suisse. Un bon coup. - X. Qui ne vaut rien. Poisson. - XI. Préparer comme des sardines. Pronom.

VERTICALEMENT

1. Qui est comme un sac. - 2. Comme un musée de la papauté. - 3. De la terre sur une rappe. Partie de Paris. Sous les ponts de Paris. - 4. Comme poisson, c'est ce qu'il y a de plus maigre. Un peu de tout. - 5. Un foyer qui peut être plein de charme. D'après Pascal, se moque d'elle-même si elle est vraie. - 6. Pronom. Un mot souvent prononcé avant l'ordre de départ. - 7. Portés à la sobe. - 8. Peut être pris pour un pèlerin. Un chef religieux. - 9. Quelque chose d'éloigné. Un animal marin.

SOLUTION DU N° 6734

HORIZONTALEMENT
I. Sursaturation. - II. Anecdotes. MG. ZI (zone industrielle). - III. Rimait. Comptoir. - IV. Doute. Mec. Orage. - V. In. Utopistes. - VI. NB. Enta. Sein. - VII. Epsom. Tlk. Eon. - VIII. Ion. Blanc. - IX. Spartine. Unes. - X. C&E. Nubie. - XI. Are. Révision. Pu. - XII. Largeurs. Sœurs. - XIII. Psl. Ath. Sol. - XIV. Essai. Pleusement. - XV. L&E. Tresse. Rasée.

VERTICALEMENT

1. Sardine. Scaple. - 2. Union. Paperasse. - 3. Remuons. Alé. - 4. Sac. Boire. Ut. - 5. Adieu. Mot. Reg. - 6. Tôt. Tê. Neveu. P&E. - 7. Ut. Mont. Vrais. - 8. Réceptionnistes. - 9. Asocial. Eus. Hue. - 10. Tê. Bis. - 11. Impôts. Iouler. - 12. Outre. Aune. Ma. - 13. Oasienne. Uels. - 14. Zig. Nœc. Pône. - 15. Tint. N&E. Usité.

LE CARNET DU VOYAGEUR

ITALIE

Les syndicats du personnel de la compagnie aérienne italienne Alitalia, qui réclament de participer activement au comité de surveillance chargé de mettre en œuvre le plan stratégique de la compagnie, ont proposé une trêve de neuf mois sans grève. - (AFP)

MANCHE

Avec 163 305 véhicules dont 6 306 autocars transportés en décembre 1995, Euro-tunnel a enregistré une hausse de 21 % du trafic de ses navettes touristes par rapport au mois de novembre, réalisant ainsi son meilleur mois de l'année. - (AFP)

SUISSE

Pour améliorer l'état de leurs finances, les chemins de fer suisses diversifient leurs prestations en proposant aux voyageurs des cours de langues payants et des séjours de vacances. Depuis quelques jours, les habitants de la ligne Bâle-Zürich peuvent ainsi prendre des cours d'anglais. - (AFP)

FRANCE

Air Inter Europe, qui a perdu le 1^{er} janvier son monopole d'exploitation sur les lignes intérieures françaises, a décidé de riposter aux offensives lancées par la concurrence en baissant ses tarifs de 20 à 30 % sur les liaisons Paris-Toulouse, Paris-Nice, Paris-Toulon, et sur l'ensemble de son réseau national à l'occasion des week-ends entre le 20 janvier et le 25 février. Réservés à la clientèle «loisirs» et aux vols bleus, ces nouveaux tarifs s'appliqueront notamment aux enfants, aux jeunes, aux étudiants, aux couples, aux familles et aux détenteurs de cartes d'évasion. - (AFP)

PAYS-BAS

En 1995, 25,3 millions de passagers ont emprunté l'aéroport Schiphol d'Amsterdam, qui enregistre une hausse de son trafic voyageurs de 7,5 % par rapport à l'année précédente. - (AR)

HONGKONG

Le gouvernement de Hongkong envisage de supprimer la taxe sur les compagnies aériennes étrangères opérant sur son territoire et le système de la double taxation pour les compagnies locales. Ce projet, qui sera inclus dans les accords aériens signés entre Hongkong et des pays étrangers, ne sera concrétisé qu'après l'approbation des autorités chinoises. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Mercredi 17 janvier

MUSÉE D'ORSAY: exposition Chefs-d'œuvre de la Ny Carlsberg Glyptotek de Copenhague, 11 h 15 (50 F + prix d'entrée), devant l'entrée de l'exposition (Christine Merle); une œuvre à voir, l'Église d'Amers-sur-Orse, de Van Gogh (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE DU LOUVRE

(53 F + prix d'entrée): Le Sacre de Napoléon, de David, 12 h 30; exposition Emaux limousins du Moyen Âge, 19 heures; La Pietà de Villeneuve-lès-Avignon, d'Enguerrand Quarton, 19 h 30; les primitifs français et l'école de Fontainebleau, 19 h 30 (Musées nationaux).

LA BOURSE

d'hier et d'aujourd'hui (30 F), de 13 h 15 à 15 h 45, à l'entrée de la galerie des visiteurs, côté rue Notre-Dame-des-Victoires (Bourse de Paris).

L'ÎLE SAINT-LOUIS

(50 F + prix d'entrée), 14 heures, sortie du métro Saint-Paul (Odysée).

MUSÉE DU MOYEN ÂGE

(34 F + prix d'entrée): les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures; Hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

DE NOTRE-DAME-D'AUTEUIL

au Castel Béranger (30 F), 14 h 30, sortie du métro Église-d'Auteuil (Emile de Langlade).

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

La démobilisation des GI

LES PROMENEURS des Champs-Élysées ont pu être quelque peu surpris ces derniers jours, lorsqu'ils virent venir à leur rencontre un cortège de soldats américains protestant contre les lenteurs de la démobilisation. Ailleurs que dans l'armée américaine, une telle manifestation aurait eu de graves répercussions. En fait, quand on connaît la mentalité du GI, profondément «civils» de nature, ces incidents apparaissent sans conséquence du point de vue de la discipline. Mais ce qui est plus grave, c'est que, au même moment, des manifestations analogues se déroulaient aux quatre coins du monde, aussi bien à Francfort qu'à Londres, à Manille, à Calcutta ou à Honolulu. Ces démonstrations simultanées, et jusqu'à preuve du contraire spontanées, indiquent un mécontentement grandissant dans l'armée à l'égard du plan de démobilisation qui vient d'être modifié à Washington. L'opinion américaine s'en est vivement émue.

On sait que la démobilisation est réglée d'après le système des points, qui fait entrer en ligne de compte divers facteurs, tels que l'âge, les campagnes, les blessures, la situation de famille, etc. Plus d'un million d'hommes ont été rapatriés chaque mois et les chiffres officiels témoignent de résultats exceptionnels obtenus dans cette tâche difficile: sur 8 000 000 de soldats stationnés en Europe à la fin des hostilités, plus de 4 750 000 hommes ont regagné leur foyer.

Cependant, le commandement américain vient de décider de ralentir le rythme de la démobilisation. Le chiffre mensuel des rapatriements va être réduit à 300 000 pour pouvoir maintenir à son niveau normal l'effectif indispensable des forces d'occupation. C'est contre cette décision que manifestent les soldats.

Haut-Pierre

(16 janvier 1946.)

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G^e Lecteur, 69646 Channilly Cedex. Tél.: 16 (1) 49-40-52-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0013-9587) is published daily for 5 892 per year. LE MONDE is a place where ideas meet. 94001, rue de la Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 12919, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G^e Lecteur, Champlain, N.Y. 12919-0001. Pour les abonnements étrangers: LE MONDE INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 3500 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2000 USA. Tél.: 800-421-3800.

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Je joint mon règlement de: _____ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse: _____

● par écrit 10 jours avant votre départ. PP Paris DTM

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements: Portage & domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-40-52-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

Compuserve 36 63 81 22

Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Documentation 3617 code LMDOC

ou 36-29-04-56

CD-ROM: (1) 43-37-66-11

Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/m)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 24, rue M. Gardou, 93452 Ivry-Cedex.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN: 0395-2037

Imprimé au Monde: 12, rue M. Gardou, 93452 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Jean-Marie Colombani

Directeur général: Gérard Morin

Membres du conseil de direction: Dominique Lévy, Claude Péron

133, avenue des Champs-Élysées

75405 Paris Cedex 08

Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

JEUX

LE MONDE

20 25 30 35 40 45 50

6 11 20 25 30 35 40 45 50

7 3 17 43 49 51

8 12 21 26 31 36 41 46 51

9 13 22 27 32 37 42 47 52

10 14 23 28 33 38 43 48 53

11 15 24 29 34 39 44 49 54

12 16 25 30 35 40 45 50 55

13 17 26 31 36 41 46 51 56

14 18 27 32 37 42 47 52 57

15 19 28 33 38 43 48 53 58

16 20 29 34 39 44 49 54 59

17 21 30 35 40 45 50 55 60

18 22 31 36 41 46 51 56 61

19 23 32 37 42 47 52 57 62

LE MONDE

20 25 30 35 40 45 50

6 11 20 25 30 35 40 45 50

7 3 17 43 49 51

8 12 21 26 31 36 41 46 51

9 13 22 27 32 37 42 47 52

10 14 23 28 33 38 43 48 53

11 15 24 29 34 39 44 49 54

12 16 25 30 35 40 45 50 55

13 17 26 31 36 41 46 51 56

14 18 27 32 37 42 47 52 57

15 19 28 33 38 43 48 53 58

16 20 29 34 39 44 49 54 59

17 21 30 35 40 45 50 55 60

18 22 31 36 41 46 51 56 61

19 23 32 37 42 47 52 57 62

RÉPERTOIRE Manuel de Falla est mort le 14 novembre 1946 en Argentine, où il s'était exilé pour fuir l'Espagne franquiste. Le cinquantenaire de sa mort ne semble pas de-

voir susciter en France un hommage à la mesure de ce compositeur qui a su conquérir le public sans lui faire la moindre concession. ● SON ŒUVRE comprend soixante-douze pièces ré-

pertoriées, dont de nombreuses compositions perdues ou d'intérêt mineur. Une dizaine n'ont jamais quitté le répertoire et font le pain quotidien des interprètes les plus re-

nommés. ● LE LANGAGE de Manuel de Falla aura beaucoup évolué. Après quelques zarzuelas, il compose un opéra « vériste », avant de bifurquer vers une musique incandes-

cente qui retrouve l'essence de la musique andalouse. Les vingt dernières années de sa vie sont consacrées à la composition de *L'Atlantide*, opéra-oratorio resté inachevé.

La musique essentielle et marginale de Manuel de Falla

Le plus grand compositeur espagnol du XX^e siècle n'a jamais cessé d'être servi par les plus grands interprètes. Malgré un incontestable succès public, son œuvre reste à bien des égards énigmatique

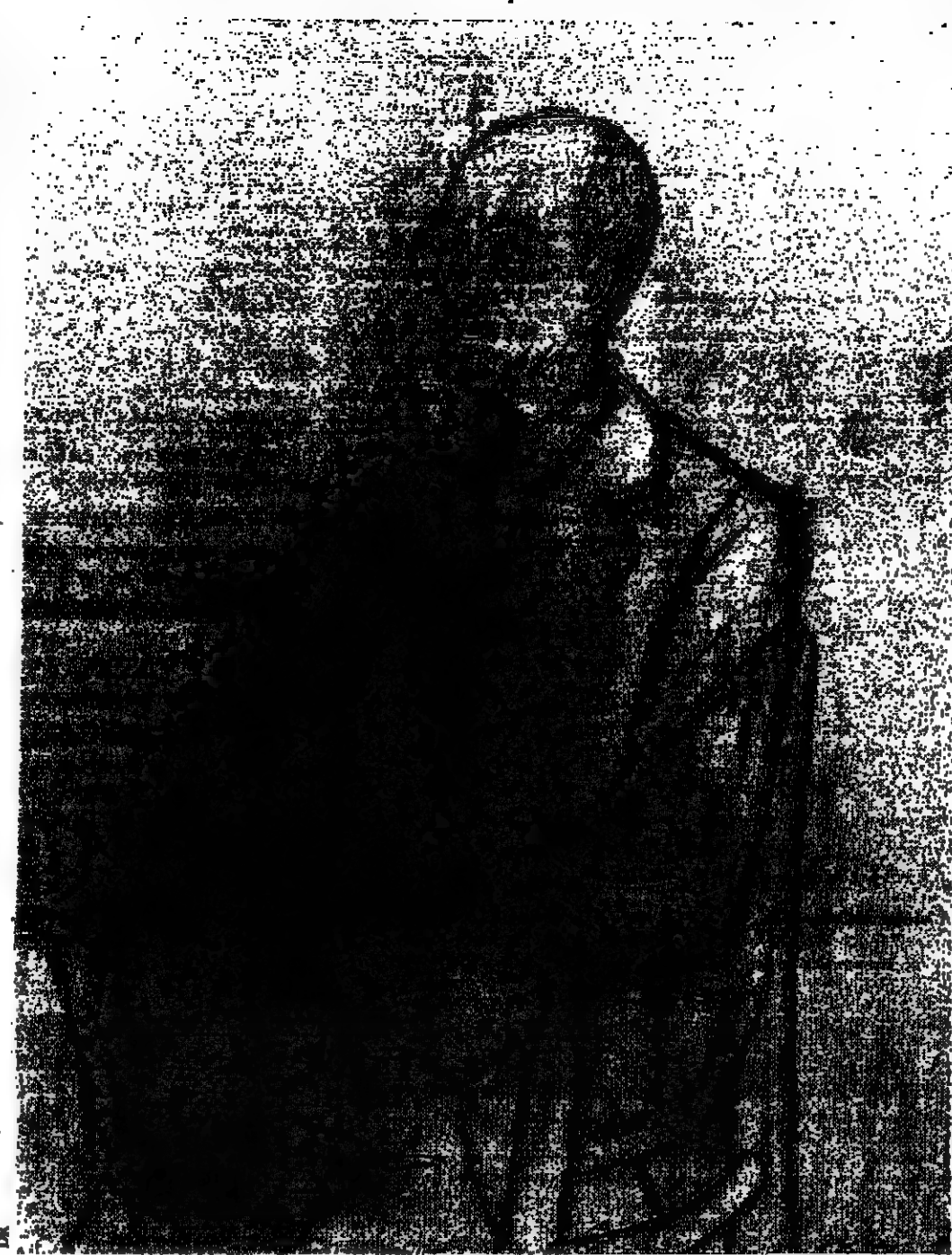
Peu abondante, la production de Manuel de Falla s'abreuve à des sources diverses (musique traditionnelle, musique ancienne) et fait souvent montre, jusque dans des orchestrations peu académiques, d'une singulière originalité.

● **Cordes pincées.** Après *Les Tréteaux de Maître Pierre* (1919-1923), qui appellent une partie de clavecin importante, Wanda Landowska demande à Falla une pièce véritablement concertante. Le compositeur demeure fidèle à une orchestration réduite, si réduite qu'on peut même la qualifier de succédané d'orchestre (flûte, hautbois, clarinette, violon et violoncelle). Musique âpre, minérale, d'une ivresse comme née de l'ascèse. Œuvre-clé, certainement, où Falla, comme le dit bien Jean-Charles Hoffel dans sa biographie (Payard, 1992), utilise le clavecin souvent comme « une vaste guitare couchée (...), comme l'aurait fait un tócadór flamenco ».

● **Musique ancienne.** Felipe Pedrell (1841-1922) est le professeur de Falla. Son enseignement est essentiellement fondé sur la prise de conscience de l'identité musicale ibérique, populaire et savante. Pedrell étudie, recueille, publie, commente le patrimoine musical espagnol. Entre autres nombreux travaux, il édite, de 1902 à 1913, les œuvres complètes de Tomas Luis de Victoria (ca 1549-1611).

Le clavecin ? Une « grosse guitare » au son rageur et granitique et probablement le, souvent, plus ou moins conscient, d'un son venu d'autrefois. Dans le *Concerto*, les citations de mélodies anciennes et populaires sont présentes, mais on entend dans une pièce contemporaine des allusions plus manifestes : dans la musique de scène pour *Le Grand Théâtre du monde*, l'ouverture semble un écho direct de la Toccata initiale d'*Orfeo* de Monteverdi, les airs sont très antiques et les chœurs ravivent le parfum des *Répons* de Victoria. Victoria – et quelques autres – est l'objet d'un recueil étrange de « versions espagnoles » (1932-1939), des arrangements « pratiques », probablement en vue d'exécutions.

● **Versions originales.** La Falla rudimentaire que le public aime n'est pas celui qu'on croit. Il en va de même pour le *Requiem* de Fauré (*Le Monde* du 5 janvier 1996) et les partitions les plus connues de Falla. *L'Amour sorcier* (1914-1915) et *Le Tricorne* (1916-1917) ont d'abord été conçues pour de petits orchestres de chambre avant d'être réorchestrées pour de grandes for-



Pablo Picasso, « Portrait de Manuel de Falla », 1920.

mations traditionnelles. Comme Francis Poulenc, Falla instrumente mieux qu'il n'orchestre. Après *Les Tréteaux*, le *Concerto* va plus loin encore, « réduisant » l'orchestre à cinq instruments.

Dans un article publié en 1925, Falla défend les valeurs d'un orchestre de chambre où vents et cordes sont équilibrés à parts, défendant implicitement, à travers l'éloge de l'Orchestre de chambre

bétique, récemment fondé en Espagne, sa propre conception de l'orchestre « moderne ». L'Ensemble du Teatre Lliure de Barcelone (Harmonia Mundi), dirigé par Josep Pons, a largement fait connaître ces versions, apparues sur disque dès la fin des années 80 (Virgin, ASV, Nuova Era), aux contours plus nets, à l'expression plus franche.

● **Hispanité.** Dans un hommage

à Debussy, publié par *La Revue musicale* en 1920, Falla décerne à l'auteur de *La Puerta del vino* et de *La Soirée dans Grenade*, un brevet d'hispanisme : « Claude Debussy a écrit de la musique espagnole sans connaître l'Espagne : c'est-à-dire sans connaître le territoire espagnol, ce qui diffère sensiblement (...). Nous voilà bien loin de ces sérénades, madrilènes et boléros dont les faiseurs de musique prétendent

espagnole nous régalaient autrefois ; ici c'est bien l'Andalousie que l'on nous présente : la vérité sans l'authenticité, pourrions-nous dire, étant donné qu'il n'y a pas une mesure qui soit directement empruntée au folklore espagnol et que, nonobstant, tout le morceau, jusqu'en ses moindres détails, fait sentir l'Espagne. »

● **Foi et morale religieuse.** Falla fut toujours porté par le mysticisme. Ses dernières années, affectées par la guerre civile, l'exil en Argentine, la maladie, le besoin (privation de ses droits d'auteur) le

toujours beaucoup aimé et toujours admiré... c'est une sorte d'Assommoir ! » (Moi et mes amis, 1963).

Les termes du testament de Falla, rédigé quelques mois plus tôt, sont clairs : « J'exige de la jeunesse la plus formelle que, en l'exécution et l'interprétation scénique de mes œuvres, on observe toujours – et sans aucune exception – la plus pure morale chrétienne, et qu'elles soient toujours accompagnées d'œuvres d'une évidente dignité, d'un esprit moral et artistique. » (Manuel de Falla : *Écrits sur la musique et sur les musiciens*, Actes Sud, 1992).

Petit précis discographique

● « L'Amour sorcier », version originale de 1915 et « Les Tréteaux de Maître Pierre », Ghesa Ortega (cantatrice), Orchestre du Théâtre Lliure de Barcelone, Josep Pons : 1 CD Harmonia Mundi.
● « L'Amour sorcier », version symphonique de 1916, Teresa Berganza, Orchestre symphonique de Londres, Garcia Navarro : 1 CD Deutsche Grammophon.
● « Le Tricorne », version originale, Teresa Berganza, Orchestre de Lausanne, Jesus Lopez Cobos : 1 CD Claves.
● « Les Tréteaux de Maître Pierre », Jennifer Smith, London Sinfonietta, Simon Rattle : 1 CD Decca.
● « L'Atlantide », Teresa

Berganza, Maria Bayo, Orchestre des jeunes d'Espagne, Edmon Colomer : 2 CD Auvidis.
● « Sept Chansons populaires espagnoles », Maria Barrientos et Manuel de Falla : 1 CD EMI.
● « Composers in Person », « Concerto pour clavecin », Rafael Puyana : 1 CD Philips.
● « Nuits dans les jardins d'Espagne », Rafael Orozco, Orchestre des jeunes d'Espagne, Edmon Colomer : 1 CD Auvidis.
● « Fantaisie bétique – Pièces populaires espagnoles », Alicia de Larrocha : 1 CD EMI.
● « Psyché », Dawn Upshaw : 1 CD Nonesuch.
● « La Vie brève », Victoria de Los Angeles, Orchestre d'Espagne, Rafael Frühbeck de Burgos : 2 CD EMI.

mènent plus loin encore dans une règle de vie quotidienne sans relâchement : prières, méditation de deux heures sur les Évangiles (annotés en français, selon sa sœur).

En septembre 1932, son ami Francis Poulenc le voit pour la dernière fois, à Venise. Ils sont reçus dans le palazzo de la princesse de Polignac. « Vers 5 heures de l'après-midi, je proposai à Falla une petite promenade et nous partîmes à travers le dédale de ruelles vénitiennes (...). Je parvins à retrouver une merveilleuse petite église où j'étais venu quelques jours avant (...). L'église était tendue de damas rouge. Il y avait une violente odeur d'encens (...). Un organiste avait l'air de jouer pour nous et très purement du Frescobaldi. Sitôt entré dans l'église, Falla s'abîma en prière (...). Au bout d'un long moment, décidé à m'en aller, je m'approchai de lui et lui tapai sur l'épaule. Il me regarda un instant sans me voir, puis, se replongea dans sa prière (...). Je ne l'ai donc jamais revu. Pour moi, cette ultime vision d'un musicien que j'ai

Le chef-d'œuvre sans retour. Les dernières années de Falla, après la composition du *Concerto*, sont essentiellement occupées par un vaste projet d'oratorio « à l'ancienne », *L'Atlantide* (1926-1947). Un rêve, une chimère, fondée sur un « poème cosmique (...) dans une langue rénovatrice » du prêtre catalan Jacinto Verdaguer.

Le disciple chargé de continuer l'opus magnum du maître resté inachevé, Ernesto Halffter, poursuit : « Falla fut toujours hanté par l'obsession d'achever cette œuvre ; il répétait inlassablement que si Dieu lui accordait six mois de vigueur il la terminerait ; ce fut peut-être cette illusion qui l'empêcha (...) de mener à bien une version de concert (...). La crainte qu'une audition partielle risquât de trahir et d'amoindrir son œuvre devint une des raisons majeures de son refus. Ce fut dans ce climat d'attente, de tension et d'angoisse pourtant pleine d'illusions que le surprit la mort. »

Renaud Machart

Des discours et d'excellents interprètes

MANUEL DE FALLA : TUS OJILLOS NEGROS. Sept chansons populaires espagnoles, *Serenata Andaluza*, *Quatre pièces espagnoles*, *Fantasia Bética*. Maria Bayo (soprano), Alicia de Larrocha et Ricardo Roquejo (piano). GRANDE SALLE DE L'UNESCO, Paris, le 9 janvier 1996.

A l'Unesco, on aime la musique, mais on aime aussi les discours. Lors du concert inaugural de l'Année Manuel de Falla (1876-1946), célébrant les cinquante ans de la mort du compositeur espagnol, les interventions pleuvent, en français, en espagnol. Une dame croit bon de répéter ce qui est déjà écrit dans le programme, qualifie la chanteuse de « charmante », appelle le pianiste qui l'accompagne par son simple prénom. On prononce l'éloge, plat et sans intérêt, d'Alicia de Larrocha, qui semble pressée d'en finir. Sa médaille et son volumineux diplôme en main (on dirait la partition d'*Archeipel IV*, d'André Boucourechliev...), la grande dame du piano espagnol s'éclipse, disant simplement qu'elle est « très touchée ».

Au piano, Alicia de Larrocha est plus loquace. A soixante-trois ans, elle a gardé un toucher moelleux et joue la *Serenata Andaluza* (1900) et les *Quatre pièces espagnoles* (1906) sans alanguissements ni effets « folklorisants », même si ces pièces se réfèrent explicitement à des danses espagnoles traditionnelles. Elle réussit – ce qui sied si bien à de Falla – à leur donner une couleur française (on pense parfois, en moins sucré, à l'esprit des *Romances sans paroles* du jeune Fauré).

Sans pour autant réduire cette musique à l'ascèse qu'elle connaît dans les derniers opus du compositeur, Alicia de Larrocha touche juste et clair dans l'acoustique assez large de la grande salle de l'Unesco, qui, à y réfléchir, possède une sonorité rappelant la Salle Pleyel, en plus clair. Dans la *Fantasia Bética* (1919), on avouera que les doigts de l'interprète, sans la trahir, ne servent plus tout à fait aussi bien qu'autrefois la précision de la pensée et du geste. Souvent, cette pièce, la plus développée des compositions pianistiques de Manuel de Falla, nous ennuyait un peu. Emui passager, tant Alicia de Larrocha sait

faire de son chant un charme, au plus fort sens du terme.

Après une trêve accablante de nouveaux discours – mais où jamais, à l'exception d'Isabel de Falla, on n'aura parlé musique –, la soprano espagnole Maria Bayo prend place, aux côtés du pianiste Ricardo Roquejo, qui joue avec davantage de panache que de propriété. On s'étonne que le piano soit complètement fermé, car, à aucun moment, l'émission extrêmement claire de Maria Bayo ne risque d'être gênée par son accompagnateur. Du coup, dans l'impalpable *Nana des Sept chansons populaires espagnoles* (1914), on n'entendait rien des nuances ténues du pianiste. Mais que cette jeune soprano est touchante, que sa voix fine, avec des couleurs un peu acidulées de soprano léger, est éloquent ! Elle chante avec charme la chanson andalouse *Tus Ojillos Negros* (1902-1903), premier succès public de Manuel de Falla. Ce soir, on a évité l'espagnolade de salon, ce défaut dont souffre trop la musique du compositeur lorsqu'elle est mal comprise et que ce dernier redoutait.

R. Ma.

Repères biographiques

● 1876 : naissance à Cadix.
● 1891-1900 : prend des cours au Conservatoire de Madrid et écrit de petites pièces pour piano ou de musique de chambre.
● 1902 : prend ses premières leçons auprès de Felipe Pedrell.
● 1900-1904 : tente de se faire connaître comme compositeur de zarzuela.
● 1904-1905 : *La Vie brève*, opéra en deux actes.
● 1907-1914 : Falla s'installe à Paris, où il vit dans la gêne. Il fréquente Isaac Albeniz, Ricardo Vines, Claude Debussy et Maurice Ravel.
● 1914 : retour en Espagne.
● 1936 : la mort de Federico Garcia Lorca l'affecte profondément.
● 1939 : émigre en Argentine.
● 1939-1946 : commencée en 1926, *L'Atlantide* occupe tous les soins du compositeur jusqu'à sa mort. Publication de pièces mineures.
● 1946 : mort le 14 novembre, il est embaumé. Funérailles grandioses le 19 dans la cathédrale de Cordoba. Inhumation dans la cathédrale de Cadix le 9 janvier 1947.
● 1956-1961 : Ernesto Halffter, disciple favori de Falla, achève la composition de *L'Atlantide*.
● 1961 : *L'Atlantide* est créée à Barcelone.

Grenade accueille les archives du compositeur

MARIA ISABEL DE FALLA est la nièce de Manuel de Falla. Elle fréquente peu de temps son oncle, mais la rencontre restera décisive. A la mort de son oncle, elle s'occupe du rapatriement de ses archives. « Il s'agissait de mon premier contact avec les fonds qui constituent aujourd'hui les Archives Manuel-de-Falla ; je n'avais que quatorze ans, mais j'ai alors su qu'il faudrait un jour déposer tous ces documents à Grenade. Lorsque *L'Atlantide* a été donnée à Barcelone, en 1961, j'ai alors fait la connaissance de Manuel Sola y Radríguez, maire de Grenade. En 1965, sous son impulsion, Grenade acquiert la propriété de Falla et nous constituons alors un musée. Au fil des années, nous avons augmenté le fonds par des livres, des autographes, des disques, des photos que nous avons acquises lors de ventes aux enchères.

En 1987, nous avons créé la Fondation Manuel-de-Falla afin de préserver l'unité de notre fonds. Lors de l'incendie de l'Auditorium Manuel-de-Falla, en 1986, nous avons réfléchi à la reconstruction

de locaux permettant d'accueillir les fonds et les chercheurs. Notre nouveau centre de documentation, les Archives Manuel-de-Falla de Grenade, a été inauguré le 8 mars 1991. La mairie s'occupe des frais d'entretien des archives et nous avons également quelques donations, en sus de notre propre apport. L'ensemble des documents est accessible aux chercheurs, les autographes sont conservés et informatisés, et sept documentalistes assurent l'accueil et le fonctionnement. Nous recevons des chercheurs du monde entier. Nous publions également des inédits et de nouvelles éditions musicologiques sous le label Manuel de Falla Ediciones. C'est à Grenade que devaient se trouver tous ces documents, une ville où, selon le poète Juan Ramon Jimenez, Falla « s'en alla à la recherche de silence et de temps », une ville qui « lui donna en outre l'harmonie et l'éternité... »

★ Archivo Manuel-de-Falla, Paseo de los Martires, s/n, Alhambra, 18009 Granada (Espagne). Tél. : 34-58-22-34-63. Fax : 34-58-22-41-19.

Philippe Herreweghe explore Schumann

Le chef poursuit son défrichage d'un répertoire symphonique décrié



L'ORCHESTRE SCHUMANNIEN a longtemps souffert d'une réputation désastreuse: on le disait lourd, mal sonnant, et Mahler n'hésitait pas, au début du siècle, à «réviser» ses quatre Symphonies. La contribution des chefs issus du baroque permettra-t-elle de mettre définitivement à bas ces clichés? Après Goodman, Norton, Derek Salomons ou Harnoncourt, Herreweghe est l'un des nombreux «baroqueux» à s'intéresser à Schumann, avec la sollicitude d'un médecin se penchant au chevet d'un malade. Et, surtout, avec la ferveur d'un chef que le romantisme inspire et enflamme.

Le début de ce cycle, l'an dernier, était de bon augure: on y

entendait une *Deuxième symphonie* débordante d'esprit. La suite de ce projet propose la *Troisième symphonie* et l'*Ouverture Manfred*. Herreweghe n'avait certes pas en la main très heureuse en choisissant Christoph Cöln pour le Concerto pour violoncelle, mais, cette fois, la présence d'Andreas Staier, artiste pétillant et concertiste chaleureux, devrait faire du Concerto pour piano l'un des grands moments de la soirée.

* Sceaux (92). Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau. M° Bourg-la-Reine. 20 h 45, le 15. Tél.: 46-61-36-67. 140 F. Et au Théâtre des Champs-Élysées, à 20 h 30, le 16. Tél.: 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Duras/Perec
Marguerite Duras et Georges Perec sont à l'affiche d'une même soirée au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse. La première avec *Les Eaux et forêts*, mise en scène de Tatiana Vialle, et trois comédiens: Aurèle Clément, Elisabeth Depardieu et Jacques Spiesser. Le second, avec *Quel petit vélo à guidon chromé au fond de la cour?*, mise en scène d'Isabelle Nanty, où l'on retrouve Jacques Spiesser seul en scène.

Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14^e. M° Galté et Edgar-Quinet. A partir du 16 janvier: 20 h 30, du mardi au samedi; 17 h 30, samedi; 17 heures, dimanche. Tél.: 43-22-16-18. De 120 F à 220 F. - 50 F jusqu'au 23 janvier.

Rashid Khan
L'un des grands chanteurs de l'Inde, maître du khayal, genre classique fortement influencé par la civilisation moghole, le musulman Rashid Khan sera accompagné par un non moins grand violoniste, le professeur V. G. Jog et

un joueur de tabla réputé, le Bengali Tammy Bose. Puissance, souplesse d'une voix travaillée pendant plus de dix ans avec le maître de la *ghazna* (l'école) de Rampur, Ustad Nissar Hussain Khan.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M° Châtelet. 20 h 30, le 15. Tél.: 42-74-22-77. 80 F.

Cirque à La Villette
Depuis *Parade*, créé en 1977, par l'illustre trio Cocteau-Massine-Picasso, sur la musique iconoclaste de Satie, le cirque et ses figures pérorantes ont toujours attiré les chorégraphes. Ici, c'est le Hongrois Josef Nadi, amoureux de l'illusion et de l'escamotage, qui met en scène *Le Cid* du caméléon avec les élèves du Centre national des arts du cirque de Châlons-sur-Marne.

Espace Chapiteaux du parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M° Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 16, 17, 18, 19 et 20 janvier; 15 h 30, le 21. Tél.: 49-87-50-50 et 40-35-40-45. 80 F et 100 F.

MUSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 15 JANVIER

Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Södergren (piano)
Œuvres de Schubert, Brahms, Mahler: *Lieders*. Fauré, Debussy: *Métopes*. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M° Miromesnil. 20 h 30, le 15. Tél.: 49-53-05-07. De 135 F à 350 F.

Orchestre des Champs-Élysées
Schumann: *Manfred*, ouverture, Concerto pour piano et orchestre, ouverture, Symphonie n° 3. Andreas Staier (piano). La Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction). Sceaux (92). Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau. M° Bourg-la-Reine. 20 h 45, le 15. Tél.: 46-61-36-67. 140 F.

MARDI 16 JANVIER

Le Tiro d'argent
Œuvres de Bach, Joplin, Pécou, Arnold, Katsenelson, Szymanowski.
Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4^e. M° Hôtel-de-Ville. 19 heures, le 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 30, jusqu'au 24 février. Tél.: 42-71-46-50. 120 F.

Orchestre des Champs-Élysées
Schumann: *Manfred*, ouverture, Concerto pour piano et orchestre, Symphonie n° 3. Andreas Staier (piano). La Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction). Sceaux (92). Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau. M° Bourg-la-Reine. 20 h 45, le 15. Tél.: 46-61-36-67. 140 F.

Académie de l'Île Saint-Louis
Œuvres de Saint-Saëns, Liszt, Mendelssohn, Paganini, pour orchestre, Agnès Mellon (soprano), Pascal Bertin (alto), Marc Vieille (violin). Église Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4^e. M° Pont-Marie. 20 h 45, le 16. Tél.: 44-62-70-90. Location: 130 F. De 90 F à 130 F.

MERCREDI 17 JANVIER

Michael Shadé (ténor), David Aronson (piano)
Œuvres de Beethoven, Schubert et Brahms.

VENDREDI 19 JANVIER

Ensemble Ultras
Musique profane de Guillaume de Machaut et l'Âge d'Or.
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Clugny, 4, place Paul-Painlevé, Paris 5^e. M° RER Clugny-Sorbonne. 12 h 30, le 19; 15 heures, le 20. Tél.: 46-34-51-77. 53 F.

Le Roi Roger
Œuvres de Szymanowski, Wojciech Drabowicz (Roger II), Zofia Kielanowicz (Roxana), Piotr Kusiewicz (Édith), Ryszard Miłkiewicz (le berger), Maître et chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M° Alma-Marceau. 20 heures, le 19. Tél.: 49-52-50-50. De 60 F à 250 F.

Frederica von Stade (mezzo-soprano), Martin Katz (piano)
Œuvres de Mahler, Debussy, Copland, Fauré, Scarlatti.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M° Ternes. 20 heures, le 19. Tél.: 45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Yuri Boukoff (piano)
Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

SAMEDI 20 JANVIER

Maurice Bourgue (hautbois), Viktoriya Muklova (violin), Membres de l'Ensemble Muklova
Haydn: *Trio pour hautbois, violoncelle et piano*. Brahms: *Trio pour clarinette, violoncelle et piano*. Bartók: *Contrastes pour clarinette*. Stravinsky: *L'Histoire du soldat*, suite. Prokofiev: *Quintette*.

Œuvres de Schubert, Prokofiev.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M° Miromesnil. 20 h 30, le 19. Tél.: 49-53-05-07. De 90 F à 120 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Pollet (soprano), Yutaka Sado (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M° Ternes. 17 h 45, le 21. Tél.: 45-63-60-62. Location: 130 F. De 65 F à 170 F.

Solistes de l'Orchestre national de France
Bach: *Suite en si mineur*. Mozart: *Quatuor pour flûte et cordes*. Stravinsky: *Quatuor pour clarinette et cordes*. Michel Morjane (flûte), Alessandro Carbonare (clarinette). Condergier, 1, quai de l'Horloge, Paris 1^{er}. M° Cité, Pont-Neuf, Saint-Michel. 18 heures, le 21. Tél.: 42-77-65-65. Location: 130 F. De 90 F à 150 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Œuvres de Chopin, Liszt, Schumann, Courbavoile (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 19. Tél.: 46-67-70-00. De 70 F à 90 F.

Burning Spear
Elyse-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M° Anvers. 19 h 30, les 18 et 19. Tél.: 44-44-45-45.

Weird Mind, NFI, Lagrèzes, les Cendres
Ri-Ouaghi (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher, 20 h 30, le 19. Tél.: 69-43-03-03. 40 F.

Florent Pagny
Cirque d'Étival Bougionne, 110, rue Amélie, Paris 17^e. M° Filles-du-Calvaire. 20 h 30, les 15 et 16. 170 F.

Théâtre de la Ville
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M° Châtelet. 20 h 30, les 16, 17, 18, 19, 20 et 21, jusqu'au 3 février. Tél.: 46-06-10-17. 130 F.

Jean-Claude Dreyfus
Théâtre 13, 24, rue David, Paris 13^e. M° Glacière. 20 h 30, les 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, jusqu'au 21 et 28, jusqu'au 18 février. Tél.: 49-87-

RTL et France-Info accroissent leur audience selon Médiamétrie

Si RTL, avec 18,1 % d'audience contre 17,6 % en septembre-octobre 1995, demeure, et de loin, la première radio de France et accroît à nouveau son avantage, France-Info est la radio qui monte. La deuxième « vague » Médiamétrie, publiée lundi 15 janvier, qui mesure l'audience des stations réalisant plus de 2 points d'audience cumulée pendant les mois de novembre et décembre, confirme la progression de la station d'information en continu : France-Info réalise 11,6 % d'audience cumulée, contre 10,6 % en septembre-octobre 1995 (9,3 % en novembre-décembre 1994). Avec 2,3 % d'audience de plus en un an, France-Info a donc gagné un million d'auditeurs. Les mouvements de grève qui ont eu lieu du 24 novembre au 16 décembre ont contribué à cette montée d'audience.

« Mais pas seulement. C'est aussi une progression structurelle. Ce résultat est une prime à l'innovation et à la créativité », précise Patrice Duhamel, directeur général de Radio-France.

France-Info s'installe donc au troisième rang, après RTL et France-Inter qui obtient 11,7 % (contre 11,2 % en septembre-octobre 1995 et 11,6 % en novembre-décembre 1994). Cette quasi-égalité entre la station principale de Radio-France et sa cadette illustre, selon Patrice Duhamel, leur « complémentarité ». Europe 1, qui avait amorcé lors de la précédente vague Médiamétrie une remontée prometteuse - 9,6 % en avril-juin 1995, mais 10 % en septembre-octobre 1995 - renforce ce dernier résultat et obtient

10,1 %. En revanche, RMC, après un léger sursaut dû notamment à sa nouvelle grille et à l'arrivée de Jean-Pierre Foucault à la direction d'automne, tombe à 3,7 % contre 4 % en septembre-octobre 1995 et en novembre-décembre 1994. NRJ réalise 10,6 % (contre 10,9 % lors de la dernière vague) et se situe ainsi à la quatrième place.

V. Ca

★ Cette enquête « 75 000 radios » a été réalisée en novembre et en décembre 1994 pour la période lundi-vendredi après dix-huit ans et plus ; 1 point d'audience cumulée représente 461530 auditeurs.

■ **PRESSE** : « Le Figaro » célèbre lundi 15 janvier le 170^e anniversaire de sa première édition lancée le 15 janvier 1826, au rythme d'abord hebdomadaire, par l'écrivain et homme politique Étienne Arago (frère de l'astronome François Arago) et le chansonnier Maurice Alhoy. Le quotidien-vedette du groupe Hershant publie pendant plusieurs jours, à partir du 15 janvier, des chroniques écrites par des écrivains (Balzac, Maupassant, Zola, George Sand, Colette, Jean Cocteau, Paul Morand, Paul Valéry et François Mauriac) parues dans les colonnes du journal qui dès sa parution s'était mis sous le patronage de Beaumarchais. La série débute par un article de Marcel Proust, intitulé « Journées de lecture », publié à l'« une » du Figaro, le 20 mars 1907.

RFO sous le choc des mesures ministérielles

La chaîne d'outre-mer ne pourra plus diffuser certaines images de TF 1.
Le personnel s'inquiète, la direction reste confiante

LES PERSONNELS de la Radio-Télévision française d'outre-mer (RFO) sont sous le choc après l'annonce, jeudi 11 janvier, par le ministre de l'Outre-mer Jean-Jacques Peretti, des mesures concernant l'audiovisuel dans les DOM-TOM. Parmi elles figurent notamment la suppression de la publicité sur le deuxième canal de RFO (RFO 2), en échange de compensations financières ; la réduction « dans des proportions importantes des 1996 » de l'accès gratuit de RFO aux images de TF 1 ; l'alignement, le 1^{er} juillet, des règles régissant la publicité de RFO radio sur celles applicables à Radio-France (qui interdit la publicité de marques mais autorise celle sur la distribution).

Ces décisions ont été prises après une rencontre entre Jean-Jacques Peretti et les responsables du Syndicat des professionnels de l'audiovisuel des départements d'outre-mer (SPADOM). Ces derniers ont exposé au ministre leur inquiétude face aux difficultés rencontrées par les télévisions et radios privées. En répondant à ces craintes par des mesures, le gouvernement a voulu montrer son « attachement au pluralisme de l'information et à l'existence d'un secteur privé dynamique, aux côtés d'un service public qui garde toute sa légitimité », et sa volonté de « remédier aux difficultés constatées ».

L'effet de cette annonce ne s'est pas fait attendre. Vendredi 12, les

responsables des télévisions et radios privées de la Réunion, qui avaient suspendu leurs émissions depuis le 1^{er} janvier afin d'obtenir des « règles justes et équitables entre l'audiovisuel privé et public », ont annoncé qu'ils reprendraient leurs émissions samedi 13.

Le président-directeur général de RFO, Gérard Bélorgey, s'est, lui aussi, déclaré satisfait. Il a indiqué, le 11 janvier au soir, sur les antennes de sa chaîne que le communiqué ministériel constituait « une réponse équilibrée au problème du paysage audiovisuel d'outre-mer (...). Nous ne sommes pas pour le monopole. Ce qui nous est enlevé fait l'objet de compensations financières nécessaires à RFO pour que nous puissions

remplir nos différentes missions ». Le moral était au beau fixe dans les rangs de la direction, mais pas dans ceux du personnel. Un communiqué de l'intersyndicale de RFO (CFDT, CFTC, CGT, CSA, FO et SNJ) indiquait : « En tant que professionnels de la communication, nous sommes particulièrement attachés à la préservation des libertés (...). Néanmoins, c'est au nom de ces mêmes libertés que nous nous élevons contre les mesures qui s'annoncent. Elles seraient de nature à déséquilibrer l'audiovisuel public outre-mer, menaçant dangereusement la démocratie et procédant à un nivellement par le bas des références audiovisuelles d'un public dont l'éducation en la matière est historiquement récente et a toujours été volontairement quantitativement limitée ».

L'intersyndicale appelait, jeudi 11, les salariés « à se tenir mobilisés et à envisager toutes formes d'actions, y compris la grève générale sur l'ensemble de l'outre-mer ». Le lendemain, dans les couloirs de RFO, on mentionnait qu'« une grève générale semblait se profiler dans les stations ». L'intersyndicale a sollicité des audiences, entre autres, auprès du ministre de l'Outre-mer, du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Hervé Bourges. Gérard Bélorgey affirme quant à lui « comprendre ces inquiétudes » et précise que « cette crise est une étape nécessaire de progrès ». Il a annoncé, vendredi 12, que « les nouvelles grilles de RFO pour les DOM seront prêtes le 4 mars ».

G. D.

Véronique Cauhapé

France Télévision va lancer un bouquet numérique

JEAN-PIERRE ELKABBACH, président de France Télévision, a annoncé, vendredi 12 janvier, que le service public devrait « diffuser un bouquet numérique complet, en clair sur toute l'Europe et l'Afrique du Nord », via les satellites Eutelsat, en septembre 1996. France Télévision lancera également, dès le mois d'avril, une chaîne dédiée à la fiction et présidée par Didier Decoin. La chaîne consacrée à l'histoire devrait être mise en œuvre peu après.

Cet ensemble numérique comprenant quelques programmes du service public (France 2, France 3, La Cinquième-Arte), auxquels s'ajoutent TF 1, M 6, TV 5 et Euronews, pourrait être retransmis

dès la fin du premier trimestre de 1996. Ce démarrage anticipé aurait pour but de démontrer la viabilité d'une offre numérique francophone via Eutelsat. Cet ensemble, proposé en clair, pourra être reçu avec tous les décodeurs numériques conformes aux normes définies par le Digital Video Broadcasting (DVB). Selon Jean-Pierre Elkabbach, l'accord conclu avec TF 1 sur la création d'une société d'étude pour la télévision numérique par satellite est « le noyau dur d'une alliance plus large qui doit regrouper les télévisions francophones et les télévisions publiques d'Europe » (Le Monde du 16 novembre 1995).

La diffusion par satellite sera

complétée par l'ouverture de « multiplexes » retransmissions simultanées de plusieurs émissions - de nos programmes actuels », a ajouté Jean-Pierre Elkabbach. De son côté, TF 1 pourrait multiplexer et rediffuser journaux et programmes sportifs. A terme, la Une devrait disposer de cinq ou six canaux, contre quatre pour France Télévision, capables de retransmettre 25 à 40 programmes numériques répartis sur les quatre satellites de la filière Hot Bird. Pour TF 1, le véritable lancement du numérique prendra effet avec le démarrage du projet Hyperkids, destiné aux enfants.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.00 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.25 Série : Rick Hunter. 16.15 Série : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 Série : La Philo selon Philippe. 17.55 Série : Les Années fac. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Agence tous risques. 20.00 Journal. La Minute hippique, Météo.	12.20 Jeu : Les 2 amoureux (et à 4.35). 12.55 Météo (et à 13.40). 12.59 Journal. 13.45 INC. 13.50 Série : Derrick. 14.50 Série : L'Enquêteur. 15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 15.15). 16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Série : Quoi de neuf, docteur ? 17.35 Série : La Fête à la maison. 18.05 Jeu : Les Bons Génies (et à 3.20). 18.40 Jeu : Qui est qui ? (et à 3.35). 19.15 Bonne nuit, les petits. Changement de prénom. 19.20 Studio Gabriel (et à 1.30). 19.59 Journal, Météo.	11.50 Télévision régionale. 12.35 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Série : Les Enquêtes de Remington Steele. 14.30 Téléfilm : Le Signe de Zorro. De Don Douglas. 15.40 Série : Magnum. 16.35 Les Minikéums. 17.45 Divertissement : Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Une histoire des médias, de Jean-Noël Jeanneney. 18.55 La 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : De Jack Bender, avec Jacy Smith. En mai de sensations, une brillante avocate prend une licence de détective. Pour sa première affaire, elle va faire équipe avec un privé... assésé en 1949. 15.10 Série : Deux filles à Miami. 16.05 Boulevard des clips (et à 2.15, 5.00). 16.40 Variétés : Hit Machine. 17.10 Série : Une famille pour deux. 17.40 Série : L'Étalon noir. 18.10 Série : Agence Acapulco. 19.00 Série : Code Quantum. Retour vers un futur. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. Présenté par Olivier Carreras. Avec Antoine de Caunes, Jérôme Bonaldi, Annelise Domestique, Manu Kathe. 20.35 Magazine : Ciné 6.	En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vécchi. 13.40 La Journal de l'emploi. 13.45 Téléfilm : Les Insurgés de la Terre. D'Eugène Levy, avec Kris Kristofferson, John Vernon. 15.20 Cinéma d'animation : Pierre et le Loup. De Michel Joffrenou (rediff.). 15.45 Cinéma : Little Buddha. Film franco-britannique de Bernardo Bertolucci (1993). Avec Keanu Reeves, Ying Ruchang, Chris Isaak. 18.00 Le Dessin animé, Mot. En clair jusqu'à 20.35 18.28 Série : Les Zinzins. 18.30 Cyberflash. 16.40 Variétés : Hit Machine. 18.40 Nulle part ailleurs (et à 19.10). 20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.	12.00 Feuilleton : Au plaisir de Dieu (5/10). 13.00 Pas normal. 13.30 Attention santé. 13.35 Avoir 16 ans. 14.00 Cinéma : Thérèse Raquin. ■■■ Film franco-italien de Marcel Carné (1953). Avec Simone Signoret. 15.50 Magazine : Hors-série sur court. 16.30 Rintintin. Hors-la-loi. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Écrivains et Aventuriers. 18.15 Magazine : L'Œuf de Colomb. 18.30 Le Monde des animaux. 18.55 Le Journal du temps.
TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
20.50 Magazine : Télémon n° 1. Présenté par Patrick Meney et Jacques Pradel. 22.55 Magazine : Comme un lundi. Présenté par Christophe Dechaux. Don-on s'accepter tel que l'on est ? 0.30 Séries : Simonon. La Man, de Carlo Rota, avec Vadim Glowna, Iris Berben. 2.00 Journal, Météo. 2.10 Programmes de nuit. 7 sur 7 (rediff.) : 3.00, TF 1 nuit (et à 3.40, 4.40) : 3.10, Nul ne revient sur ses pas : 3.50, Histoires naturelles : 4.50, Musique : 5.05, Histoire de la Vie.	20.50 Téléfilm : La Fille du maharadjah. [1/1]. De Serge Martino et Burt Brinckerhoff, avec Bruce Boxleitner. 22.45 Magazine : La France en direct. Présenté par Benoît Duquesne avec Albert du Roy. La France au Vatican. 0.00 Journal, Météo. 0.15 Magazine : La Carde de minuit. Présenté par Laure Adler. Les Médias. Invités : Jean-Noël Jeanneney (Une histoire des médias) ; Jean-Claude Guillebaud (Écoutez voir, le citoyen face aux médias) ; Bill Gates (La Route du futur) ; Fulvio Caccia (Cybersex) ; Daniel Filipacchi ; Serge Joly ; Axel Ganz. 2.00 Programmes de nuit. Tatort : 3.50, 24 heures d'infos : 4.05, Jeu : Pyramide : 5.00, Loubard des neiges : 6.55, Dessin animé.	20.50 Cinéma : Le Débutant. ■ Film français de Daniel Jannau (1986), avec Francis Perrin. 22.20 Météo, Journal. 22.50 Théâtre : Les affaires sont les affaires. D'Octave Mirbeau, mise en scène de Régis Santon, avec Pierre Meyrand. La bourgeoisie d'argent selon Octave Mirbeau. Très drôle, et très méchant. Belle mise en scène, excellente interprétation. 0.55 Court métrage : Libre court. Les Enfants du palais, d'Hossein Haghighi avec Virginie Guisneau. 1.20 Feuilleton : Dynamite. 2.05 Musique Graffiti. Children's Crusade, PT par Marc Ducret et Andy Emir (20 min).	20.45 Cinéma : Hot Spot. ■ Film américain de Dennis Hopper (1990). Avec Don Johnson, Virginia Madsen, Jennifer Connelly. 23.05 Téléfilm : Kidboxer 4. D'Albert Rizzo, avec Sacha Mitchell. Accusé à tort d'un crime qu'il n'a pas commis, un ancien professeur de kickboxing est libéré de prison. Il entreprend de se venger de son accusateur, traquant de drogue et de kickboxing également. 0.45 Culture pub (rediff.). 1.15 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. Dee Dee Bridgewater.	20.35 Cinéma : Les Allumés de Beverly Hills. ■ De Penelope Spheeris, avec Jim Varney, Cloris Leachman. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Court métrage : Clara et Jérôme. 22.12 Cinéma : Lou n'a pas dit non. ■ Film franco-suisse d'Anne-Marie Miéville (1994). 23.35 Documentaire : Les Grands Chânes du XIX ^e siècle. L'Affaire du docteur Crippen, de Philip Mugs.	19.00 Dessin animé : Lucky Luke. [2/26] Lucky Luke contre Pat Paker. 19.25 Magazine : Reportage. Le Golán entre guerre et paix, de Ilan Fliener. La réalité humaine et le vécu de quelques habitants du Golán, arabes et israéliens, acteurs passifs ou actifs d'un conflit dont ils ne détiennent pas forcément toutes les clés. Un film réalisé dans la perspective de la paix qui se négocie entre la Syrie et Israël. 20.00 Documentaire : La Légende du sport. La victoire d'abord dans la tête, de Dagmar Hoser-Geske. La préparation psychologique des sportifs de haut niveau comme Jürgen Zäck, Gerhard Berger et Armand Sanchez. 20.30 8 1/2 Journal.
CÂBLE	RADIO	FRANCE-CULTURE	RADIO-CLASSIQUE	FRANCE-MUSIQUE	FRANCE-CLASSIQUE
TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 22.00). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Thalassa. 21.00 Enjeux-Le Point. 22.05 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.30 Spécial questions pour un champion. 0.00 On aura tout vu. 0.35 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Journal de la RTR. En direct (30 min). PLANÈTE 19.35 Polynésie d'hier et d'aujourd'hui. De Jean-François Marry et Laurent Ferran. 20.35 Milligram. D'Egon Humer. 21.20 Bohmann, le fugitif nazi. De Dan Setton. 22.55 Voyage au bout de la vie. De Philippe Jamin. 23.20 Les Années de la Méditerranée. [1/27] Dernière de la dune. De Fernando Arrabal. 23.55 Les Grandes Merveilles de l'Amérique. [1/9]. De Chris Valentini. 1.00 Le Roi des téniers. De France-Alain Morrison (20 min). PARIS PREMIÈRE 19.30 Stars en stock. Lucile Ball. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 L'après-midi. Pièce de théâtre. Mise en scène de Michaël Makieff et Jérôme Deschamps. Enregistré à la Rochelle en mars 1991. 23.00 Concert : Jamiroqui. 23.30 Paris dernière. 0.25 Top à Jacques Chazot. Diffusé en 1972 (75 min). CANAL J 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus :	18.10, Les 2 amoureux ; 18.15, BD lire ; 18.20, Aventures dans un tableau ; 18.25, Série : Anna et le roi ; 18.50, Top top clip ; 19.00, Regarde le monde ; 19.15, Jeux ; 19.30, Série : La Rédac ; 19.55, Résultats des jeux et au revoir. CANAL JIMMY 20.00 Série : M.A.S.H. Le Démon du jeu. 20.30 Numéro un à Eddy Mitchell. Diffusé le 24 mars 1977. 21.30 Série : New York Police Blues. Épisode n° 31. 22.20 Chronique de la comédie. 22.25 Vie privée. ■ Film français de Louis Malle (1961). 0.10 Concert : Lou Reed. Enregistré à Bruxelles, en 1974. 0.45 Road Test (20 min). SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et à 23.00). Les Évadés du monastère. 19.55 Série : Corsaires et filous. Le Jugement. 20.20 Série : Holmes et Watson. Au revoir Benny. 20.45 Série : Sam Cade (et à 23.50). Faussaire. 21.40 Série : The Sweeney (et à 0.40). Chalk and Cheese. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Imagination (30 min). MCM 19.00 NBA Action. 19.30 Zoom au camé. Invité : Mous Diouf. 19.55 Mangazone (et à 23.25, 0.55). 20.00 Zoom au camé (suite). 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 Rebel TV. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Métal. 0.00 Cirs non-stop (et à 1.00). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Concert : Sheryl Crow. Enregistré à New York en 1995.	22.00 Feuilleton : The Real World London. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 Reggae Soundsystem. 0.00 The End 7 (80 min). EUROSPORT 19.00 Football. En direct. Coupe d'Afrique des Nations : Egypte-Angola. 21.00 Football. En direct. Coupe d'Afrique des Nations : Sierra Leone-Burkina Faso. 22.00 Tennis. Résumé. International d'Australie. 23.00 Eurosport. 0.00 Tennis. En direct. International d'Australie (300 min). CINÉ CINÉFIL 13.45 ■ Documentaire : Carlos Gardel à la télévision [2/2]. 18.30 Pour elle, un seul homme. ■ Film américain de Michael Curtiz (1957, N. v.o.). Avec Paul Newman. 20.30 Nous autres à Champignol. ■ Film français de Jean Béraud (1985, N.). Avec Roger Pierre. 21.55 La Maison du diable. ■ Film américain de Robert Wise (1963, N.). Avec Julie Harris. 23.45 L'Épouse des Ardenes. ■ Film américain de Byron Haskin (1961, N. v.o., 110 min). CINÉ CINÉMAS 18.50 Lune de miel. ■ Film franco-canadien de Patrick Jamain (1985). Avec Nathalie Baye. 20.30 Flocking Fernand. ■ Film français de Gérard Mordillat (1987). Avec Jean-Pierre L��aud. 21.55 La Maison de bambou. ■ Film américain de Samuel Fuller (1955, v.o.). Avec Robert Ryan. 23.35 Fantômes. ■ Film britannique de Stanley Donen (1967, v.o., 105 min). Avec Peter Cook.	20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Cinq regards sur Steve Lacy. 1. Steve Lacy et son instrument. 20.30 Le Grand Débat. Le Retour de la philo. En direct et en public du Théâtre de l'Odéon. Avec Alice Chabat, André Comte-Sponville, François Ewald, Alain Finkielkraut, Marc Sauret. 21.30 Fiction. Isadora Monteverdi ou le Grand Air de la mer, de Jean-Marie Simon. 22.40 Accès direct. Sophie Calle pour son film No Sex Last Night. FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 16 décembre 1995 au Conservatoire d'Art dramatique à Paris, par Olivier Baumont, clavier : Pr��bude en ut mineur, de Gurilyov ; Sonate en fa Majeur, de Bortolotti ; Sonate en re mineur, de Mendelssohn ; Quatuor de Cimarosa ; Sonate en sol mineur ; Sonate en sol Majeur ; Pr��bude et fugue en re Majeur, de Gurilyov ; Sonate en si bémol Majeur, de Bortolotti ; Variations sur ty detruska, aronushka, de Karaulov. 22.00 Soliste. Yuri Bashmet, alto ; Œuvres de Prokofiev, Sch��tzke, R. Schumann. 22.30 Musique pluri��. Three Settings of Celan (trois compositions sur des poèmes de Paul Celan), de	20.40 Les Sortes de Radio-Classique. Concert enregistré le 11 novembre 1995 à la salle Pleyel, par l'Orchestre symphonique français, dir. Laurent Petitgirard, la Maître des Hautes-Saines, Emile Naoumoff, piano, Christoph Henkel, violoncelle ; Fantaisie concertante pour piano et orchestre (commande de l'Institut de France et de Radio-Classique), d'Esch��ric ; Concerto pour violoncelle, op. 129, de R. Schumann ; Le Songe d'une nuit d'été, de Mendelssohn. 22.30 Archives : Adolf Busch, Rudolf Serkin, Eugene Istomin. Concerto né 1 pour clavier BWV 1052, de Bach, par le Adolf Busch Chamber Players, dir. Adolf Busch, sol. Eugene Istomin, piano ; Adagio et Fugue K 546, de Mozart, par le Adolf Busch Chamber Players, dir. Adolf Busch ; Sonate né 1 pour piano et violon op. 12 né 1, de Beethoven, Rudolf Serkin, piano, Adolf Busch, violon ; Quatuor op. 103, de Haydn, par le Quatuor Busch ; Sonate né 3 pour violon et clavier BWV 1016, de Bach, Adolf Busch, violon, Rudolf Serkin, piano ; Capriccio op. 81 né 3, de Mendelssohn, par le Quatuor Busch.	20.45 Cinéma : Zazie dans le métro. ■ Film français de Louis Malle (1960). 22.15 Documentaire : Louis Malle, un cinéma pour exister. D'Antoine Vitez. 22.25 Cinéma : Ascenseur pour l��chafaud. ■ Film français de Louis Malle (1957, N.). Avec Maurice Ronet, Jeanne Moreau, Georges Po��jouly. 23.55 Courts métrages : Court-circuit. Tri��gle, d'Elisabeth Kapnist (1989) ; Blanche est une maniaque du ménage, de Pierre Salvadori (1992).

Cent trente programmes en compétition à Biarritz

Après s'être tenu à Cannes puis à Nice, le Festival international des programmes audiovisuels s'installe sur la côte basque du 16 au 21 janvier pour sa neuvième édition

LANCER une nouvelle compétition à côté du riche Festival de Monte-Carlo et du prestigieux Prix Italia, c'était chercher la difficulté. Michel Mitran ne craint pas les aventures, quand il les juge nécessaires. Et il est obstiné. L'idée d'une manifestation indépendante lui trotte depuis longtemps dans la tête. « Il a fallu quatre ans pour la faire naître », dit-il. Il fallait trouver un lieu, des gens, de l'argent. Il fallait convaincre Pierre-Henri Deleau, entre autres. Ils ont dû se rencontrer chez le cinéaste Albicocco, ils ne savent plus bien quand... 1968, peut-être ? Deux passionnés de l'image. Rien d'étrange à ce qu'ils se voient ici et là.

Michel Mitran est cinéaste (*Les Guichets du Louvre...*), mais aussi réalisateur de télévision (il a collaboré à « Cinq colonnes à la Une », signé de nombreux documentaires, fictions, magazines d'art). Il est membre de la Société des réalisateurs français (SRF). Pierre-Henri Deleau est l'un des initiateurs de la Quinzaine des réalisateurs à Cannes, ce contre-festival créé en 1969 - avec la SRF justement - pour aider les films d'auteur. Chaque année, Deleau sillonne la planète pour dénicher des nouveaux talents. C'est lui qui a fait connaître Angelopoulos, Tchéine, Chahine, Jarmusch, Spike Lee, Scorsese et tant d'autres, qui seront ensuite sélectionnés au festival officiel. C'est lui qui créa le Festival de Paris en 1975, sélectionnera les films d'histoire à Pessac. En attendant, il a aimé *La Nuit bulgare*, de Mitran. Ils sont en rapports



constants. Quand celui-ci propose (en 1983 ou 1984) à celui-là de travailler sur le projet d'un festival qui serait le pendant de Cannes pour la télévision (il souhaite que celui-ci applique les mêmes critères d'exigence que pour la Quinzaine), Deleau hésite.

Comme Mitran, il n'a aucun préjugé contre le petit écran, position peu fréquente dans le milieu du grand. Ne rappelle-t-il pas volontiers que John Ford, Howard Hawks, Peckinpah ont travaillé pour la télévision américaine ? Reste à savoir par quel bout prendre « ce dragon à mille têtes » qu'est l'audiovisuel. Il dit pourtant

ouï assez rapidement. Et le duo s'acharne à trouver des appuis, des financements. La profession cinématographique leur met des bâtons dans les roues.

GRANDS PRINCIPES

Grâce à l'appui de Bernard Chevry, président de Mideim Organisation et fondateur du MIP, de Jérôme Clément, directeur général du Centre national du cinéma (CNC), ils vont pouvoir lancer en 1987 une première manifestation, préfiguration de ce que sera le FIPA, un week-end avec des films, pas de compétition, mais déjà les grands principes : projection sur grand

écran des documents montrés en version originale sous-titrée, ouverture de la manifestation au public, sélection indépendante. Ils trouveront l'aide d'autres partenaires, celle des sociétés d'auteurs en particulier, la SCAM, la SACD, la Sacem, l'Adami.

En neuf ans, le festival a beaucoup progressé, et démenté aussi, au gré des subventions. De plus en plus de pays sont candidats (soixante-six aujourd'hui). Il est même au bord de l'implosion. Engouement des auteurs. Les directions des chaînes sont plus froides. Il est vrai que Deleau ne leur fait pas de cadeau. L'homme est allergique aux pressions. Il sélectionne en s'appuyant sur un réseau de correspondants, part lui-même à la pêche dans de nouveaux pays, tout le monde peut lui envoyer des copies (producteurs, diffuseurs, réalisateurs). Ensuite, il visionne - seul ! - les cassettes, 1 376 cette année... Il choisit ce qu'il aime, « au feeling ». On n'est pas forcément d'accord avec les choix de cet amateur passionné, qui ne se lasse jamais de regarder des films, le niveau reste élevé, et le FIPA, manifestation la plus indépendante qui soit, est devenu un rendez-vous majeur, même si certains le trouvent un peu élitiste. Le FIPA rend toujours hommage à plusieurs personnalités. Cette année, le télécinéma Stephen Frears, le réalisateur français Jean-Claude Brisseau et le comédien espagnol Francisco Rabal seront à l'honneur. On enrage de ne pouvoir tout voir !

Catherine Humblot

Comparaisons

par Luc Rosenzweig

ON AURA pu remarquer, dimanche, tout ce que l'émission « Polémiques » doit au réalisateur Maurice Dugowson. Par défaut. L'émission de Michèle Cotta s'était transportée à Ajaccio pour traiter *in situ* de la question corse, et l'expérience fut un demi-échec, par comparaison avec celles qui ont lieu en studio. En effet, en l'absence de Dugowson, qui rappelle le officiel déjà du temps de « Droit de réponse » de Michel Polac, on retombe dans la télévision à l'ancienne, sans l'intelligence moderne des caméras qui soulignent, voire décryptent, les discours.

La table ronde organisée à la mairie d'Ajaccio, sous le portrait de l'Empereur, avec les envoyés des partis représentés à l'Assemblée corse était une fausse bonne idée : on ressortait de cette discussion sibylline l'esprit encore plus confus qu'en y entrant. Malgré les efforts de Michèle Cotta et de son acolyte Jean-Marcel Bouguereau pour recroquer les débats sur les questions susceptibles d'intéresser le téléspectateur : pourquoi cette violence, et comment sortir du blocage politique et psychologique sur l'île ? on vit les élus continuer devant les caméras leurs controverses en langage crypté. Comme s'ils n'avaient aucun souci de s'adresser au pékin du continent, qui pourrait finir par zapper « Polémiques », ce qui n'est pas trop grave, mais la Corse entière de son univers, ce qui l'est beaucoup plus.

Comparaison n'est pas raison, dit-on. Mais pouvait-on échapper à celle qui fait opposer François Mitterrand et Charles de Gaulle à longueur d'émissions commémoratives ? Cette question ne saurait être réglée par un sondage comme celui publié par *Le Journal du dimanche*, d'où il ressort que 47 % des personnes interrogées estiment que François Mitterrand fut un meilleur président pour la France, contre 38 % au général.

Faisons, très exceptionnellement, une entorse à la règle de cette chronique de ne pas traiter d'émissions dont les animateurs ou participants sont membres de la rédaction du *Monde*, mais il y a cas de force majeure. Ceux qui voudraient disposer des éléments nécessaires à se forger une conviction sur ce problème pourront voir en rediffusion, mardi 16 janvier à 15 heures l'émission de la Cinquième « Arrêt sur image », de Daniel Schneidermann, s'ils l'ont manquée samedi 13 janvier. Régis Debray et Edwy Plenel s'entretenaient du président défunct. Le premier développait la critique de l'amour qu'il avait porté à François Mitterrand, qu'il servait pendant huit ans avant de s'éloigner sur la pointe des pieds : le second, l'amour de la critique d'un homme dont il s'est attaché à révéler la « part d'ombre ». Dialogue vif et vivant, où Régis Debray mit un terme à la glose comparative. Peut-on comparer le génie et le talent ?

MARDI 16 JANVIER

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Métro.
13.30 Magazine : Femmes.
14.00 Feuilletton : Les Fous de l'Amour.
14.25 Feuilletton : Dallas.
15.25 Série : Rick Hunter.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
D'abord de vie ; le Hit 99 ; Clip ; Jeux.
17.20 Série : La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Années fac.
18.25 Série : Le Miracle de l'Amour.
19.00 Série : Agence tous risques.
20.00 Journal, Tiroir.
La Minute hippique, Métro.

20.50 Cinéma : Montparnasse Poulchérie. ■ Film français d'Yves Robert (1993).

22.40 Magazine : Grands Reportages. Femmes vendues... un trafic mondial, de Jean-Pierre Van Geirt et Pierre Leher. En vingt ans, trente millions de femmes ont été « vendues » dans le monde pour alimenter les réseaux de prostitution ou en faire des esclaves.

0.05 Magazine : Les Rendez-vous de l'Entreprise. Jean-Pierre Courcol (Afr Inter).

0.25 Série : Faïna d'az. 1.15 Journal, Métro.

1.30 Programmes de nuit. Reportages (rediff.) : 1.55, TF 1 nuit (et 2.30, 3.05, 4.10, 4.40) ; 2.05, Côte d'Azur ; 2.40, Nul ne revient sur ses pas ; 3.15, Histoire naturelle (et 5.10) ; 4.20, Série : Mémoires ; 4.50, Musique.

FRANCE 2

12.20 Jeu : Les 2 Amours.
12.55 Métro (et 13.35).
12.59 Journal.
13.45 Série : Derrick.
14.45 Série : L'Épaveur.
15.25 Théâtre à l'écran.
15.50 La Chanson aux chansons (et 5.25).
16.35 Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Quel de nous, docteur ?
17.35 Série : La Fête à la maison.
18.03 Jeu : Les Bons Génies (et 3.45).
18.40 Jeu : Qui est qui ?
19.15 Bonne nuit, les petits.
Je m'invite ou je ne m'invite pas.
19.20 Studio Gabriel (et 1.50).
19.59 Journal, Métro.

20.50 Cinéma : Trois hommes à abattre. ■ Film français de Jacques Deray (1980). Avec Alain Delon, Dalia Di Lazzaro, Pierre Dux.

22.30 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. Y a-t-il une culture lesbienne ?

0.00 Journal, Métro.
0.20 Le Cercle de minuit. Spécial Michelangelo Antonioni. Invités : Aldo Tassone, Tonino Guerra, Monica Vitti, Christine Besson, Alain Robbe-Grillet, Marco Ferreri, Olivier Assayas.

2.20 Programmes de nuit. Tarantula (rediff.) : 4.10, Jeu : Pyramide ; 4.20, 24 heures d'infos ; 5.00, L'CEI d'ici ; 5.55, Dessin animé.

FRANCE 3

11.50 Télévision régionale.
12.35 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Série : Les Enquêtes de l'inspecteur Stéphan.
14.48 La Magazine du Sénat.
15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.05 Série : Les Deux font la loi.
16.35 Les Miniklous.
17.45 Divorçement : Je passe à la télé.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Retour à la ville, d'Alain Defossé.
19.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.50 Divertissement : Spécial Fa si la chanter. Présenté par Pascal Branner. Les gains de la soirée seront reversés à l'Association Parce-Naïge.

22.45 Métro, Journal.
23.10 Magazine : Couleur pays. Programme des treize télévisions régionales.

0.40 Magazine : Sagacités (rediff.). 1.10 Magazine : Sidamag (rediff.). 1.25 Feuilletton : Dymastie. 2.10 Musique Gracifi.

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : L'été des victoires. De Kevin Sullivan, avec Greg Spottwood, Zachary Bennett. Dans le Torneo de 1995, un jeune homme vient d'obtenir sa bourse pour l'université. A la recherche d'un travail saisonnier, il se fait engager comme moniteur de vacances mais doit également s'occuper de son jeune frère.
15.10 Série : Deux fils à Miami.
16.05 Boulevard des clips (et 2.05, 5.00).
16.40 Variétés : Hit Machine.
17.10 Série : Une famille pour deux.
17.40 Série : L'Élémentaire.
18.10 Série : Agence Acapulco.
19.00 Série : Code Quantum. Le Cheval d'Éon.
19.54 Six minutes d'informations. Métro.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Magazine : E = M 6 junior. Les Chasseurs de cyclone et de tornades.

20.50 Téléfilm : Crinèvre de feu. De Henri Sraïan, avec Beth Buchanan, Michelle Fawcett. Un homme, sur le point de partir s'installer en Nouvelle-Zélande avec sa femme, meurt accidentellement. Sa femme et ses enfants décident de s'y établir malgré tout.

22.40 Téléfilm : La Femme blessée. De David Carson. Jetée à la rue par un mari jaloux et violent, une femme entreprend une action en justice pour récupérer ses deux enfants.
0.20 Magazine : Capital (rediff.).

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vesch.
13.40 La Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Lou n'a pas dit non. ■ Film franco-suisse d'Anne-Marie Miéville (1994). Avec Marie Bunel, Manuel Blanc, Caroline Mida.
15.00 L'CEI du cyclone.
15.30 Cinéma : Deux doigts sur la gâchette. ■ Film américain de Deran Sarafian (1993). Avec Christophe Lambert, Mario Van Peebles, Denis Leary.
17.00 Documentaire : Kertenda, le dernier fils d'Engel. D'Alain-Marie Thomas.
18.00 Le Dessin animé. Mot.
En clair jusqu'à 20.35
19.28 Série : Les Zinzins.
19.30 Cyberfish.
19.40 Hulle part ailleurs (et 19.10).
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Sister Act, acte 2. ■ Film américain de Bill Duke (1993). Avec Whoopi Goldberg, Kathy Najimy, Barnard Hughes.

22.15 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Monsieur Butterfly. ■ Film américain de David Cronenberg (1993, v.o.). Avec Jeremy Irons, John Lone, Barbara Sukowa.

0.00 Cinéma : Zazou et le bonheur. ■ Film français de Pierre-Henry Salari (1994). Avec Tchelly Karyo, Liane Foly, Bernadette Lafont.

LA CINQUIÈME

12.00 Au plaisir de Dieu (7/10).
13.00 Déplacements de France. Les Mantes en châteaux.
13.30 Attention santé. La Dépression.
13.35 Le château d'Alhambra.
14.00 Tiers. Une peuplade en survie.
15.00 Arrêt sur images.
16.00 La Puissance verte.
16.30 Rindirin. Fort Apache.
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Alphabets de l'Image. Georges Bardavil.
18.15 Magazine : Cinq sur cinq.
18.30 Le Monde des animaux.
18.58 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Lucky Luke. 12/26 L'Alibi.
19.25 Magazine : Reportage. Virus mortels dans la brume : à la recherche d'Ebola, de Maitte Rauch et Heimo Classen. Des faits nouveaux et inédits sur l'origine du virus Ebola.
19.55 Court métrage : Roboldip.
20.00 Documentaire : Baby It's You. [36] Saisir. De Leanne Klein et David Hickmann.
20.30 R 1/2 Journal.

20.45 La Vie en face : La Chaise, la vache et la charrue. De Jean Leffaux.

21.40 Soirée thématique : Contes de la séduction [2]. Proposé par le Westdeutscher Rundfunk. Après un premier volet de courts métrages érotiques, le 12 décembre dernier, de nouvelles perles inédites, signées Mika Kaurismäki, Nicholas Roeg, Ken Russell.

21.41 Courts métrages : Une mémoire d'éphémère, de Detlev Buck (1995, v.o.) ; 22.10 Sambolco, de Mika Kaurismäki (1995, v.o.) ; 22.40 Hôtel Paradis, de Nicholas Roeg (1995, v.o.) ; 23.15 La Salle d'attente, de Jos Stelling (1995, v.o.) ; 23.40 L'Invisible Mrs. Kirsch, de Ken Russell (1995, v.o.) ; 0.10 Touche-moi, de Paul Cox (1955, v.o.).

0.35 Bibliographie.
0.45 Cinéma : Le Feu follet. ■ Film français de Louis Malle (1963, N., 103 min, rediff. du 10 janvier).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Métro des cinq continents (et 22.00). 19.30 Journal de la TSR. 22.05 Envoies spéciaux. 21.30 Perfecto. 22.05 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.30 Bas les masques. 23.45 Viva. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (30 min). PLANÈTE 19.05 Pancho Villa. De Michel Honoré. 20.05 La Bodega Bohémienne. D'Édith Pons. 20.35 Vol au-dessus des nuages. [5/11] Super Blandard, la surprise des Malouines. De J.D. Jones. 21.25 La Légende du rugby. De Michel Arons. 22.20 Polyèdre d'hier et d'aujourd'hui. De Jean-François Marty et Laurent Ferrari. 23.20 Milgram. D'Egon Hummer. 0.05 Schumann, le fugitif nazi. De Dan Setton (95 min).

PARIS PREMIÈRE 19.30 Stars en stock. Vivien Berry. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Edem's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Les Garçons. ■ Film italien de Mauro Bolognini (1959, N.). 0.00 Totalement cinéma. 0.30 Concert : Jamroqual. 0.55 Top-Rop (30 min).

CANAL J 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rebus ; 18.10, Les 2 animaux ; 18.15, Cinéma C'est la vie ; 18.20, Aventures dans

un tableau ; 18.25, Série : Wolf 1 ; 18.50, Top clip ; 19.00, Des souris et des Hommes ; 19.15, C'est la vie ; 19.30, Série : La Rédac ; 19.55, Bricolage et au revoir ; 20.00, Tar-mac ; 20.30, Cajou l'invité.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. C'est juin ! 21.25 Série : Palace. 22.20 Chronique balnéaire. 22.25 Série : Angela, quinze ans. Halloween. 22.35 Camibus. 0.10 Série : Bottom. Finger. 0.40 Country Box (90 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapéau melon et bottes de cuir (et 23.00). Haute tension. 19.55 Série : Corsaires et filibustiers. Le Complot. 20.20 Série : Holmes et Yoyo. 20.45 Série : University Hospital (et 23.50). La Lune rouge. 21.30 Le Club. 21.40 Série : The Sweeney (et 0.40). Faces. 22.30 Alfred Hitchcock présente. L'Ange gardien (30 min).

MCM 19.00 Passion cinéma. 19.30 Zoom au carré. 19.55 Magazine (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom au carré (suite). 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 NBA Action. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Métal. Spécial Peter Alexander Band. 0.00 Clips non-stop (et 1.00). (55 min).

MTV 19.00 Hanging Out. 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 The Worst of Most Wanted. 21.30 Guide to Alternative

Music. 22.30 Beats and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 Feuilletton : The Real World London. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.00 Football. En direct. Coupe d'Afrique des Nations : Gabon-Libéria. 21.00 Football. En direct. Coupe d'Afrique des Nations : Tunisie-Mozambique. 22.00 Tennis. Résumé. Internationaux d'Australie. 23.00 Supercross. 0.00 Tennis. En direct. Internationaux d'Australie (300 min).

CINÉ CINÉ 9.45 Documentaire : Carlos Gardel à la télévision [2/2]. 18.55 Le Tigre du Bengale. ■ Film allemand de Richard Eichberg (1938, N., v.o.). 20.30 La Fille aux yeux gris. ■ Film français de Jean Faurez (1945, N.). Avec Claude Génia. 22.05 Sailor of the King. ■ Film britannique de Roy Boulting (1955, N., v.o.). Avec Michael Rennie. 23.30 Pour elle, un seul homme. ■ Film américain de Michael Curtiz (1957, N., v.o., 115 min). Avec Paul Newman.

CINÉ CINÉMAS 18.45 Lettre pour L... ■ Film français de Romain Goupil (1993). Avec Françoise Prent. 20.30 La Belle Noiseuse. ■ Film français de Jacques Rivette (1999). Avec Michel Piccoli. 22.35 Doc Hollywood. ■ Film américain de Michael Catron-Jones (1991, v.o.). Avec Michael J. Fox. 0.20 Le Verdict. ■ Film américain de Sidney Lumet (1982, 125 min). Avec Paul Newman.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Cinq regards sur Steve Lacy. 2. Steve Lacy, son répertoire, ses compositions. 20.30 Archipel sonore. 21.28 Poésie sur parole. Cesare Pavese (2). 21.32 Grand angle (rediff.). Les dames de la boucane ou la mémoire de Récomp. 22.40 Muts magnétiques. Cour de fer. 1. Sur les traverses, l'orage. 0.05 Du jour au lendemain. Pierre Michon (La Grande Beule).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 8 mai 1995 à la Philharmonie de Berlin, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. Jeffrey Tate. Rosenarie Lang, contralto, Rosa Mannion, soprano, Stephen Roberts, baryton : Symphonie n°1 Versuch eines Requiem, sur des textes de Walt Whitman, pour contralto et orchestre, de Vaughan-Williams ; Da nobis pacem, de Hartmann. 20.30 Soliste. Yuri Bashmet, alto : Œuvres de Schnittke. Roda-vet, 22.25 Débatte-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Kancheli : Ent pour soprano, flûte, violon, alto, violoncelle, contrebasse et bande magnétique : Enmal ; Psalm (sur des poèmes de Paul Celan), dir. Wladimir Jurawski ; Halabja, à la mémoire

des victimes kurdes, de Chamouard, par l'Orchestre régional de Bayonne-Côte basque, dir. Robert Delcroix.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les Néoclassiques. Symphonie n°3, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Bernard Haitink ; Introduction et Pessacelle, de Reger, par le Duo Tai et Groetuyssen, piano à quatre mains ; Pukonella, suite d'orchestre, de Stravinsky, par l'Orchestre de St-Luke, dir. Robert Craft ; A Fugal concerto op. 40 n°2, de Holst, par l'Orchestre de Chambre de Saint Paul, dir. Christopher Hogwood ; Danses et airs antiques, première suite, de Respighi, par l'Orchestre de Chambre de Saint Paul, dir. Hugh Wolff ; Sinfonietta, de Poulenc, par l'Orchestre de Paris, dir. Georges Prêtre. 22.40 Les Soirées... (Suite). Prélude à une fugue imaginaire, de Melipiero, Jean-Pierre Ferrey, piano ; Camina Barana, troisième partie, d'Orff, par les Petits Chanteurs de Vienne, le Chœur Arnold Schönberg, l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. André Previn, Barbara Bonney, soprano, Anthony Michaels Moore, baryton ; Quintette n°2, de Martinu, par le Quatuor Lindsey, Peter Frank, piano ; Métamorphoses symphoniques sur des thèmes de Weber, de Hindemith, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado.

Aurore Dudevant

par Pierre Georges

C'ÉTAIT À L'AUBE d'un journal, *Le Figaro*, il y a cent soixante-dix ans. Ou plutôt un tout petit peu après, en janvier 1831. Elle signait Aurore, Aurore Dudevant. Elle débutait. Malheur aux débutantes.

En ce temps-là, raconte Anne Muratori-Philip, *Le Figaro* s'écrivait au coin du feu, côté Bergère, dans l'appartement d'Henri de Latouche, maître à rédiger. L'homme était berrichon, de La Châtre. La débutante, berrichonne, de Nohant. Voilà qui crée des liens et une forme de convivialité.

L'homme était découvreur de talents. La débutante avait du talent. Au coin du feu, elle écrivait, écrivait. Au coin du feu, il coupait, coupait. Et tout était déjà dit sur le journalisme, et l'art de faire un journal. Elle noircissait des pages entières. Il blanchissait des paragraphes entiers. Vanité d'auteur contre vanité des écrits.

Aurore Dudevant, qui n'avait pas les mots dans sa poche, finit, dans une correspondance, par écrire ce qu'elle pensait de son tourment. « Nous n'avons pas précisément la liberté du Figaro. M. de Latouche, notre digne patron, est sur nos épaules, taillant, ragnant à tort et à travers, nous imposant ses lubes, ses aberrations, ses caprices. Nous ne sommes que ses manœuvres ouvriers-journalistes, garçons-rédacteurs. Et je ne suis pas autre chose pour le moment. »

Aurore Dudevant avait tout compris. Et notamment trois choses. La première, c'est qu'il n'est de journal sérieux sans M. de Latouche aux ciseaux, de digne patron, ragnant, coupant, y compris à tort et à travers. Et que c'est là le début du sérieux et de l'affection. La seconde, cette vieille blague des salles de

rédaction qui suppose que faire du journalisme, c'est tout de même mieux que travailler. La troisième enfin, autre vieux précepte, que le journalisme conduit à tout. A condition d'en sortir.

Elle finira par en sortir, Aurore Dudevant, et par devenir George Sand. Mais après avoir subi, sans doute allègrement, lubes, aberrations et caprices. Et après avoir sévi, tout aussi allègrement. La preuve, cette anecdote rapportée par Anne Muratori-Philip. Le « digne patron » ne devait pas tailler et rogner tant que cela. Il advint que, quelques semaines après s'être plainte de la sollicitude extrême de son patron, Aurore Dudevant réussit un coup de maître : un article au canon - même si les canons et la censure de l'époque étaient autres - qui valut au *Figaro* double ration de répression. La saisie du journal et la privation pour Nestor Roqueplan, autre patron de la rédaction, d'une décoration fort prisée sous la Restauration, la croix du roi-citoyen.

Aurore-George Dudevant-Sand n'en fut pas autrement catastrophée. Au contraire, rapporte notre consœur, elle jubila. « C'est pourtant moi qui ai fait ce coup-là ! couffe-t-elle à un ami. J'en peux pas revenir et j'en ris à me démettre les mandibules. »

C'était un autre temps. Un autre *Figaro*. Une autre presse. C'était une autre proposition - « railler les sots et braver les méchants » - sous un autre précepte en exergue du journal : « La vérité, quand même ! ». C'était autrefois. Mais rien ne nous empêche, en période de vœux, de souhaiter une presse écrite, une presse Dudevant qui puisse encore, parfois, rire. A s'en démettre les mandibules.

Lionel Jospin veut que le Parti socialiste « retrouve un projet historique »

A « 7/7 », il a salué « la formidable leçon de réalisme » de François Mitterrand

UNE SEMAINE après la mort du fondateur du parti d'Épinay et du « rassembleur » de la gauche, les socialistes reprennent le travail de deuil qu'ils avaient largement entamé avant le départ de l'Élysée de François Mitterrand, puis mis un peu de côté. Aux hommages unanimes, et parfois un peu obligés, s'ajoutent de nouveaux bilans.

Lionel Jospin s'est livré à cet exercice difficile, dimanche 14 janvier, lors d'un « 7/7 » spécial sur TF1, où il s'est retrouvé en duplex avec Mario Soares et Mikhail Gorbatchev. Le premier secrétaire du PS a reconnu qu'il avait réagi « avec réserve, avec pudeur », ajoutant que c'est au cours des jours qui ont suivi l'annonce du décès que « le chagrin [?] a envahi ».

Alors qu'il avait été l'un des premiers à se livrer, avant même d'être candidat à l'élection présidentielle, à un bilan critique du double septennat de François Mitterrand, M. Jospin a montré, dimanche, plus d'hésitations à fendre de nouveau l'armure.

L'hommage a pris le dessus vis-à-vis d'un homme dont il a pris soin de rappeler : « Il m'a choisi

pour lui succéder. » « Son socialisme était un socialisme républicain, un socialisme humaniste », a-t-il souligné, en accentuant son éloge : « Nous avons, grâce à lui, fait l'expérience du pouvoir et, si nous revenons un jour au pouvoir, nous n'aurons pas l'excuse de l'expérience. [...] François Mitterrand a fait passer la gauche de la virtualité à la réalité. Il nous a tous donné une leçon formidable de réalisme. »

DES « ÉCHECS » RECONNUS

Récusant la notion de « droit d'inventaire », M. Jospin a toutefois distingué, dans l'héritage mitterrandien, les « grandes réformes » (retraite à soixante ans, abolition de la peine de mort, décentralisation), les « vigoureuses impulsions » (éducation, culture, Europe) et les « échecs » (chômage, inégalités croissantes et affaires).

« Sur le terrain des inégalités ou du chômage, nous devons une revanche au peuple français », a affirmé l'ancien ministre de l'Éducation qui en a profité pour assigner au PS - et, au-delà, à l'ensemble de la gauche qui, comme la France, « a

besoin de vérité » - une double ambition : définir des « objectifs clairs et mobilisateurs » (chômage, inégalités, logement) et « retrouver un projet historique ».

Successeur plus qu'héritier de François Mitterrand, M. Jospin a insisté sur le message européen de l'ancien président, en y voyant « un des éléments essentiels de son action politique ». La question européenne, qui doit être au centre d'une convention du PS fin mars, a fait l'objet de l'essentiel des déclarations socialistes pendant le week-end.

Réunis à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), samedi 13 et dimanche 14 janvier, pour fêter leur dixième anniversaire et adopter de nouveaux statuts, les clubs Convalmure (rocardiens) ont peu évoqué le bilan de l'ancien président. « Il n'y a pas d'héritage qui fait loi », a dit un des participants, mais ont beaucoup parlé de l'Europe. Michel Rocard insistant sur la nécessité de poursuivre la construction européenne et d'aller vers la monnaie unique, en conjurant les risques d'« involu- tion ».

C'était aussi pour parler de l'Europe que six cents fabiusiens s'étaient réunis dimanche à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

« DAVANTAGE D'EUROPE »

Laurent Fabius qui a commencé par un hommage à François Mitterrand a ainsi voulu apporter une « contribution » au débat interne au PS. La tonalité de ces débats n'a nullement été anti-Maastricht et les participants se sont retrouvés pour estimer qu'il fallait respecter les délais pour la monnaie unique mais adapter les critères, en jugeant « en tendance » la convergence des économies.

Invité le même jour du Club de la presse d'Europe 1, Pierre Mauroy a plaidé pour « davantage d'Europe », tout en ajoutant : « Mais ne nous donnons pas un corset ! [...] Il ne faut pas désespérer les peuples. » Se référant à une proposition de François Mitterrand en 1982, il a souhaité que l'Allemagne et la France se concertent pour « une politique de relance européenne ».

Michel Noblecourt

L'informatique révèle une élogie inconnue de Shakespeare

« PUISQUE LE TEMPS et son terme convenu / Ont abrégé le cours de ses jours plein d'espoir / Alors que de Vertu lui faisaient promesse / D'heureuses réussites et de justes louanges / Sur quel monument d'éternelle mémoire / Inscrire son nom que rien ne blémira ? »

Voilà, en traduction française, le début d'une élogie de 578 vers désormais attribuée à William Shakespeare. C'est la première fois depuis 1612 (à propos de la pièce *Sir Thomas More*) que certains spécialistes de la période élisabéthaine s'accordent pour prêter crédit à une authentification. Mais l'auteur de la démonstration, Donald Forster, un professeur américain de Vassar College, a pris son temps - treize ans - et a mené une enquête informatique très fouillée.

DE DEUX INDICES À UNE QUASI-CERTITUDE

En 1983, Donald Forster, au cours de ses recherches pour sa thèse de doctorat, découvrit un texte de vingt et une pages publié en 1612 par l'éditeur de Shakespeare - précisant qu'il s'agissait d'une « œuvre d'un poète connu », signé W.S. et conservé à la Bodleian Library d'Oxford. S'agissait-il d'un poème inconnu de Shakespeare ? Sachant que s'il proposait cette hypothèse armé d'un si malin bagage - des initiales et une publication chez l'éditeur de Shakespeare -, il ne serait pas pris au sérieux, M. Forster décida d'apporter des

preuves. Il mit au point un programme informatique - « Shaxicon » - qui lui permettait de comparer les similitudes entre le vocabulaire de Shakespeare et celui de l'auteur de l'élogie. De nombreux mots et tournures rares (apparaissant une douzaine de fois dans les diverses pièces de Shakespeare) étaient identiques. Donald Forster a présenté son travail en décembre 1995 devant un aéropage de spécialistes qu'il a, dans leur majorité, convaincus. « Dans dix ou vingt ans, ce texte sera considéré comme une référence shakespearienne, sans discussion possible », affirme l'un d'eux, Lars Engle, auteur d'un *Shakespearean Pragmatism*.

Cette *Funerall Elegie* a été écrite après le meurtre d'un jeune homme appartenant au milieu de théâtre de l'époque, William Peter. Elle apporte des précisions biographiques non négligeables sur Shakespeare, témoignant notamment de ses doutes religieux - le conduisant à une sorte d'agnosticisme -, de son désenchantement à l'égard du théâtre. Ce texte confirme aussi sa bisexualité, déjà relevée à propos de 126 de ses sonnets, adressés à un jeune homme - qui, selon le professeur Engle, pourrait être le même William Peter.

Josyane Savigneau

★ La traduction française de *A Funerall Elegie* paraîtra dans quelques semaines aux éditions Stock.

Simone Veil critique le RDS

SIMONE VEIL a mis en doute, lundi 15 janvier, sur RMC, le montant de 230 milliards de la dette du régime général, qui a obligé le gouvernement à instaurer le remboursement de la dette sociale (0,5 % sur tous les revenus). L'ancien ministre des affaires sociales d'Edouard Balladur a reproché au gouvernement « de faire payer deux fois » les Français.

« La moitié, 110 milliards, avait déjà été payée par tout le monde », a-t-elle expliqué. M. Juppé juge « que les 110 milliards qui ont été payés ne servent à rien, il les met dans un autre fonds que celui prévu pour l'amortissement de la dette et il redemande la somme complète », a-t-elle regretté. M^{me} Veil estime souhaitable « de reporter l'application du RDS de quelques mois, soit de l'alléger de la moitié ».

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 15 janvier, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 20297,40 -0,44 -2,10

Hong Kong Index 10540 +1,06 +5,41

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

1995-96

1996-97

1997-98

1998-99

1999-00

2000-01

2001-02

2002-03

2003-04

2004-05

2005-06

2006-07

2007-08

2008-09

2009-10

2010-11

2011-12

2012-13

2013-14

2014-15

2015-16

2016-17

2017-18

2018-19

2019-20

2020-21

2021-22

2022-23

2023-24

2024-25

2025-26

2026-27

2027-28

2028-29

2029-30

2030-31

2031-32

2032-33

2033-34

2034-35

2035-36

2036-37

2037-38

2038-39

2039-40

2040-41

2041-42

2042-43

2043-44

2044-45

2045-46

2046-47

2047-48

2048-49

2049-50

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 11h01

Paris CAC 40 1907,59 +0,51 +1,50

Londres FT 100 3665,70 +0,30 -0,63

Zurich 1594,94 - - +0,33

Milan MIB 30 988 - -0,60 +6,12

Frankfurt Dax 30 2357,88 +1,22 +4,61

Bruxelles 1614,67 +0,57 +3,52

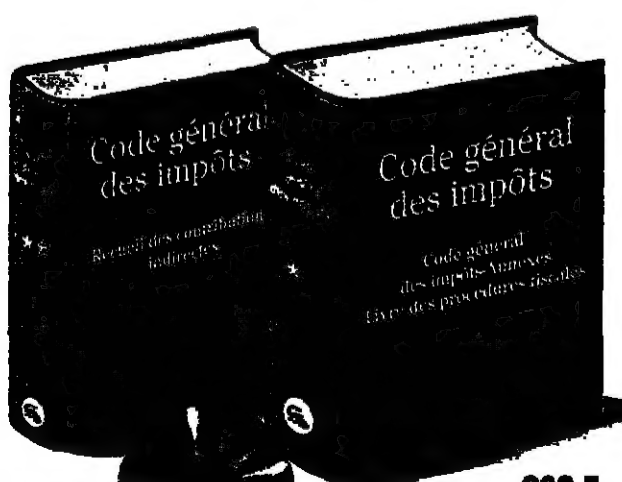
Séoul S&P 1412,25 - -2,73

Madrid Iboex 35 326,40 +0,88 +2,04

Amsterdam CBS 331,50 +0,79 +3,11

Tirage du Monde daté dimanche 14-janvier 1996 : 548 702 exemplaires - 3

PASSEZ AU VERT !

Édition 1995/96
(1500 dispositions nouvelles)

120 F

230 F

En CD-ROM :
4 années de CGI (1992-95)

En librairie

L'édition qui fait autorité, pour des
déclarations fiscales en toute sérénité...

IMPRIMERIE NATIONALE Éditions - L.G.D.J.

L'ex-juge Di Pietro et Silvio Berlusconi piégés par des écoutes téléphoniques

ROME

de notre correspondant

Au moment où l'Italie, sans gouvernement, se cherche des dirigeants et des majorités, pour ne pas dire des projets, deux leaders potentiels sont mis en difficulté : l'ancien président du conseil, Silvio Berlusconi, qui a dû démissionner du pouvoir il y a un an, et l'ancien grand accusateur public des procès en corruption, Antonio Di Pietro, qui rêve d'y accéder.

De quoi s'agit-il ? D'une pratique désormais coutumière qui veut que grâce à des fuites bien orchestrées les interrogatoires des personnalités faisant l'objet d'enquêtes judiciaires soient publiés dans les journaux, au même titre d'ailleurs que les transcriptions des « écoutes » de leurs conversations téléphoniques.

Dans le long affrontement politique qui se poursuit depuis des mois par presse et justice interposées, on avait ainsi pu lire les bons

mots de Bettino Craxi, l'ex-leader socialiste qui s'est réfugié à Hammamet, en Tunisie, pour éviter les désagréments de la prison dans son pays ; certains échanges plus rustiques entre patrons mafieux surveillés, ou les plaintes répétées de la femme d'un ex-ministre inculpé.

EXPORTER « MANI PULITE »

Cette fois, il s'agit de larges extraits d'un interrogatoire-fléuve auquel a été soumis en juillet dernier Antonio Di Pietro, qui devrait savoir dans les prochaines semaines s'il passera ou non en jugement pour « concussion » et « abus de pouvoir ».

Pour corser le tout sont publiées également quelques-unes de ses conversations téléphoniques, dont l'une qui laisserait présager un vague projet - politique ? - avec l'entrepreneur Carlo De Benedetti. Ces indiscretions montrent, en tout cas, que l'ancien magistrat,

qui avait dit après sa démission vouloir « retourner à son tracteur », ne manquait en fait pas de projets. Il voulait, entre autres, disant certains journaux qui ont reçu les précieux documents, recueillir des preuves fondamentales contre la Fininvest de Silvio Berlusconi et « arriver à un changement de la classe dirigeante et des lois », tout en exportant l'enquête « Mani Pulite » dans le monde entier.

Etait-ce là le projet politique du magistrat le plus populaire d'Italie ? « Un projet fou ! », commente *Il Giornale*, le journal du groupe Berlusconi, ravi de l'ambiance, tandis que les lieutenants du magnat des ondes parlent de « mégalomanie » et de « coup d'État » larvé. L'avocat d'Antonio Di Pietro rétorque que l'on s'est plu à déformer de simples « arguments technico-juridiques » utilisés par son client. En attendant, révolté et déçu, l'ancien juge Di Pietro est bien embarrasé.

Quant à Silvio Berlusconi, dont le procès dans l'affaire de corruption de la brigade financière doit s'ouvrir mercredi 17 janvier à Milan, il n'a pas savouré longtemps le plaisir de voir son adversaire désarmé, car il vient lui aussi d'être atteint, par ricochet.

« AMICALE » PRESSION

Des journaux qui ne lui sont guère favorables publient une conversation téléphonique qu'il aurait eue avec un constructeur ami du juge Di Pietro : il semble que M. Berlusconi, inquiet de l'entrée éventuelle en politique d'Antonio Di Pietro, ait offert son aide au constructeur, en échange d'un petit « coup de main » pour éloigner cette pénible éventualité. Ces « révélations », dont la justice ne sort pas toujours grande, ne sont pas pour clarifier les enjeux politiques aux yeux des Italiens.

Marie-Claude Decamps

A nos lecteurs

UN AN APRÈS LE LANCEMENT DE SA NOUVELLE FORMULE, *Le Monde* continue de changer. A partir du samedi 20 janvier, nos lecteurs découvriront nos nouveaux rendez-vous hebdomadaires : le samedi (nos éditions datées dimanche-lundi), le nouveau cahier « Télévision-Radio-Multimédia » de 40 pages, guide pratique de tous les écrans, avec des programmes encore plus complets, des enquêtes et des analyses ; le lundi et le mardi (nos éditions datées mardi et mercredi), une nouvelle formule des cahiers « Initiatives-Métiers » et « Initiatives-Étudiants » ; le jeudi (nos éditions datées vendredi), un « Monde des livres » renoué, faisant une plus grande place aux enquêtes et à l'actualité. De plus, nos éditions du samedi (datées dimanche-lundi) offriront dorénavant trois pages « Placements et marchés », élargissant et modernisant nos actuelles pages hebdomadaires consacrées aux marchés financiers.